

Conseil Communautaire - Ordre du jour des délibérations

Séance du 14 février 2020

01- Commission Générale et des Finances

Direction Générale Finances publiques - Administration numérique				
Direction Budget - Finances				
N°ordre	1	Titre	Garantie d'emprunt à 100 % à Ékidom - Réhabilitation de 36 logements situés rue Saint-Pierre le Puellier, quartier du centre-ville à Poitiers - Montant total de 268 865,00 €	Page 7
Identifiant	2019-0734	Pièce(s) jointe(s)	Contrat de prêt Photo	
Rapporteur(s)	Claude EIDELSTEIN			

Direction Générale Finances publiques - Administration numérique				
Direction Budget - Finances				
N°ordre	2	Titre	Garantie d'emprunt à 100 % à Ékidom - Acquisition-amélioration d'un logement situé 19 rue des Sables rouges, quartier du Porteau à Poitiers - Montant total de 143 903 €	Page 34
Identifiant	2019-0738	Pièce(s) jointe(s)	Contrat de prêt Plan de situation Photos	
Rapporteur(s)	Claude EIDELSTEIN			

Direction Générale Finances publiques - Administration numérique				
Direction Budget - Finances				
N°ordre	3	Titre	Garantie d'emprunt à 100 % à Ékidom - Réhabilitation de 100 logements situés résidence des Trois rivières, quartier des Trois cités à Poitiers - Montant total de 264 177 €	Page 62
Identifiant	2020-0023	Pièce(s) jointe(s)	Contrat de prêt Plan de situation Photos	
Rapporteur(s)	Claude EIDELSTEIN			

Direction Générale Finances publiques - Administration numérique				
Direction Budget - Finances				
N°ordre	4	Titre	Garantie d'emprunt à 50 % à Habitat de la Vienne - Acquisition en Vente en l'état futur d'achèvement (Vefa) de 11 logements situés rue de la Chaume à Saint-Benoît - Montant total de 770 320 €	Page 91
Identifiant	2020-0024	Pièce(s) jointe(s)	Contrat de prêt Plan de situation	
Rapporteur(s)	Francis CHALARD			

Direction Générale Finances publiques - Administration numérique				
Direction Budget - Finances				
N°ordre	5	Titre	Garantie d'emprunt à 50 % à Habitat de la Vienne - Construction de 19 logements pour le foyer d'hébergement "La Chaume" situé rue de la Chaume à Saint-Benoît - Montant total de 2 307 500 €	Page 131
Identifiant	2020-0025	Pièce(s) jointe(s)	Contrat de prêt Plan	
Rapporteur(s)	Francis CHALARD			

Direction Générale Finances publiques - Administration numérique				
Direction Achats - Moyens généraux				
N°ordre	6	Titre	Centrale d'achat de Grand Poitiers - Conditions générales d'adhésion	Page 162
Identifiant	2020-0026	Pièce(s) jointe(s)	conditions_generales_adhesion_centrale_achat_vd.docx	
Rapporteur(s)	Francis CHALARD			

Direction Générale Éducation -- Vie de la cité				
Direction Vie associative - Vie des quartiers				
N°ordre	7	Titre	Signature du second avenant au Contrat enfance - jeunesse (CEJ) "Grand Poitiers" avec la Caisse d'allocations familiales de la Vienne (Caf) (années 2019 et 2020)	Page 170
Identifiant	2019-0547	Pièce(s) jointe(s)	Avenant n°2 Contrat enfance - jeunesse (CEJ) non signé	
Rapporteur(s)	Christine BURGÈRES			

Direction Générale Transition énergétique				
Direction Energie - Climat				
N°ordre	8	Titre	Avenant n° 13 à la convention de Délégation de service public (DSP) production et distribution de chaleur, et construction d'une source de production renouvelable quartiers Couronneries, Touffenet et Saint-Éloi	Page 244
Identifiant	2020-0015	Pièce(s) jointe(s)	Avenant n° 13 à la convention de Délégation de service public (DSP) production et distribution de chaleur, et construction d'une source de production renouvelable Règlement de service	
Rapporteur(s)	Florence JARDIN			

Direction Générale des Services				
Direction Evaluation des politiques publiques				
N°ordre	9	Titre	Convention de coopération « public-public » relatif au Plan du corps de rue simplifié (PCRS) Image et à l'orthophotographie à haute résolution (ortho HR) sur le département de la Vienne	Page 305
Identifiant	2020-0011	Pièce(s) jointe(s)	Convention Plan du corps de rue simplifié (PCRS)	
Rapporteur(s)	Francis CHALARD			

Direction Générale des Services				
Direction Systèmes d'information - Techniques numériques				
N°ordre	10	Titre	Convention d'hébergement Baie Informatique Eaux de Vienne - Siveer	Page 332
Identifiant	2020-0027	Pièce(s) jointe(s)	Convention d'hébergement	
Rapporteur(s)	Francis CHALARD			

Direction Générale Transition énergétique				
Direction Mobilités				
N°ordre	11	Titre	Mise en place d'une convention de mise à disposition de données trafics entre la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (Dreal) et Grand Poitiers	Page 345
Identifiant	2019-0797	Pièce(s) jointe(s)	Convention de mise à disposition de données trafics entre Grand Poitiers Communauté urbaine et PCu et la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (Dreal)	
Rapporteur(s)	Anne GÉRARD			

Direction Générale Jeunesse - Vie sportive				
Affaires générales				
N°ordre	12	Titre	Attribution de subventions au Stade Poitevin Tennis	Page 362
Identifiant	2020-0002	Pièce(s) jointe(s)	Tableau Convention financière	
Rapporteur(s)	Corine SAUVAGE			

Direction Générale Attractivité - Développement économique				
Direction Politiques de l'emploi				
N°ordre	13	Titre	Attribution de subventions au titre du Plan local pour l'insertion et l'emploi (Plie)	Page 369
Identifiant	2020-0021	Pièce(s) jointe(s)	Tableau de subventions Convention financière Indigo Formation Convention financière Le Centre	
Rapporteur(s)	Michel FRANÇOIS			

Direction Générale Ressources humaines				
Direction Relations sociales				
N°ordre	14	Titre	Attribution d'avance de subvention au Comité d'activités sociales et culturelles (Casc) Grand Poitiers	Page 381
Identifiant	2020-0020	Pièce(s) jointe(s)	Tableau de subvention Convention financière	
Rapporteur(s)	Francis CHALARD			

Direction Générale Attractivité - Développement économique				
Direction Politiques de l'emploi				
N°ordre	15	Titre	Soutien à la démarche French impact	Page 387
Identifiant	2020-0034	Pièce(s) jointe(s)		
Rapporteur(s)	Michel FRANÇOIS			

Direction Générale Attractivité - Développement économique				
Direction Politiques de l'emploi				
N°ordre	16	Titre	Appel à projet "Coup de cœur" Économie sociale et solidaire (ESS)	Page 391
Identifiant	2020-0031	Pièce(s) jointe(s)	Appel à projet Économie sociale et solidaire (ESS)	
Rapporteur(s)	Michel FRANÇOIS			

Direction Générale Politiques territoriales				
Direction Développement rural				
N°ordre	17	Titre	Demande de subvention Leader Pays des Six Vallées - Étude de faisabilité d'un atelier de transformation légumes/viandes en lien avec le lycée agricole de Venours	Page 400
Identifiant	2020-0018	Pièce(s) jointe(s)		
Rapporteur(s)	Florence JARDIN			

Direction Générale Attractivité - Développement économique				
Direction Entreprises - Tourisme - Agriculture				
N°ordre	18	Titre	Demande de subventions pour l'aménagement de l'extension de la Zone d'activités économiques (ZAE) du Planty à Chauvigny	Page 404
Identifiant	2020-0033	Pièce(s) jointe(s)		
Rapporteur(s)	Michel FRANÇOIS			

Direction Générale Espaces publics et cadre de vie				
Direction Voirie				
N°ordre	19	Titre	Convention préalable pour l'incorporation dans le domaine public des terrains, voies et équipements d'un lotissement aménagé, allée des Vignes - commune de Montamisé	Page 408
Identifiant	2020-0028	Pièce(s) jointe(s)	Convention préalable pour l'incorporation dans le domaine public des terrains, voies et équipements public - Opération lotissement "La Guimarderie", commune de Montamisé Plan de situation Plan de masse	
Rapporteur(s)	Jean-Claude BOUTET			

Direction Générale Espaces publics et cadre de vie				
Direction Voirie				
N°ordre	20	Titre	Convention Orange pour effacement de réseau de télécommunication - avenue de la Gare à Saint-Georges-lès-Baillargeaux	Page 418
Identifiant	2020-0022	Pièce(s) jointe(s)	Convention départementale pour la mise en souterrain des réseaux aériens de communications électroniques de Orange établis sur supports communs avec les réseaux publics aériens de distribution d'électricité	
Rapporteur(s)	Éliane ROUSSEAU			

Direction Générale Développement urbain - Construction				
Direction Immobilier				
N°ordre	22	Titre	Cession des trois courts de tennis du stade des Écluzelles par Grand Poitiers au profit de la commune de Chasseneuil-du-Poitou	Page 429
Identifiant	2020-0010	Pièce(s) jointe(s)	Plan des trois courts de tennis - stade des Écluzelles	
Rapporteur(s)	Dominique CLÉMENT			

Direction Générale Développement urbain - Construction				
Direction Immobilier				
N°ordre	23	Titre	Cession d'une partie de la parcelle AK n° 151 - avenue du Plateau des Glières à Poitiers	Page 433
Identifiant	2020-0008	Pièce(s) jointe(s)	Plan	
Rapporteur(s)	Dominique CLÉMENT			

Direction Générale Développement urbain - Construction				
Direction Immobilier				
N°ordre	24	Titre	Cession de foncier auprès de la Société d'équipement du Poitou (Sep) - Parc Aliénor d'Aquitaine	Page 437
Identifiant	2020-0009	Pièce(s) jointe(s)	Parcelles à céder Plan	
Rapporteur(s)	Daniel HOFNUNG			

Direction Générale Transition énergétique				
Direction Parc de véhicules				
N°ordre	25	Titre	Aliénation de matériel réformé - n° parc TRP026 Chargeuse LIEBHERR	Page 442
Identifiant	2020-0012	Pièce(s) jointe(s)		
Rapporteur(s)	Claude EIDELSTEIN			

Direction Générale Transition énergétique				
Direction Parc de véhicules				
N°ordre	26	Titre	Aliénation de véhicule réformé - Camion DAF de collecte des ordures ménagères n° de parc 1346	Page 445
Identifiant	2020-0013	Pièce(s) jointe(s)		
Rapporteur(s)	Claude EIDELSTEIN			

GRAND POITIERS Communauté urbaine

Direction Assemblées - Juridique - Documentation - Archives
Pôle Assemblées
15 Place du Maréchal Leclerc - CS 10569 - 86021 POITIERS cedex
05 49 52 35 35
pole.assemblees@grandpoitiers.fr

Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	1
N° identifiant	2019-0734

Titre	Garantie d'emprunt à 100 % à Ékidom - Réhabilitation de 36 logements situés rue Saint-Pierre le Puellier, quartier du centre-ville à Poitiers - Montant total de 268 865,00 €
-------	---

Rapporteur(s)	M. Claude EIDELSTEIN
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	Contrat de prêt Photo
-----	--------------------------

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	65	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - M. Gérard SOL - Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérard BLANCHARD - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - M. Édouard ROBLOT - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD - M. Louis-Marie CHALLET les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	---

Absents	18	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - M. Jean-Michel CHOISY - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - Mme Véronique LEY - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	---

Mandats	8	Mandants M. El Mustapha BELGSIR M. Patrick CORONAS Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT Mme Michèle FAURY-CHARTIER Mme Marie-Christine MARCINIAK Mme Francette MORCEAU Mme Patricia PERSICO M. Nicolas REVEILLAUT	Mandataires Mme Éliane ROUSSEAU M. Laurent LUCAUD Mme Jacqueline DAIGRE Mme Laurence VALLOIS-ROUET M. Jean-Louis CHARDONNEAU M. Daniel HOFNUNG M. François BLANCHARD Mme Ghislaine BRINGER
Observations	L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26.		

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Finances publiques - Administration numérique Direction Budget - Finances
------------------	---

Vu l'article L. 5111-4 et les articles L. 2252-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT),

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu le contrat de prêt n° 104983 en annexe signé entre l'Office public de l'habitat de Grand Poitiers (Ékidom), ci-après l'emprunteur et la Banque des territoires - Caisse des dépôts et consignations,

Article 1^{er} :

L'assemblée délibérante de Grand Poitiers Communauté urbaine accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 268 865,00 € souscrit par l'emprunteur auprès de la Banque des Territoires - Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 104983, constitué d'une ligne de prêt.

Cet emprunt est destiné à participer au financement de la réhabilitation (salles de bains, cuisines, ...) de 36 logements au niveau du Foyer des Jeunes Travailleurs (FJT) situés 16 rue Saint-Pierre-le-Puellier, quartier du centre-ville à Poitiers (Vienne).

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

Les caractéristiques de cette ligne de prêt sont les suivantes :

- prêt Pam (Prêt pour l'amélioration du parc social)
montant du prêt : 268 865,00 €

durée : 15 ans

périodicité : annuelle

index : Livret A

profil d'amortissement : échéance prioritaire (intérêts différés)

marge fixe sur index : 0,6 %

base de calcul des intérêts : 30/360

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur - l'Office public de l'habitat de Grand Poitiers (Ékidom)-, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Banque des Territoires - Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

Le Conseil communautaire de Grand Poitiers s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

Article 5 :

L'Office public de l'habitat de Grand Poitiers (Ékidom) devra transmettre à Grand Poitiers Communauté urbaine ses comptes annuels - dont les documents comptables certifiés - avant le 30 juin de l'année suivant la date d'entrée en vigueur de cette Délibération.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à intervenir au contrat de prêt qui sera signé entre la Banque des Territoires - Caisse des dépôts et consignations et l'Office public de l'habitat de Grand Poitiers (Ékidom), ainsi que tout document y afférant.

POUR	73	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopté

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-119088-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	7.3
Nomenclature Préfecture	Emprunts



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 104983

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE GRAND POITIERS - n° 000289644

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes

PB

SB

1/22



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE GRAND POITIERS, SIREN n°: 397758459, sis(e) 65
AVENUE JOHN KENNEDY BP 49 86002 POITIERS CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE GRAND POITIERS** »
ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

PB SB



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

PB



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Réhabilitation sdb et cuisines FJT Le Puellier, Hébergement des jeunes, Réhabilitation de 36 logements situés 16 Rue Saint Pierre Le Puellier 86000 POITIERS.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux-cent-soixante-huit mille huit-cent-soixante-cinq euros (268 865,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PAM, d'un montant de deux-cent-soixante-huit mille huit-cent-soixante-cinq euros (268 865,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW11 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

Paraphes

PB

SB

Caisse des dépôts et consignations

14 bd Chasseigne - Immeuble Capitole V - 86036 Poitiers cedex - Tél : 05 49 60 36 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » (**PAM**) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Paraphes

PB 33



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité Limitée** » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;

Caisse des dépôts et consignations
14 bd Chasseigne - Immeuble Capitole V - 86036 Poitiers cedex - Tél : 05 49 60 36 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

PB

7/22

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **18/03/2020** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenue.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :


- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie Collectivités territoriales

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Paraphes

PB 

Caisse des dépôts et consignations
14 bd Chasseigne - Immeuble Capitole V - 86036 Poitiers cedex - Tél : 05 49 60 36 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

8/22

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5302583			
Montant de la Ligne du Prêt	268 865 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,35 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,35 %			
Phase d'amortissement				
Durée	15 ans			
Index ¹	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt ²	1,35 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DL			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

¹ A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

² Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des Intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes

PB 56



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :


L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Paraphes
PB 



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

Paraphes

PB SB

Caisse des dépôts et consignations

14 bd Chasseigne - Immeuble Capitole V - 86036 Poitiers cedex - Tél : 05 49 60 36 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	GRAND POITIERS COMMUNAUTE URBAINE	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Caisse des dépôts et consignations

14 bd Chasseigne - Immeuble Capitole V - 86036 Poitiers cedex - Tél : 05 49 60 36 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

Paraphes

PB

17/22

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires**

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES**17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire**

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

GRUPE CAISSE DES DEPOTS
DIRECTION REGIONALE
NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de Poitiers

La Direction Générale
Branche ROBIET





BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 31/12/2019

Pour l'Emprunteur,

Civilité : Madame

Nom / Prénom : BONNET Stéphanie

Qualité : Directrice Générale

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 19/12/2019

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité :

Nom / Prénom : Patrice BODIER
Directeur délégué Poitiers

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes


Cachet et Signature :



La Directrice Générale,

Stéphanie BONNET

Cachet et Signature :


GROUPE CAISSE DES DEPOTS
DIRECTION REGIONALE
NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de Poitiers

FJT LE LOCAL - POITIERS



Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	2
N° identifiant	2019-0738

Titre	Garantie d'emprunt à 100 % à Ékidom - Acquisition-amélioration d'un logement situé 19 rue des Sables rouges, quartier du Porteau à Poitiers - Montant total de 143 903 €
-------	--

Rapporteur(s)	M. Claude EIDELSTEIN
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	Contrat de prêt Plan de situation Photos
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	65	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - M. Gérard SOL - Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérard BLANCHARD - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - M. Édouard ROBLOT - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD - M. Louis-Marie CHALLET les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	---

Absents	18	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - M. Jean-Michel CHOISY - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - Mme Véronique LEY - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	---

Mandats	8	Mandants	Mandataires
		M. El Mustapha BELGSIR	Mme Éliane ROUSSEAU
		M. Patrick CORONAS	M. Laurent LUCAUD
		Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT	Mme Jacqueline DAIGRE
		Mme Michèle FAURY-CHARTIER	Mme Laurence VALLOIS-ROUET
		Mme Marie-Christine MARCINIAK	M. Jean-Louis CHARDONNEAU
		Mme Francette MORCEAU	M. Daniel HOFNUNG
		Mme Patricia PERSICO	M. François BLANCHARD
		M. Nicolas REVEILLAUD	Mme Ghislaine BRINGER

Observations	<p>L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26.</p> <p>Sortie de Mme Martine BATAILLE.</p>
--------------	--

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Finances publiques - Administration numérique Direction Budget - Finances
------------------	---

Vu l'article L. 5111-4 et les articles L. 2252-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT),

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu le Contrat de Prêt n° 105134 en annexe signé entre l'Office public de l'habitat (OPH) de Grand Poitiers (Ékidom), ci-après l'emprunteur et la Banque des Territoires - Caisse des dépôts et consignations,

Article 1^{er} :

L'assemblée délibérante de Grand Poitiers Communauté urbaine accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 143 903,00 € souscrit par l'emprunteur auprès de la Banque des Territoires - Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 105134, constitué d'une ligne de prêt.

Cet emprunt est destiné à financer la réhabilitation (opération d'acquisition-amélioration) d'un logement situé 19 rue des Sables rouges, quartier du Porteau à Poitiers (Vienne).

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

Les caractéristiques de cette ligne de prêt sont les suivantes :

- prêt PLUS (Prêt locatif à usage social):

Montant du prêt : 143 903,00 €

durée : 40 ans

périodicité : annuelle

index : Livret A

profil d'amortissement : échéance prioritaire (intérêts différés)

marge fixe sur index : 0,6 %

base de calcul des intérêts : 30/360

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur - l'OPH de Grand Poitiers (Ékidom) -, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Banque des Territoires - Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

Le Conseil communautaire de Grand Poitiers s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

Article 5 :

L'OPH de Grand Poitiers (Ékidom) devra transmettre à Grand Poitiers Communauté urbaine ses comptes annuels - dont les documents comptables certifiés - avant le 30 juin de l'année suivant la date d'entrée en vigueur de cette Délibération.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à intervenir aux contrats de prêts qui seront signés entre la Banque des Territoires - Caisse des dépôts et consignations et l'Office public de l'habitat de Grand Poitiers (Ékidom).

POUR	72	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	1	Mme Martine BATAILLE

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopté

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-118615-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	7.3
Nomenclature Préfecture	Emprunts



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 105134

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE GRAND POITIERS - n° 000289644

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE GRAND POITIERS, SIREN n°: 397758459, sis(e) 65
AVENUE JOHN KENNEDY BP 49 86002 POITIERS CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE GRAND POITIERS** »
ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Acquisition - Amélioration de 1 logement situé 19 rue des Sables rouges 86000 POITIERS.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cent-quarante-trois mille neuf-cent-trois euros (143 903,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLUS, d'un montant de cent-quarante-trois mille neuf-cent-trois euros (143 903,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limité de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

Paraphes

A.V. SB



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Paraphes

A.V. SB



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité Limitée** » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;

V.S.

Caisse des dépôts et consignations
14 bd Chasseigne - Immeuble Capitole V - 86036 Poitiers cedex - Tél : 05 49 60 36 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes
A.V. SB



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **19/03/2020** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie Collectivités territoriales

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Paraphes
A.V. **SB**



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

A.V. SB

Caisse des dépôts et consignations

14 bd Chasseigne - Immeuble Capitole V - 86036 Poitiers cedex - Tél : 05 49 60 36 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLUS			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5281335			
Montant de la Ligne du Prêt	143 903 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,35 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,35 %			
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans			
Index ¹	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt ²	1,35 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DL			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

¹ A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

² Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes
A.V.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :


L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Paraphes
A.V. 



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations

14 bd Chasseigne - Immeuble Capitole V - 86036 Poitiers cedex - Tél : 05 49 60 36 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes

A.V. SB



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	GRAND POITIERS COMMUNAUTE URBAINE	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

Paraphes
A.V.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Caisse des dépôts et consignations

14 bd Chasseigne - Immeuble Capitole V - 86036 Poitiers cedex - Tél : 05 49 60 36 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes

A.V. SB



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Paraphes

AV. 50



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Signature et cachet de la Caisse des Dépôts et Consignations

Signature et cachet de la Banque des Territoires





BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, **30/12/19**

Pour l'Emprunteur,

Civilité : **Madame**

Nom / Prénom : **BONNET Stéphanie**

Qualité : **Directrice Générale**

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, **24/12/19**

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : **Mme**

Nom / Prénom : **Annabelle Viollet**

Qualité : **Directrice déléguée / DRA**

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



La Directrice Générale,

Stéphanie BONNET

Cachet et Signature :

Directrice Régionale adjointe

Annabelle VIOLLET

Paraphes

A.V. **SB**

22/22

Département :
VIENNE

Commune :
POITIERS

Section : AT
Feuille : 000 AT 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 02/07/2010
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC47

©2007 Ministère du budget, des comptes
publics et de la fonction publique

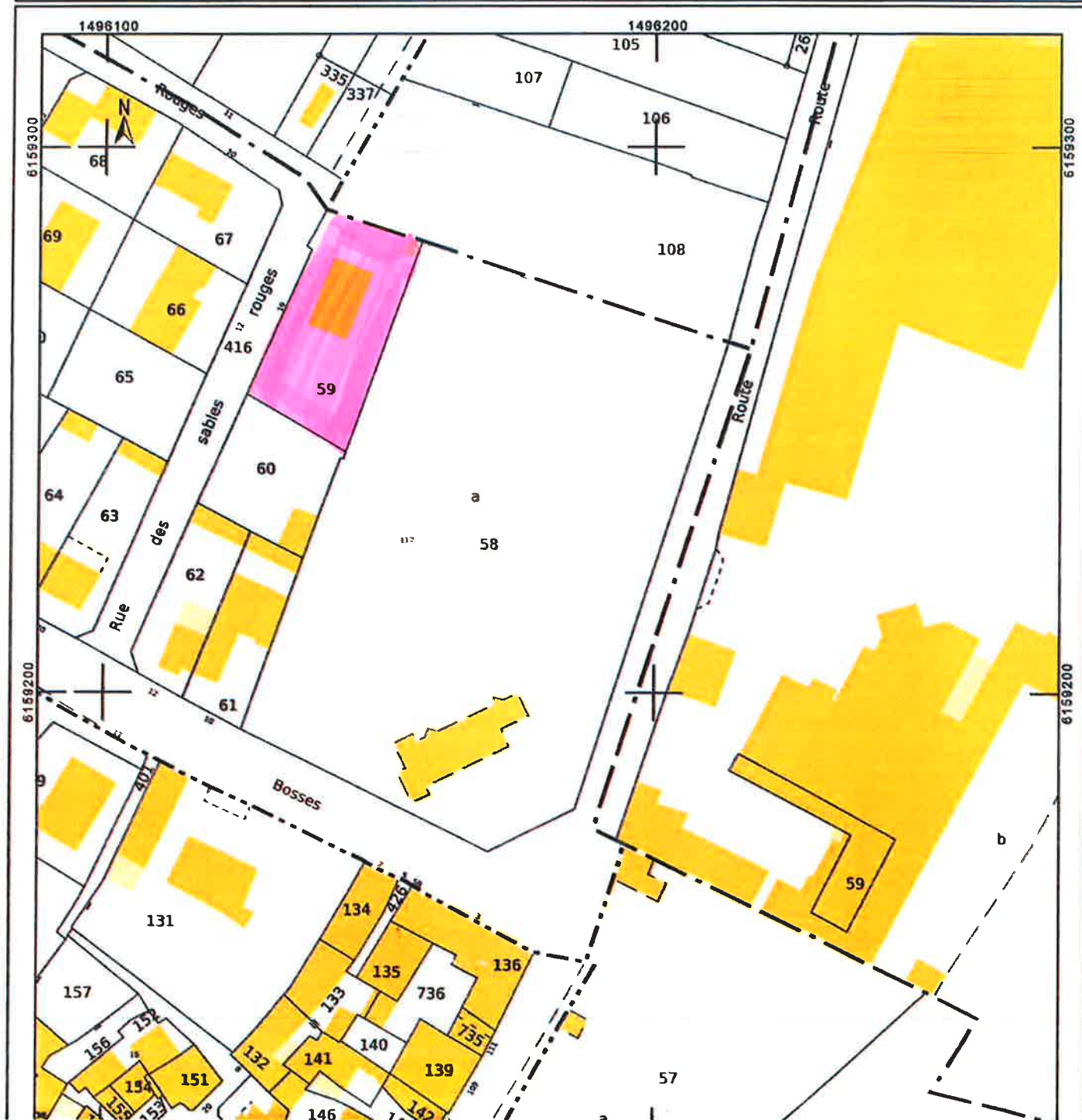
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISÉ

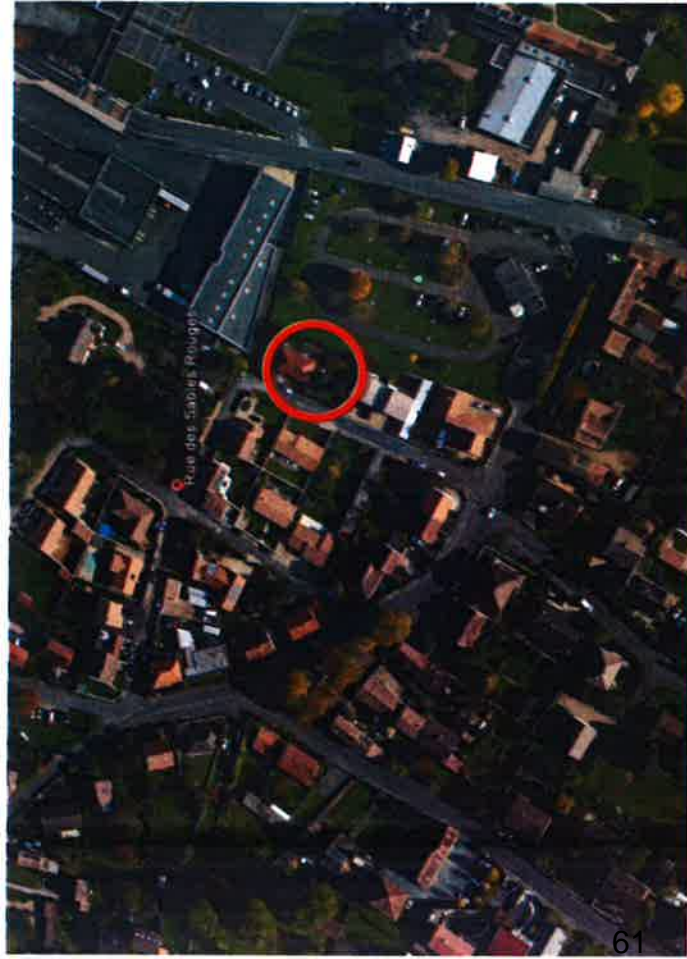
Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
POITIERS
SERVICE DU CADASTRE 86021
86021 POITIERS CEDEX
tél. 05 49 38 24 24 - fax 05 49 38 24 19
cdif.poitiers@dgfi.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Rue des Sables Rouges – Poitiers



61



Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	3
N° identifiant	2020-0023

Titre	Garantie d'emprunt à 100 % à Ékidom - Réhabilitation de 100 logements situés résidence des Trois rivières, quartier des Trois cités à Poitiers - Montant total de 264 177 €
-------	---

Rapporteur(s)	M. Claude EIDELSTEIN
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	Contrat de prêt Plan de situation Photos
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	65	<p>M. Alain CLAEYS - Président M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - M. Gérard SOL - Membres du bureau M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérard BLANCHARD - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - M. Édouard ROBLOT - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD - M. Louis-Marie CHALLET les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	---

Absents	18	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau M. Joël BIZARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - M. Jean-Michel CHOISY - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - Mme Véronique LEY - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	---

Mandats	8	Mandants	Mandataires
		M. El Mustapha BELGSIR	Mme Éliane ROUSSEAU
		M. Patrick CORONAS	M. Laurent LUCAUD
		Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT	Mme Jacqueline DAIGRE
		Mme Michèle FAURY-CHARTIER	Mme Laurence VALLOIS-ROUET
		Mme Marie-Christine MARCINIAK	M. Jean-Louis CHARDONNEAU
		Mme Francette MORCEAU	M. Daniel HOFNUNG
		Mme Patricia PERSICO	M. François BLANCHARD
		M. Nicolas REVEILLAUD	Mme Ghislaine BRINGER

Observations	<p>L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26.</p> <p>Est sortie Mme Martine BATAILLE.</p>
--------------	---

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Finances publiques - Administration numérique Direction Budget - Finances
------------------	---

Vu l'article L. 5111-4 et les articles L. 2252-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT),

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu le Contrat de Prêt n° 104969 en annexe signé entre l'Office public de l'habitat (OPH) de Grand Poitiers (Ékidom), ci-après l'Emprunteur et la Banque des Territoires - Caisse des Dépôts et Consignations,

Article 1^{er} :

L'assemblée délibérante de Grand Poitiers Communauté urbaine accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 264 177,00 € souscrit par l'emprunteur auprès de la Banque des Territoires - Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 104969, constitué d'une ligne de prêt.

Cet emprunt est destiné à participer au financement de la réhabilitation de 100 logements situés résidence des Trois rivières, quartier des Trois cités à Poitiers (Vienne).

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

Les caractéristiques de cette ligne de prêt sont les suivantes :

- prêt Pam (Prêt pour l'amélioration du parc social) :
Montant du prêt : 264 177,00 €

durée : 15 ans

périodicité : annuelle

index : Livret A

profil d'amortissement : échéance prioritaire (intérêts différés)

marge fixe sur index : 0,6 %

base de calcul des intérêts : 30/360

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur - l'OPH de Grand Poitiers (Ékidom)-, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Banque des Territoires - Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

Le Conseil communautaire de Grand Poitiers s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

Article 5 :

L'OPH de Grand Poitiers (Ékidom) devra transmettre à Grand Poitiers Communauté urbaine ses comptes annuels - dont les documents comptables certifiés - avant le 30 juin de l'année suivant la date d'entrée en vigueur de cette Délibération.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à intervenir au contrat de prêt qui sera signé entre la Banque des Territoires - Caisse des dépôts et consignations et l'Office public de l'habitat de Grand Poitiers (Ékidom), ainsi que tout document y afférant.

POUR	72	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	1	Mme Martine BATAILLE

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE	Adopté
------------------	--------

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-121756-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	7.3
Nomenclature Préfecture	Emprunts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 104969

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE GRAND POITIERS - n° 000289644

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE GRAND POITIERS, SIREN n°: 397758459, sis(e) 65
AVENUE JOHN KENNEDY BP 49 86002 POITIERS CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE GRAND POITIERS** »
ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération RESIDENCE 3 RIVIERES 0041-38, Parc social public, Réhabilitation de 100 logements situés sur plusieurs adresses à POITIERS.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux-cent-soixante-quatre mille cent-soixante-dix-sept euros (264 177,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PAM, d'un montant de deux-cent-soixante-quatre mille cent-soixante-dix-sept euros (264 177,00 euros)

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

Paraphes

SP SB

Caisse des dépôts et consignations

14 bd Chasseigne - Immeuble Capitole V - 86036 Poitiers cedex - Tél : 05 49 60 36 00

nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr



@BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Paraphes

SP 50

Caisse des dépôts et consignations

14 bd Chasseigne - Immeuble Capitole V - 86036 Poitiers cedex - Tél : 05 49 60 36 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité Limitée** » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
14 bd Chasseigne - Immeuble Capitole V - 86036 Poitiers cedex - Tél : 05 49 60 36 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **17/03/2020** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie Collectivités territoriales

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Paraphes

SP 50

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5307095			
Montant de la Ligne du Prêt	264 177 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,35 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,35 %			
Phase d'amortissement				
Durée	15 ans			
Index ¹	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt ²	1,35 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DL			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

¹ A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

² Le(s) taux Indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL**

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Paraphes

SP SB

Caisse des dépôts et consignations

14 bd Chasseigne - Immeuble Capitole V - 86036 Poitiers cedex - Tél : 05 49 60 36 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

Paraphes

SP SB

Caisse des dépôts et consignations

14 bd Chasseigne - Immeuble Capitole V - 86036 Poitiers cedex - Tél : 05 49 60 36 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	GRAND POITIERS COMMUNAUTE URBAINE	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

Paraphes

SP SB

Caisse des dépôts et consignations

14 bd Chasseigne - Immeuble Capitole V - 86036 Poitiers cedex - Tél : 05 49 60 36 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Paraphes

SP SB

Caisse des dépôts et consignations

14 bd Chasseigne - Immeuble Capitole V - 86036 Poitiers cedex - Tél : 05 49 60 36 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr



@BanqueDesTerr



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).



Paraphes

SP SB

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Répondable Apq
au Développement Fin
Sandrine FENOUIL

Directeur Général
Sandrine BOCHET





BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 31/12/2019

Pour l'Emprunteur,

Civilité : Madame

Nom / Prénom : BONNET Stéphanie

Qualité : Directrice Générale

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 18 décembre 2019

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : Madame

Nom / Prénom :

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



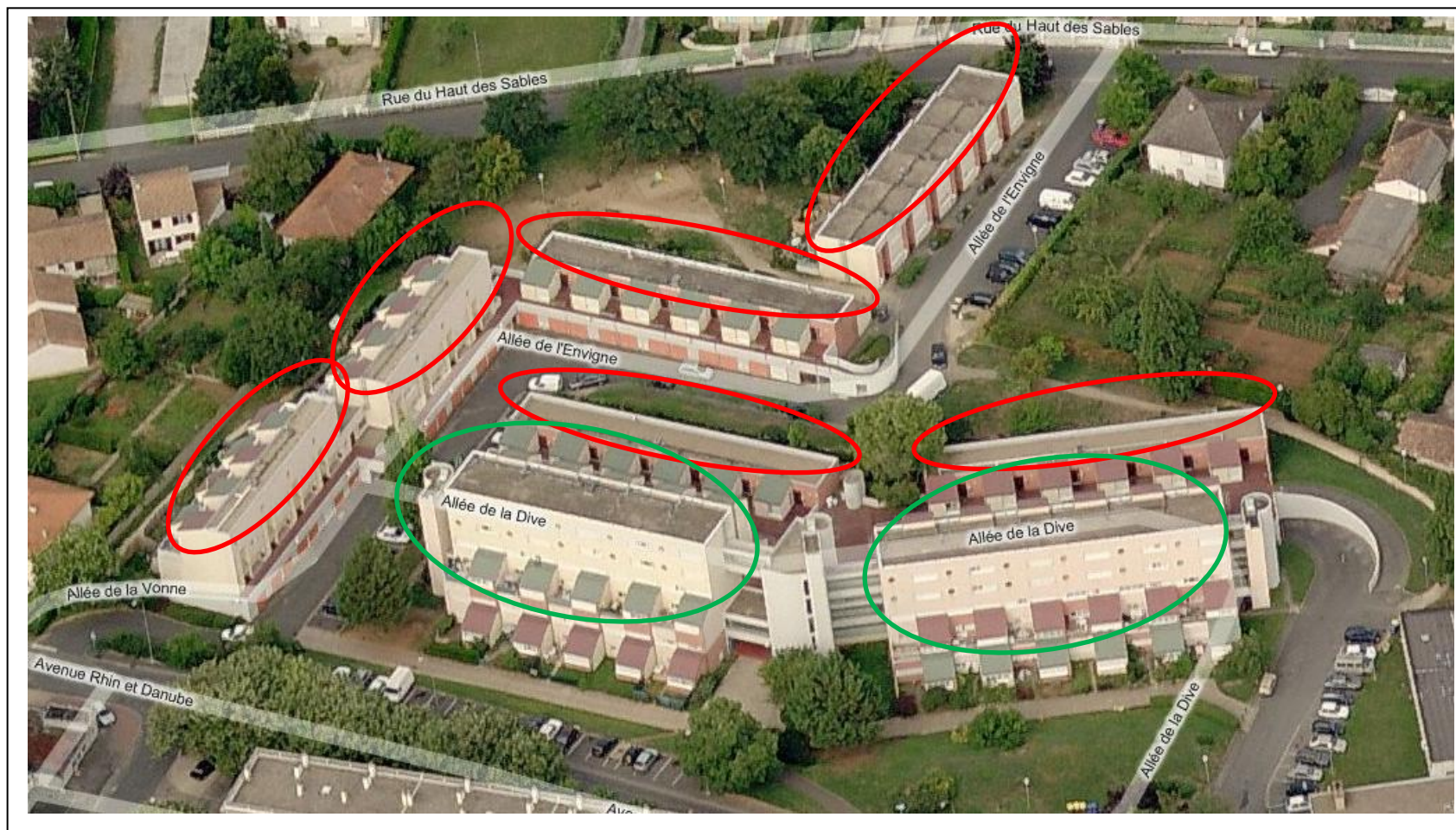
La Directrice Générale,

Stéphanie BONNET

Cachet et Signature :

Responsable Appui
au Développement Prêt
Sandrine PENOUIL

Résidence des 3 Rivières (PAN des Sables)



Logements individuels superposés :

- 4, 6, 8, 10, 12, 14 Allée de l'Envigne (6 logements)
- 18, 20, 22, 24, 26, 28 Allée de l'Envigne (6 logements)
- 32, 34, 36, 38 Allée de l'Envigne (8 logements)
- 3, 5, 7, 9 Allée de la Vonne (8 logements)
- 21, 23, 25, 27, 29, 31 Allée de la Dive (6 logements)
- 7, 9, 11, 13, 15, 17 Allée de la Dive (6 logements)

Logements collectifs :

- 72 Avenue Rhin et Danube (30 logements)
- 72 Avenue Rhin et Danube (30 logements)





Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	4
N° identifiant	2020-0024

Titre	Garantie d'emprunt à 50 % à Habitat de la Vienne - Acquisition en Vente en l'état futur d'achèvement (Vefa) de 11 logements situés rue de la Chaume à Saint-Benoît - Montant total de 770 320 €
-------	---

Rapporteur(s)	M. Francis CHALARD
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	Contrat de prêt Plan de situation
-----	--------------------------------------

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	65	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - M. Gérard SOL - Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérard BLANCHARD - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - M. Édouard ROBLOT - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD - M. Louis-Marie CHALLET les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	---

Absents	18	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - M. Jean-Michel CHOISY - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - Mme Véronique LEY - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	---

Mandats	8	Mandants	Mandataires
		M. El Mustapha BELGSIR	Mme Éliane ROUSSEAU
		M. Patrick CORONAS	M. Laurent LUCAUD
		Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT	Mme Jacqueline DAIGRE
		Mme Michèle FAURY-CHARTIER	Mme Laurence VALLOIS-ROUET
		Mme Marie-Christine MARCINIAK	M. Jean-Louis CHARDONNEAU
		Mme Francette MORCEAU	M. Daniel HOFNUNG
		Mme Patricia PERSICO	M. François BLANCHARD
		M. Nicolas REVEILLAUD	Mme Ghislaine BRINGER

Observations	<p>L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26.</p> <p>Est sortie Mme Martine BATAILLE.</p> <p>Ne prennent pas part au vote en tant que membre du Conseil d'administration d'Habitat de la Vienne MM. Laurent LUCAUD (mandataire de M. Patrick CORONAS) et Jean-Claude BOUTET et à titre personnel, M. Bernard PETERLONGO.</p>
--------------	--

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Finances publiques - Administration numérique Direction Budget - Finances
------------------	---

Vu l'article L. 5111-4 et les articles L. 2252-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT),

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu le contrat de prêt n° 105152 en annexe signé entre l'Office public de l'habitat (OPH) de la Vienne (Habitat de la Vienne), ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations,

Article 1^{er} :

L'assemblée délibérante de Grand Poitiers Communauté urbaine accorde sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 770 320,00 € souscrit par l'emprunteur auprès de la Banque des Territoires - Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 105152, constitué de quatre lignes de prêt.

Cet emprunt est destiné à financer la construction-acquisition en Vente en l'état de futur achèvement (Vefa) de 11 logements situés rue de la Chaume à Saint- Benoît (Vienne).

Ces logements appartiendront à un espace qui sera adossé au futur foyer de la Chaume, géré par l'Association pour la promotion des personnes sourdes, aveugles et sourd aveugles (Apsa), constitué d'un immeuble d'habitat inclusif, et seront destinés aux travailleurs retraités de l'Établissement d'aide par le travail (Esat).

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

Les caractéristiques de ces quatre lignes de prêt sont les suivantes :

- prêt Plai (Prêt locatif aidé d'intégration) :
montant du prêt : 122 623,00 €

phase de préfinancement :
durée : 12 mois
marge fixe sur index : - 0,2 %
index : Livret A
règlement des intérêts : capitalisation

phase d'amortissement :
durée : 40 ans
périodicité : annuelle
index : Livret A
profil d'amortissement : échéance prioritaire (intérêts différés)
marge fixe sur index : - 0,2 %
base de calcul des intérêts : 30/360

- prêt Plai Foncier :
montant du prêt : 50 257,00 €

phase de préfinancement
durée : 12 mois
marge fixe sur index : - 0,2 %
règlement des intérêts : capitalisation

phase d'amortissement :
durée : 50 ans
périodicité : annuelle
index : Livret A
profil d'amortissement : échéance prioritaire (intérêts différés)
marge fixe sur index : - 0,2 %
base de calcul des intérêts : 30/360

- prêt Plus (Prêt locatif à usage social):
montant du prêt : 432 380,00 €

phase de préfinancement
durée : 12 mois
marge fixe sur index : 0,6 %
règlement des intérêts : capitalisation

phase d'amortissement :
durée totale du prêt : 40 ans
périodicité : annuelle
index : Livret A
profil d'amortissement : échéance prioritaire (intérêts différés)
marge fixe sur index : 0,6 %
base de calcul des intérêts : 30/360

- prêt Plus Foncier :
montant du prêt : 165 060,00 €

phase de préfinancement
durée : 12 mois
marge fixe sur index : 0,6 %
règlement des intérêts : capitalisation

phase d'amortissement :
durée totale du prêt : 50 ans
périodicité : annuelle
index : Livret A
profil d'amortissement : échéance prioritaire (intérêts différés)
marge fixe sur index : 0,6 %
base de calcul des intérêts : 30/360

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur - l'OPH de la Vienne (Habitat de la Vienne) -, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Banque des Territoires - Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

Le Conseil communautaire de Grand Poitiers s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

Article 5 :

L'OPH de la Vienne (Habitat de la Vienne) devra transmettre à Grand Poitiers Communauté urbaine ses comptes annuels - dont les documents comptables certifiés - avant le 30 juin de l'année suivant la date d'entrée en vigueur de cette Délibération.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à intervenir aux contrats de prêts qui seront signés entre la Banque des Territoires - Caisse des dépôts et consignations et l'Office public de l'habitat de la Vienne (Habitat de la Vienne), ainsi que tout document y afférant.

POUR	68	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	5	Mme Martine BATAILLE, M. Jean-Claude BOUTET, M. Patrick CORONAS, M. Laurent LUCAUD, M. Bernard PETERLONGO

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE	Adopté
-------------------------	--------

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-121775-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	7.3
Nomenclature Préfecture	Emprunts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 105152

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE - n° 000232733

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE, SIREN n°: 278600010, sis(e) 33 RUE DU PLANTY BP 27 86180 BUXEROLLES,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.22
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.22
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.23
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération SAINT BENOIT RUE DE LA CHAUME, Parc social public, Acquisition en VEFA de 11 logements situés RUE DE LA CHAUME 86280 SAINT-BENOIT.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de sept-cent-soixante-dix mille trois-cent-vingt euros (770 320,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-vingt-deux mille six-cent-vingt-trois euros (122 623,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cinquante mille deux-cent-cinquante-sept euros (50 257,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de quatre-cent-trente-deux mille trois-cent-quatre-vingts euros (432 380,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cent-soixante-cinq mille soixante euros (165 060,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.



ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariatisation ou enregistrement.

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Échéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« **Index de la Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (**DR**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **20/03/2020** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.



ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie Collectivités territoriales

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5307206	5307207	5307208	5307209
Montant de la Ligne du Prêt	122 623 €	50 257 €	432 380 €	165 060 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index¹	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt²	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	- 0,5 %	- 0,5 %	- 0,5 %	- 0,5 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

¹ A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

² Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'Index était inférieure au taux plancher d'Index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = TP + MP$

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptes publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	GRAND POITIERS COMMUNAUTE URBAINE	50,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE LA VIENNE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de POITIERS



OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE

33 RUE DU PLANTY
BP 27
86180 BUXEROLLES

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
14 bd Chasseigne
Immeuble Capitole V
86036 Poitiers cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U079614, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE

Objet : Contrat de Prêt n° 105152, Ligne du Prêt n° 5307206

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP333/FR7613335004010800004508887 en vertu du mandat n° ??DPH2013319002740 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de POITIERS



OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE

33 RUE DU PLANTY
BP 27
86180 BUXEROLLES

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
14 bd Chasseigne
Immeuble Capitole V
86036 Poitiers cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U079614, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE

Objet : Contrat de Prêt n° 105152, Ligne du Prêt n° 5307207

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP333/FR7613335004010800004508887 en vertu du mandat n° ??DPH2013319002740 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de POITIERS



OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE

33 RUE DU PLANTY
BP 27
86180 BUXEROLLES

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
14 bd Chasseigne
Immeuble Capitole V
86036 Poitiers cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U079614, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE

Objet : Contrat de Prêt n° 105152, Ligne du Prêt n° 5307208

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP333/FR7613335004010800004508887 en vertu du mandat n° ??DPH2013319002740 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de POITIERS



OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE

33 RUE DU PLANTY
BP 27
86180 BUXEROLLES

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
14 bd Chasseigne
Immeuble Capitole V
86036 Poitiers cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U079614, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE

Objet : Contrat de Prêt n° 105152, Ligne du Prêt n° 5307209

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP333/FR7613335004010800004508887 en vertu du mandat n° ??DPH2013319002740 en date du 15 novembre 2013.

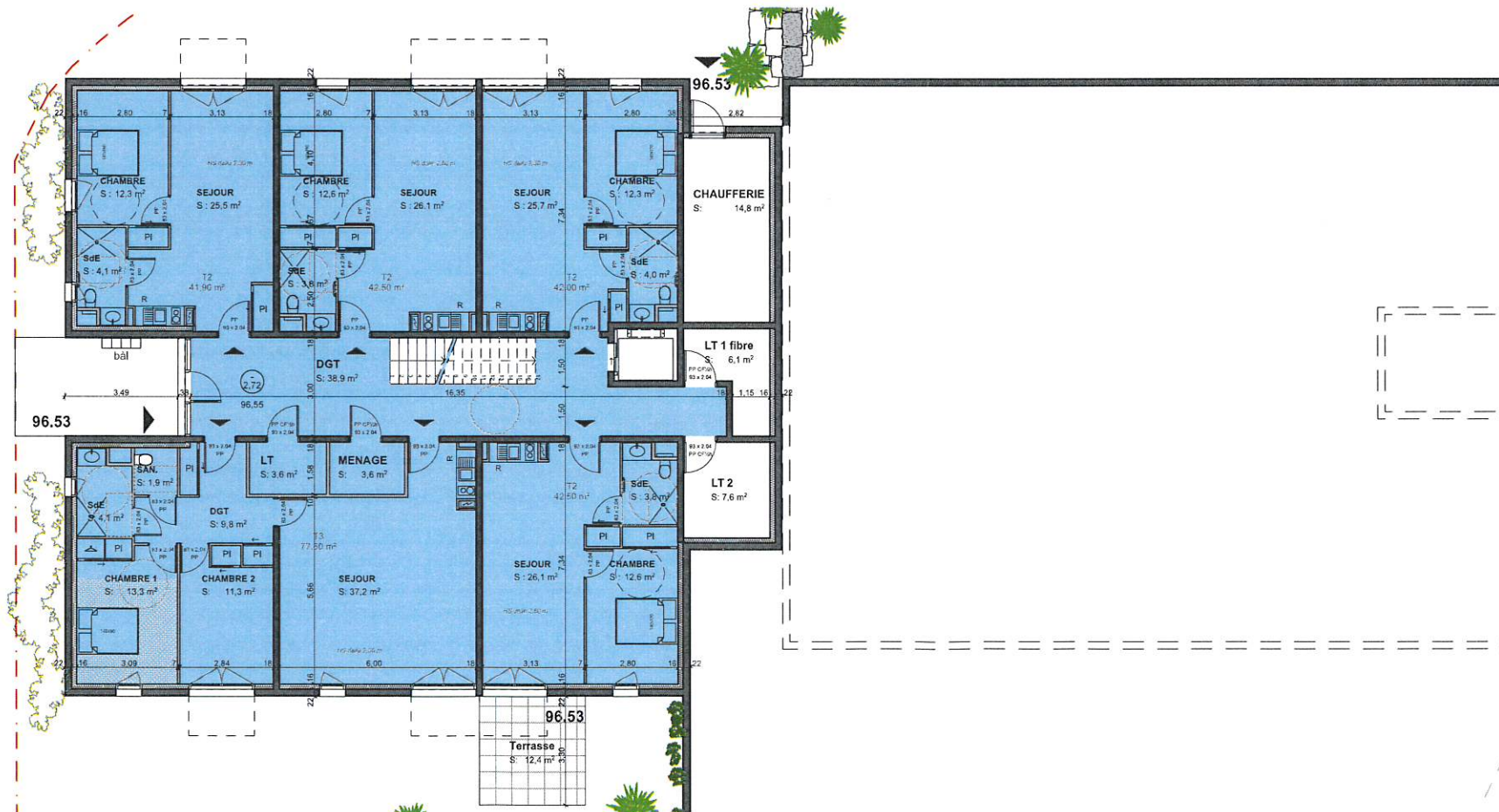
Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.





R+1

1:200



RDC bas

1:200

espace3
ARCHITECTURE
Nicolas BONNIN Alain CHAMBERON Claude SERVAIS
22, Rue du Belvédère - 86580 BIARD
Tél. : 05.49.30.32.00 - Fax : 05.49.30.32.01
email : agence@espace3architecture.fr

Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	5
N° identifiant	2020-0025

Titre	Garantie d'emprunt à 50 % à Habitat de la Vienne - Construction de 19 logements pour le foyer d'hébergement "La Chaume" situé rue de la Chaume à Saint-Benoît - Montant total de 2 307 500 €
-------	--

Rapporteur(s)	M. Francis CHALARD
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	Contrat de prêt Plan
-----	----------------------

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	66	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL - Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	16	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - M. Jean-Michel CHOISY - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

Mandats	9	Mandants	Mandataires
		M. El Mustapha BELGSIR M. Patrick CORONAS Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT Mme Michèle FAURY-CHARTIER Mme Véronique LEY Mme Marie-Christine MARCINIAK Mme Francette MORCEAU Mme Patricia PERSICO M. Nicolas REVEILLAUT	Mme Éliane ROUSSEAU M. Laurent LUCAUD Mme Jacqueline DAIGRE Mme Laurence VALLOIS-ROUET Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX M. Jean-Louis CHARDONNEAU M. Daniel HOFNUNG M. François BLANCHARD Mme Ghislaine BRINGER
Observations	L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26. Arrivées de Mmes Christine SARRAZIN-BAUDOUX (début du pouvoir donnée par Mme Véronique LEY) et de Corine SAUVAGE (fin de la suppléance de M. Louis-Marie CHALLET) Est sortie Mme Martine BATAILLE. Ne prennent pas part au vote en tant que membre du Conseil d'administration d'Habitat de la Vienne MM. Laurent LUCAUD (mandataire de M. Patrick CORONAS) et Jean-Claude BOUTET et, à titre personnel M. Bernard PETERLONGO.		

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Finances publiques - Administration numérique Direction Budget - Finances
------------------	---

Vu l'article L. 5111-4 et les articles L. 2252-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT),

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu le contrat de prêt n° 104441 en annexe signé entre l'Office Public de l'Habitat de la Vienne (Habitat de la Vienne), ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations,

Article 1^{er} :

L'Assemblée délibérante de Grand Poitiers Communauté urbaine accorde sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 307 500,00 € souscrit par l'emprunteur auprès de la Banque des Territoires - Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 104441, constitué de trois lignes de prêt.

Cet emprunt est destiné à financer la construction de 19 logements au niveau du foyer d'hébergement "La Chaume" situé rue de la Chaume à Saint-Benoît (Vienne).

Ce foyer, géré par l'Association pour la promotion des personnes sourdes, aveugles et sourd aveugles (Apsa), accueillera des adultes en situation de handicap, et travaillant à l'Établissement d'aide par le travail (Esat).

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

Les caractéristiques de ces 3 lignes de prêt sont les suivantes :

- prêt C PLS (Complémentaire au Prêt Locatif Social) :
montant du prêt : 1 038 375,00 €

phase de préfinancement :
durée : 12 mois
marge fixe sur index : 1,01 %
index : Livret A
règlement des intérêts : capitalisation

phase d'amortissement :
durée : 40 ans
périodicité : annuelle
index : Livret A
profil d'amortissement : échéance prioritaire (intérêts différés)
marge fixe sur index : 1,01 %
base de calcul des intérêts : 30/360

- prêt PLS :
montant du prêt : 782 150,00 €

phase de préfinancement
durée : 12 mois
marge fixe sur index : 1,01 %
règlement des intérêts : capitalisation

phase d'amortissement :
durée : 40 ans
périodicité : annuelle
index : Livret A
profil d'amortissement : échéance prioritaire (intérêts différés)
marge fixe sur index : 1,01 %
base de calcul des intérêts : 30/360

prêt PLS Foncier :
montant du prêt : 486 975,00 €

phase de préfinancement
durée : 12 mois
marge fixe sur index : 1,01 %
règlement des intérêts : capitalisation

phase d'amortissement :
durée totale du prêt : 50 ans
périodicité : annuelle
index : Livret A
profil d'amortissement : échéance prioritaire (intérêts différés)
marge fixe sur index : 1,01 %
base de calcul des intérêts : 30/360

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur - l'Office Public de l'Habitat de la Vienne (Habitat de la Vienne) -, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Banque des Territoires - Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

Le Conseil communautaire de Grand Poitiers s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

Article 5 :

L'Office Public de l'Habitat de la Vienne (Habitat de la Vienne devra transmettre à Grand Poitiers Communauté urbaine ses comptes annuels - dont les documents comptables certifiés - avant le 30 juin de l'année suivant la date d'entrée en vigueur de cette Délibération.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à intervenir aux contrats de prêts qui seront signés entre la Banque des Territoires - Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat de la Vienne (HABITAT DE LA VIENNE), ainsi que tout document y afférant.

POUR	70	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	5	Mme Martine BATAILLE, M. Jean-Claude BOUTET, M. Patrick CORONAS, M. Laurent LUCAUD, M. Bernard PETERLONGO

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopté

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-121782-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	7.3
Nomenclature Préfecture	Emprunts



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 104441

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE - n° 000232733

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes

PB 14



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE, SIREN n°: 278600010, sis(e) 33 RUE DU PLANTY BP 27 86180 BUXEROLLES,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

PB



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.23
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.23
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.23
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération SAINT BENOIT, Secteur médico-social, Construction de 19 logements et 19 places/lits situés LA CHAUME 86280 SAINT-BENOIT.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions trois-cent-sept mille cinq-cents euros (2 307 500,00 euros) constitué de 3 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2018, d'un montant d'un million trente-huit mille trois-cent-soixante-quinze euros (1 038 375,00 euros) ;
- PLS PLSDDD 2018, d'un montant de sept-cent-quatre-vingt-deux mille cent-cinquante euros (782 150,00 euros) ;
- PLS foncier PLSDDD 2018, d'un montant de quatre-cent-quatre-vingt-six mille neuf-cent-soixante-quinze euros (486 975,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Paraphes

PB *um*

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« **Index de la Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Paraphes

PB 

Caisse des dépôts et consignations
14 bd Chasseigne - Immeuble Capitole V - 86036 Poitiers cedex - Tél : 05 49 60 36 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif Social (PLS)** » est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « **Complémentaire au Prêt Locatif Social (CPLS)** » est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité (DR)** » signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Paraphes

PB *sm*



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **06/03/2020** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Paraphes

PB

Caisse des dépôts et consignations

14 bd Chasseigne - Immeuble Capitole V - 86036 Poitiers cedex - Tél : 05 49 60 36 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr



ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Paraphes

PB *Im*



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLS	PLS foncier	
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2018	PLSDD 2018	PLSDD 2018	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5333527	5333529	5333528	
Montant de la Ligne du Prêt	1 038 375 €	782 150 €	486 975 €	
Commission d'instruction	620 €	460 €	290 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	1,76 %	1,76 %	1,76 %	
TEG de la Ligne du Prêt	1,76 %	1,76 %	1,76 %	
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	12 mois	12 mois	12 mois	
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index de préfinancement	1,01 %	1,01 %	1,01 %	
Taux d'intérêt du préfinancement	1,76 %	1,76 %	1,76 %	
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans	50 ans	
Index ¹	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	1,01 %	1,01 %	1,01 %	
Taux d'intérêt ²	1,76 %	1,76 %	1,76 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	
Modalité de révision	DR	DR	DR	
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'Index était inférieure au taux plancher d'index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Paraphes
PB *Om*



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes

PB



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = TP + MP$

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I')(1+P) / (1+I) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Paraphes

PB

[Signature]



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Paraphes

PB

Caisse des dépôts et consignations

14 bd Chasseigne - Immeuble Capitole V - 86036 Poitiers cedex - Tél : 05 49 60 36 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Paraphes

PB *Im*



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

Paraphes

PB

zm



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

Paraphes

PB *jm*

Caisse des dépôts et consignations

14 bd Chasseigne - Immeuble Capitole V - 86036 Poitiers cedex - Tél : 05 49 60 36 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

17/24



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

Paraphes

PB

Caisse des dépôts et consignations

14 bd Chasseigne - Immeuble Capitole V - 86036 Poitiers cedex - Tél : 05 49 60 36 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	GRAND POITIERS COMMUNAUTE URBAINE	50,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE LA VIENNE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Paraphes

PB



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «**Objet du Prêt**» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article «**Déclarations et Engagements de l'Emprunteur**», ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

Paraphes

PB *bm*



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

Paraphes

PB



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 17.12.17

Pour l'Emprunteur,

Civilité : Monsieur

Nom / Prénom :

Qualité : Le Directeur Administratif
et Financier

Dûment habilité(e) aux présentes

Jean-Charles MAILLET

Cachet et Signature :



Le, 6.12.2019

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité :

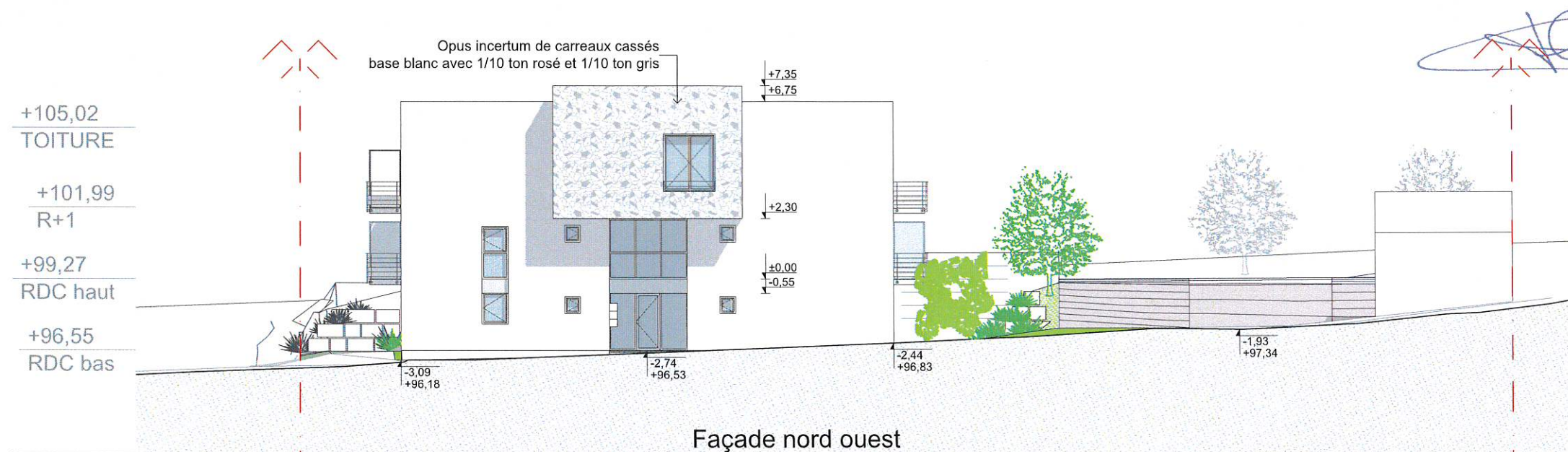
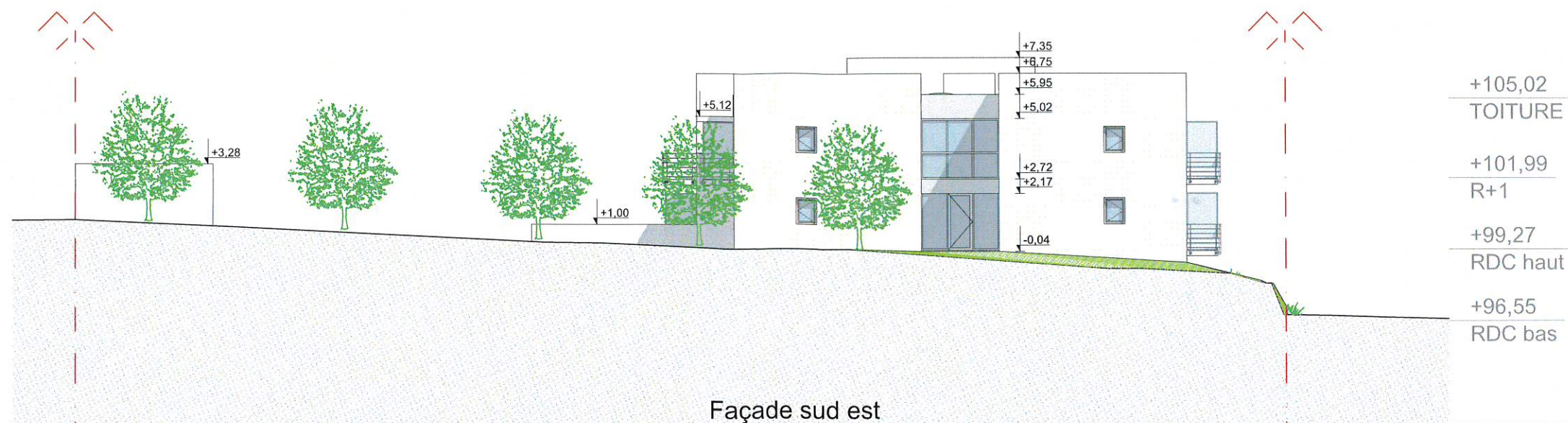
Nom / Prénom :

Qualité : Patrice BODIER
Directeur délégué Poitiers

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

GROUPE CAISSE DES DEPOTS
DIRECTION REGIONALE
NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de POITIERS



espace3
ARCHITECTURE
Nicolas BONNIN Alain CHAMBERON Claude SERVAIS
22, Rue du Belvédère - 86580 BIARD
Tél. : 05.49.30.32.00 - Fax : 05.49.30.32.01
email : agence@espace3architecture.fr



Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	6
N° identifiant	2020-0026

Titre	Centrale d'achat de Grand Poitiers - Conditions générales d'adhésion
-------	--

Rapporteur(s)	M. Francis CHALARD
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	conditions_generales_adhesion_centrale_achat_vd.d ocx
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	66	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL - Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	16	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - M. Jean-Michel CHOISY - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

Mandats	9	Mandants	Mandataires
		M. El Mustapha BELGSIR	Mme Éliane ROUSSEAU
		M. Patrick CORONAS	M. Laurent LUCAUD
		Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT	Mme Jacqueline DAIGRE
		Mme Michèle FAURY-CHARTIER	Mme Laurence VALLOIS-ROUET
		Mme Véronique LEY	Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX
		Mme Marie-Christine MARCINIAK	M. Jean-Louis CHARDONNEAU
		Mme Francette MORCEAU	M. Daniel HOFNUNG
		Mme Patricia PERSICO	M. François BLANCHARD
		M. Nicolas REVEILLAUT	Mme Ghislaine BRINGER
Observations	L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26. Est sortie Mme Martine BATAILLE.		

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Finances publiques - Administration numérique Direction Achats - Moyens généraux
------------------	--

Par délibération en date du 9 février 2018, Grand Poitiers Communauté urbaine s'est constituée en centrale d'achat sans but lucratif, conformément à l'article 26 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

La délibération du 9 février 2018 adoptait une convention d'adhésion qui régissait les règles de fonctionnement de la centrale qu'il vous est proposé de transformer en conditions générales d'adhésion pour une souplesse de fonctionnement administratif. Les modifications éventuelles à venir faisant l'objet d'une délibération de Grand Poitiers Communauté urbaine seront ainsi simplement notifiées aux adhérents.

D'autre part, un point particulier portant sur la communication des pièces de marchés publics a été ajouté aux conditions générales d'adhésion. Les pièces de marchés pourront désormais être mises à la disposition des adhérents via un système de gestion électronique de document accessible par un dispositif dématérialisé et sécurisé.

L'article 38 de la loi dit « Sapin 2 » n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 a autorisé le Gouvernement à procéder par voie d'ordonnance dans un délai de deux ans, à l'adoption de la partie législative du Code de la commande publique, la réforme globale ayant été opérée par l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 pour la partie législative suivie du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 pour la partie réglementaire. Les centrales d'achat sont désormais régies par les articles L. 2113.2 à L. 2113.5 du Code de la commande publique.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- **d'adopter les conditions générales d'adhésion de la Centrale d'achat**
- **d'autoriser monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir sur ce sujet.**

POUR	72	
CONTRE	0	
Abstention	2	M. Jacques ARFEUILLÈRE, Mme Christiane FRAYSSE
Ne prend pas part au vote	1	Mme Martine BATAILLE

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE	Adopté
------------------	--------

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-121806-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	1.1
Nomenclature Préfecture	Marchés publics

CONDITIONS GENERALES D'ADHESION A LA CENTRALE D'ACHAT DE GRAND POITIERS COMMUNAUTE URBAINE

Les présentes conditions générales d'adhésion s'appliquent aux membres adhérents à la Centrale d'achat de Grand Poitiers. En adhérant à la Centrale d'achat, les membres adhérents acceptent les conditions générales d'adhésion et s'engagent à les respecter.

Les conditions générales d'adhésion définissent les droits et obligations des membres adhérents et de la Centrale d'achat de Grand Poitiers.

Les conditions générales d'adhésion pourront être modifiées à tout moment par la Centrale d'achat de Grand Poitiers par voie de délibérations de la Communauté urbaine de Grand Poitiers. Les modifications seront notifiées aux adhérents dans le délai d'un mois suivant leur passage au contrôle légalité.

ARTICLE 1. OBJET

Le présent document a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le membre adhère aux marchés subséquents et accords-cadres à bons de commande sur lesquels il a exprimé son besoin, passés par la centrale d'achat de Grand Poitiers Communauté urbaine relatifs à la fourniture de produits divers, de prestations de service et de travaux, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables aux centrales d'achat - notamment les directives communautaires en vigueur et le Code de la commande publique

ARTICLE 2. SIEGE DE LA CENTRALE D'ACHAT

Les parties conviennent que le siège administratif de la centrale d'achat est :

Grand Poitiers Communauté urbaine

Place du maréchal Leclerc

CS 10569

86021 POITIERS CEDEX

ARTICLE 3. ENGAGEMENT DE L'ADHERENT

L'adhérent donne mandat à la Centrale d'achat de Grand Poitiers Communauté urbaine, appelée Grand Poitiers Achats pour passer les marchés conformément au Code de la commande publique et notamment aux articles L2113.-2 et s relatifs aux centrales d'achat.

L'adhérent s'engage à :

- transmettre à la Centrale d'achat les éléments nécessaires à l'analyse de l'existant et toute autre information nécessaire au recensement des besoins et à la passation des marchés subséquents et des accords-cadres à bons de commande ;

- respecter les échéanciers et calendriers tels qu'ils ont été définis par la Centrale d'achat

S'il ne le fait pas, l'adhérent est réputé ne pas participer à la consultation concernée

- respecter vis-à-vis des titulaires des marchés sur lesquels il a exprimé son besoin l'exclusivité de ses commandes,

- assurer l'exécution des marchés conformément à leurs stipulations contractuelles, à l'exception des actes mentionnés à l'article 4 du présent document qui seront réalisés par le membre adhérent

ARTICLE 4. ROLE ET RESPONSABILITE DE LA CENTRALE D'ACHAT

La Centrale d'achat assure les missions suivantes :

- rédiger et publier les avis de publicité du marché public, de l'accord-cadre ou du marché subséquent (avis de pré-information, avis de marché, avis d'intention de conclure, lettre de consultation, avis d'attribution, etc.)

- rédiger et mettre à disposition des candidats du dossier de consultation des entreprises (règlement de consultation, cahier des clauses administratives particulières, cahier des clauses techniques particulières, pièces de prix, etc.)
- négocier le cas échéant avec les candidats,
- analyser les candidatures et les offres remises pour attribution du marché ou de l'accord-cadre,
- effectuer les mises au point du marché ou de l'accord-cadre,
- faire signer le marché ou l'accord-cadre,
- transmettre le cas échéant le marché ou l'accord-cadre au contrôle de légalité de la préfecture
- notifier le marché ou l'accord-cadre,
- traiter les référés précontractuels, les référés contractuels, les recours pour excès de pouvoir contre les actes détachables du marché ou de l'accord-cadre, les recours en contestation de validité du contrat au sens de la jurisprudence du Conseil d'Etat dite « Tarn et Garonne (CE 4 avril 2014 – Département du Tarn et Garonne, req N0358994), des recours à fin indemnitaire dès lors qu'ils résultent d'un ou plusieurs motifs liés à la passation du marché ou de l'accord-cadre, des référés de l'article L. 521-1 du Code de justice administrative dès lors qu'ils résultent d'un ou plusieurs motifs lié(s) à la passation du marché ou de l'accord-cadre.
- assurer le suivi de la bonne exécution des marchés, il vérifiera notamment le respect des conditions de marché lors des premières facturations
- passer et, le cas échéant, exécuter des appels à projets et autres procédures de mise en concurrence particulières destinés à ses adhérents,
- reconduire ou ne pas reconduire les marchés ou les accords-cadres
- résilier le cas échéant les marchés ou les accords-cadres
- conclure et notifier les avenants, et en informer les adhérents,
- conclure des partenariats, adhérer ou participer à d'autres structures de mutualisation de la commande publique (groupements de commande, centrales d'achat, etc.),
- fournir à ses adhérents une assistance à la passation des marchés et accords-cadres, notamment sous la forme de mise à disposition d'infrastructures techniques, de prestation de conseil sur le déroulement ou la conception des procédures de passation, ou encore de prise en charge de la préparation et de la gestion des procédures de passation au nom et pour le compte de ses adhérents.
- assurer l'accompagnement de l'adhérent dans la résolution de dysfonctionnements ou litiges.
- assurer la communication de toutes les informations utiles pour l'adhérent et notamment lui mettre à disposition les pièces constituant le marché public via une offre de service de type accès à une gestion électronique de document.
- signaler toute anomalie dans l'exécution des marchés au moyen des outils mis à sa disposition par la Centrale d'achat ;
- préserver la confidentialité des informations qui lui sont communiquées notamment tout ce qui concerne les offres techniques et financières des fournisseurs retenus comme titulaires des marchés ;
- ne pas diffuser le présent document à des tiers, sous réserve des dispositions relatives à la loi n°78-753 du 17 juillet 1978.

En ce qui concerne la passation par la centrale d'achat et l'exécution des marchés subséquents par les adhérents :

La centrale d'achat est chargée pour ce qui le concerne de :

- remettre en concurrence les titulaires de l'accord-cadre
- analyser les offres remises pour attribution des marchés subséquents
- mettre au point les marchés subséquents
- signer les marchés subséquents et notifier les marchés subséquents

Les adhérents sont chargés en ce qui les concerne de :

- procéder aux opérations de vérification des prestations,
- verser les éventuelles avances,
- régler les acomptes, les factures et toutes les demandes de paiement
- prendre l'ensemble des mesures liées à la facturation des prestations
- prendre l'ensemble des mesures liées aux retenues de garantie sur tous les versements du marché (autres que les avances)
- appliquer les formules de variation des prix
- procéder à l'application des pénalités
- résilier le cas échéant les marchés subséquents

ARTICLE 5. ROLE DE L'ADHERENT

Chaque membre adhérent est chargé pour ce qui le concerne de :

- recenser ses propres besoins lors du recensement annuel réalisé par la centrale d'achat
- exécuter le marché ou l'accord-cadre (émission des bons de commande, remise en concurrence des marchés subséquents...)
- procéder aux opérations de vérification des prestations,
- prendre les décisions après vérifications des prestations (notamment admission, ajournement, réfaction, rejet ou réception avec réserves)
- verser les éventuels avances,
- régler les acomptes, les factures et toutes les demandes de paiement
- prendre l'ensemble des mesures liées à la facturation des prestations
- prendre l'ensemble des mesures liées aux retenues de garantie sur tous les versements du marché (autres que les avances)
- appliquer les formules de variation des prix
- procéder à l'application des pénalités
- exécuter les avenants
- établir la fiche de recensement économique des marchés,
- procéder à la conservation et l'archivage des dossiers de marché

En ce qui concerne la passation et l'exécution des marchés subséquents par les adhérents :

Chaque membre adhérent est chargé pour ce qui le concerne de :

- remettre en concurrence les titulaires de l'accord-cadre
- analyser les offres remises pour attribution des marchés subséquents
- mettre au point les marchés subséquents
- signer les marchés subséquents
- procéder aux opérations de vérification des prestations,
- verser les éventuels avances,
- régler les acomptes, les factures et toutes les demandes de paiement
- prendre l'ensemble des mesures liées à la facturation des prestations
- prendre l'ensemble des mesures liées aux retenues de garantie sur tous les versements du marché (autres que les avances)
- appliquer les formules de variation des prix
- procéder à l'application des pénalités
- exécuter les avenants

En ce qui concerne l'habilitation à accéder aux documents de marchés via une offre de service dématérialisée :

Chaque adhérent doit être habilité à adhérer à l'offre de service de mise à disposition électronique des pièces de marchés

Une habilitation est une autorisation attribuée à une personne physique pour accéder à l'offre de service « Grand Poitiers Achats ».

Une habilitation ne peut être attribuée à une personne physique qu'à la demande d'une entité déjà adhérente à l'offre de service « Grand Poitiers Achats ».

Les demandes d'habilitation d'une personne physique sont adressées à Grand Poitiers Communauté urbaine par l'entité adhérente.

L'attribution des autorisations aux personnes physiques agissant pour le compte d'une entité adhérente est assurée par Grand Poitiers Communauté urbaine.

Lorsque la demande d'habilitation concerne une personne physique connue de Grand Poitiers Communauté urbaine, Grand Poitiers Communauté urbaine enrichit le compte existant des nouvelles autorisations.

Lorsque la demande d'habilitation concerne une personne physique inconnue de Grand Poitiers Communauté urbaine, Grand Poitiers Communauté urbaine crée un nouveau compte utilisateur, génère un identifiant et un mot de passe d'accès à ce compte et l'enrichit des nouvelles autorisations.

Dans tous les cas, Grand Poitiers Communauté urbaine adresse au représentant légal de l'entité adhérente un courrier contenant :

- Les conditions générales d'utilisation et un guide utilisateur
- Le cas échéant, sous pli cacheté à l'attention de la personne physique bénéficiaire de la demande, l'identifiant et le mot de passe d'accès à son compte ainsi qu'une aide à la gestion de son compte

La remise en main propre de ce courrier à la personne physique par le représentant légal confirme sa demande d'habilitation initiale. Dans le cas contraire, le représentant légal de l'entité adhérente informe Grand Poitiers Communauté urbaine de son désaccord. Grand Poitiers Communauté urbaine s'engage à retirer les autorisations précédemment attribuées.

A tout moment, le représentant légal de l'entité adhérente peut demander à Grand Poitiers Communauté urbaine de retirer les autorisations attribuées à une personne physique agissant pour son compte.

ARTICLE 6. ADHESION

L'adhésion se fait par délibération ou décision autorisant le pouvoir adjudicateur à adhérer à la centrale d'achat.

L'adhésion est gratuite pour les communes membres de Grand Poitiers Communauté urbaine, leurs émanations (CCAS, VITALIS, SIVOS...) et les associations subventionnées par elles ou par Grand Poitiers.

Pour les autres membres la cotisation forfaitaire annuelle est de 1000€.

La cotisation forfaitaire annuelle permettra à l'adhérent d'accéder, sous réserve de définition de ses besoins préalables au lancement de la passation des marchés telle que visée à l'article 2, à tous les marchés subséquents et aux accords-cadres à bons de commande passés par la centrale d'achat.

L'appel à cotisation sera envoyé chaque année par l'intermédiaire d'un titre de recettes émis par la Centrale d'achat.

L'adhérent s'engage à payer dans un délai maximum de 30 jours à compter de l'émission de chaque titre de recettes annuel.

ARTICLE 7. RETRAIT

Les adhérents peuvent demander à quitter la centrale d'achat par décision simple, envoyée en recommandé avec accusé de réception, au Président de GPCu.

Le retrait ne prendra effet qu'à la fin des marchés ou accords-cadres dans lequel l'adhérent est partie.

Le retrait provoquera la suppression de toutes les autorisations attribuées aux personnes physiques agissant pour le compte de cette entité.

ARTICLE 8. REGLEMENT DES DIFFERENDS

L'adhérent et la Centrale d'achat s'efforcent de régler à l'amiable tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application du présent document.

En cas d'absence de règlement à l'amiable au bout de 2 mois à partir du début du litige, celui-ci relèvera de la compétence du tribunal administratif de Poitiers.

Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	7
N° identifiant	2019-0547

Titre	Signature du second avenant au Contrat enfance - jeunesse (CEJ) "Grand Poitiers" avec la Caisse d'allocations familiales de la Vienne (Caf) (années 2019 et 2020)
-------	---

Rapporteur(s)	Mme Christine BURGÈRES
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	Avenant n°2 Contrat enfance - jeunesse (CEJ) non signé
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	66	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL - Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	16	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - M. Jean-Michel CHOISY - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

Mandats	9	<div>Mandants</div> <div>M. El Mustapha BELGSIR</div> <div>M. Patrick CORONAS</div> <div>Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT</div> <div>Mme Michèle FAURY-CHARTIER</div> <div>Mme Véronique LEY</div> <div>Mme Marie-Christine MARCINIAK</div> <div>Mme Francette MORCEAU</div> <div>Mme Patricia PERSICO</div> <div>M. Nicolas REVEILLAUT</div>	<div>Mandataires</div> <div>Mme Éliane ROUSSEAU</div> <div>M. Laurent LUCAUD</div> <div>Mme Jacqueline DAIGRE</div> <div>Mme Laurence VALLOIS-ROUET</div> <div>Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX</div> <div>M. Jean-Louis CHARDONNEAU</div> <div>M. Daniel HOFNUNG</div> <div>M. François BLANCHARD</div> <div>Mme Ghislaine BRINGER</div>
Observations	<div>L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26.</div> <div>Est sortie Mme Martine BATAILLE.</div> <div>Ne prend pas part au vote à titre personnel pour la Caisse d'allocations familiales (Caf), M. Gérard BLANCHARD.</div>		

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Éducation -- Vie de la cité Direction Vie associative - Vie des quartiers
------------------	---

Le CEJ Grand Poitiers

Le Contrat enfance - jeunesse (CEJ) de Grand Poitiers a été créé le 15 novembre 2017.

Il a deux objectifs principaux :

- favoriser le développement et optimiser l'offre d'accueil en soutenant les territoires au regard des besoins repérés, en mettant en place une politique tarifaire accessible aux enfants des familles les plus modestes
- contribuer à l'épanouissement des enfants et des jeunes, à leur intégration dans la société par des actions favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation pour les plus âgés. En cela, le CEJ est un outil important au service de la politique éducative communautaire car il permet de mettre en place des activités d'éveil, de loisirs adaptés aux attentes des jeunes.

Signé fin 2017 dans le contexte de transferts de certains établissements culturels à Grand Poitiers Communauté urbaine, le CEJ Grand Poitiers a tout d'abord porté les activités d'éveil musical (Conservatoire à Rayonnement Régional) et de la ludothèque L'île aux trésors (Réseau des Médiathèques).

Par la suite, à la demande de la Caf de la Vienne, il a été convenu que les quatre CEJ des ex-Établissements de Coopération Intercommunaux dissous - Val Vert du Clain, Vienne et Moulière, Pays Chauvinois et Pays Mélusin - s'éteignent progressivement entre 2017 et 2020 et que leurs activités soient intégrées au CEJ Grand Poitiers selon la même progressivité.

L'année 2018 a ainsi permis que les actions du CEJ ex Val Vert du Clain » soient incluses dans le CEJ Grand Poitiers.

Dans un même esprit de concertation avec la Caf, les communes et associations des territoires concernés, l'année 2019 est consacrée à l'intégration des actions des CEJ ex « Vienne et Moulière », ex « Pays Chauvinois » et ex « Pays Mélusin » au CEJ Grand Poitiers.

Pour rappel, le CEJ Grand Poitiers est composé de deux parties :

- le volet « **enfance** » qui concerne l'accueil des enfants de zéro à six ans et comprend :
 - l'accueil des zéro à trois ans (deux multi accueils, une halte-garderie, un relais d'assistant(e)s maternel(le)s itinérant communautaires ; un multi accueil associatif à gestion parentale)
 - l'accueil des trois à six ans
 - les ludothèques (L'île aux trésors, Ludo'Trot).
- le volet « **jeunesse** » qui soutient les accueils de loisirs, les accueils périscolaires, les séjours de vacances et les camps pour des enfants et jeunes âgés de 6 à 17 ans révolus.

Pour précision, les modalités de participation de la Caf sont identiques à celles des autres CEJ de la Vienne :

- un taux de cofinancement du reste à charge de 55 %
- des montants plafonnés pendant la durée du contrat
- un taux de fréquentation des équipements supérieurs à 70 % pour les établissements d'accueil des jeunes enfants et à 60 % pour les accueils de loisirs.

En 2019

Le module principal du CEJ Grand Poitiers est **communautaire**.

Et à ce titre, il comporte désormais les équipements suivants :

TYPE D'ÉQUIPEMENT	CEJ GRAND POITIERS (créé le 15/11/2017)	NB TOTAL CUMULE	CEJ GRAND POITIERS 1 ^{ER} AVENANT	NB TOTAL CUMULE	CEJ GRAND POITIERS 2 ND AVENANT	NB TOTAL CUMULE
Ludothèques	L'île aux trésors (Poitiers)	1	Ludo'Trot (Jaunay-Marigny)	2	/	2
Conservatoire à Rayonnement Régional	Éveil musical	1	/	1	/	1
Multi accueil communautaire (MA)	/	/	MA Croq Lune (Jaunay-Marigny)	2	MA Maison de la Petite Enfance (Sèvres-Anxaumont)	3
			MA Trot'Calin (Beaumont Saint-Cyr)			
Halte-Garderie communautaire (HG)	/	/	HG Trot'Calin (Beaumont Saint-Cyr)	1	/	1
Relais d'Assistant(e)s Maternel(le)s (RAM)	/	/	/	/	RAM « Sèvres-Anxaumont » (Sèvres-Anxaumont)	1
Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP)	/	/	/	/	LAEP « Sèvres-Anxaumont » (Sèvres-Anxaumont)	2
					LAEP itinérant « A petits pas » (Lusignan)	
Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH 3-11 ans)	/	/	/	/	ALSH Espac'Enfance (3-6 ans / 6-11 ans, Sèvres-Anxaumont)	3
					ALSH Croq Soleil (3-6 ans / 6-11 ans, Saint-Sauvant et Lusignan)	
					ALSH Le monde de tout le monde (3-6 ans / 6-11 ans, Chauvigny)	
Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH préados-ados)	/	/	/	/	Espac'Ados (dont les séjours, Saint Julien l'Ars)	2
					Escap-ados (Lusignan et Saint-Sauvant)	
Multi accueil (MA) associatif	/	/	MA Karabouille	1	MA La Dorne	2

Relais d'Assistant(e)s Maternel(le)s (RAM) associatif	/		/		RAM itinérant La Dorne (Lusignan)	1
---	---	--	---	--	--	---

Il contient également les modules des **communes** qui conservent la compétence extrascolaire et du **Syndicat intercommunal à vocation scolaire (Sivos) du Pays mélusin** ayant pris la compétence périscolaire.

Dans ce contexte, la présente délibération s'inscrit dans le Projet de territoire. Elle contribue au défi de l'accueil et de l'accès aux services en renforçant l'offre en direction des enfants et des familles de Grand Poitiers. Par ailleurs, elle participe au défi des solidarités, notamment au travers des actions soutenues en faveur des enfants et des jeunes.

Par conséquent, dans leur domaine de compétences, plusieurs collectivités sont engagées et signataires du CEJ Grand Poitiers :

- Grand Poitiers Communauté urbaine est porteur et pilote de la démarche
- elle n'a toutefois pas de droit de regard sur les modules communaux et du Sivos du Pays mélusin qui reviennent à une négociation bilatérale entre chaque commune ou le Sivos du Pays mélusin d'une part et la Caf d'autre part.

⇒ Les données financières 2019 et 2020 :

POUR GRAND POITIERS COMMUNAUTÉ URBAINE :

Au regard de ce second avenant lié aux territoires ex-Vienne et Moulière, ex-Pays mélusin et ex-Pays chauvinois, la participation prévisionnelle de la Caf de la Vienne s'élève à :

CEJ GRAND POITIERS AVENANT N° 2 GRAND POITIERS COMMUNAUTÉ URBAINE	2019	2020
PS CEJ CAF *	556 884 €	557 283 €

* : source CAF, dont 309 969 € (2019) et 310 384 € (2020) pour les 3 territoires nouvellement intégrés au CEJ Grand Poitiers.

Pour information, concernant les communes et le SIVOS du Pays mélusin signataires :

COLLECTIVITÉS	2019	2020
	Total participation CAF *	Total participation CAF *
CHAUVIGNY	44 921 €	44 921 €
SIVOS DU PAYS MÉLUSIN	87 929 €	87 929 €
JAUNAY-MARIGNY	27 814 €	27 814 €

DISSAY	51 332 €	51 332 €
SAINT-GEORGES-LÈS- BAILLARGEAUX	32 029 €	32 029 €
BEAUMONT SAINT-CYR	9 604 €	9 604 €

* : source CAF

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- d'autoriser Monsieur le Président ou à son représentant à signer avec la Caisse d'allocations familiales de la Vienne ce nouvel avenant au CEJ Grand Poitiers
- de prévoir la mise en place des crédits chaque année jusqu'au terme du Contrat soit le 31 décembre 2020
- d'imputer la recette à l'article 7478 du budget Principal.

POUR	71	
CONTRE	0	
Abstention	2	M. Jacques ARFEUILLÈRE, Mme Christiane FRAYSSE
Ne prend pas part au vote	2	Mme Martine BATAILLE, M. Gérald BLANCHARD

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopté

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-115419-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	7.10
Nomenclature Préfecture	Divers



GRAND POITIERS
Communauté urbaine



CONTRAT ENFANCE JEUNESSE **2017-2020**

Avenant N°2 – A compter du 01/01/2019

Grand Poitiers Communauté urbaine
Communes de Beaumont Saint Cyr, Dissay, Jaunay-
Marigny, Saint-Georges-les-Baillargeaux,
Chauvigny et Sivos du Pays Mélusin

Petite Enfance



Jeunesse



CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT



Avenant

Aout 2019

Entre :

Grand Poitiers Communauté urbaine

représentée par son président, Monsieur Alain CLAEYS, et dont le siège est situé 15, place du Maréchal Leclerc- 86021 POITIERS Cedex.

Ci-après désigné « le partenaire ».

La Commune de Chauvigny

représentée par son maire, Monsieur Gérard HERBERT, et dont le siège est situé 1, rue du Moulin St Léger - 86 300 CHAUVIGNY.

Le Sivos du Pays Mélusin

représenté par sa présidente, Madame Véronique ROCHAIS, et dont le siège est situé 7, rue Enjambes - 86 600 LUSIGNAN.

La Commune de Beaumont Saint Cyr

représentée par son maire, Monsieur Nicolas REVEILLAULT, et dont le siège est situé 25, place du 11 Novembre - 86 490 BEAUMONT SAINT CYR.

La Commune de Dissay

représentée par son maire, Monsieur Michel FRANCOIS, et dont le siège est situé 240, rue de l'Eglise - 86 130 DISSAY.

La Commune de Jaunay Marigny

représentée par son maire, Monsieur Jérôme NEVEUX, et dont le siège est situé 72, grand'rue - 86 130 JAUNAY-MARIGNY.

La Commune de Saint Georges les Baillargeaux

représentée par son maire, Monsieur Jean-Claude BOUTET, et dont le siège est situé 16, place de la liberté - 86 130 SAINT GEORGES LES BAILLARGEAUX.

Et :

La caisse d'Allocations familiales de la Vienne

représentée par sa directrice, Madame Tania CONCI, dont le siège est situé 41 rue du Touffenet CS 40 000 - 86 044 POITIERS Cedex 9.

Ci-après désignée « la Caf ».

Il est convenu que la convention « 201700349 » est modifiée dans les conditions fixées aux articles suivants.

Article 1 : Les modalités de financement

Le présent avenant intègre des actions nouvelles dans le champ de l'enfance

Sous réserve que la Caf dispose au préalable de la délibération du conseil communautaire suite à un transfert ou une restitution de compétence légale, le présent avenant intègre la(les) action(s) mentionnée(s) ci-après, antérieurement inscrite(s) dans une convention « Contrat enfance et jeunesse » autre que la présente.

- Multi accueil « Maison de la petite Enfance » - Sèvres-Anxaumont
- RAM de Sèvres-Anxaumont
- LAEP de Sèvres-Anxaumont
- Alsh Extrascolaire 3-6 ans - Espace Enfance – Sèvres Anxaumont
- Alsh Extrascolaire 6-11 ans – Espace Enfance - Sèvres Anxaumont
- Alsh Ados 12-17 ans – Espace Ados – St Julien l'Ars

- Multi accueil La Dorne – Lusignan
- RAM La Dorne – Lusignan
- LAEP A petits Pas
- Alsh Extrascolaire et ados « Croq' soleil »
- Alsh Périscolaire – Sivos Pays Mélusin
- Coordination Enfance – Grand Poitiers- Mélusin
- Coordination Jeunesse – Sivos Pays Mélusin et Grand Poitiers

- Multi accueil « Il était une fois » - Chauvigny
- RAM la Farandole – Chauvigny
- Alsh Extrascolaire « Le monde de Tout le Monde »
- Alsh Ados « Entre Ados » et « Capado » - Chauvigny
- Coordination de la commune de Chauvigny

Le détail de ces actions figure en annexes 1, 2 et 3 du présent avenant.

L'article « 2-1 Mode de calcul de la Psej et révision des droits » de la convention initiale est remplacé par l'article suivant pour les actions nouvelles résultant du présent avenant.

« 2-1 Le mode de calcul de la Psej et la révision des droits »

Le financement de la Psej est détaillé ci-après en annexe 1 de la présente convention.

Les parties à la présente convention conviennent que ce financement peut prendre en compte la réalisation d'actions nouvelles relevant du volet enfance au titre du présent

avenant sur une période antérieure à sa date de signature par l'ensemble des parties, à compter du 1^{er} janvier 2019.

La Psej distingue deux types d'actions : les actions nouvelles développées dans le cadre du contrat « enfance et jeunesse » et les actions antérieures, financées dans un contrat avant la signature d'un premier Cej et reconduites dans le présent Cej.

Pour chaque action nouvelle développée dans le présent contrat (cf. annexes 1 à 3), un montant forfaitaire plafonné par action est calculé. Pour une action nouvelle instaurée dans le cadre de la présente convention du fait du présent avenant, ce montant est déterminé selon les formules ci-après :

- (Montant restant à charge retenu par la Caf x 0,55) x 1,3264 pour les actions nouvelles relevant du champ de l'enfance,
- (Montant restant à charge retenu par la Caf x 0,55) x 1,09 pour les actions nouvelles relevant du champ de la jeunesse,

les champs de l'enfance et de la jeunesse étant ceux tels que précisés à la présente convention.

Pour les actions antérieures, un montant forfaitaire dégressif est appliqué en référence aux financements antérieurs. Aucun nouveau développement relevant du volet jeunesse ne sera pris en compte dans le cas de ce présent avenant.

Une même action inscrite dans la présente convention est réalisée par plusieurs des partenaires à celle-ci. En conséquence, le montant forfaitaire précité est calculé par action et est réparti entre chacun de ces partenaires selon un pourcentage prédéterminé. Ce pourcentage figure expressément dans la fiche projet de l'action concernée en annexe 3 de la présente convention.

Le montant annuel forfaitaire de la Psej est versé en fonction :

- du maintien de l'offre existante avant la présente convention. L'offre existante est décrite en annexes 2 et 3 ci-après de la présente convention ;
- de la réalisation des actions nouvelles inscrites à la présente convention ;
- du niveau d'atteinte des objectifs avec notamment le respect de la règle de financement des actions de développement et de pilotage ;
- du respect des règles relatives aux taux d'occupation ;
- de la production complète des justificatifs.

Ce montant peut être revu en cas :

- d'une anomalie constatée dans le niveau de financement du projet ;
- de non respect d'une clause ;
- de réalisation partielle ou absente d'une action.

La Caf applique un taux de réfaction et notifie au partenaire le montant de la réfaction qui est appliquée.

La valorisation du bénévolat ne peut pas être prise en compte dans le calcul de la Psej. »

Article 2 : Le suivi des objectifs, des engagements et l'évaluation des actions

L'annexe 5.1 intitulée « liste des pièces justificatives » des conditions générales de la convention initiale est remplacée par l'annexe suivante :

« **Annexe 5.1 : liste des pièces justificatives** » du présent avenant.

Article 3 : Incidences de l'avenant sur la convention

Toutes les clauses de la convention initiale et de son(s) avenant(s), et leurs annexes, restent inchangées et demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations contenues dans le présent avenant. Ces stipulations prévalent en cas de différence.

Article 4 : Effet et durée de l'avenant

Le présent avenant, annexes comprises, prend effet à compter du 1^{er} janvier 2019.

Il est établi un original du présent avenant pour chacun des signataires.

Fait à Poitiers, le 31/12/2019 en 9 exemplaires

Pour la Caisse d'Allocations familiales
de la Vienne,
La Directrice,

Pour Grand Poitiers Communauté urbaine,
Le Président,

Tania CONCI

Alain CLAEYS

Pour la Commune de Chauvigny,
Le Maire,

Le SIVOS du Pays Mélusin,
La Présidente,

Gérard HERBERT

Véronique ROCHAIS

Pour la Commune de Beaumont Saint Cyr,
Le Maire,

Nicolas REVEILLAULT

Pour Commune de Dissay,
Le Maire,

Michel FRANCOIS

Pour la Commune de Jaunay-Marigny
Le Maire,

Jérôme NEVEUX

**Pour Commune de Saint Georges les
Baillargeaux,**
Le Maire,

Jean-Claude BOUTET

ANNEXES

ANNEXES

Annexe 1 – TABLEAU FINANCIER RECAPITULATIF

***Annexe 2 – SITUATION DE L'OFFRE A LA SIGNATURE DE L'ENGAGEMENT
CONTRACTUEL ET PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT***

Annexe 3 – FICHES PROJET CONTRAT ENFANCE JEUNESSE

Annexe 5-1 – LISTE DES PIECES JUSTIFICATIVES

- *Attestation de non changement de situation*

TABLEAU FINANCIER RECAPITULATIF

Annexe 1 : Tableau financier récapitulatif

		Montants PSEJ limitatifs			
Typologie	Nom de l'action	2017	2018	2019	2020
Module 1 - Grand Poitiers - à compter du 01/01/2017					
Action antérieure	Ludothèque Poitiers - Ile aux trésors	11 369,60 €	11 369,60 €	11 369,60 €	11 369,60 €
Action antérieure	Eveil musical CRR	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total actions antérieures		11 369,60 €	11 369,60 €	11 369,60 €	11 369,60 €
Total dégressivité contrat antérieur		19 701,86 €	9 964,65 €	227,44 €	0,00 €
Total Module 1 CAF		31 071,46 €	21 334,25 €	11 597,04 €	11 369,60 €
Module 2 - Grand Poitiers Nord - à compter du 01/01/2018					
Action nouvelle	Multi accueil Croq Lune		51 118,10 €	50 908,00 €	51 022,40 €
Action nouvelle	Multi accueil Trot Calin		14 704,88 €	14 782,91 €	14 782,91 €
Action nouvelle	LAEP Grand Poitiers Nord		0,00 €	7 157,25 €	7 157,25 €
Action nouvelle	Ludothèque Ludo'Trot		14 783,54 €	14 783,54 €	14 783,54 €
Action nouvelle	Coordination Enfance Jeunesse		33 022,03 €	34 776,30 €	34 776,30 €
Action nouvelle	Poste de psychologue		4 224,00 €	4 857,60 €	4 954,57 €
Total actions nouvelles			117 852,55 €	127 265,60 €	127 476,97 €
Action antérieure	Multi accueil Trot Calin		12 541,52 €	12 541,52 €	12 541,52 €
Action antérieure	Multi accueil Karabouille		67 740,25 €	67 740,25 €	67 740,25 €
Action antérieure	RAM Val Frimousse		27 770,70 €	27 770,70 €	27 770,70 €
Total actions antérieures			108 052,47 €	108 052,47 €	108 052,47 €
Total Module 2 CAF			225 905,02 €	235 318,07 €	235 529,44 €
Module 3 - Commune de Beaumont Saint Cyr - à compter du 01/01/2018					
Action nouvelle	Alsh Beaumont Saint Cyr		9 604,43 €	9 604,43 €	9 604,43 €
Total actions nouvelles			9 604,43 €	9 604,43 €	9 604,43 €
Total Module 3 CAF			9 604,43 €	9 604,43 €	9 604,43 €
Module 4 - Commune de Dissay - à compter du 01/01/2018					
Action nouvelle	Alsh Puygremier 3-11 ans		4 953,98 €	4 953,98 €	4 953,98 €
Action nouvelle	Accueil périscolaire		15 306,37 €	15 306,37 €	15 306,37 €
Action nouvelle	Développement coordination		4 736,70 €	4 736,70 €	4 736,70 €
Total actions nouvelles			24 997,05 €	24 997,05 €	24 997,05 €
Action antérieure	Alsh Puygremier 3-11 ans		12 716,10 €	12 716,10 €	12 716,10 €
Action antérieure	Alsh Ados Ferme de la Mourauderie		11 319,16 €	11 319,16 €	11 319,16 €
Action antérieure	Coordination Enfance Jeunesse		2 299,86 €	2 299,86 €	2 299,86 €
Total actions antérieures			26 335,12 €	26 335,12 €	26 335,12 €
Total Module 4 CAF			51 332,17 €	51 332,17 €	51 332,17 €
Module 5 - Commune de Saint Georges les Baillargeaux - à compter du 01/01/2018					
Action nouvelle	Coordination		4 804,46 €	4 804,46 €	4 804,46 €
Total actions nouvelles			4 804,46 €	4 804,46 €	4 804,46 €
Action antérieure	Planète Récré et Cap J		24 669,00 €	24 669,00 €	24 669,00 €
Action antérieure	Accueil périscolaire		2 556,26 €	2 556,26 €	2 556,26 €
Total actions antérieures			27 225,26 €	27 225,26 €	27 225,26 €
Total Module 5 CAF			32 029,72 €	32 029,72 €	32 029,72 €

Module 6 - Commune de Jaunay Marigny - à compter du 01/01/2018

Action nouvelle	Alsh Croq Soleil		4 768,01 €	4 768,01 €	4 768,01 €
Action nouvelle	Coordination + psychologue		3 956,70 €	3 956,70 €	3 956,70 €
Total actions nouvelles			8 724,71 €	8 724,71 €	8 724,71 €
Action antérieure	Alsh Croq Soleil		14 365,65 €	14 365,65 €	14 365,65 €
Action antérieure	Espace Jeunesse Jaunay Marigny		4 724,52 €	4 724,52 €	4 724,52 €
Total actions antérieures			19 090,17 €	19 090,17 €	19 090,17 €
Total Module 6 CAF			27 814,88 €	27 814,88 €	27 814,88 €

Module 7 - Territoire EST - Sèvres-Anxaumont/St Julien l'Ars - à compter du 01/01/2019

Action nouvelle	Espace ados St Julien l'Ars			10 456,35 €	10 456,35 €
Action nouvelle	Alsh Extrascolaire Espace enfance -6 ans			30 557,53 €	30 557,53 €
Action nouvelle	Multi accueil "Maison de la Petite enfance"			55 922,06 €	55 065,01 €
Action nouvelle	RAM Sèvres Anxaumont			23 588,86 €	23 588,86 €
Action nouvelle	LAEP Sèvres Anxaumont			2 540,62 €	3 887,07 €
Total actions nouvelles				123 065,42 €	123 554,82 €
Action antérieure	Espace ados St Julien l'Ars			4 025,29 €	4 025,29 €
Action antérieure	Alsh Extrascolaire Espace enfance 6-11 ans			7 224,84 €	7 224,84 €
Total actions antérieures				11 250,13 €	11 250,13 €
Total Module 7 CAF				134 315,55 €	134 804,95 €

Module 8 - Territoire OUEST - Méluin - à compter du 01/01/2019

Action nouvelle	Alsh Extrascolaire et ados "Croq Soleil" - Lusignan			8 173,09 €	8 173,09 €
Action nouvelle	Alsh Périscolaire - Sivos du Pays Méluin			62 725,14 €	62 725,14 €
Action nouvelle	LAEP - A petits pas			7 074,23 €	7 000,47 €
Action nouvelle	Formation BAFA-BAFD			1 438,80 €	1 438,80 €
Action nouvelle	Poste de coordination - Enfance			12 703,91 €	12 703,91 €
Total actions nouvelles				92 115,17 €	92 041,41 €
Action antérieure	Alsh Extrascolaire et ados "Croq Soleil" - Lusignan			49 647,00 €	49 647,00 €
Action antérieure	RAM La Dorne			7 371,53 €	7 371,53 €
Action antérieure	Multi accueil La Dorne			49 278,59 €	49 278,59 €
Action antérieure	Poste de coordination - Enfance			10 597,13 €	10 597,13 €
Action antérieure	Poste de coordination - Jeunesse			12 528,00 €	12 528,00 €
Total actions antérieures				129 422,25 €	129 422,25 €
Total Module 8 CAF				221 537,42 €	221 463,66 €

Module 9 - Territoire GRAND EST - Chauvigny - à compter du 01/01/2019

Action nouvelle	RAM La Farandole			1 389,07 €	1 389,07 €
Total actions nouvelles				1 389,07 €	1 389,07 €
Action antérieure	Alsh Extrascolaire "Le Monde de tout le monde"			42 046,13 €	42 046,13 €
Action antérieure	Alsh Ados "Entre Ados" et "Capado"			16 914,88 €	16 914,88 €
Action antérieure	RAM La Farandole			6 561,46 €	6 561,46 €
Action antérieure	Multi accueil "Il était une fois"			17 553,33 €	17 553,33 €
Action antérieure	Poste de Coordination			2 503,22 €	2 503,22 €
Total actions antérieures				85 579,02 €	85 579,02 €
Total Module 9 CAF				86 968,09 €	86 968,09 €
Total Contrat		31 071,46 €	368 020,47 €	810 517,37 €	810 916,94 €

Fait à Poitiers, le 31/12/2019

P/ La caisse d'Allocations familiales
La Directrice,

P/ Grand Poitiers Communauté urbaine
Le Président,

Tania CONCI

Alain CLAEYS

P/ La Commune de Chauvigny
Le Maire,

P/ Le SIVOS du Pays Mélusin
La Présidente,

Gérard HERBERT

Véronique ROCHAIS

P/ La Commune de Beaumont Saint Cyr
Le Maire,

P/ La Commune de Dissay
Le Maire,

Nicolas REVEILLAULT

Michel FRANCOIS

P/ La Commune de Jaunay Marigny
Le Maire,

**P/ La Commune de Saint Georges les
Baillargeaux**
Le Maire,

Jerôme NEVEUX

Jean-Claude BOUTET

***SITUATION DE L'OFFRE A LA SIGNATURE DE
L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL
ET
PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT***

ANNEXE 2 : SITUATION DE L'OFFRE ET PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

		2016 ou 2017 ou 2018	2017	2018	2019	2020
TYPOLOGIE	NOM DE L'ACTION	Nombre d'unités de référence (1) en heures ou en ETP				
Module 1 - Grand Poitiers (à compter du 01/01/2017)						
Action antérieure	Ludothèque l'île aux trésors	1 360 h				
Action antérieure	ANEM - Eveil musical CRR					
Module 2 - Grand Poitiers Nord (à compter du 01/01/2018)						
Action nouvelle	Multi Accueil Croq Lune	heures : 42 291 capa th : 54 040 tx occ : 78 %		heures : 35 670 capa th : 49 000 tx occ : 72,80 %	heures : 35 600 capa th : 48 760 tx occ : 73,01 %	heures : 35 680 capa th : 49 000 tx occ : 72,82 %
Action nouvelle	Multi Accueil Trot Calin	heures : 24 675 capa th : 34 270 tx occ : 72 %		heures : 20 163 capa th : 27 270 tx occ : 73,94 %	heures : 20 270 capa th : 27 360 tx occ : 74,09 %	heures : 20 270 capa th : 27 470 tx occ : 73,79 %
Action nouvelle	LAEP Grand Poitiers Nord				165 h	165 h
Action nouvelle	Ludothèque Ludo'Trot	1 184 h		1 184 h	1 184 h	1 184 h
Action nouvelle	Coordination enfance - jeunesse	1,28 ETP		1,35 ETP	1,40 ETP	1,40 ETP
Action nouvelle	Poste de psychologue	0,26 ETP		0,23 ETP	0,23 ETP	0,23 ETP
Action antérieure	Multi Accueil Karabouille	heures : 88 595 capa th : 61 866 tx occ : 69,83 %				
Action antérieure	Multi Accueil Trot Calin	heures : 6 221 capa th : 13 400 tx occ : 46,43 %				
Action antérieure	RAM Val Frimousse	1,82 ETP				
Module 3 - Commune de Beaumont Saint Cyr (à compter du 01/01/2018)						
Action nouvelle	Alsh Beaumont St Cyr	8 424 h		8 424 h	8 424 h	8 424 h
Module 4 - Commune de Dissay (à compter du 01/01/2018)						
Action nouvelle	Alsh Puygremier	28 275 h		28 275 h	28 275 h	28 275 h
Action nouvelle	Alsh périscolaire	27 612 h		27 612 h	27 612 h	27 612 h
Action nouvelle	Développement coordination	0,85 ETP		0,85 ETP	0,85 ETP	0,85 ETP
Action antérieure	Alsh Puygremier	24 703 h				
Action antérieure	Alsh Ferme de la Mourauderie	6 298 h				
Action antérieure	Coordination enfance - jeunesse	0,15 ETP				
Module 5 - Commune de Saint Georges les Baillargeaux (à compter du 01/01/2018)						
Action nouvelle	Coordination	1 ETP		1 ETP	1 ETP	1 ETP
Action antérieure	Alsh Planète Récré	42 780 h				
Action antérieure	Accueil périscolaire	11 961 h				
Module 6 - Commune de Jaunay Marigny (à compter du 01/01/2018)						
Action nouvelle	Alsh Croq Soleil	75 800 h		73 800 h	73 800 h	73 800 h
Action nouvelle	Coordination + psychologue	0,20 ETP		0,20 ETP	0,20 ETP	0,20 ETP
Action antérieure	Alsh Croq Soleil	49 595 h				
Action antérieure	Espace Jeunesse Jaunay Marigny	8 145 h				

ANNEXE 2 : SITUATION DE L'OFFRE ET PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

Module 7 - Territoire EST - Sèvres-Anxaumont/St Julien l'Ars - à compter du 01/01/2019						
Action nouvelle	Espace ados St Julien l'Ars	17 000 h			17 000 h	17 000 h
Action nouvelle	Alsh Extrascolaire "Espace enfance - 6 ans"	24 000 h			24 000 h	24 000 h
Action nouvelle	Multi accueil "Maison de la Petite enfance"	35 598			33 000 h	33 000 h
Action nouvelle	RAM Sèvres Anxaumont	1,50 ETP			1,50 ETP	1,50 ETP
Action nouvelle	LAEP Sèvres Anxaumont	132 h			102 h	147 h
Action antérieure	Espace ados St Julien l'Ars	5 284 h				
Action antérieure	Alsh Extrascolaire "Espace enfance 6-11 ans"	22 620 h				
Module 8 - Territoire OUEST - Méluin - à compter du 01/01/2019						
Action nouvelle	Alsh Extrascolaire et ados "Croq Soleil" - Lusignan	60 584 h			60 584 h	60 584 h
Action nouvelle	Alsh Périscolaire - Sivos du Pays Méluin	52 608 h			52 608 h	52 608 h
Action nouvelle	LAEP A petits pas	383 h			342 h	342 h
Action nouvelle	Formation BAFA-BAFD	3			3	3
Action nouvelle	Poste de coordination - Enfance	1 ETP			1 ETP	1 ETP
Action antérieure	Alsh Extrascolaire et ados "Croq Soleil" - Lusignan	51 076 h				
Action antérieure	RAM La Dorne	0,90 ETP				
Action antérieure	Multi accueil La Dorne	heures : 31 705 h capa th : 51 040 h tx occ : 70 %				
Action antérieure	Poste de coordination - Enfance	0,50 ETP				
Action antérieure	Poste de coordination - Jeunesse	0,50 ETP				
Module 9 - Territoire GRAND EST - Chauvigny - à compter du 01/01/2019						
Action nouvelle	RAM La Farandole	0,80 ETP			0,60 ETP	0,60 ETP
Action antérieure	Alsh Extrascolaire "Le Monde de tout le monde"	66 597 h				
Action antérieure	Alsh Ados "Entre Ados" et "Capado"	18 856 h				
Action antérieure	RAM La Farandole	0,50 ETP				
Action antérieure	Multi accueil "Il était une fois"	heures : 13 982 h capa th : 42 336 h tx occ : 70 %				
Action antérieure	Poste de Coordination	0,15 ETP				

(1) cf. annexe 5.2

(2) colonne à remplir uniquement lorsqu'elle correspond à l'année N-1 d'un avenant au Cej

ANNEXE 2 : SITUATION DE L'OFFRE ET PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

Fait à Poitiers, le 31/12/2019

P/ La caisse d'Allocations familiales
La Directrice,

P/ Grand Poitiers Communauté urbaine
Le Président,

Tania CONCI

Alain CLAEYS

P/ La Commune de Chauvigny
Le Maire,

P/ Le SIVOS du Pays Mélusin
La Présidente,

Gérard HERBERT

Véronique ROCHAIS

P/ La Commune de Beaumont Saint Cyr
Le Maire,

P/ La Commune de Dissay
Le Maire,

Nicolas REVEILLAULT

Michel FRANCOIS

P/ La Commune de Jaunay Marigny
Le Maire,

P/ La Commune de Saint Georges les Baillargeaux
Le Maire,

Jerôme NEVEUX

Jean-Claude BOUTET

FICHE PROJET CONTRAT ENFANCE JEUNESSE

- Espace ados St Julien l'Ars
- Alsh Extrascolaire Espace enfance -6 ans
- Alsh Extrascolaire Espace enfance 6-11 ans
- Multi accueil "Maison de la Petite enfance"
- RAM Sèvres Anxaumont
- LAEP Sèvres Anxaumont

- Alsh Extrascolaire et ados "Croq Soleil" – Lusignan
- Alsh Périscolaire - Sivos du Pays Méluzin
- LAEP - A petits pas
- Formation BAFA-BAFD
- Poste de coordination – Enfance
- RAM La Dorne
- Multi accueil La Dorne
- Poste de coordination – Jeunesse

- Alsh Extrascolaire "Le Monde de tout le monde »
- Alsh Ados " Entre Ados"et "Capado"
- Multi accueil "Il était une fois"
- RAM La Farandole
- Poste de Coordination

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un accueil de loisirs existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature : *extrascolaire*

Nom de la structure : **Espace Ados St Julien l'Ars**

Adresse : *3, rue du chateau - Parc de la sapinette 86800 St Julien l'Ars*

Gestionnaire : *LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA VIENNE*

Partenaire du Cej qui finance : *collectivité territoriale*

Nom : *Grand Poitiers Communauté urbaine*

DESCRIPTIF DU PROJET

Commune d'implantation, zone d'influence/aire d'attractivité et itinérance à préciser	Saint-Julien-l'Ars
Périodes d'ouverture dans l'année (ex: les mercredis, vacances, etc) :	Vendredi soirs et samedi pendant les périodes scolaires Du lundi au vendredi pendant les vacances scolaires
Horaire d'ouverture par période :	19h30-22h le vendredi soir, 11h-15h le Samedi 14h-18h pendant les vacances scolaires
Lieu(x) d'accueil	Saint-Julien-l'Ars, Tercé, Lavoux, Savigny-L'évescault, Sèvres-Anxaumont, Bonnes
Bilan 2018	Heures réalisées : 15 133 heures Nombre d'enfants distincts accueillis : 174

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un accueil de loisirs existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature : *extrascolaire*

Nom de la structure : *Alsh Extrascolaire Espace enfance - 6 ans*

Adresse : *Lieu-dit La Brunetterie 86 800 Sèvres Anxaumont*

Gestionnaire : *LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT*

Partenaire du Cej qui finance : *collectivité territoriale*

Nom : *Grand Poitiers Communauté urbaine*

DESCRIPTIF DU PROJET

Commune d'implantation, zone d'influence/aire d'attractivité et itinérance à préciser	Sèvres-Anxaumont
--	------------------

Périodes d'ouverture dans l'année (ex: les mercredis, vacances, etc) :	Mercredis et vacances scolaires
Horaire d'ouverture par période :	12h-18h30 les mercredis 7h30-18h30 pendant les vacances scolaires
Lieu(x) d'accueil	Sèvres-Anxaumont

Bilan 2018	Heures réalisées : 21 964 heures Nombre d'enfants distincts accueillis : 375 (au global sur l'Alsh 3-11 ans)
-------------------	---

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un accueil de loisirs existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature : *extrascolaire*

Nom de la structure : ***Alsh Extrascolaire Espace enfance 6-11 ans***

Adresse : *Lieu-dit La Brunetterie 86 800 Sèvres Anxaumont*

Gestionnaire : *LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT*

Partenaire du Cej qui finance : *collectivité territoriale*

Nom : *Grand Poitiers Communauté urbaine*

DESCRIPTIF DU PROJET

Commune d'implantation, zone d'influence/aire d'attractivité et itinérance à préciser	Sèvres-Anxaumont
Périodes d'ouverture dans l'année (ex: les mercredis, vacances, etc) :	Mercredis et vacances scolaires
Horaire d'ouverture par période :	12h-18h30 les mercredis 7h30-18h30 pendant les vacances scolaires
Lieu(x) d'accueil	Sèvres-Anxaumont
Bilan 2018	Heures réalisées : 50 973 heures Nombre d'enfants distincts accueillis : 375 (au global sur l'Alsh 3-11 ans)

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil de jeunes enfants existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature : *Multi-accueil*

Nom de la structure : ***Maison de la petite enfance***

Adresse : *2, chemin de la brunetterie 86800 Sèvres Anxaumont*

Gestionnaire : *Grand Poitiers Communauté urbaine*

Partenaire du Cej qui finance : *collectivité territoriale*

Nom : *Grand Poitiers Communauté urbaine*

Date d'ouverture : *2015*

DESCRIPTIF DU PROJET

Commune d'implantation, zone d'influence/aire d'attractivité et itinérance à préciser	Sèvres-Anxaumont – territoire de l'ex-Vienne et Moulière
--	--

Horaire d'ouverture et amplitude :	<u>Horaire d'ouverture : 7h30-18h30</u> <u>Amplitude : 11h</u>
Période de fermeture	Une semaine lors des périodes de petites vacances scolaires et quatre semaines l'été.
Capacité d'accueil maximum : (agrément PMI)	20

Bilan 2018	Capacité théorique : X Agrément standard <input type="checkbox"/> agrément modulé <input type="checkbox"/> agrément moyen Heures réalisées : 32 995 heures Heures facturées : 35 598 heures Taux de facturation : 107.89% Nombre d'enfants inscrits - 6 ans : 48
-------------------	---

Fourniture des couches et des repas :	<u>Couches :</u> OUI <u>Repas :</u> OUI
---------------------------------------	--

Projet de développement	
--------------------------------	--

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un relais assistants maternels existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nom de la structure : RAM de Sèvres Anxaumont

Adresse : 2, chemin de la brunetterie 86 800 SEVRES ANXAUMONT

Gestionnaire : Grand Poitiers Communauté urbaine

Partenaire du Cej qui finance : collectivité territoriale

Nom : Grand Poitiers Communauté urbaine

Date d'ouverture : 2007

DESCRIPTIF DU PROJET

Commune d'implantation, zone d'influence/aire d'attractivité	Le bureau du relais est situé sur la commune de Sèvres-Anxaumont. Le relais est itinérant sur les 10 communes de l'ancienne communauté de communes Vienne et Moulière (Bignoux, Bonnes, La Chapelle Moulière, Lavoux, Liniers, Pouillé, Saint Julien l'Ars, Savigny l'Evescault, Sèvres-Anxaumont, Tercé).
---	--

Périodicité des ateliers :	<input type="checkbox"/> 2 fois par semaine <input type="checkbox"/> 3 fois par semaine <input checked="" type="checkbox"/> 4 fois par semaine <input type="checkbox"/> autres préciser
Lieu(x) d'animation et Lieux des permanences aux familles et assistants maternels	Lieux de permanences : Sèvres-Anxaumont Lieux d'animation : Bignoux, Bonnes, La Chapelle Moulière, Lavoux, Liniers, Pouillé, Saint Julien l'Ars, Savigny l'Evescault, Sèvres-Anxaumont, Tercé
Service itinérant :	OUI / NON Si oui (citer les communes ou quartiers) : Bignoux, Bonnes, La Chapelle Moulière, Lavoux, Liniers, Pouillé, Saint Julien l'Ars, Savigny l'Evescault, Sèvres-Anxaumont, Tercé

Bilan 2018	<ul style="list-style-type: none"> - Temps de travail de(des) l'animateur(s) : 52h50 - Nombre d'assistants maternels agréés : 95 (sur le territoire/quartiers)
-------------------	--

Projet de développement	
--------------------------------	--

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un Laep existant maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nom de la structure : **LAEP de Sèvres Anxaumont**

Adresse : 2, chemin de la Brunetterie 86 800 Sèvres Anxaumont

Gestionnaire : Grand Poitiers Communauté urbaine

Partenaire du Cej qui finance : collectivité territoriale

Nom : Grand Poitiers Communauté urbaine

Date d'ouverture : 2015

DESCRIPTIF DU PROJET

Conformément à la lettre circulaire LAEP 2015-011 du 13 mai 2015, il convient d'intégrer les heures d'organisation du service LAEP dans la limite de 50% des heures d'ouverture au public soit pour le LAEP de Sèvres-Anxaumont : 36 heures d'organisation sur les 72 heures d'ouverture au public.

Nom de l'équipement :	LAEP Sèvres-Anxaumont
Commune d'implantation, zone d'influence/aire d'attractivité	Situé à Sèvres-Anxaumont le service profite aux parents des communes suivantes : Bignoux, Bonnes, La Chapelle Moulière, Lavoux, Liniers, Pouillé, Saint Julien l'Ars, Savigny l'Evescault, Sèvres-Anxaumont, Tercé.
Périodes, jours et horaire d'ouverture dans l'année :	Les mercredis matin de 9h à 11h
Période de fermeture :	Vacances scolaires
Lieu(x) d'accueil :	MPE Sèvres-Anxaumont
Service itinérant :	OUI / NON (rayer la mention inutile) Si oui (citer les communes ou quartiers)

Bilan 2018	<p>Heures réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures d'ouverture au public : 72 heures • Nombre d'heures d'organisation : 90 heures <p>Nombre d'accueillants différents par séance : 2 Nombre d'enfants accueillis : 40 enfants Analyse de la pratique/supervision : OUI</p>
Projet de développement	<p>Ouverture d'un deuxième temps d'accueil et éventuellement l'augmentation des heures d'ouvertures le mercredi matin (une demi-heure supplémentaire, soit 9h-11h30) à compter de septembre 2020 ?</p>

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un accueil de loisirs existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature : *extrascolaire*

Nom de la structure : ***Alsh extrascolaire et ados "Croq Soleil"***

Adresse : *Place des écoles 86 600 Lusignan*
14, rue de l'alouette 86 600 St Sauvant

Gestionnaire : *Grand Poitiers Communauté urbaine*

Partenaire du Cej qui finance : *collectivité territoriale*
 Nom : *Grand Poitiers Communauté urbaine*

DESCRIPTIF DU PROJET

Commune d'implantation, zone d'influence/aire d'attractivité et itinérance à préciser	Saint-Sauvant (Croq'Soleil) Lusignan (Ados)
--	--

Périodes d'ouverture dans l'année (ex: les mercredis, vacances, etc) :	Vacances scolaires
Horaire d'ouverture par période :	8h-18h30 (Croq'Soleil) Accueil informel en journée 'ados)
Lieu(x) d'accueil	Saint-Sauvant (Croq'Soleil) Lusignan (Ados)

Bilan 2018	Heures réalisées : 44 526 h Nombre d'enfants distincts accueillis : 278
-------------------	--

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un accueil de loisirs existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature : *périscolaire*

Nom de la structure : ***Alsh Périscolaire du Mélusin***

Adresse : *7, rue enjambes 86 600 Lusignan*

Gestionnaire : *Sivos du pays Mélusin*

Partenaire du Cej qui finance : *collectivité territoriale*

Nom : *Grand Poitiers Communauté urbaine*

DESCRIPTIF DU PROJET

Commune d'implantation, zone d'influence/aire d'attractivité	Ecoles des 9 communes du SIVOS du Pays Mélusin
---	--

Tranches d'âges accueillies :	3-11 ans
-------------------------------	----------

Horaire d'ouverture :	11h30-18h30 les mercredis Avant et après l'école le matin et le soir
-----------------------	---

Lieu(x) d'accueil :	Ecoles des 9 communes du SIVOS du Pays Mélusin
---------------------	--

Bilan 2018	Heures réalisées : 98 835 heures Nombre d'enfants accueillis : 170
-------------------	---

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un Laep existant maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nom de la structure : **LAEP A petits pas**

Adresse : 7, rue enjambes 86 600 Lusignan

Gestionnaire : *Grand Poitiers Communauté urbaine*

Partenaire du Cej qui finance : *collectivité territoriale*

Nom : *Grand Poitiers Communauté urbaine*

Date d'ouverture : 2010

DESCRIPTIF DU PROJET

Conformément à la lettre circulaire LAEP 2015-011 du 13 mai 2015, il convient d'intégrer les heures d'organisation du service LAEP dans la limite de 50% des heures d'ouverture au public soit pour le LAEP « A Petit Pas » de Lusignan : 114 heures d'organisation sur les 228 heures d'ouverture au public.

Nom de l'équipement :	A Petits Pas
Commune d'implantation, zone d'influence/aire d'attractivité	L'ex-Pays Mélusin

Périodes, jours et horaire d'ouverture dans l'année :	Lundi – Mercredi – Jeudi : 9h30 – 11h30
Période de fermeture :	Vacances scolaires
Lieu(x) d'accueil :	Rouillé Jazeneuil Cloué Curzay-sur-Vonne Lusignan
Service itinérant :	OUI / NON (rayer la mention inutile) Si oui (citer les communes ou quartiers)

Bilan 2018	<p>Heures réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures d'ouverture au public : 228h • Nombre d'heures d'organisation : 453h au total <p>Nombre d'accueillants différents par séance : 2 Nombre d'enfants accueillis : 39 Analyse de la pratique/supervision : OUI</p>
Projet de développement	

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
de formation(s) Bafa et/ou Bafd existante(s)
maintenue(s) ou développée(s)

DESCRIPTION

Partenaire du Cej qui finance : *collectivité territoriale*
Nom : *Grand Poitiers Communauté urbaine*

DESCRIPTIF DU PROJET

3 formations BAFA / BAFD peuvent être financés par an afin de couvrir le besoin de professionnels des accueils périscolaire ou extrascolaire.

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'une fonction de coordination existante
maintenue ou développée

DESCRIPTION

Nature : *enfance et jeunesse*

Personnes chargées de la coordination : *Voir tableau joint*

Missions principales : *Coordonner le projet enfance - jeunesse de Grand Poitiers et du SIVOS du Pays Mélusin*

Partenaire du Cej qui finance : *collectivité territoriale*

Nom : *Grand Poitiers Communauté urbaine*

DESCRIPTIF DU PROJET

La Coordination sur le territoire Ouest de Grand Poitiers, pensé globalement avant la fusion des territoires en 2017, la coordination enfance-jeunesse fait l'objet d'une négociation entre Grand Poitiers et le SIVOS du Pays Mélusin.

La coordination globale accompagnée dans le cadre du CEJ est de 1.5 ETP réparti comme suit :

Coordination	Coordinateur	ETP	Total
Enfance	<i>François Tachdjian</i>	<i>0.5 ETP</i>	<i>1 ETP</i>
	<i>Stéphane Parmentier</i>	<i>0.08 ETP</i>	
	<i>Christelle Descout</i>	<i>0.12 ETP</i>	
	<i>Pierre-Henri Pasquier</i>	<i>0.1 ETP</i>	
	<i>Evelyne Piedebout</i>	<i>0.2 ETP</i>	
Jeunesse	<i>Stéphane Parmentier</i>	<i>0.25 ETP</i>	<i>0.5 ETP</i>
	<i>Evelyne Piedebout</i>	<i>0.25 ETP</i>	

En tout état de cause nous avons au total 1 ETP fléché par le SIVOS et 0.92 ETP fléché par Grand Poitiers, ce qui couvre les 1.5 ETP du CEJ. Une convention entre Grand Poitiers et le SIVOS permet de calculer précisément l'enveloppe à verser à Grand Poitiers et au SIVOS.

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un relais assistants maternels existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nom de la structure : RAM La Dorne

Adresse : 1, rue des Alisiers 86 600 Lusignan

Gestionnaire : Association La Dorne

Partenaire du Cej qui finance : collectivité territoriale

Nom : Grand Poitiers Communauté urbaine

DESCRIPTIF DU PROJET

Commune d'implantation, zone d'influence/aire d'attractivité	Lusignan avec rayonnement sur les communes de l'ex-Pays Mélusin
---	---

Périodicité des ateliers :	<input type="checkbox"/> 2 fois par semaine <input checked="" type="checkbox"/> 3 fois par semaine <input type="checkbox"/> 4 fois par semaine <input type="checkbox"/> autres préciser
Lieu(x) d'animation et Lieux des permanences aux familles et assistants maternels	Lusignan Rouillé Saint-Sauvant Jazeneuil
Service itinérant :	OUI / NON (rayer la mention inutile) Si oui (citer les communes ou quartiers)

Bilan 2018	- Temps de travail de(des) l'animateur(s) : 32 h - Nombre d'assistants maternels agréés : 79 (sur le territoire/quartiers)
-------------------	---

Projet de développement	
------------------------------------	--

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil de jeunes enfants existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature : *Multi-accueil*

Nom de la structure : ***Multi-accueil la Dorne***

Adresse : *1, rue des Alisiers 86 600 Lusignan*

Gestionnaire : *Association La Dorne*

Partenaire du Cej qui finance : *collectivité territoriale*

Nom : *Grand Poitiers Communauté urbaine*

DESCRIPTIF DU PROJET

Commune d'implantation, zone d'influence/aire d'attractivité et itinérance à préciser	Basé à Lusignan le multiaccueil rayonne sur les communes de l'ex-Pays Mélusin
--	---

Horaire d'ouverture et amplitude :	<u>Horaire d'ouverture : 7h30-18h30</u> <u>Amplitude : 11h</u>
Période de fermeture	3 semaines en août, 1 semaine à Noël ainsi que le pont de l'ascension
Capacité d'accueil maximum : (agrément PMI)	20 places

Bilan 2018	Capacité théorique : X Agrément standard <input type="checkbox"/> agrément modulé <input type="checkbox"/> agrément moyen Heures réalisées : 32 007 heures Heures facturées : 34 270 heures Taux de facturation : 107.07% Nombre d'enfants inscrits - 6 ans : 50 enfants Nombre d'assistantes maternelles (pour crèche familiale) :
-------------------	---

Fourniture des couches et des repas :	<u>Couches</u> : OUI <u>Repas</u> : OUI
---------------------------------------	--

Projet de développement	
-------------------------	--

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un accueil de loisirs existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature : *extrascolaire*

Nom de la structure : ***Alsh extrascolaire "Le monde de tout le monde"***

Adresse : *24 rue du 19 mars 1962 86300 Chauvigny*

Gestionnaire : *Grand Poitiers Communauté urbaine*

Partenaire du Cej qui finance : *collectivité territoriale*

Nom : *Grand Poitiers Communauté urbaine*

DESCRIPTIF DU PROJET

Commune d'implantation, zone d'influence/aire d'attractivité et itinérance à préciser	Basé à Chauvigny, permet l'accueil des enfants aux alentours de Chauvigny
Périodes d'ouverture dans l'année (ex: les mercredis, vacances, etc) :	Du lundi au vendredi de 8h à 18h30 pendant les vacances scolaires. De 11h à 12h les mercredis scolaires
Horaire d'ouverture par période :	
Lieu(x) d'accueil	Chauvigny
Bilan 2018	Heures réalisées : 77 916 h Nombre d'enfants distincts accueillis : 439 enfants

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un accueil de loisirs existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature : *extrascolaire*

Nom de la structure : *Alsh ados "Entre ados" et "Capado"*

Adresse : *19, rue de Châtellerault 86 300 CHATELLERAULT*

Gestionnaire : *Commune de Chauvigny*

Partenaire du Cej qui finance : *collectivité territoriale*

Nom : *Grand Poitiers Communauté urbaine*

DESCRIPTIF DU PROJET

Commune d'implantation, zone d'influence/aire d'attractivité et itinérance à préciser	Chauvigny
--	-----------

Périodes d'ouverture dans l'année (ex: les mercredis, vacances, etc) :	Mercredis et vendredis de 13h à 19h Du lundi au vendredi de 13h à 19h pendant les vacances scolaires
Horaire d'ouverture par période :	
Lieu(x) d'accueil	Chauvigny

Bilan 2018	Heures réalisées : 9 636 h Nombre d'enfants distincts accueillis : 153 enfants
-------------------	---

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil de jeunes enfants existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature : *Multi-accueil*

Nom de la structure : *Multi accueil Il était une fois*

Adresse : *19, rue de Châtellerault 86300 Chauvigny*

Gestionnaire : *Commune de Chauvigny*

Partenaire du Cej qui finance : *collectivité territoriale*

Nom : *Grand Poitiers Communauté urbaine*

Date d'ouverture : *1995*

DESCRIPTIF DU PROJET

Commune d'implantation, zone d'influence/aire d'attractivité et itinérance à préciser	Basé à Chauvigny, rayonnement sur les communes alentours
--	--

Horaire d'ouverture et amplitude :	<u>Horaire d'ouverture : 7h45 à 18h15</u> <u>Amplitude : 10h30</u>
Période de fermeture	<ul style="list-style-type: none"> - 2 semaines aux vacances de Noël - Vendredi de l'ascension - La dernière semaine de Juillet et 3 semaines en août - Une journée pédagogique pour l'équipe - Le dernier vendredi du mois de juin pour un projet spécifique auprès des enfants qui vont être scolarisés.
Capacité d'accueil maximum : (agrément PMI)	20

Bilan 2018	<p>Capacité théorique : <input type="checkbox"/> Agrément standard x agrément modulé <input type="checkbox"/> agrément moyen Heures réalisées : 18 659 h Heures facturées : 19 313 h Taux de facturation : 103.51% Nombre d'enfants inscrits - 6 ans : 65 enfants</p>
Fourniture des couches et des repas :	<p>Couches : OUI Repas : OUI</p>
Projet de développement	<p>Le Mutliaccueil devrait déménager à terme. Un projet de construction immobilier est en cours et doit permettre de mutualiser les locaux Ram et Multiaccueil.</p>

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un relais assistants maternels existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nom de la structure : RAM La Farandole

Adresse : *Espace louise Michel - Rue Pouzillard 86300 Chauvigny*

Gestionnaire : *Commune de Chauvigny*

Partenaire du Cej qui finance : *collectivité territoriale*

Nom : *Grand Poitiers Communauté urbaine*

Date d'ouverture :

DESCRIPTIF DU PROJET

Commune d'implantation, zone d'influence/aire d'attractivité	Chauvigny
---	-----------

Périodicité des ateliers :	<input type="checkbox"/> 2 fois par semaine <input checked="" type="checkbox"/> 3 fois par semaine <input type="checkbox"/> 4 fois par semaine <input type="checkbox"/> autres préciser
Lieu(x) d'animation et Lieux des permanences aux familles et assistants maternels	Chauvigny
Service itinérant :	OUI / NON (rayer la mention inutile) Si oui (citer les communes ou quartiers)

Bilan 2018	- Temps de travail de(des) l'animateur(s) : 21 heures - Nombre d'assistants maternels agréés : 58 (sur le territoire/quartiers)
-------------------	--

Projet de développement	Un projet immobilier permettant de regrouper le Ram et le Mutliaccueil est en cours.
--------------------------------	--

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'une fonction de coordination existante
maintenue ou développée

DESCRIPTION

Nature : *enfance*

Personnes chargées de la coordination : *Philippe Boz*

Missions principales : *Coordoner le projet enfance jeunesse de la commune*

Partenaire du Cej qui finance : *collectivité territoriale*

Nom : *Grand Poitiers Communauté urbaine*

DESCRIPTIF DU PROJET

La commune de Chauvigny assure le fonctionnement des structures communales. Elle assure la gestion des ressources humaines dans les différents services et le suivi budgétaire.

Elle organise des réunions pour assurer le bon fonctionnement administratif des services.

Le coordinateur accompagne donc l'ensemble du projet enfance-jeunesse de la commune et assure également les relations avec la Caf.

LISTE DES PIECES JUSTIFICATIVES

- ***Pour Grand poitiers Commuanuté urbaine***

Pièces justificatives pour la signature du Contrat Enfance Jeunesse :

- Attestation de non changement de situation

ATTESTATION DE NON CHANGEMENT DE SITUATION POUR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET EPCI

CONTRAT ENFANCE JEUNESSE

Avenant 2019

Je soussigné : Vincent Le Roux

Agissant en qualité de : Directeur de l'association - Vie des Quartiers

de l'EPCI : Communauté Urbaine de Grand Poitiers

Certifie qu'il n'y a pas de changement concernant (case à cocher) les :

- ☒ Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI
- ☒ Champs de compétence
- ☒ Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale
- ☒ Numéro SIREN/SIRET
- ☒ Relevé d'identité bancaire

En cas de modification de l'un des points ci-dessus, merci de transmettre au service action sociale de la Caf de la Vienne les justificatifs concernés.

Caisse d'Allocations familiales de la Vienne
41 rue du Touffenet - CS 40 000
86044 POITIERS Cedex9

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES

- *Pour la commune de Chauvigny*

Pièces justificatives pour la signature du Contrat Enfance Jeunesse :

- Attestation de non changement de situation

**ATTESTATION DE NON CHANGEMENT DE SITUATION
POUR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET EPCI**

**CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
Avenant 2019**

Je soussigné :

Guillaume HERBERT

Agissant en qualité de :

Maire de CHAUVIGNY

de la commune
/ EPCI :

CHAUVIGNY

Certifie qu'il n'y a pas de changement concernant (case à cocher) les :

- ☐ Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI
- ☒ Champs de compétence
- ☐ Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale
- ☒ Numéro SIREN/SIRET
- ☒ Relevé d'identité bancaire

En cas de modification de l'un des points ci-dessus, merci de transmettre au service action sociale de la Caf de la Vienne les justificatifs concernés.

Caisse d'Allocations familiales de la Vienne
41 rue du Touffenet - CS 40 000
86044 POITIERS Cedex9

Services Aides Financières Collectives
aides_collectives.cafpoitiers@cafpoitiers.caf.fr

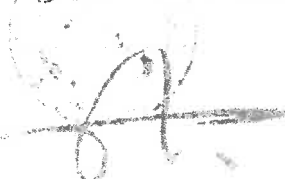
Fait à

Chauvigny

le

2/12/2019

Signature :



LISTE DES PIECES JUSTIFICATIVES

- ***Pour le SIVOS du Pays Méluzin***

Pièces justificatives pour la signature du Contrat Enfance Jeunesse :

- Attestation de non changement de situation

ATTESTATION DE NON CHANGEMENT DE SITUATION POUR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET EPCI

CONTRAT ENFANCE JEUNESSE

Avenant 2019

Véronique ROCHAIS CHEMINEE

Je soussigné :

Agissant en qualité de :

Présidente

de l' EPCI :

SIVOS du Pays Melusin

Certifie qu'il n'y a pas de changement concernant (case à cocher) les :

- ☒ Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI
- ☒ Champs de compétence
- ☒ Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale
- ☒ Numéro SIREN/SIRET
- ☒ Relevé d'identité bancaire

En cas de modification de l'un des points ci-dessus, merci de transmettre au service action sociale de la Caf de la Vienne les justificatifs concernés.

Caisse d'Allocations familiales de la Vienne

41 rue du Touffenet - CS 40 000

86044 POITIERS Cedex9

Services Aides Financières Collectives

aides_collectives.cafpoitiers@cafpoitiers.caf.fr

Lusignan

Fait à

22 novembre 2019

le

Signature :



Annexe 5.1 : Liste des pièces justificatives

I – Pièces justificatives relatives au(x) signataire(s)

I.1 – Collectivités territoriales – Etablissements publics

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale	Arrêté préfectoral portant création d'un SIVU / SIVOM / EPCI / Communauté de communes et détaillant le champ de compétence	Attestation de non changement de situation
	Numéro SIREN / SIRET	
Vocation	Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale (détaillant les champs de compétence)	
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal, BIC IBAN	

I.2 – Entreprises (pour les contrats enfance et jeunesse signés avec un employeur)

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Vocation	Statuts datés et signés	Attestation de non changement de situation
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal, BIC IBAN, ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly)	
Existence légale	Numéro SIREN / SIRET	Extrait K bis du registre du commerce délivré et signé par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois
	Extrait K bis du registre du commerce délivré et signé par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois	
Pérennité (opportunité de signer)	Compte de résultat et bilan relatifs à l'année précédant la demande (si l'entreprise existait en N-1)	

I.3 – Associations – Mutuelles – Comités d'entreprise (pour les contrats enfance et jeunesse signés avec un employeur)

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale	Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture	Attestation de non changement de situation
	Pour les mutuelles : récépissé de demande d'immatriculation au registre national des mutuelles.	
	Pour les comités d'entreprise : procès-verbal des dernières élections constitutives	
	Numéro SIREN / SIRET	
Vocation	Statuts datés et signés	Attestation de non changement de situation
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal, BIC IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly)	
Capacité du contractant	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau.	
Pérennité (opportunité de signer)	Compte de résultat et bilan relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1)	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau.

Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	8
N° identifiant	2020-0015

Titre	Avenant n° 13 à la convention de Délégation de service public (DSP) production et distribution de chaleur, et construction d'une source de production renouvelable quartiers Couronneries, Touffenet et Saint-Éloi
-------	--

Rapporteur(s)	Mme Florence JARDIN
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	Avenant n° 13 à la convention de Délégation de service public (DSP) production et distribution de chaleur, et construction d'une source de production renouvelable Réglement de service
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	67	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL -</p> <p>Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	16	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - M. Jean-Michel CHOISY - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

Mandats	8	Mandants M. El Mustapha BELGSIR Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT Mme Michèle FAURY-CHARTIER Mme Véronique LEY Mme Marie-Christine MARCINIAK Mme Francette MORCEAU Mme Patricia PERSICO M. Nicolas REVEILLAUD	Mandataires Mme Éliane ROUSSEAU Mme Jacqueline DAIGRE Mme Laurence VALLOIS-ROUET Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX M. Jean-Louis CHARDONNEAU M. Daniel HOFNUNG M. François BLANCHARD Mme Ghislaine BRINGER
Observations	L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26. Arrivée de M. Patrick CORONAS (fin du pouvoir donné à M. Laurent LUCAUD). Est sortie Mme Martine BATAILLE.		

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Transition énergétique Direction Energie - Climat
------------------	---

Conformément aux articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Conseil municipal de la Ville de Poitiers, par délibération du 29 juin 2009, a autorisé Monsieur Alain CLAEYS, maire de la Ville de Poitiers, à signer avec la Société DALKIA France, la convention de Délégation de service public (DSP) par concession pour la production, la distribution de chaleur et la construction d'une source de production renouvelable des quartiers des Couronneries, Touffenet et Saint-Éloi.

En juillet 2016, la Communauté d'agglomération Grand Poitiers a pris la compétence réseaux de chaleur et c'est à ce titre que la DSP est gérée par la communauté urbaine.

Les points suivants nécessitent des modifications au contrat de concession :

1. l'avenant n° 11 au traité de délégation, accepté par le Conseil de Grand Poitiers du 7 décembre 2018, a précisé les différents tarifs liés à l'extension du réseau de chaleur. Une mise à jour du règlement de service découle de cet avenant.
2. l'acquisition du terrain nécessaire à l'édification de la nouvelle chaufferie du Dolmen dans le cadre de l'extension validée par l'avenant n° 11 n'a pas pu se faire comme prévu.

La mise à disposition de la parcelle n'ayant pas pu se faire dans les délais impartis (avant le 29 mars 2019), elle a généré un retard dans l'exécution des prestations avec des incidences multiples.

Ainsi les dates de mise en service suivantes sont décalées :

- sous-station d'échange au 20 mars 2020
- chaufferie paille au 31 mars 2020
- réseau phase 2.1 au 30 septembre 2020.

3. afin de permettre à des abonnés, situés à proximité du réseau, de se raccorder, le Concessionnaire est autorisé à foisonner les droits de raccordement entre plusieurs abonnés et/ou à prendre en charge une partie des droits de raccordement.
4. suite à la disparition des Tarifs réglementés de vente (TRV) de gaz naturel au 18 juin 2014 (article 25 de la loi n° 2014-344), la société DALKIA a été autorisée, dans le cadre de l'avenant n° 3 au Traité de Délégation, à souscrire un contrat sur le marché libre pour une durée de un an pour alimenter les chaudières gaz.

La nouvelle chaufferie du Dolmen accueillera une nouvelle chaudière gaz et le contrat actuel de la chaufferie des Couronneries, entériné par l'avenant n° 12 arrivera à échéance au 31 juillet 2020.

Il convient donc de préparer la souscription pour ces deux outils.

Afin d'assurer la production de chaleur tout en assurant la maîtrise du prix de cette énergie, il est convenu de préciser :

- que la société DALKIA est autorisée à souscrire des offres alternatives permettant d'assurer la fourniture en gaz naturel des chaufferies pour une durée de 1 an
- de définir, pour la chaufferie du Dolmen, le prix plafond à 31,95 € Hors Taxes par Mégawatts gaz Pouvoir calorifique supérieur (PCS) (Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN) incluse), en date de valeur au 1^{er} janvier 2020 avec indexation de la part molécule selon le prix Gaz Future Monthly Index Price / Earnings to growth (PEG) Nord publié sur <https://www.powernext.com/>, et des indices de transport publié par la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

À noter que le prix R1 gaz Dolmen qui en découle est de 37,37 € HT/MWh utile (valeur au 1^{er} janvier 2020).

- de définir, pour la chaufferie des deux communes, le prix plafond à 23,42 € HT/MWh GAZ PCS (Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN) incluse), en date de valeur au 1^{er} janvier 2020

avec indexation de la part molécule selon le prix Gaz Future Monthly Index PEG Nord publié sur <https://www.powernext.com/>, et des indices de transport publié par la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

À noter que le prix R1 gaz 2 Communes qui en découle (30,128 € HT ; valeur au 1^{er} janvier 2020) est inférieur au R1 gaz 2 Communes de 2019 (39,8967 € HT/MWh utile).

Pour mémoire, ceux des précédentes années ont été de 39,90 € HT/MWh utile pour 2018 et 34,93 € HT/MWh utile pour 2017.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- **d'approuver l'avenant**
- **d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir sur ce sujet.**

POUR	72	
CONTRE	0	
Abstention	2	M. Jacques ARFEUILLÈRE, Mme Christiane FRAYSSE
Ne prend pas part au vote	1	Mme Martine BATAILLE

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopté

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-121563-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	1.2
Nomenclature Préfecture	Délégation de service public

AVENANT n°13

**A la convention de Délégation de Service Public par concession
pour la production, la distribution de chaleur et la construction
d'une source de production renouvelable**

Grand Poitiers Communauté Urbaine
Place du Maréchal Leclerc
CS10569
86021 – POITIERS Cedex

GRAND POITIERS
Communauté urbaine

ENTRE :

Grand POITIERS Communauté urbaine
Hôtel de Ville
BP 569
86021 – POITIERS Cedex

Représentée par son Président Monsieur Alain CLAEYS

Ci-après désigné **LA COLLECTIVITE**

D'une part,

ET :

La société DALKIA,

Représentée par

Ci-après désigné **LE CONCESSIONNAIRE**

D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

PREAMBULE

Dans le cadre des travaux d'extension du réseau, **LE CONCESSIONNAIRE** procède à la construction d'une chaufferie complémentaire dite « du Dolmen ». Elle utilisera comme combustibles la paille et le gaz naturel. Il convient de définir les conditions de souscription du tarif gaz de cette installation à compter du 01/08/2020. La mise en œuvre de ces travaux nécessitent par ailleurs quelques adaptations (calendrier, contenu des travaux).

Afin de poursuivre le développement du réseau au-delà de la période d'extension en cours, il apparaît intéressant de donner la possibilité au **CONCESSIONNAIRE** d'adapter à la baisse les droits de raccordement.

Enfin, conformément aux dispositions de l'avenant n°12 au traité de Délégation, le contrat de fourniture de gaz naturel de la chaufferie principale du 94, rue des Deux Communes à Poitiers arrivera à échéance le 31/07/2020. Il convient donc de le renouveler.

ARTICLE 1 – OBJET

Le présent avenant a pour objet :

- de définir les conditions de souscription par **LE CONCESSIONNAIRE** d'un contrat de fourniture de gaz naturel pour la chaufferie « du Dolmen » à compter du 01/08/2020,
- de définir les conditions de souscription par **LE CONCESSIONNAIRE** d'un nouveau contrat de fourniture de gaz naturel sur le marché dérégulé pour la chaufferie principale du 94, rue des Deux Communes.
- d'ajuster le calendrier de construction de la chaufferie « du Dolmen » suite à un décalage de la mise à disposition du terrain par **LA COLLECTIVITE**,
- de donner la possibilité au Délégué de promouvoir le réseau en procédant à la comptabilisation partielle ou foisonnement des droits de raccordement en dehors de la période en cours d'extension.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE SOUSCRIPTION DES CONTRATS DE FOURNITURE DE GAZ NATUREL

LA COLLECTIVITE autorise **LE CONCESSIONNAIRE** à souscrire des contrats de fourniture de gaz naturel pour des durées de 1 an soit du 01/08/2020 au 31/07/2021

Pour la chaufferie complémentaire du Dolmen à Poitiers il sera souscrit aux conditions suivantes :

⇒ Il comportera les termes fixes suivants :

- les coûts liés au transport du gaz naturel seront facturés selon les tarifs de l'ATRT (Accès des Tiers au Réseau de Transport de gaz naturel) publiés après délibération par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE).

Coût du Transport = (TCLd + TCS + NTR x TCR) x CJN

Avec :

TCLd : Coût du Terme de Capacité de Livraison pour les points raccordés au PITD (Point d'Interface Transport Distribution), égal pour la période du 01/04/2019 au 31/03/2020 à 49,01 €HT/MWh/jour/an.

TCS : Coût du Terme de Capacité de Sortie de réseau principal, égal pour la période du 01/04/2019 au 31/03/2020 à 91,78 €HT/MWh/jour/an.

NTR : Niveau Tarifaire Régional du point de livraison des Couronneries, égal à 1 (issu de la liste des points de livraison du réseau de distribution de gaz de GrDF).

TCR : Coût du Terme de Capacité de Transport sur le Réseau Régional, égal pour la période du 01/04/2019 au 31/03/2020 à 83,43 €HT/MWh/jour/an.

CJN : Capacité Journalière Normalisée, en date du 01/04/2019, est égale à 69,63 MWh/jour, en application de la formule :

$$CJN = A \times z_i \times CAR$$

Avec :

A = 1,019, GRT = GRT GAZ ; GRD = GDFD ; Type de gaz = H/B

Zi = 0,014137908 correspondant à un profil P18 (station météo de référence : Tours)

CAR = Consommation Annuelle de Référence, évaluée par **LE CONCESSIONNAIRE** à 4 833 MWh_{GAZ PCS}

Dans ces conditions, le coût du transport est pour la période du 01/04/2019 au 31/03/2020 égal à 15 611,71 €HT/an.

- les coûts liés au stockage du gaz naturel seront facturés selon les tarifs de l'ATRT
stockage = compensation \times [A \times Zi \times CAR - CAR/365]

Avec :

Compensation = 213,46 €/MWh_{gazPCS}/jour/an, valeur au 01/04/2019
A, Zi et CAR définis précédemment

Dans ces conditions, le coût du stockage est pour la période du 01/04/2019 au 31/03/2020 égal à 12 036,08 €HT/an.

- les coûts liés à la distribution du gaz naturel seront facturés selon les tarifs de l'ATRD
Abonnement : 858,48 €HT/an, pour un tarif T3 pour la période du 01/07/2019 au 30/06/2020
- le coût de la Contribution Tarifaire d'Acheminement, sera calculé en application de la formule : 0,0471 \times TC + 0,208 \times abonnement, soit 189,12 €HT/an

Avec :

TC = Montant de la part transport (TCLd + TCS + NTR \times TCR) soit 224,22 €HT/an

Abonnement = Abonnement de la part distribution indiqué ci-dessus (858,48 €HT)

⇒ pour les termes variables (proportionnels à la quantité consommée) :

- P₀ : terme fixe appliqué par le fournisseur de gaz naturel. Il sera au maximum égal à 0,40 €HT/MWh_{GAZ PCS} et fixe sur la durée du contrat.
- PEG : coût de la molécule, variant mensuellement selon le prix Gaz Future Monthly Index PEG publié sur le site www.powernext.com.
- TVD : Terme Variable de Distribution égal à 5,84 €HT/MWh_{GAZ PCS} pour la période du 01/07/2019 au 30/06/2020 selon barème de l'ATRD

⇒ pour les taxes (proportionnelles à la quantité consommée) :

- TICGN : Taxe Intérieure de Consommation sur le Gaz Naturel, égale à ce jour à 8,45 €HT/MWh_{GAZ PCS}

Pour la chaufferie principale du 94, rue des Deux Communes à Poitiers il sera souscrit aux conditions suivantes :

⇒ Il comportera les termes fixes suivants :

- les coûts liés au transport du gaz naturel seront facturés selon les tarifs de l'ATRT (Accès des Tiers au Réseau de Transport de gaz naturel) publiés après délibération par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE).

A savoir dans le cas de la chaufferie du 94, Rue des Deux Communes :

Coût du Transport = (TCLt + TCS + NTR x TCR) x Capacité Journalière + TFL

Avec :

TCLt : Coût du Terme de Capacité de Livraison pour les points raccordés au réseau de transport, égal pour la période du 01/04/2019 au 31/03/2020 à 33,20 €HT/MWh/jour/an (consommateurs industriels).

TCS : Coût du Terme de Capacité de Sortie de réseau principal, égal pour la période du 01/04/2019 au 31/03/2020 à 91,78 €HT/MWh/jour/an.

NTR : Niveau Tarifaire Régional du point de livraison des Couronneries, égal à 2 (issu de la liste des points de livraison du réseau de transport de gaz de GRT gaz (MAJ Juin 2008)).

TCR : Coût du Terme de Capacité de Transport sur le Réseau Régional, égal pour la période du 01/04/2019 au 31/03/2020 à 83,43 €HT/MWh/jour/an.

TFL : Coût du Terme Fixe de Livraison, égal à 3 943,74 €HT/an en date du 1^{er} avril 2019 (le montant total du TFL est de 6 406,38 €HT, il est réparti entre la chaufferie et la cogénération au prorata des débits journaliers souscrits soit 450 MWh/jour pour la chaufferie et 281 MWh/jour pour la cogénération)

Capacité Journalière : quantité maximale journalière de gaz souscrite auprès du gestionnaire de réseau, égale à 450 MWh/jour.

Dans ces conditions, le coût du transport est pour la période du 01/04/2019 au 31/03/2020 égal à 135 271,74 €HT/an (pour une capacité de souscription de 450 MWh/jour).

- le coût de la Contribution Tarifaire d'Acheminement, égal à 6 371,30 €HT pour la période du 01/04/2019 au 31/03/2020.

⇒ pour les termes variables (proportionnels à la quantité consommée) :

- P_0 : terme fixe appliqué par le fournisseur de gaz naturel. Il sera au maximum égal à 0,40 €HT/MWh et fixe sur la durée du contrat.
- PEG : coût de la molécule, variant mensuellement selon le prix Gaz Future Monthly Index PEG publié sur le site www.powernext.com.

⇒ pour les taxes (proportionnelles à la quantité consommée) :

- TICGN : Taxe Intérieure de Consommation sur le Gaz Naturel, égale à ce jour à 1,52 €HT/MWh_{GAZ PCS}

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires nouvelles entreraient en vigueur au cours de l'exécution desdits contrats, concernant notamment l'acheminement, le stockage du gaz ou plus généralement à l'approvisionnement en combustible, susceptibles d'avoir une incidence directe ou indirecte sur les prix du combustible acheté et utilisé ou sur les contrats souscrits par **LE CONCESSIONNAIRE, LE CONCESSIONNAIRE** informera **LA COLLECTIVITE** des conséquences des modifications à venir et simulera leur application.

Il est précisé que les coûts liés au Transport, à la Contribution Tarifaire d'Acheminement, aux taxes et éventuellement au stockage seront refacturés à l'€/l'€uro par le fournisseur de gaz naturel selon les publications de la CRE.

En cas de dépassements de la quantité maximale journalière souscrite et de l'application de pénalités associées par le gestionnaire du réseau de Transport, les parties conviennent de se rencontrer pour convenir des modalités d'une éventuelle prise en compte partielle de ces pénalités dans le calcul du prix r1_{GAZ}. **LE CONCESSIONNAIRE** s'engage toutefois à utiliser tous les leviers en sa possession pour ne pas dépasser cette quantité maximale journalière (négociations avec le gestionnaire, diminution ponctuelle de la puissance de la cogénération ou arrêt temporaire...). Il est entendu que s'il ne peut démontrer avoir mis en œuvre des moyens pour limiter les dépassements, le montant de pénalités ne pourra être pris en compte dans le calcul du prix r1_{GAZ}.

Quatre mois avant l'échéance du contrat de fourniture soit le 1^{er} avril 2021 au plus tard, **LE CONCESSIONNAIRE** transmettra à **LA COLLECTIVITE** les nouvelles conditions économiques et contractuelles qu'il propose de souscrire au-delà du 31 juillet 2021. Ces dernières seront soumises à l'accord préalable de **LA COLLECTIVITE**, qui se réserve la possibilité de consulter directement les offres disponibles sur le marché. En cas d'offre plus compétitive, **LA COLLECTIVITE** pourra l'imposer au **CONCESSIONNAIRE**.

ARTICLE 3 – AJUSTEMENT DU CALENDRIER DE CONSTRUCTION DE LA CHAUFFERIE « DU DOLMEN »

La mise à disposition par **LA COLLECTIVITE** du terrain de construction de la chaufferie bois-paille du Dolmen devait intervenir au plus tard le 29/03/2019. Les délais liés à son acquisition ont été plus longs que prévus, la mise à disposition est ainsi intervenue le 07/06/2019.

Les dates prévues à l'article 2.1 de l'avenant 11 que **LE CONCESSIONNAIRE** s'engage à respecter pour la réalisation de ces travaux sont donc redéfinies de la manière suivante :

- ⇒ 17/06/2019: démarrage des travaux de terrassement.
- ⇒ 20/03/2020 : mise en service de la sous-station d'échange (relais du réseau nord vers le réseau sud) permettant de délivrer une puissance de 7 MW au minimum,
- ⇒ 31/03/2020 : mise en service industrielle de la chaudière paille
- ⇒ 24/12/2020 : mise en service de la sous-station HP/BP et du réseau BP permettant d'alimenter en énergie de récupération le réseau SUD, sur le quartier de Saint Eloi à Poitiers, à proximité de l'avenue Lazare Hoche (cf. plan en annexe 3B).
- ⇒ 31/12/2020 : mise en service industrielle de la chaufferie du Dolmen (chaufferie gaz)

Sauf causes légitimes telles que définies à l'article 2.4 de l'avenant 11, le dépassement des dates indiquées ci-dessus entraînera l'application des pénalités définies à l'article 79-1 du Traité de Concession, à savoir 1/1000^{ème} du montant de travaux concernés par jour calendaire de retard.

Le montant des travaux par échéance à prendre en compte est établi sur la base de l'annexe 5 de l'avenant n°11, comme suit :

17/06/2019 : 4 399 999 €
20/03/2020 : 508 926 €
31/03/2020 : 4 029 028 €
24/12/2020 : 1 352 625 €
31/12/2020 : 3 700 971 €

ARTICLE 4 – AJUSTEMENT DU CALENDRIER DES EXTENSIONS

La mise à disposition par **LA COLLECTIVITE** du terrain de construction de la chaufferie bois-paille du Dolmen devait intervenir au plus tard le 29/03/2019. Les délais liés à son acquisition ont été plus longs que prévus, la mise à disposition est ainsi intervenue le 07/06/2019.

Les dates prévues à l'article 2.2 de l'avenant 11 que **LE CONCESSIONNAIRE** s'engage à respecter pour la réalisation de ces travaux sont donc redéfinies de la manière suivante :

⇒ Phase 2.1,

- la finalisation au 29/02/2020 du réseau principal de l'Avenue du 11 novembre jusqu'à l'intersection de la Rue Jean Richard Bloch et de la Rue du Faubourg de Saint (en tenant compte notamment des contraintes imposées par le Conseil Départemental pour les travaux sur l'Avenue du 11 novembre).
- la finalisation au 30/09/2020 des antennes de réseaux secondaires desservant les abonnés potentiels raccordés sur l'avenue du 11 novembre jusqu'à l'intersection de la Rue Jean Richard Bloch et de la Rue du Faubourg de Saint Cyprien. La fourniture de chaleur auprès de ces abonnés sera assurée à cette même date.

⇒ Phase 2.2

- la finalisation au 31/12/2019 des travaux au niveau de la régulation de la chaufferie existante et la mise en place de vannes auto-régulantes installées dans les 10 sous-stations les plus importantes du réseau nord.
- Au 15/10/2020 le maillage entre le réseau HP (au niveau de la sous-station créée à proximité du boulevard Marat à Poitiers, cf. paragraphe 2.1 ci-avant) et le réseau BP desservant le réseau « Sud » (au niveau du carrefour de la rue Allende et du Boulevard Kennedy). **LE CONCESSIONNAIRE** s'engage à poser un compteur sur le secondaire de l'échangeur de la sous-station de conversion HP/BP créée, ainsi qu'un compteur mesurant la chaleur fournie par le réseau Nord au réseau Sud au niveau de l'échangeur situé à la chaufferie de la rue du Dolmen
- la finalisation de la totalité des extensions au 31/12/2020.

Sauf causes légitimes de retard, définies à l'article 2.4, le non-respect du délai ci-avant entraînera l'application des pénalités définies à l'article 79-1 du Traité de Concession, à savoir 1/1000^{ème} du montant de travaux concernés (6 882 201 € pour la phase 2.1, 4 588 210 € pour la phase 2.2, 1 352 625 € pour les travaux de maillage et 198 500 € pour les travaux de régulation) par jour calendaire de retard, jusqu'à l'achèvement complet des travaux prévus. Le montant des pénalités des phases 2.1 et 2.2 sera corrigé au prorata du nombre de kW réellement raccordé par rapport au maximum prévu à l'annexe 10, à savoir :

Phase 2.1 : 7 677 kW

Phase 2.2 : 12 203 kW.

ARTICLE 5 – DROITS DE RACCORDEMENT EN DEHORS DE LA PERIODE D'EXTENSION EN COURS

Afin de tenir compte de la mutualisation possible des frais de raccordements ou de l'intérêt pour le Déléataire de raccorder certains bâtiments au regard de leur taille, **LE CONCESSIONNAIRE** est autorisé à foisonner les droits de raccordement entre plusieurs abonnés ou à prendre en charge à ses frais une partie des droits de raccordement.

Ces dispositions s'appliquent en dehors de la phase d'extension et ne retire en rien l'obligation pour **LE CONCESSIONNAIRE** de constituer lorsque cela est possible, en lien avec le ou les abonnés potentiels, des dossiers de demande de subventions.

LE CONCESSIONNAIRE a l'obligation de faire valider par **LA COLLECTIVITE** les propositions de raccordement bénéficiant des dispositions du présent article.

La prise en charge d'une partie des frais de raccordement par **LE CONCESSIONNAIRE** ne pourra avoir d'impact sur les prix de ventes aux abonnés ou sur le solde des comptes GER, CONFORMITES, CO₂ ou TRANSITION ENERGETIQUE.

ARTICLE 6 – PRISE D'EFFET DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant prend effet à sa date de notification.

ARTICLE 7 – CLAUSE GENERALE

Toutes les autres clauses et conditions de la Convention de Délégation de Service Public demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent avenant, qui prévalent en cas de contestation.

Fait à POITIERS, le

2020

LE PRESTATAIRE

LA COLLECTIVITE

GRAND POITIERS
Communauté urbaine

GRAND POITIERS
Communauté Urbaine
15, place du Maréchal Leclerc
BP 569
86021 POITIERS cedex

CHAUFFAGE URBAIN

**DES QUARTIERS COURONNERIES,
TOUFFENET ET SAINT ELOI A POITIERS :**

**CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC PAR
CONCESSION POUR LA PRODUCTION, LA DISTRIBUTION DE
CHALEUR ET LA CONSTRUCTION D'UNE SOURCE
DE PRODUCTION RENOUVELABLE**

REGLEMENT DE SERVICE

CONCEDANT : GRAND POITIERS Communauté d'agglomération

CONCESSIONNAIRE : DALKIA

SOMMAIRE

CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES	4
DEFINITIONS	4
ARTICLE 1. OBJET DU REGLEMENT DU SERVICE	4
ARTICLE 2. PRINCIPES GENERAUX DU SERVICE	4
ARTICLE 3. MODALITES DE FOURNITURE DE L'ENERGIE CALORIFIQUE	6
ARTICLE 4. OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE	6
CHAPITRE II - CONDITIONS DE LIVRAISON DE L'ENERGIE CALORIFIQUE	7
ARTICLE 5. CONDITIONS TECHNIQUES DE LIVRAISON DE L'ENERGIE CALORIFIQUE	7
5.1 INSTALLATIONS PRIMAIRES	7
5.2 INSTALLATIONS SECONDAIRES	8
5.3 LIMITES DE FOURNITURES	9
ARTICLE 6. CONDITIONS GENERALES DU SERVICE	10
6.1 PERIODES DE FOURNITURES	10
6.2 TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT	11
6.3 TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN, DE RENOUVELLEMENT ET D'EXTENSION	11
ARTICLE 7. CONDITIONS PARTICULIERES DU SERVICE	12
7.1 ARRETS D'URGENCE	12
7.2 AUTRES CAS D'INTERRUPTION DE FOURNITURE	12
7.3 RETARDS, INTERRUPTIONS OU INSUFFISANCES DE FOURNITURE	12
ARTICLE 8. CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT ET DU POSTE DE LIVRAISON	12
ARTICLE 9. MESURES ET CONTRÔLES	13
9.1 MESURE DES FOURNITURES AUX ABONNES	13
9.2 VERIFICATION DES COMPTEURS DEMANDEE PAR L'ABONNE	13
ARTICLE 10. DEFINITION DES PUISSANCES TECHNIQUES ET SOUSCRIPTIONS	14
ARTICLE 11. MODIFICATION DES PUISSANCES TECHNIQUES ET SOUSCRIPTION	17
ARTICLE 12. ESSAIS CONTRADICTOIRES	17
ARTICLE 13. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES ABONNES	18
ARTICLE 14. INFORMATION DES ABONNES ET USAGERS	19
CHAPITRE III - ABONNEMENTS ET RACCORDEMENTS	20
ARTICLE 15. CONTRAT D'ABONNEMENT	20
ARTICLE 16. TARIFICATION ET VARIATION DES TARIFS ET REDEVANCES	21
16.1- TARIFS DE BASE	21
16.2 - REDUCTIONS TARIFAIRES ET EGALITE DE TRAITEMENT DES ABONNES	28
16.3 - PRIX DE VENTE AUX SERVICES PUBLICS	28
16.4 - INDEXATION DES TARIFS	28
16.5. CALCUL DES VARIATIONS DES PRIX	35
16.6 - PAIEMENT DES SOMMES DUES PAR LES ABONNES AU CONCESSIONNAIRE	36

ARTICLE 17. FRAIS DE RACCORDEMENT	39
17.1 REGLE GENERALE	39
17.2 DEMANDES SIMULTANEEES DE RACCORDEMENT	40
17.3. PAIEMENT DES FRAIS DE RACCORDEMENT	40
ARTICLE 18. AUTRES FRAIS ET PRESTATIONS	40
CHAPITRE IV - DISPOSITIONS D'APPLICATION	41
ARTICLE 19. DATE D'APPLICATION	41
ARTICLE 20. MODIFICATION DU REGLEMENT DU SERVICE	41
ARTICLE 21. CLAUSES D'EXECUTION	41
ANNEXE I - DEMANDE D'ABONNEMENT	43
ANNEXE II – BORDEREAU DE PRIX POUR RACCORDEMENTS ET TRAVAUX SUR RESEAU PRIMAIRE	45

CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

DEFINITIONS

Le terme « LA COLLECTIVITE » désigne la Communauté d'Agglomération du Grand Poitiers, chargée du service public de production, transport et distribution d'énergie calorifique.

Le « CONCESSIONNAIRE » désigne l'entreprise DALKIA France à laquelle LA COLLECTIVITE a par délibération du Conseil Municipal en date du 29 juin 2009 délégué l'exécution du service public de production, transport et distribution d'énergie calorifique par un contrat de Délégation de Service Public, dont les USAGERS ont la faculté de prendre connaissance à la Mairie de POITIERS.

A partir du 1^{er} juillet 2016, par arrêté préfectoral, les compétences relatives à la délégation de service public du réseau de chauffage urbain sont transférées de la ville de Poitiers à la Communauté d'agglomération du grand Poitiers

L'« USAGER » désigne toute personne, physique ou morale, raccordée au service public de production, transport et distribution d'énergie calorifique : propriétaire, syndic de copropriété, et toute personne physique ou morale, propriétaire d'un logement individuel, d'un immeuble collectif ou d'un ensemble immobilier.

L'« ABONNE » désigne tout usager ayant souscrit un contrat d'abonnement au service public de production, transport et distribution d'énergie calorifique.

Le présent « Règlement du service » a été adopté par délibération du Conseil de de GRAND POITIERS Communauté Urbaine du XX, tout règlement antérieur est abrogé de ce fait Il définit les obligations mutuelles du CONCESSIONNAIRE et des ABONNES.

ARTICLE 1. OBJET DU REGLEMENT DU SERVICE

Le présent règlement a pour objet de définir les rapports entre l'ABONNE et le CONCESSIONNAIRE.

Tous les USAGERS du service public, qu'ils soient ou non ABONNÉS, sont soumis de plein droit aux dispositions du présent règlement et aux modifications ultérieures qui pourraient lui être apportées.

ARTICLE 2. PRINCIPES GENERAUX DU SERVICE

Les ouvrages du service public de production, transport et distribution d'énergie calorifique, appelés aussi « installations primaires » comprennent :

- ♦ les ouvrages de production d'énergie calorifique,
- ♦ les ouvrages de transport et de distribution dont notamment :
 - le réseau public de distribution, (y compris génie civil)

- le branchement depuis le réseau public de distribution jusqu'au poste d'échange (sous station),
- le poste d'échange (sous station),
- le dispositif de production et de stockage de l'eau chaude sanitaire,
- le dispositif de comptage de l'énergie calorifique livrée (primaire et individuel),
- le dispositif de comptage de l'eau froide destinée à la production d'ECS (primaire).

Les installations en poste de livraison de chaleur (sous-stations) chez l'ABONNE sont délimitées, sauf dispositions particulières précisées dans les polices d'abonnement :

- pour les sous-stations assurant uniquement la fourniture de chauffage : en amont des brides entrée et sortie de l'échangeur chauffage (brides échangeur incluses),
- pour les sous-stations assurant la fourniture de chauffage et de l'eau chaude sanitaire et équipées de deux échangeurs (1 échangeur chauffage et 1 échangeur eau chaude sanitaire) : en amont des brides entrée et sortie secondaire de l'échangeur chauffage (brides échangeur incluses) ; en amont de la première vanne d'isolement située sur le départ eau chaude sanitaire (vanne incluse), en aval de la vanne d'isolement la plus proche de la production sur le retour bouclage eau chaude sanitaire (vanne incluse) et à la bride amont du compteur volumétrique d'eau chaude sanitaire (brides incluses).
- pour les sous-stations assurant la fourniture du chauffage et de l'eau chaude sanitaire et équipées d'un seul échangeur (chauffage + eau chaude sanitaire) : en amont de la première vanne d'isolement située sur le départ eau chaude sanitaire (vanne incluse), en aval de la vanne d'isolement la plus proche de la production sur le retour bouclage eau chaude sanitaire (vanne incluse) et à la bride amont du compteur volumétrique d'eau chaude sanitaire (brides incluses) ; en amont des brides départ/retour des utilisations autres que l'eau chaude sanitaire situées sur le collecteur alimentant la production d'eau chaude sanitaire.

Sont également partie des installations prises en charge par le CONCESSIONNAIRE :

- Les adoucisseurs éventuellement présents en sous station sur les alimentations eau froide des productions ECS et les systèmes d'injection de produits filmogènes éventuellement présents en sous station sur les départs ECS,
- Les régulateurs et les sondes correspondantes pilotant les vannes 2 voies de régulation primaire,
- Les équipements électriques alimentant les installations primaires,
- Les compteurs de chaleur utilisés pour la facturation,
- Les compteurs d'eau froide servant à la facturation de l'eau chaude sanitaire, à l'exception des compteurs propriété du Service Eau et Assainissement de la Communauté d'Agglomération de Poitiers.

Sauf accord contraire, la construction et l'entretien du génie-civil des postes de livraison sont à la charge des ABONNES, sauf en ce qui concerne les sous-stations implantées en dehors des propriétés des ABONNES, qui feront partie intégrante des installations déléguées. Le local de la sous-station est mis gratuitement à la disposition du CONCESSIONNAIRE par l'ABONNE qui maintient le clos et le couvert conformes à la réglementation.

Les installations privées d'utilisation ou de répartition de l'énergie calorifique, appelées aussi

« installations secondaires », ne font pas partie des ouvrages du service public. Elles sont établies et entretenues par l'ABONNE sous sa responsabilité et à sa charge.

Le CONCESSIONNAIRE peut contrôler sur plan et sur place et sans que sa responsabilité soit engagée, la réalisation de toutes les installations secondaires en contact avec le fluide délivré par les installations primaires.

ARTICLE 3. MODALITES DE FOURNITURE DE L'ENERGIE CALORIFIQUE

Toute personne désireuse d'être alimentée en énergie calorifique doit effectuer auprès du CONCESSIONNAIRE une demande d'abonnement suivant le modèle annexé au présent règlement afin de souscrire auprès du CONCESSIONNAIRE un contrat d'abonnement.

Les contrats d'Abonnement ne pourront être contractés que par un propriétaire ou son représentant dûment mandaté.

Le présent règlement est annexé au contrat d'abonnement.

ARTICLE 4. OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE

LE CONCESSIONNAIRE est chargé d'exploiter à ses risques et périls, le service de production, production en secours, transport et distribution de chaleur permettant de produire du chauffage et éventuellement de l'eau chaude sanitaire, en fonction de la nature et de l'étendue des engagements souscrits par chaque ABONNE.

Dans le cadre de cette exploitation, il s'engage à tenir compte, à tout moment, des principes de continuité du service, d'égalité entre les usagers ou encore d'adaptation du service.

Il s'engage, en conséquence, à assurer la sécurité ainsi que le bon fonctionnement, l'entretien, la réparation et le renouvellement des ouvrages concédés, grâce à une surveillance régulière et systématique du service en vue, d'une part, de limiter la fréquence et la durée des arrêts éventuels et, d'autre part, de limiter à ce qui est strictement nécessaire la consommation d'énergie, tout en assurant la meilleure qualité de service possible.

Le CONCESSIONNAIRE est tenu de fournir, aux conditions du présent règlement de service la chaleur nécessaire aux bâtiments dans la limite des puissances souscrites par les ABONNES pour le chauffage et le réchauffage de l'eau sanitaire.

En ce qui concerne le chauffage :

Est considéré comme retard de fourniture le défaut, pendant plus d'une journée après la demande écrite formulée par un ou plusieurs ABONNES, de remise en service de la distribution de chaleur à un ou plusieurs postes de livraison au début ou en cours de la saison de chauffage.

Est considérée comme interruption de fourniture l'absence constatée pendant plus de quatre heures de la fourniture de chaleur à un poste de livraison.

Est considérée comme insuffisante, la fourniture de chaleur à une puissance et à un niveau de température ou de pression inférieur aux seuils fixés par les conditions particulières d'abonnement.

En ce qui concerne l'eau chaude sanitaire :

Est considérée comme interruption, la fourniture d'eau chaude sanitaire au poste de livraison à une température inférieure de plus de 20°C à la température minimale de livraison fixée aux polices d'abonnement pendant plus de 4 heures consécutives, dans les conditions de puisage définies par les polices d'abonnement.

Est considérée comme insuffisante, la fourniture d'eau chaude sanitaire au poste de livraison à une température comprise entre la température minimale de livraison fixée aux polices d'abonnement et cette même température diminuée de 20°C pendant plus de 4 heures consécutives et ce dans les conditions de puisage définies aux polices d'abonnement.

En ce qui concerne les autres usages :

Est considérée comme interruption toute interruption même momentanée, de la fourniture autrement que dans les conditions prévues aux polices d'abonnement.

Est considérée comme insuffisance la fourniture de chaleur à une puissance et à un niveau de température ou de pression inférieurs aux seuils définies par les polices d'abonnement.

CHAPITRE II - CONDITIONS DE LIVRAISON DE L'ENERGIE CALORIFIQUE

ARTICLE 5. CONDITIONS TECHNIQUES DE LIVRAISON DE L'ENERGIE CALORIFIQUE

5.1 INSTALLATIONS PRIMAIRES

La chaleur est obtenue par échange entre un fluide circulant dans les installations primaires, dit fluide primaire, dont le CONCESSIONNAIRE est responsable, et le fluide alimentant les installations des ABONNES, dit fluide secondaire. Elle est livrée dans les conditions générales suivantes :

Fluide primaire :

Régime de température : 100/70°C, pression de service : 12 bars relatifs

Les conditions particulières de fourniture sont fixées à la police d'abonnement.

L'eau nécessaire au fonctionnement de l'installation de chauffage est à la disposition de l'ABONNE à une température fixe, ou bien une température qui évolue en fonction de la température extérieure tout en garantissant la satisfaction des besoins en chauffage et production d'eau chaude sanitaire de l'ABONNE.

L'eau chaude sanitaire est fournie à la sortie des appareils de production à une température de 59°C, -4°C / +0°C, sauf dispositions différentes du contrat d'abonnement.

L'eau chaude sanitaire distribuée aux ABONNES doit satisfaire aux prescriptions réglementaires, notamment de caractère sanitaire. Le respect de ces prescriptions incombe au

CONCESSIONNAIRE uniquement pour la partie de production.

Pour ce faire, LE CONCESSIONNAIRE procédera notamment pour chaque production d'eau chaude sanitaire :

- à leur vidange, détartrage et désinfection annuels,
- à la mise en place d'un carnet sanitaire,
- à une analyse annuelle de dénombrement de légionelles au niveau des stockages ou départs ECS en cas de production instantanée.

LE CONCESSIONNAIRE a mis en place dès le début de la Concession une procédure d'actions correctives à engager en cas de dépassements des taux maximums de concentration en légionelles. Cette procédure prévoit notamment une vidange, un détartrage et une désinfection de la production concernée, l'information de l'abonné, de LA COLLECTIVITE et des organismes publics concernés (DDASS par exemple), la recherche de l'origine de la contamination....

Si les installations concédées sont à l'origine de la contamination, LE CONCESSIONNAIRE prendra à sa charge, les modifications nécessaires à engager pour empêcher la prolifération de légionelles.

Si l'origine de la contamination est extérieure aux installations concédées (distribution par exemple), LE CONCESSIONNAIRE n'aura alors qu'un rôle de conseil.

LE CONCESSIONNAIRE informera LA COLLECTIVITE de la procédure d'actions correctives mise en place.

Les mesures engagées par LE CONCESSIONNAIRE visant à limiter le risque en matière de développement bactériologique de type *Légionella*, ne permettant pas de garantir l'éradication certaine et définitive de la bactérie en l'état actuel des connaissances techniques et bactériologiques. En conséquence, l'obligation du CONCESSIONNAIRE est une obligation de moyens exclusive de toute obligation de résultats.

Lorsque des fournitures différentes ou d'autres natures sont envisagées, elles sont précisées aux « CONDITIONS PARTICULIERES » figurant dans le contrat d'abonnement.

5.2 INSTALLATIONS SECONDAIRES

Les installations « secondaires » sont la propriété de L'ABONNE (installations non primaires définies à l'article 2 ci-avant).

Elles sont réalisées, exploitées et entretenues par celui-ci, à ses frais et sous sa responsabilité, en particulier en ce qui concerne leur équilibrage.

Les installations de L'ABONNE doivent, tant pour éviter les troubles dans l'exploitation du chauffage collectif que pour assurer la sécurité du personnel du CONCESSIONNAIRE, être établies en conformité avec les normes et les règlements en vigueur.

LE CONCESSIONNAIRE aura le droit de suspendre la fourniture de chaleur à tout ABONNE dont les installations seraient une cause de perturbation pour les installations primaires ; en cas de danger, il pourra intervenir sans délai pour prendre toutes mesures de sauvegarde, mais devra

en aviser sans délai LA COLLECTIVITE, les ABONNES concernés et par avis collectifs, LES USAGERS concernés.

LE CONCESSIONNAIRE n'est responsable que des désordres provoqués de son fait dans les installations intérieures des ABONNES.

L'ABONNE est réputé avoir souscrit une police d'assurances garantissant sa responsabilité civile du fait des installations secondaires et de leur exploitation.

Par ailleurs, il est conseillé que les installations secondaires de distribution d'Eau Chaude Sanitaire respectent les prescriptions suivantes :

- la distribution comporte un bouclage de circulation,
- le réseau de distribution, y compris le bouclage, jusqu'aux branchements individuels dans les locaux doit être calorifugé par l'ABONNE avec un matériau assurant un rendement minimal de 60 %.

5.3 LIMITES DE FOURNITURES

Electricité :

Les travaux de raccordements électriques des installations primaires sont à la charge du CONCESSIONNAIRE à partir de l'arrivée du courant en un point quelconque de la sous-station, l'arrivée de courant étant à la charge de l'ABONNE.

Chauffage et eau chaude sanitaire :

Les installations en poste de livraison de chaleur (sous-stations) chez l'ABONNE sont délimitées, sauf dispositions particulières précisées dans les polices d'abonnement :

- pour les sous-stations assurant uniquement la fourniture de chauffage : en amont des brides entrée et sortie de l'échangeur chauffage (brides échangeur incluses),
- pour les sous-stations assurant la fourniture de chauffage et de l'eau chaude sanitaire et équipées de deux échangeurs (1 échangeur chauffage et 1 échangeur eau chaude sanitaire) : en amont des brides entrée et sortie secondaire de l'échangeur chauffage (brides échangeur incluses) ; en amont de la première vanne d'isolement située sur le départ eau chaude sanitaire (vanne incluse), en aval de la vanne d'isolement la plus proche de la production sur le retour bouclage eau chaude sanitaire (vanne incluse) et à la bride amont du compteur volumétrique d'eau chaude sanitaire (brides incluses).
- Pour les sous stations assurant la fourniture du chauffage et de l'eau chaude sanitaire et équipées d'un seul échangeur (chauffage + eau chaude sanitaire) : en amont de la première vanne d'isolement située sur le départ eau chaude sanitaire (vanne incluse), en aval de la vanne d'isolement la plus proche de la production sur le retour bouclage eau chaude sanitaire (vanne incluse) et à la bride amont du compteur volumétrique d'eau chaude sanitaire (brides incluses) ; en amont des brides départ/retour des utilisations autres que l'eau chaude sanitaire situées sur le collecteur alimentant la production d'eau chaude sanitaire.

Font également partie des installations prises en charge par LE CONCESSIONNAIRE :

- Les adoucisseurs éventuellement présents en sous-station sur les alimentations eau froide des productions ECS et les systèmes d'injection de produits filmogènes éventuellement présents en sous station sur les départs ECS,
- Les régulateurs et les sondes correspondantes pilotant les vannes 2 voies de régulation primaire,
- Les équipements électriques alimentant les installations primaires,
- Les compteurs de chaleur utilisés pour la facturation,
- Les compteurs d'eau froide servant à la facturation de l'eau chaude sanitaire, à l'exception des compteurs propriété du Service Eau et Assainissement de la Communauté d'Agglomération du GRAND POITIERS.

Pour les armoires électriques communes primaire et secondaire, en cas de remplacement complet de l'armoire par l'ABONNE, LE CONCESSIONNAIRE ne pourra s'opposer, sur demande de l'ABONNE, à la prise en charge financière des équipements électriques de la Concession. Cette prise en charge sera due sous réserve de validation technique et financière du CONCESSIONNAIRE.

ARTICLE 6. CONDITIONS GENERALES DU SERVICE

6.1 PERIODES DE FOURNITURES

- Fournitures au sein de la période de chauffage

Les dates de début et de fin de saison de chauffage, période au cours de laquelle LE CONCESSIONNAIRE doit être en mesure de fournir la chaleur nécessaire au chauffage dans les vingt-quatre (24) heures suivant la demande de L'ABONNE sont les suivantes :

Début de saison de chauffe :	1 ^{er} septembre
Fin de saison de chauffe :	15 juin

Les dates respectives de début et de fin de la période effective de chauffage sont fixées sur demande de chaque ABONNE.

- Eau chaude sanitaire

Le service en est assuré toute l'année, sous réserve des interruptions nécessitées pour l'entretien comme il est précisé aux paragraphes ci-dessous.

- Fournitures en dehors de la période de chauffage

Si un ABONNE demande des garanties de fournitures en dehors de la saison de chauffage, LE CONCESSIONNAIRE sera tenu de les accorder aux conditions fixées par sa police d'abonnement.

- Autres fournitures

Les conditions propres aux autres fournitures sont fixées par la police d'abonnement.

Dans tous les cas où la fourniture de chauffage et d'eau chaude sanitaire est due, LE CONCESSIONNAIRE attachera la plus grande importance à la continuité du service, lequel ne pourra être suspendu que dans les conditions définies ci-après ou en cas d'urgence impérieuse.

6.2 TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT

- Chauffage :

Ces travaux sont exécutés sauf dérogation en dehors de la saison de chauffage ou pendant cette période à la condition qu'il n'en résulte aucune perturbation pour le service des ABONNES.

- Eau chaude sanitaire :

Les travaux programmables d'entretien des appareils en postes de livraison sont exécutés pendant la période d'arrêt technique décrite ci-après sauf en cas d'accord des ABONNES concernés ou s'il n'en résulte aucune perturbation pour le service des ABONNES.

6.3 TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN, DE RENOUVELLEMENT ET D'EXTENSION

Tous travaux programmables nécessitant la mise hors service des ouvrages sont exécutés en dehors de la saison de chauffage et en une seule fois si possible sauf dérogation accordée par LA COLLECTIVITE.

La période et la durée d'exécution de ces travaux sont fixées par le CONCESSIONNAIRE après accord de LA COLLECTIVITE pour les interruptions de livraison de plus de douze heures. Les dates sont communiquées aux ABONNES, et par avis collectifs aux usagers concernés.

Lors de travaux importants, réalisés par le CONCESSIONNAIRE dans le cadre du présent contrat, nécessitant une interruption de fourniture telle que définie l'article 4 ci-avant, toute mesure compensatoire devra être prise par le CONCESSIONNAIRE. La charge financière sera supportée par le CONCESSIONNAIRE.

- Arrêt technique :

Une période d'arrêt technique annuel d'une durée maximale de 24 heures consécutives sera possible pour la réalisation des travaux programmables d'entretien des appareils de production, de distribution et de fourniture de chaleur primaire, ainsi que de production d'eau chaude sanitaire (cf. paragraphe ci-dessus).

LE CONCESSIONNAIRE s'engage par ailleurs à limiter au maximum cette durée d'arrêt technique.

Jusqu'à l'échéance de la Délégation, LE CONCESSIONNAIRE informera chaque ABONNE par courrier. De plus, en collaboration avec les ABONNES, LE CONCESSIONNAIRE affichera dans les lieux accessibles et fréquentés par les usagers (entrées d'immeubles par exemple) les dates

d'arrêts techniques, avec un préavis minimal de quinze (15) jours, en indiquant la durée prévue pour l'arrêt correspondant.

LE CONCESSIONNAIRE devra pendant cette période d'arrêt technique fournir la chaleur nécessaire au fonctionnement des sous-stations du Centre Aquatique et du Complexe sportif de La PEPINIERE.

ARTICLE 7. CONDITIONS PARTICULIERES DU SERVICE

7.1 ARRETS D'URGENCE

Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate, LE CONCESSIONNAIRE doit prendre d'urgence les mesures nécessaires. Il en avise sans délai LA COLLECTIVITE, les ABONNES concernés et, par avis collectif, les USAGERS concernés.

7.2 AUTRES CAS D'INTERRUPTION DE FOURNITURE

LE CONCESSIONNAIRE a le droit, après en avoir avisé LA COLLECTIVITE, et après mise en demeure de L'ABONNE restée sans réponse pendant un délai de quinze (15) jours, de suspendre la fourniture de chaleur à tout ABONNE dont les installations seraient une cause de perturbation pour les ouvrages concédés. En cas de danger, il intervient sans délai pour prendre toutes les mesures de sauvegarde mais doit prévenir immédiatement L'ABONNE et, par avis collectif, les usagers concernés. Il rend compte à LA COLLECTIVITE dans les vingt-quatre (24) heures avec les justifications nécessaires.

7.3 RETARDS, INTERRUPTIONS OU INSUFFISANCES DE FOURNITURE

Sous réserve des dispositions qui précèdent, les retards, interruptions ou insuffisances de fourniture tant pour le chauffage que pour l'eau chaude sanitaire, donnent lieu, au profit de L'ABONNE, d'une part à une absence ou à une réduction de facturation correspondant à la fourniture non exécutée par LE CONCESSIONNAIRE, et d'autre part au versement d'une pénalité due par LE CONCESSIONNAIRE, conformément à l'article 23 ci-après.

ARTICLE 8. CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT ET DU POSTE DE LIVRAISON

Branchement : Le branchement est l'ouvrage par lequel les installations d'un ABONNE sont raccordées à une canalisation publique de distribution. Il est délimité, côté ABONNE, par la bride aval de la première vanne d'isolement rencontrée par le fluide qui l'alimente et par la bride amont de la dernière vanne d'isolement rencontrée par le fluide qu'il renvoie au réseau.

Un schéma des limites de prestations entre l'ABONNE et le CONCESSIONNAIRE sera joint au contrat d'abonnement.

Postes de livraison : Les ouvrages du circuit primaire situés en aval du branchement et dans la propriété de L'ABONNE, à savoir :

- tuyauteries de liaison intérieure à la sous-station,
- régulation primaire,
- organes de comptage de l'énergie pour les besoins simultanés ou indépendants du chauffage et de l'eau chaude sanitaire,
- échangeurs,
- productions d'eau chaude sanitaire,

sont établis, entretenus et renouvelés par LE CONCESSIONNAIRE dans les mêmes conditions que les branchements. Ils font partie intégrante de la Concession.

Les limites entre les installations primaires et secondaires seront identiques à celles des installations existantes définies à l'article 2.

Désolidarisation des réseaux primaires et secondaires : La désolidarisation des réseaux primaires et secondaires par des échangeurs à plaques, tubulaires ou autres sera systématique dans le cadre de la création de ces nouveaux postes de livraison.

Compteurs : Les compteurs sont fournis, posés, entretenus et renouvelés par LE CONCESSIONNAIRE dans les mêmes conditions que les branchements. Ils font partie intégrante de la Concession.

Génie civil : Le poste de livraison est en général intégré dans un bâtiment qui ne fait pas partie de la Concession ; sauf accord contraire, précisé dans la police d'abonnement, le génie civil des postes de livraison est à la charge de L'ABONNE ou du propriétaire.

Le cas échéant, le local fait partie de la Concession et il est inscrit à l'inventaire, ou il fait l'objet d'une convention spécifique de mise à disposition ; le génie civil de ce type de poste de livraison est alors à la charge du CONCESSIONNAIRE.

ARTICLE 9. MESURES ET CONTRÔLES

9.1 MESURE DES FOURNITURES AUX ABONNES

Les quantités livrées à chaque ABONNE doivent être mesurées par un ou plusieurs compteurs d'énergie thermique ou d'eau chaude sanitaire d'un modèle approuvé fournis, posés, entretenus et renouvelés par le CONCESSIONNAIRE. Les compteurs et les sondes de température sont plombés par un organisme agréé à cet effet par le Bureau National de la Métrologie et vérifiés chaque année.

9.2 VERIFICATION DES COMPTEURS DEMANDEE PAR L'ABONNE

Les compteurs sont entretenus aux frais du CONCESSIONNAIRE aussi souvent que nécessaire et selon les préconisations du fabricant par un réparateur agréé par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

L'exactitude des compteurs de chaleur doit être vérifiée au minimum annuellement par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ou par un organisme agréé par cette dernière, choisi d'un commun accord entre LE CONCESSIONNAIRE et le représentant légal de LA COLLECTIVITE.

Les compteurs volumétriques d'eau chaude sanitaire servant à la facturation doivent être remplacés systématiquement tous les cinq ans.

L'ABONNE peut demander à tout moment la vérification d'un compteur par la Direction Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) ou par un organisme agréé par cette dernière.

Les frais entraînés par cette vérification sont à la charge de L'ABONNE si le compteur est conforme, du CONCESSIONNAIRE dans le cas contraire. Dans tous les cas, un compteur est considéré comme inexact lorsqu'il présente des erreurs de mesurage supérieures aux erreurs maximales tolérées fixées par le décret n°2001-387 du 3 mai 2001 et ses arrêtés d'application. Tout compteur inexact est remplacé par un compteur vérifié et conforme.

Pour la période où un compteur a donné des indications erronées LE CONCESSIONNAIRE remplace ces indications par le nombre théorique de Mégawatts heure ou de mètres cubes calculés sur la période précédant le défaut de comptage par les formules suivantes :

- Pour les consommations de chaleur nécessaires au chauffage

$$MWh_c = MWh_0 \times (DJU/DJU_0)$$

où :

MWh_c = consommation de chauffage corrigée

MWh_0 = consommation de chauffage mesurée sur la même période l'année précédente.

DJU = nombre de Degrés Jours Unifiés sur la période où il y a eu défaut de comptage

DJU_0 = nombre de Degrés Jours Unifiés sur la même période que MWh_0 .

- Pour les consommations d'eau chaude sanitaire

$$m^3_c = m^3_o \times (nbj/nbj_0)$$

où :

m^3_c = consommation d'eau chaude sanitaire corrigée

m^3_o = consommations d'eau chaude sanitaire mesurée sur la même période l'année précédente.

nbj = nombre de jours sur la période où il y a eu défaut de comptage

nbj_0 = nombre de jours sur la même période que m^3_o .

Lorsque le comptage défaillant comptabilise la chaleur consommée pour le chauffage et le réchauffage de l'eau chaude sanitaire, les calculs théoriques précités seront entre autres effectués à partir de l'éventuel compteur volumétrique d'eau chaude sanitaire, le cas échéant sur la base d'une estimation de cette consommation d'eau chaude sanitaire.

Les valeurs rectifiées du comptage de la chaleur ou de l'eau chaude sanitaire seront prises en compte dans la facturation définitive.

ARTICLE 10. DEFINITION DES PUISSANCES TECHNIQUES ET SOUSCRIPTIONS

La puissance souscrite précisée dans les conditions particulières du contrat d'abonnement est la puissance calorifique maximale que le CONCESSIONNAIRE est tenu de mettre à la disposition de L'ABONNE. Elle ne peut être supérieure aux capacités de fourniture de l'installation primaire en sous-station. Les puissances souscrites ont été, pour les installations existantes des ABONNES déjà raccordées, définies par LA COLLECTIVITE.

Pour les installations existantes :

La puissance souscrite a été déterminée à partir de relevés sur site. Ces relevés ont été effectués en hiver, à la relance du chauffage (le matin entre 5 heures et 8 heures) pendant une période de demande de chauffage représentative. Par période de demande de chauffage représentative, on entend une période où les températures extérieures ont été quotidiennement inférieures à 5°C pendant 10 heures consécutives. Les mesures ont été réalisées après plus de 3 jours consécutifs de ces conditions climatiques.

L'heure, la température extérieure, les index des compteurs de chaleur, ainsi que les puissances instantanées mesurées par les compteurs de chaleur et les index des compteurs volumétriques d'eau chaude sanitaire (dans les cas où le compteur de chaleur mesure les consommations de chaleur nécessaires au chauffage et la préparation de l'eau chaude sanitaire) ont été relevés à intervalles réguliers au cours de la période énoncées ci-dessus.

Les puissances appelées pour le chauffage ont ensuite été calculées par soustraction des puissances éventuellement nécessaires au réchauffage de l'eau chaude sanitaire.

Ces puissances appelées ont été ramenées, à partir des températures extérieures relevées, à la température de chauffage de base de POITIERS, à savoir -7°C.

La puissance souscrite pour le chauffage est égale à la moyenne de ces puissances appelées, majorée :

- d'un coefficient égal 1,02, correspondant aux pertes échangeurs, dans le cas où le compteur de chaleur est situé sur le secondaire échangeur
- d'un coefficient de surpuissance de 1,10

Il est à noter que pour la détermination de la puissance souscrite, les valeurs des puissances appelées fortement différentes des autres ne sont pas prises en compte dans la moyenne des puissances appelées.

Il est à noter également qu'il est nécessaire de disposer d'au moins 6 valeurs représentatives de puissances appelées pour pouvoir déterminer une puissance souscrite.

Pour les installations neuves :

La puissance souscrite sera prise égale aux besoins thermiques du ou des bâtiments, tels que définis dans le bilan thermique du ou des bâtiments, majorés des coefficients appliqués pour les installations existantes (surpuissance : 1,15 ; éventuellement pertes échangeurs : 1,02).

L'ABONNE peut limiter sa puissance souscrite à celle des locaux en service pour tenir compte de l'échelonnement dans l'édification et la mise en service des bâtiments.

Après un an de fonctionnement en régime normal, LE CONCESSIONNAIRE ou L'ABONNE pourra demander la réalisation de mesures de puissances appelées selon la méthodologie appliquées pour les installations existantes.

Ces mesures seront effectuées et prises en charge par LE CONCESSIONNAIRE. L'ABONNE peut toutefois être présent ou représenté lors de ces mesures. Dans tous les cas, LE CONCESSIONNAIRE lui transmettra l'ensemble des valeurs relevées.

Un avenant à la police d'abonnement régularisera la nouvelle puissance souscrite qui aura été définie. Ni L'ABONNE, ni LE CONCESSIONNAIRE ne pourront s'opposer à la mise en place de cette nouvelle puissance souscrite. La prise d'effet de la nouvelle puissance souscrite sera la date des mesures.

Pour les installations existantes nouvellement raccordées :

Les puissances souscrites par les installations existantes nouvellement raccordées seront définies dans le cadre des études précédent leurs raccordements par des mesures de puissances enfournées (puissance instantanée brûleurs ou consommations instantanées de combustible par exemple) dans les conditions décrites ci-dessus pour les installations existantes.

Afin de convertir ces mesures en puissances utiles, les puissances mesurées seront minorées des différents rendements de transformation estimés des installations concernées (pertes chaudières, rendements de combustion, conversion PCI/PCS par exemple).

La puissance utile calculée sera majorée :

- d'un coefficient égal 1,02, correspondant aux pertes échangeurs, dans le cas où le compteur de chaleur est situé sur le secondaire échangeur
- d'un coefficient de surpuissance de 1,15

Puissance eau chaude sanitaire :

Les puissances souscrites pour l'eau chaude sanitaire sont égales à la somme des puissances appelées par les matériels installés selon les caractéristiques des fabricants, à savoir :

- ⇒ la somme des puissances des ballons préparateurs dans le cas de production à accumulation
- ⇒ la somme des puissances des échangeurs à plaques dans le cas de production instantanée ou semi-instantanée

Les puissances souscrites ci-dessus pourront être majorées d'un coefficient égal à 1,02 correspondant aux pertes échangeurs, dans le cas où un échangeur de chaleur est présent en sous-station en amont des ballons préparateurs ou échangeurs à plaques décrits ci-dessus.

La puissance souscrite pour l'eau chaude sanitaire peut donc être redéfinie par avenant à la police d'abonnement lors de modifications apportées aux matériels installés (ajout/suppression ou isolement de ballons de préparation par exemple).

Puissance pour les usages autres que le chauffage de bâtiments et la préparation de l'eau chaude sanitaire

Les puissances souscrites pour les usages autres que le chauffage de bâtiments et la préparation de l'eau chaude sanitaire seront déterminées à partir de relevés de puissances appelées en fonctionnement normal.

Le coefficient de surpuissance (1,15) et éventuellement le coefficient de pertes échangeurs (1,02) seront également appliqués.

ARTICLE 11. MODIFICATION DES PUISSANCES TECHNIQUES ET SOUSCRIPTION

L'ABONNE peut demander la modification (en plus ou en moins) de sa puissance souscrite en fonction de l'évolution de ses besoins, et notamment dans les cas suivants :

- agrandissement des locaux,
- fermeture des bâtiments,
- travaux ou mesures d'économie d'énergie.

Dans ce cas, il détermine sa demande de nouvelle puissance souscrite sur la base d'un calcul effectué conformément aux dispositions de l'article 10. Le cas échéant, L'ABONNE peut demander qu'un essai contradictoire soit effectué selon les modalités définies à l'article 12 ci-après ; les frais de ces essais sont alors à la charge de L'ABONNE.

Si la puissance ainsi déterminée est inférieure ou supérieure de plus de 10% à la puissance initialement souscrite, elle donne lieu à minoration ou majoration de la puissance souscrite dès la facturation qui suit le mois au cours duquel l'essai a été réalisé, sans frais de dossier. A défaut, la police en cours est maintenue.

ARTICLE 12. ESSAIS CONTRADICTOIRES

LE CONCESSIONNAIRE, l'ABONNE ou LA COLLECTIVITE, peut demander un contrôle de la véracité d'une puissance souscrite pour le chauffage ou les usages autres. Un ABONNE ne peut toutefois demander ce contrôle que pour sa propre police d'abonnement.

Sauf en cas de demande tel que définie ci-après, les mesures seront réalisées par LE CONCESSIONNAIRE. Dans tous les cas, elles seront réalisées dans les conditions décrites à l'article 10.

Sur demande de l'une des parties, les vérifications de puissances souscrites seront opérées par un expert désigné d'un commun accord entre les parties dans un délai d'un (1) mois à compter de la demande. A défaut d'accord entre les parties sur la désignation de l'expert, celui-ci sera désigné par le Président du Tribunal Administratif de POITIERS saisi à l'initiative de la partie la plus diligente.

Les suites données aux résultats des mesures seront traitées en fonction des cas suivants :

Cas n°1 : Le résultat des mesures montre un écart inférieur ou égal à 10% par rapport à la puissance souscrite, la puissance souscrite est considérée comme adaptée.

Cas n°2 : Le résultat des mesures est inférieur de plus de 10% à la puissance souscrite et le fonctionnement des installations nécessite la mise à disposition de la puissance souscrite, LE CONCESSIONNAIRE est alors tenu de modifier les installations concédées (y compris les renforcements de réseau éventuellement nécessaires) afin de mettre à disposition de L'ABONNE la puissance souscrite.

Cas n°3 : Le résultat des mesures est inférieur de plus de 10% à la puissance souscrite et le fonctionnement des installations ne nécessite pas la mise à disposition de la puissance souscrite, la puissance souscrite est redéfinie par un avenant à la police d'abonnement.

Cas n°4 : Le résultat des mesures est supérieur de plus de 10% à la puissance souscrite et cette puissance appelée est acceptée par LE CONCESSIONNAIRE, la puissance souscrite est redéfinie par un avenant à la police d'abonnement.

Cas n°5 : Le résultat des mesures est supérieur de plus de 10% à la puissance souscrite et cette puissance appelée ne peut être acceptée par LE CONCESSIONNAIRE étant donné qu'elle entraîne un dysfonctionnement des autres installations ou nécessite des renforcements d'antennes, L'ABONNE a l'obligation de modifier à ses frais son installation afin que sa puissance appelée soit au maximum égale à sa puissance souscrite.

L'ABONNE peut également financer en tout ou partie les travaux de renforcements de réseau nécessaire.

Dans le cas n°1, les frais liés à l'opération de vérification (frais de mesure, d'expertise....) sont à la charge de la partie ayant demandé un contrôle de la véracité de la puissance souscrite.

Dans les cas n°2 et 3, ces frais sont à la charge du CONCESSIONNAIRE.

Dans les cas n°4 et 5, ils sont à la charge de L'ABONNE.

La nouvelle puissance souscrite définie par avenant à la police d'abonnement prendra effet à la date des mesures.

ARTICLE 13. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES ABONNES

Chaque ABONNE a la charge et la responsabilité des installations secondaires : robinetteries, appareils de contrôle, de régulation et de sécurité, vase d'expansion (selon le cas), appareillages d'émission calorifique, etc...

Le local du poste de livraison est mis gratuitement à la disposition du CONCESSIONNAIRE par l'ABONNE qui en assure en permanence le clos et le couvert. L'ABONNE permet également l'accès aux compteurs et vanne de branchement.

En outre, l'ABONNE assure à ses frais et sous sa responsabilité :

- le fonctionnement, l'entretien, le renouvellement et la mise en conformité des

installations autres que les installations primaires,

- la fourniture de l'électricité nécessaire au fonctionnement et à l'éclairage du poste de livraison et au fonctionnement des installations secondaires et primaires,
- la fourniture de l'eau froide nécessaire à l'alimentation des équipements de production d'eau chaude sanitaire et au fonctionnement des installations secondaires,
- la prévention de la corrosion et de l'entartrage dus aux fluides secondaires, conformément à l'avis technique C.S.T.B. n° 14/93-346,
- le réglage, le contrôle, la sécurité ainsi que la conduite et l'entretien complet des installations secondaires.

L'ABONNE assume les risques qui découlent des activités ci-dessus.

Toute utilisation directe ou puisage du fluide primaire est formellement interdite.

Lorsque les corrosions et/ou désordres, quelles qu'en soient la nature et les causes, se révèlent, notamment, sur les échangeurs, il est d'ores et déjà convenu que :

- si l'origine de ces désordres provient des installations primaires, les réparations et/ou remplacements sont pris en charge par le CONCESSIONNAIRE.
- si l'origine de ces désordres provient des installations secondaires, les réparations et/ou remplacements sont pris en charge par l'ABONNE.

ARTICLE 14. INFORMATION DES ABONNES ET USAGERS

En collaboration avec les services de LA COLLECTIVITE, LE CONCESSIONNAIRE pourra être sollicité pour des réunions d'information ou de présentation des installations concédées auprès de divers commissions représentantes des usagers (Commission Consultative des Services Publics Locaux ou de Commissions des usagers par exemple).

Dans le cadre de sa politique d'information et de communication à l'égard des usagers et ABONNES, LE CONCESSIONNAIRE s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Remise d'un livret d'accueil à L'ABONNE lors de la signature de la police d'abonnement,
- Remise à L'ABONNE d'une brochure explicative de la tarification et de la facturation lors de la signature de la police d'abonnement, avec mise à jour à chaque modification du système tarifaire
- Lettre annuelle à l'attention des ABONNES relative à la vie du réseau et au prix de la chaleur vendue aux usagers en fonction de la conjoncture,
- Chaque année, une journée minimum de portes ouvertes avec mise en œuvre d'un parcours pédagogique,
- Enquête annuelle de satisfaction, de manière exhaustive auprès des ABONNES et par échantillonnage auprès des usagers.
- D'une manière globale et à minima dans le respect des actions ci-dessus, LE

CONCESSIONNAIRE s'engage à mettre en application son projet de communication auprès des USAGERS et des ABONNES, joint à son offre lors de la procédure de consultation et repris en annexe 20 du contrat, dont notamment mise à jour du site internet existant.

CHAPITRE III - ABONNEMENTS ET RACCORDEMENTS

ARTICLE 15. CONTRAT D'ABONNEMENT

Les abonnements sont accordés aux propriétaires et usufruitiers de l'immeuble, ainsi qu'aux locataires et occupants de bonne foi, sous réserve que la demande de ces derniers soit contresignée par le propriétaire ou l'usufruitier qui s'en porte garant ou qu'à défaut de cette signature le demandeur constitue un dépôt de garantie ⁽¹⁾ qui sera restitué à l'échéance du contrat d'abonnement.

Le CONCESSIONNAIRE est tenu de fournir à tout candidat l'abonnement remplissant les conditions énoncées au présent règlement, dans un délai qui sera porté à la connaissance du candidat lors de la signature de sa demande, la chaleur nécessaire pour le chauffage et le cas échéant la production d'eau chaude sanitaire.

LE CONCESSIONNAIRE peut surseoir à accorder ou refuser un abonnement ou limiter la puissance souscrite si l'importance de celle-ci nécessite la réalisation d'un renforcement.

Avant de raccorder définitivement un immeuble neuf, le CONCESSIONNAIRE peut exiger du pétitionnaire la preuve qu'il est en règle avec les règlements d'urbanisme.

Les contrats d'abonnement peuvent être souscrits à toute époque de l'année. La facturation pour la période comprise entre le jour de la mise en service et la première facture est calculée au prorata de la durée, pour la partie fixe de l'abonnement, et selon la consommation mesurée pour la partie proportionnelle.

Les contrats d'abonnement sont conclus pour la durée de la Concession.

En tout état de cause, aucune police d'abonnement quelle que soit sa date de conclusion ne saurait se poursuivre au-delà de l'expiration du contrat de Concession.

Les abonnements sont transmissibles à un tiers à toute époque de l'année moyennant un préavis de trente (30) jours donné au CONCESSIONNAIRE pour information sur les coordonnées de ces tiers.

L'ancien ABONNE ou, dans le cas de décès, ses héritiers ou ayants droits restent responsables vis à vis du CONCESSIONNAIRE de toutes sommes dues en vertu du contrat d'abonnement initial.

LE CONCESSIONNAIRE établira une police d'abonnement par point de livraison et par ABONNE.

(1) Ce dépôt de garantie ne devra pas être supérieur à la valeur de la moitié de la facturation de la quantité annuelle d'énergie consommée correspondant à la puissance souscrite.

A l'issue du premier exercice, ce dépôt de garantie peut faire l'objet d'un réajustement en hausse ou en baisse pour tenir compte de la consommation réelle de l'abonné.

Le réajustement ne doit intervenir que s'il existe une différence significative entre les prévisions de consommation envisagées lors de la demande de l'Abonnement et celle qui est réellement constatée.

Le contrat d'abonnement mentionne la puissance technique mise à disposition de L'ABONNE, ainsi que la souscription en kW prise en compte pour la facturation de la part fixe R2.

ARTICLE 16. TARIFICATION ET VARIATION DES TARIFS ET REDEVANCES

16.1- TARIFS DE BASE

Les tarifs de base définis à l'article 4 de l'avenant n°6 (qui se substituait à ceux de l'article 63 du Traité de Délégation) sont remplacés à compter du 01/01/2020 par les tarifs suivants définis dans l'avenant n°11 au Traité de Délégation.

LE CONCESSIONNAIRE est autorisé à vendre l'énergie calorifique aux abonnés aux tarifs de base ci-après.

Les tarifs ci-dessous sont décomposés en deux éléments r1 et r2, représentant respectivement:

r1 : élément proportionnel représentant le coût des combustibles ou autres sources d'énergie (sauf l'électricité afférente aux usages visés par la redevance r2.1 définie ci-dessous) réputés nécessaires, en quantité et en qualité, pour assurer la fourniture d'un MWh _{utile}, mesuré par les différents compteurs de chaleur en sous-station, destiné à la fourniture d'énergie (chauffage, eau chaude sanitaire ou autres usages).

r2 : élément fixe réparti à la puissance souscrite, et représentant la somme des coûts suivants :

- r2.1, représentant le coût de l'énergie électrique utilisée mécaniquement pour assurer le fonctionnement des installations primaires, à savoir exclusivement la chaufferie centrale de la rue des 2 Communes, la chaufferie bois, les sous-stations HP/BP A, C et D et de maillage vers le réseau sud, et la chaufferie de la rue du Dolmen,
- r2.2, représentant le coût des prestations de conduite, de petit entretien et d'entretien courant nécessaires pour assurer le fonctionnement des installations primaires pour la fourniture d'énergie,
- r2.3, représentant le coût du gros entretien et renouvellement des installations concédées, ainsi que les travaux de mises en conformités,
- r2.4, représentant les charges financières liées au financement et à l'amortissement de l'emprunt de premier établissement, d'extensions des phases 1, 2 et de construction de l'outil de production complémentaire supportées par **LE CONCESSIONNAIRE**.
- R2.5, représentant la charge financière liée à la redevance de Concession relative à la participation de **LA COLLECTIVITE** au financement d'une partie des investissements objet

de la phase d'extension n°2.

Par convention dans le présent contrat, les prix unitaires d'une redevance débuteront par une minuscule (exemple r2.1) et l'ensemble des recettes d'une redevance débuteront par une majuscule (exemple : recette R1).

Les éléments r1 et r2 pourront être précisés par les indices chauffage ou eau chaude sanitaire si l'abonné souhaite une facturation séparée.

a - Détermination de la part proportionnelle r1 :

Le montant proportionnel r1 est défini à l'issue de chaque année à partir de la mixité réelle des énergies sortie production selon la formule :

$$r1 = \frac{(A \times r1_{UVE}) + (B \times r1_{bois}) + (C_1 \times r1_{gaz\ 2\ Communes}) + (C_2 \times r1_{gaz\ Dolmen}) + (D \times r1_{cogénération}) + (E \times r1_{paille}) + F_T \times r1_T}{A + B + C_1 + C_2 + D + E + F_T} \times K$$

Avec :

A : quantité de chaleur en MWh_{utile} réellement fournie par l'Usine de Valorisation Energétique (mesurée par le compteur de chaleur situé au niveau de l'U.V.E.)

B : quantité de chaleur en MWh_{utile} fournie par la chaufferie bois (mesurée par le compteur de chaleur situé à la sortie de la chaufferie bois)

C₁ : quantité de chaleur en MWh_{utile} fournie par les chaudières fonctionnant au gaz naturel et fioul domestique situées à la chaufferie principale rue des 2 Communes (valeurs comptabilisées par les compteurs mesurant la chaleur produite par les chaudières 1, 2 et 3)

C₂ : quantité de chaleur en MWh_{utile} fournie par la ou les chaudières fonctionnant au gaz naturel situées à la chaufferie rue du Dolmen (valeurs comptabilisées par les compteurs mesurant la chaleur produite par les chaudières)

D : quantité de chaleur en MWh_{utile} fournie par l'installation de cogénération (mesurée par le

compteur de chaleur situé à la sortie de la cogénération)

E : quantité de chaleur en MWh_{utile} fournie par la chaufferie paille (mesurée par le compteur de chaleur situé à la sortie de la chaufferie paille)

F_T : quantité de chaleur en MWh_{utile} fournie par la chaufferie d'un tiers et dont les conditions de fourniture auront été définies dans le cadre d'une convention de fourniture de chaleur, préalablement acceptée par **LA COLLECTIVITE**.

Nota : Dans le cas où il serait mis en place des conventions avec plusieurs tiers, chaque outil de production sera considéré indépendamment. Les quantités de chaleur seront alors associées à un indice (exemple F_{T1}, F_{T2}, F_{T3}...).

A l'occasion du décompte, **LE CONCESSIONNAIRE** s'engage à ce que, $A+B+E > 0,6 \times (A+B+C_1+C_2+D+E+F_T)$. Dans le cas contraire, les valeurs A, B, C₁, C₂, D, E et F_T seront corrigées proportionnellement lors du décompte en A', B', C'₁, C'₂, D', E' et F', pour respecter cet engagement sans toutefois modifier le total des MWh entrants.

K : coefficient représentatif des pertes de chaleur entre les compteurs entrées réseau et entrées sous-stations, soit le rendement de réseau. La formule définissant le calcul de K intègre la notion d'intéressement à l'amélioration des rendements des réseaux Nord et Sud. K sera calculé annuellement lors de l'indexation des tarifs prévue à l'article 66 du contrat de base, de la manière suivante :

Avec :

$$\eta_{\text{réseau}} = \frac{\Sigma \text{quantités chaleur chauffage et ECS facturées aux abonnés}}{A+B+C_1+C_2+D+E+F_Tn}$$

Soit le $\eta_{\text{réseau}}$ est inférieure à 81,52%, la valeur K est alors prise égale à 1,17.

Soit le $\eta_{\text{réseau}}$ est supérieur à 81,52%, la valeur K est alors calculée selon la formule suivante :

$$K = 1,17 - \left(1,17 - \frac{1}{1,0456 \times \eta_{\text{réseau}}} \right) / 2$$

Si le rendement est supérieur à 81,52 %, le gain est partagé 50/50 avec les abonnés.

Dans le cas où le rendement serait supérieur ou égal à 81,52 % deux années successives, les parties conviennent de se rencontrer afin de définir une nouvelle valeur K.

En cas de panne de l'un des compteurs de chaleur mesurant les valeurs A, B, C₁, C₂, D, E et F_T la chaleur non mesurée sur la période de panne sera estimée à partir des quantités de combustibles consommées sur la période de panne par l'installation concernée et du rendement moyen de l'installation concernée sur le dernier mois de fonctionnement précédent la panne

(rendement moyen du dernier mois de fonctionnement = quantité de chaleur produite par l'installation concernée sur le dernier mois de fonctionnement / quantité de combustible consommée par l'installation concernée sur le dernier mois de fonctionnement).

Il est de plus précisé qu'en cas d'incrémentation de l'un des compteurs de chaleur mesurant les valeurs B, C₁, C₂, D, E et F_T, alors qu'aucun combustible correspondant n'a été consommé sur la période considérée (par phénomène de thermosiphon par exemple), les consommations de la période ne seront pas prises en compte.

r1_{UVE} : Prix en Euros HT du MWh_{utile} de chaleur départ chaufferie fourni par l'Unité de Valorisation Energétique et voté annuellement par le Conseil de Grand Poitiers Communauté d'agglomération, majoré forfaitairement de 10% afin de tenir compte des pertes de distribution entre la sortie U.V.E. et l'entrée sous-stations. Pour information r1_{UVE} 2018 = 31,57 Euros HT x 1,10 = 34,73 € HT/MWh

r1_{bois} : Prix en Euros HT du MWh_{utile} de chaleur départ chaufferie fourni par la chaufferie bois révisé pour l'année considérée à partir du tarif de base et de la formule de révision définis ci-après.

r1_{gaz 2 Communes} : Prix en Euros HT du MWh_{utile} de chaleur départ chaufferie située rue des 2 Communes fourni par les chaudières en fonctionnement au gaz naturel révisé pour l'année considérée à partir du tarif de base et de la formule de révision définis ci-après.

r1_{gaz Dolmen} : Prix en Euros HT du MWh_{utile} de chaleur départ chaufferie située rue du Dolmen fourni par la ou les chaudières fonctionnant au gaz naturel révisé pour l'année considérée à partir du tarif de base et de la formule de révision définis ci-après.

r1_{cogénération} : Prix en Euros HT du MWh_{utile} de chaleur départ chaufferie fourni par l'installation de cogénération révisé pour l'année considérée à partir du tarif de base et de la formule de révision définis ci-après.

r1_{paille} : Prix en Euros HT du MWh_{utile} de chaleur départ chaufferie fourni par la chaufferie paille révisé pour l'année considérée à partir du tarif de base et de la formule de révision définis ci-après.

r1_{Tx} : Prix en €uros HT du MWh_{utile} de chaleur départ chaufferie Tiers révisé pour l'année considérée selon les conditions définies dans la convention de fourniture de chaleur.

r1_{gce} : Tarif complémentaire applicable aux abonnés de la catégorie d'abonnés « Gros consommateur été » définie à l'article 64 bis introduit par l'article 4 de l'avenant n°8. Il est précisé que la remise r1GCE ne s'applique qu'aux consommations constatées du 1^{er} avril au 31 octobre.

Les valeurs de base r1_{0 bois}, r1_{0 gaz 2 Communes}, r1_{0 gaz Dolmen}, r1_{0 cogénération} et r1_{0 paille} indiquées ci-après sont établies en date du **1^{er} avril 2018**.

Tarifs de base :

⇒ r1 _{0 UVE} =	34,7300 € HT/ MWh _{utile}
⇒ r1 _{0 bois} =	29,6126 € HT/ MWh _{utile}
⇒ r1 _{0 gaz 2 Communes} =	28,9161 € HT/ MWh _{utile}
⇒ r1 _{0 gaz Dolmen} =	39,9441€ HT/ MWh _{utile}
⇒ r1 _{0 cogénération} =	27,4854 € HT/ MWh _{utile}
⇒ r1 _{0 paille} =	24,6400 € HT/MWh _{utile}
⇒ r1 _{0 Tx} =	sans objet à ce jour
⇒ r1 _{0 gce} =	-11,5000 € HT/MWh _{utile}

TICGN : Les prix ci-dessus intègrent toutes les taxes connues au 1^{er} avril 2018, à l'exception de la TICGN qui sera refacturée à l'€uro/l'€uro à chacun des abonnés soumis. Le montant de la TICGN à facturer aux abonnés sera calculé de la manière suivante :

- ⇒ à partir des consommations de combustible consommées par les chaudières en fonctionnement au gaz naturel,
- ⇒ en convertissant la quantité de chaleur fournie par la cogénération au réseau en MWh_{GAZ PCS} (soit la valeur D ou D' si elle est appliquée) selon un rendement de 90% sur PCI (soit quantité de chaleur fournie au réseau par la cogénération divisée par 0,81).

Le montant de la TICGN à répartir aux abonnés sera ainsi calculé à partir des quantités de gaz naturel issues du calcul ci-dessus, multipliées par les coûts unitaires respectifs de TICGN de chaque chaufferie et ce, sur chaque période considérée.

b - Détail de la part fixe r2 :

Le montant fixe r2 exprimé en Euros HT par kW_{souscrit} est égal à la somme des montants unitaires r2.1, r2.2, r2.3, r2.4 et r2.5 révisés pour l'année considérée à partir des tarifs de base et des formules de révision définis ci-après.

$$r2 = r2.1 + r2.2 + r2.3 + r2.4 + r2.5$$

Avec :

r2.1 : Prix en Euros HT du kW_{souscrit}, représentant le coût de l'énergie électrique utilisée mécaniquement pour assurer le fonctionnement des installations primaires, à savoir exclusivement la chaufferie centrale de la rue des 2 Communes, la chaufferie bois, les sous-stations HP/BP A, C et D et de maillage vers le réseau Sud et la chaufferie de la rue du Dolmen, révisé pour l'année considérée à partir du tarif de base et de la formule de révision définis ci-après.

r2.2 : Prix en Euros HT du kW_{souscrit}, représentant le coût des prestations de conduite, de petit entretien et d'entretien courant nécessaires pour assurer le fonctionnement des installations primaires, révisé pour l'année considérée à partir du tarif de base et de la formule de révision définis ci-après.

r2.3 : Prix en Euros HT du kW_{souscrit}, représentant le coût révisé pour l'année considérée à partir du tarif de base et de la formule de révision définis ci-après, des travaux :

- ⇒ de gros entretiens, de renouvellement des installations concédées définis à la Convention de Délégation de Service Public et ses avenants ;
- ⇒ de mises en conformités des installations définis à l'article 31 de la Convention de Délégation de Service Public.

r2.4 : Prix en Euros HT du kW_{souscrit}, représentant les charges financières liées à l'autofinancement et à l'amortissement de l'emprunt lié aux travaux de 1^{er} établissement et aux travaux des avenants n°6, 8 et 11.

r2.5 : Prix en Euros HT du kW_{souscrit}, représentant la charge financière liée à la redevance de Concession relative à la participation de **LA COLLECTIVITE** au financement d'une partie des investissements objet de la phase d'extension n°2.

Tarifs de base :

⇒	r2.1 ₀ =	4,0600 € HT/kW <small>souscrit</small>
⇒	r2.2 ₀ =	25,5404 € HT/kW <small>souscrit</small>
⇒	r2.3 ₀ =	4,3280 € HT/kW <small>souscrit</small>
⇒	r2.4 =	8,4500 € HT/kW <small>souscrit</small>
⇒	r2.5 =	2,1360 € HT/kW <small>souscrit</small>

Les valeurs de base r2.1₀, r2.2₀ et r2.3₀ indiquées ci-dessus sont établies en date du 1^{er} avril 2018.

Les termes r2.4 et r2.5 seront fixes sur la durée de la Délégation.

c - Facturation globale :

La facture globale (FG) de l'ABONNE représente pour une année n selon les cas suivants :

Cas n°1 : LE CONCESSIONNAIRE fournit uniquement le chauffage

$FG = r1 \times \text{nombre de MWh}_{\text{utile}} \text{ mesuré par le compteur de chaleur} + r2 \times \text{puissance totale souscrite par l'ABONNE}$

Cas n°2 : LE CONCESSIONNAIRE fournit le chauffage et l'eau chaude sanitaire et le compteur de chaleur mesure la chaleur consommée pour le chauffage et le réchauffage de l'eau chaude sanitaire

$FG = r1 \times \text{nombre de MWh}_{\text{utile}} \text{ mesuré par le compteur de chaleur} + r2 \times \text{puissance totale souscrite par l'ABONNE}$

Certains ABONNES pourront demander une facturation séparée du chauffage et de l'eau chaude sanitaire. Dans ce cas, LE CONCESSIONNAIRE déduira de la consommation totale la consommation d'ECS multipliée par le coefficient q défini ci-après.

Cas n°3 : LE CONCESSIONNAIRE fournit le chauffage et l'eau chaude sanitaire et le compteur de chaleur mesure la chaleur consommée uniquement pour le chauffage

$FG = r1 \times (\text{nombre de MWh}_{\text{utile}} \text{ mesuré par le compteur de chaleur} + \text{nombre de m}^3 \text{ mesuré par le compteur d'ECS} \times q) + r2 \times \text{puissance totale souscrite par l'ABONNE}$

Avec :

q : quantité de chaleur égale 0,110 MWh_{utile} par m³ d'ECS consommé représentant la quantité de chaleur nécessaire au réchauffage d'un m³ d'ECS consommé.

16.2 - REDUCTIONS TARIFAIRES ET EGALITE DE TRAITEMENT DES ABONNES

Au cas où LE CONCESSIONNAIRE accepterait de consentir à certains ABONNES un tarif inférieur à celui défini à l'article précédent, il sera tenu de faire bénéficier des mêmes réductions les usagers placés dans des conditions identiques à l'égard du service public.

A cet effet, il doit établir et tenir constamment à jour un relevé de tous les tarifs spéciaux appliqués avec mention des conditions auxquelles ils sont subordonnés. Un exemplaire de ce relevé est tenu à la disposition de LA COLLECTIVITE et des ABONNES et porté à la connaissance des ABONNES à l'occasion des abonnements.

De plus, en cas de dysfonctionnement des installations concédées entraînant une surconsommation d'eau froide pour L'ABONNE (percement d'une production ECS par exemple), LE CONCESSIONNAIRE procédera au remboursement de cette surconsommation eau froide à l'ABONNE.

Cette surconsommation ne sera également pas prise en compte dans la facturation de l'eau chaude sanitaire dans le cas où elle est mesurée par le compteur volumétrique d'eau chaude sanitaire.

16.3 - PRIX DE VENTE AUX SERVICES PUBLICS

L'énergie calorifique fournie à LA COLLECTIVITE ou aux services publics sera payée aux mêmes tarifs que les autres ABONNES.

16.4 - INDEXATION DES TARIFS

A compter du 01/01/2020, l'article 6 de l'avenant n°6 est remplacé par les dispositions suivantes, définies dans l'avenant n°11 au Traité de Délégation.

Sauf dispositions contraires de la réglementation des prix, les prix figurant dans les tarifs de vente indiqués à l'article 16.1 ci-avant sont indexés élément par élément.

Les prix seront révisés annuellement à l'issue de chaque exercice.

Sauf application de l'article 74 de la Convention de Délégation de Service Public (Révision des prix de l'énergie calorifique et de leur indexation), les formules de révision ainsi que les prix et indices de référence définis dans le présent article sont considérés comme définitifs jusqu'à l'échéance du contrat de Concession.

Eléments proportionnels

A l'exception des indices utilisés pour l'actualisation des prix $r1_{\text{bois}}$ et $r1_{\text{paille}}$ dont le mode de prise en compte sera détaillé ci-après, les valeurs des prix ou indices prises en compte pour l'exercice considéré dans les différentes formules de révision seront les moyennes prorata temporis des valeurs mensuelles connues le dernier jour des mois où la source considérée a fourni de la chaleur au réseau.

Afin d'identifier mensuellement quelle source a fourni de la chaleur au réseau, **LE CONCESSIONNAIRE** transmettra les relevés d'index (compteurs de chaleur U.V.E., chaufferies bois et paille, cogénération et chaudières gaz et fioul), de stock (fioul domestique et biomasse) ainsi que le détail des livraisons de combustibles (fioul domestique et biomasse) qu'il aura réalisés chaque mois. Les valeurs des relevés d'index et de stocks pris en compte seront ceux du jour ouvré le plus proche du dernier jour du mois.

a) Prix de la chaleur fournie par la chaufferie bois:

$$r1_{\text{bois}} = r1_{0\text{ bois}} \times \left(0,30 \times \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_0} + 0,40 \times \frac{TRBT}{TRBT_0} + 0,30 \times \frac{IPC}{IPC_0} \right)$$

Avec :

$r1_{\text{bois}}$: Prix en Euros HT révisé sur la période considérée du MWh_{utile} de chaleur départ chaufferie et fourni par la chaufferie bois.

$r1_{0\text{ bois}}$: Prix de base en Euros HT du MWh_{utile} de chaleur départ chaufferie et fourni par la chaufferie bois, prix défini à l'article 16.1 ci-avant.

$ICHT-IME_0$: Coût de la main d'œuvre - Indice du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques (ICHT révision 2009 - base 100 décembre 2008). Supplément du Moniteur des travaux publics et du bâtiment : valeur connue au 1^{er} avril 2018 : 119,7

$TRBT_0$: Indice des Transports routiers pour le Bâtiment, publié sur le site du Moniteur.

Valeur au 1^{er} avril 2018 : 105,7

- IPC₀** : Indice des prix à la consommation - IPC - Ensemble des ménages – France Métropolitaine - Énergie (identifiant INSEE : 001764294) au 1^{er} avril 2018 : 109,59
- ICHT-IME** : valeur de l'indice ICHT-IME connue au 1^{er} janvier de l'année considérée et publié sur le site du Moniteur
- TRBT** : valeur de l'indice TRBT connue au 1^{er} janvier de l'année considérée et publié sur le site du Moniteur
- IPC** : valeur mensuelle du mois de janvier de l'année considérée de l'indice IPC - Ensemble des ménages - France métropolitaine – Énergie (identifiant : 001764294) publié sur le site de l'INSEE

b) Prix de la chaleur fournie par les chaudières fonctionnant au gaz naturel :

$$r1_{\text{gaz 2 Communes}} = r1_{0 \text{ gaz 2 Communes}} \times \frac{G_{2 \text{ Communes}}}{G0_{2 \text{ Communes}}}$$

Avec :

r1_{gaz 2 Communes} : Prix en Euros HT révisé sur la période considérée du MWh_{utile} de chaleur départ chaufferie et fourni par les chaudières gaz de la chaufferie centrale de la rue des 2 Communes.

r1_{0 gaz 2 Communes} : Prix de base en Euros HT du MWh_{utile} de chaleur départ chaufferie et fourni par les chaudières gaz situées à la chaufferie rue des 2 Communes, prix défini à l'article 16.1 ci-avant

G_{2 Communes} : Prix moyen du gaz naturel actualisé soit montant des factures de gaz naturel (hors TICGN) de la chaufferie située rue des 2 Communes divisé par la somme des consommations de gaz naturel correspondantes.

G_{0 2 Communes} : Prix moyen du gaz naturel (hors TICGN) de la chaufferie située rue des 2 Communes en date du 1^{er} avril 2018 soit 24,7233 € HT / MWh_{gaz PCS}, établi sur la base d'une capacité journalière de 450 MWh_{GAZ PCS}.

$$r1_{\text{gaz Dolmen}} = r1_{0 \text{ gaz Dolmen}} \times \frac{G_{\text{Dolmen}}}{G0_{\text{Dolmen}}}$$

Avec :

r1 gaz Dolmen : Prix en Euros HT révisé sur la période considérée du MWh_{utile} de chaleur départ chaufferie et fourni par la ou les chaudières gaz de la chaufferie de la rue du Dolmen.

r1₀ gaz Dolmen : Prix de base en Euros HT du MWh_{utile} de chaleur départ chaufferie et fourni par la ou les chaudières gaz situées à la chaufferie de la rue du Dolmen, prix défini à l'article 16.1 ci-avant

G Dolmen : Prix moyen du gaz naturel actualisé soit montant des factures de gaz naturel (hors TICGN) de la chaufferie située rue du Dolmen divisé par la somme des consommations de gaz naturel correspondantes.

G₀ Dolmen : Prix moyen du gaz naturel (hors TICGN) de la chaufferie de la rue du Dolmen en date du 1^{er} avril 2018 soit 34,1522 € HT / MWh_{gaz PCS}, établi sur la base d'un tarif T3.

c) Prix de la chaleur fournie par la cogénération fonctionnant au gaz naturel :

$$r1_{\text{cogénération}} = r1_{0 \text{ cogénération}} \times \left(\frac{G_{2 \text{ Communes}}}{G_{0 \text{ 2 Communes}}} \right)$$

Avec :

r1 cogénération : Prix en Euros HT révisé sur la période considérée du MWh_{utile} de chaleur départ chaufferie et fourni par la cogénération.

r1₀ cogénération : Prix de base en Euros HT du MWh_{utile} de chaleur départ chaufferie et fourni par la cogénération, prix défini à l'article 16.1 ci-avant

G₂ Communes et G_{0 2 Communes} : définis ci-avant.

d) Prix de la chaleur fournie par la chaufferie paille :

$$r1_{\text{paille}} = r1_{0 \text{ paille}} \times \left(0,40 \times \frac{ICHT-IME}{ICHT-IMEO} + 0,40 \times \frac{TRBT}{TRBTO} + 0,20 \times \frac{IPAMPA}{IPAMPAC} \right)$$

Avec :

r1 paille : Prix en Euros HT révisé sur la période considérée du MWh_{utile} de chaleur départ chaufferie et fourni par la chaufferie paille.

r1₀ paille : Prix de base en Euros HT du MWh_{utile} de chaleur départ chaufferie et fourni par la

chaufferie paille, prix défini à l'article 16.1 ci-avant.

ICHT-IME₀ : Coût de la main d'œuvre - Indice du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques (ICHT révision 2009 - base 100 décembre 2008). Supplément du Moniteur des travaux publics et du bâtiment : valeur connue au 1^{er} avril 2018 : 119,7

TRBT₀ : Indice des Transports routiers pour le Bâtiment, publié sur le site du Moniteur. Valeur au 1^{er} avril 2018 : 105,7

IPAMPA₀ : Indice des prix d'achat des moyens agricoles - France métropolitaine – Agricole (identifiant : 010538987). Valeur mensuelle du mois d'avril 2018 : 101.1

ICHT-IME : valeur de l'indice ICHT-IME connue au 1^{er} janvier de l'année considérée et publié sur le site du Moniteur

TRBT : valeur de l'indice TRBT connue au 1^{er} janvier de l'année considérée et publié sur le site du Moniteur

IPAMPA : valeur mensuelle du mois de janvier de l'année considérée de l'indice IPAMPA – Prix d'achat des moyens agricoles - France métropolitaine – Agricole (identifiant : 010538987) publié sur le site de l'INSEE

e) Tarif complémentaire applicable aux abonnés de la catégorie d'abonnés « Gros consommateur été » :

$$r1_{GCE} = r1_{GCE0} + (PEG - PEG_0)/(0.9*0.9)$$

Avec :

r1_{GCE} : Prix en Euros HT révisé sur la période considérée du tarif applicable aux abonnés de la catégorie d'abonnés « Gros consommateur été » définie à l'article 64 bis

r1_{GCE0} : Prix de base en Euros HT du tarif applicable aux abonnés de la catégorie d'abonnés « Gros consommateur été » définie à l'article 64 bis (introduit par l'article 4 de l'avenant n°8), prix défini à l'article 16.1 ci-avant

PEG : Moyenne prorata temporis du prix mensuel PEG NORD Gaz Future Monthly Index (coût de la molécule) constaté sur les mois d'avril à octobre inclus, publié sur le site www.powernext.com.
Il est précisé que dans le cas où la valeur d'un mois considéré serait inférieure à la valeur PEG₀ définie ci-après, la valeur PEG₀ sera prise en compte pour le mois considéré.

PEG₀ : Valeur de base du prix PEG NORD Gaz Future Monthly Index du mois d'avril 2018, égale à 18,83 €HT/MWh_{GAZ PCS}

Il est précisé que r1GCE ne pourra être positif, il sera pris égal à 0 dès lors que la différence PEG – PEG₀ sera égal ou supérieur à 9,315 €

A noter : à compter du 01/11/2018, les points d'échanges de gaz (PEG) nord et Sud (TRS : Trading Region South) ont fusionné en un seul point d'échange dénommé TRF (Trading Region France). L'indice qui en résulte est ainsi pris en compte.

Eléments fixes

Les redevances r_2 , représentatives des coûts d'exploitation, sont réactualisées sur la base d'une somme pondérée de paramètres qui correspondent respectivement à un terme fixe et des indices qui reflètent la structure du compte d'exploitation.

Les valeurs des indices prises en compte pour l'exercice considéré dans les différentes formules de révision seront les moyennes prorata temporis des valeurs mensuelles connues le dernier jour de chaque mois de l'exercice considéré.

a) Prix de la redevance $r_{2.1}$:

$$r_{2.1} = r_{2.1_0} \times \frac{E}{E_0}$$

Avec :

$r_{2.1}$: Prix révisé sur la période considérée en Euros HT par kW_{souscrit} représentant le coût de l'énergie électrique utilisée mécaniquement pour assurer le fonctionnement des installations primaires, à savoir exclusivement la chaufferie centrale de la rue des 2 Communes, la chaufferie bois, les sous-stations HP/BP A, C et D et la sous-station de maillage vers le réseau sud et la chaufferie de la rue du Dolmen

$r_{2.1_0}$: Prix de base en Euros HT par kW_{souscrit} représentant le coût de l'énergie électrique utilisée mécaniquement pour assurer le fonctionnement des installations primaires, à savoir exclusivement la chaufferie centrale de la rue des 2 Communes, la chaufferie bois, les sous-stations HP/BP A, C et D et la sous-station de maillage vers le réseau sud et la chaufferie de la rue du Dolmen, défini à l'article 16.1 ci-avant.

E : Moyenne prorata temporis sur l'exercice considéré des valeurs mensuelles connues le dernier jour de chaque mois de l'exercice considéré de l'indice représentatif du prix de

l'électricité tarif bleu professionnel option heure creuse (indice 010534763) publié sur le site du MONITEUR

E₀ : 110,2 = Valeur de référence connue au 1^{er} avril 2018 de l'indice représentatif du prix de l'électricité tarif bleu professionnel option heure creuse (indice 010534763).

b) Prix de la redevance r2.2 :

$$r2.2 = r2.2_0 \times \left(0,15 + 0,7 \times \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_0} + 0,15 \times \frac{FSD2}{FSD2_0} \right)$$

Avec :

r2.2 : Prix révisé sur la période considérée en Euros HT par kW souscrit représentant le coût des prestations de conduite, de petit entretien et d'entretien courant nécessaires pour assurer le fonctionnement des installations primaires pour la fourniture d'énergie

r2.2₀ : Prix de base en Euros HT par kW souscrit représentant le coût des prestations de conduite, de petit entretien et d'entretien courant nécessaires pour assurer le fonctionnement des installations primaires pour la fourniture d'énergie défini à l'article 16.1 ci-avant

ICHT-IME : Moyenne prorata temporis sur l'exercice considéré des valeurs mensuelles connues le dernier jour de chaque mois de l'exercice considéré de l'indice du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques (ICHT révision 2009 - base 100 décembre 2008) publié par le MONITEUR

ICHT-IME₀ : 119,7 = Valeur de référence connue au 1^{er} avril 2018 de l'indice publié par le MONITEUR relatif au coût de la main d'œuvre - Indice du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques (ICHT révision 2009 - base 100 décembre 2008) (Supplément du Moniteur des travaux publics et du bâtiment)

FSD2 : Moyenne prorata temporis sur l'exercice considéré des valeurs mensuelles connues le dernier jour de chaque mois de l'exercice considéré de l'indice publié par le MONITEUR relatif aux Frais et Services Divers, modèle de référence n°2

FSD2₀ : 128,3 = Valeur de référence connue au 1^{er} avril 2018 de l'indice publié par le MONITEUR relatif aux Frais et Services Divers, modèle de référence n°2

c) Prix de la redevance r2.3 :

$$r2.3 = r2.3_0 \times \left(0,15 + 0,30 \times \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_0} + 0,55 \times \frac{BT40}{BT40_0} \right)$$

Avec :

r2.3 Prix révisé sur la période considérée en Euros HT par kW_{souscrit} représentant les coûts de gros entretiens, de renouvellement et de mises en conformités des installations concédées définis à la Convention de Délégation de Service Public et ses avenants.

r2.3₀ : Prix de base en Euros HT par kW_{souscrit} représentant les coûts de gros entretiens, de renouvellement et de mises en conformités des installations concédées définis à la Convention de Délégation de Service Public et ses avenants, ce prix étant défini à l'article 16.1 ci-avant

ICHT-IME : défini au paragraphe b (Prix de la redevance r2.2) ci-avant.

ICHT-IME₀ : 119,7 = défini au paragraphe b (Prix de la redevance r2.2) ci-avant.

BT40 : Moyenne prorata temporis sur l'exercice considéré des valeurs mensuelles connues le dernier jour de chaque mois de l'exercice considéré de l'indice publié par le MONITEUR relatif aux travaux de chauffage du bâtiment (base 100 en 2010)

BT40₀ : 106,0 = Valeur de référence connue au 1^{er} avril 2018 de l'indice publié par le MONITEUR relatif aux travaux de chauffage du bâtiment (base 100 en 2010)

Nota : il est rappelé que le bordereau de prix relatif aux frais de raccordement définis à l'article 17 et figurant en annexe 2 sera actualisé lors de la réalisation des chiffrages selon la même formule que celle utilisé pour le terme r2.3

Les prix unitaires r2.4 et r2.5 sont fixes, non actualisables et non révisables.

16.5. CALCUL DES VARIATIONS DES PRIX

Au plus tard le 31 janvier suivant la fin de chaque exercice, LE CONCESSIONNAIRE transmettra à LA COLLECTIVITE pour validation son projet de révision des tarifs.

Avant leur intégration dans leurs formules respectives, les moyennes des valeurs des

indices ou prix Gn, E, ICHT-IME, FSD2 et BT40 sont arrondies au plus près à 4 décimales. Les valeurs sont arrondies par défaut si la décimale à négliger est un cinq.

Les prix découlant de l'application des différentes formules de révision seront également arrondis au plus près à 4 décimales. Les valeurs sont arrondies par défaut si la décimale à négliger est un cinq.

Si la définition ou la contexture de l'un des paramètres entrant dans les formules d'indexation vient à être modifiée ou si un paramètre cesse d'être publié, de nouveaux paramètres sont introduits d'un commun accord entre LA COLLECTIVITE et LE CONCESSIONNAIRE, afin de maintenir, conformément aux intentions des parties, la concordance souhaitée entre la tarification et les conditions économiques.

Un avenant au présent règlement de service régularisera si nécessaire une modification de ce type.

16.6 - PAIEMENT DES SOMMES DUES PAR LES ABONNES AU CONCESSIONNAIRE

16.6.1. Facturation

LE CONCESSIONNAIRE est responsable de l'établissement des factures et de leur règlement et ce vis-à-vis de tous les ABONNES.

Pour le poste terme proportionnel r1 :

a) Pour le chauffage :

LE CONCESSIONNAIRE établira pour chaque ABONNE le dernier jour de chaque mois de l'exercice n où une consommation chauffage est constatée, une facture d'acompte égale à la consommation chauffage du mois considéré, multipliée par le prix unitaire r1 révisé de l'exercice n-1.

A l'issue de chaque exercice et après la validation par LA COLLECTIVITE des révisions de tarifs définies à l'article 16.4, LE CONCESSIONNAIRE adressera à chaque ABONNE une facture de décompte égale à la consommation chauffage constatée sur l'exercice considéré, multipliée par le prix unitaire r1 révisé de l'exercice considéré. Les acomptes perçus au cours de l'exercice seront déduits de la facture de décompte.

Il est à noter que la consommation chauffage indiquée au présent article peut, en fonction de l'emplacement des compteurs de chaleur, être calculée à partir de la

déduction de la consommation volumétrique d'eau chaude sanitaire multipliée par la valeur q (égale à $0,110 \text{ MWh}_{\text{thermique}}/\text{m}^3 \text{ d'ECS}$).

Le mode de facturation indiqué ci-dessus pourra être appliqué pour les ABONNES qui ne souhaitent pas une facturation séparée du chauffage et de l'eau chaude sanitaire et dont les compteurs mesurent la chaleur consommée pour l'ensemble des usages de la sous-station (chauffage + eau chaude sanitaire + autres).

b) Pour l'eau chaude sanitaire :

Pour les ABONNES dont l'eau chaude sanitaire n'aura pas été facturée dans les conditions du paragraphe a) ci-dessus, LE CONCESSIONNAIRE établira pour chaque ABONNE le dernier jour de chaque mois de l'exercice n où une consommation d'eau chaude sanitaire est constatée, une facture d'acompte égale à la consommation volumétrique d'eau chaude sanitaire du mois considéré, multipliée par la valeur q définie ci-avant et par le prix unitaire $r1$ révisé de l'exercice $n-1$.

A l'issue de chaque exercice et après la validation par LA COLLECTIVITE des révisions de tarifs, LE CONCESSIONNAIRE adressera à chaque ABONNE une facture de décompte égale à la consommation d'eau chaude sanitaire constatée sur l'exercice considéré, multipliée par la valeur q définie ci-avant et par le prix unitaire $r1$ révisé de l'exercice considéré. Les acomptes perçus au cours de l'exercice seront déduits de la facture de décompte.

Il est à noter que pour les ABONNES dont un compteur mesure la chaleur utilisée uniquement pour le réchauffage de l'eau chaude sanitaire, la facturation sera réalisée à partir des consommations mesurées par ce compteur de chaleur, multipliées par le prix unitaire $r1$.

Pour le poste terme proportionnel $r2$:

LE CONCESSIONNAIRE établira pour chaque ABONNE le dernier jour de chaque mois de l'exercice n , une facture d'acompte égale au prix unitaire $r2$ révisé de l'exercice $n-1$, multiplié par le douzième de la puissance souscrite par L'ABONNE.

A l'issue de chaque exercice et après la validation par LA COLLECTIVITE des révisions de tarifs, LE CONCESSIONNAIRE adressera à chaque ABONNE une facture de décompte égale au prix unitaire $r2$ révisé de l'exercice considéré, multiplié par la puissance souscrite de L'ABONNE sur l'exercice considéré. Les acomptes perçus au cours de l'exercice seront déduits de la facture de décompte.

16.6.2. Conditions de paiement de la chaleur et de l'eau chaude sanitaire

Le montant des factures est payable dans les trente (30) jours suivants leur présentation.

Un ABONNE ne peut se prévaloir d'une réclamation sur le montant d'une facture pour justifier un retard au paiement de celle-ci. Si la réclamation est reconnue fondée, LE CONCESSIONNAIRE doit en tenir compte sur les factures ultérieures.

A défaut de paiement dans les trente (30) jours qui suivent la présentation des factures, LE CONCESSIONNAIRE peut interrompre après un délai de quinze (15) jours, la fourniture de chaleur et d'eau chaude sanitaire, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception à L'ABONNE, et avis collectif affiché à l'intention des usagers concernés.

LE CONCESSIONNAIRE doit toutefois notifier à nouveau cette décision d'interruption à L'ABONNE avec un préavis de quarante-huit (48) heures adressé dans les mêmes formes. LE CONCESSIONNAIRE est dégagé de toute responsabilité par le seul fait d'avoir fait parvenir à L'ABONNE, dans les délais prévus, les deux lettres recommandées précitées.

Au cas où la fourniture aurait été interrompue, conformément au processus indiqué ci-dessus, les frais de cette opération, ainsi que ceux de la remise en service ultérieure de l'installation, sont à la charge de l'ABONNE.

Tout retard dans le règlement des factures donne lieu à compter du délai de trente (30) jours indiqué ci-dessus, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'intérêts calculés à partir du dernier taux moyen mensuel connu du marché interbancaire offert en Europe (EUROPEAN Interest Bank Offered Rates = EURIBOR) majoré de trois points.

LE CONCESSIONNAIRE peut subordonner la reprise de la fourniture de chaleur au paiement des sommes dues ainsi que des frais de remise en service.

16.6.3. Réduction de la facturation

- a) Lorsque la facturation est fondée sur le relevé des quantités de chaleur fournie, le compteur enregistre la réduction ou l'absence de chaleur fournie.
- b) Quel que soit le mode de facturation, toute journée de retard ou d'interruption du chauffage diminue forfaitairement d'une journée, la durée de la période effective de chauffage pour les installations ayant subi ce retard ou cette interruption, et se traduit par une réduction prorata temporis des parties fixes des abonnements (R2)

relatives au chauffage.

c) Eau chaude sanitaire

Chaque degré Celsius d'insuffisance diminue forfaitairement de deux pour cent (2 %) le volume d'eau sanitaire consommé pendant la période d'insuffisance.

En cas d'interruption de fourniture, les lectures de la consommation d'eau sanitaire sont annulées.

Les réductions de facturation arrêtées par LA COLLECTIVITE sont notifiées au CONCESSIONNAIRE ainsi qu'aux ABONNES concernés, pour application sur la facture suivante.

ARTICLE 17. FRAIS DE RACCORDEMENT

17.1 REGLE GENERALE

LE CONCESSIONNAIRE assurera la promotion et le développement du réseau de chaleur.

Aussi, après avoir présenté à LA COLLECTIVITE l'intérêt du raccordement d'un nouvel ABONNE et reçu l'avis de cette dernière, il pourra raccorder ce nouvel ABONNE au réseau et percevoir de ce nouvel ABONNE les frais de raccordement.

Les frais de raccordement comprennent l'ensemble des coûts nécessaires au raccordement d'un nouvel ABONNE (renforcement éventuel d'antennes, extension particulière, création de branchement, du poste de livraison, compteurs, génie civil, échangeur...).

Les frais de raccordements sont représentatifs des travaux à réaliser pour la création du branchement et du poste de livraison. Les frais de raccordement seront facturés par LE CONCESSIONNAIRE à L'ABONNE concerné par application du bordereau de prix joint. Les prix unitaires de ce bordereau seront révisés lors de l'établissement des chiffrages, par application de la formule de révision du terme r2.3 définie ci-avant.

LE CONCESSIONNAIRE a la faculté de pratiquer une politique commerciale en modulant en baisse les frais de raccordement, à la condition toutefois de le faire dans le respect de l'égalité de traitement des usagers à l'égard du service public. A ce titre, les abonnés se raccordant dans le cadre du schéma directeur annexé à l'avenant N° 6 pourront être exonérés de frais de raccordement.

Pendant la phase de développement du réseau définie dans l'avenant n°5 au Traité de Délégation et précisée dans le schéma directeur, les futurs raccordés pourront se voir exonérés des frais de raccordement, à condition :

- ⇒ que leur raccordement soit cohérent avec le tracé projeté du réseau,
- ⇒ qu'il régularise leur police d'abonnement dans les délais prévus aux avenants de chaque phase et ce afin que leurs besoins soient pris en compte dans le dimensionnement des antennes principales, secondaires et terminales.

Il est précisé que les frais liés aux modifications des installations secondaires resteront à la charge de l'ABONNE (depuis les brides secondaires échangeurs jusqu'à l'usage).

Par ailleurs, afin de tenir compte de la mutualisation possible des frais de raccordements ou de l'intérêt pour le Déléataire de raccorder certains bâtiments au regard de leur taille, **LE CONCESSIONNAIRE** est autorisé à foisonner les droits de raccordement entre plusieurs abonnés ou à prendre en charge à ses frais une partie des droits de raccordement. Ces dispositions s'appliquent en dehors de la phase d'extension et ne retire en rien l'obligation pour **LE CONCESSIONNAIRE** de constituer lorsque cela est possible, en lien avec le ou les abonnés potentiels, des dossiers de demande de subventions.

LE CONCESSIONNAIRE a l'obligation de faire valider par **LA COLLECTIVITE** les propositions de raccordement bénéficiant des dispositions du présent article.

17.2 DEMANDES SIMULTANÉES DE RACCORDEMENT

Lorsque plusieurs riverains demanderont simultanément à bénéficier d'une extension contre participation aux dépenses, **LE CONCESSIONNAIRE** répartira les frais de réalisation entre les futurs ABONNES conformément à l'accord intervenu entre eux.

A défaut d'accord, la part des riverains sera calculée proportionnellement aux distances qui séparent l'origine de leur branchement de l'origine de l'extension et à la puissance souscrite par chacun d'eux.

17.3. PAIEMENT DES FRAIS DE RACCORDEMENT

Les frais de raccordement seront facturés par **LE CONCESSIONNAIRE** à l'ABONNE concerné par application du bordereau de prix joint au règlement de service. Les prix unitaires de ce bordereau seront révisés lors de l'établissement des chiffrages, par application de la formule de révision du terme r2.3.

Les frais de raccordement sont exigibles auprès des ABONNES dans les mêmes conditions que les sommes dues au titre de la fourniture d'énergie calorifique. Toutefois, les ABONNES peuvent demander à régler les sommes dues en trois échéances annuelles égales, la première étant réglée comme indiqué ci-dessus. Les deux autres seront assorties d'intérêts calculés à partir du dernier taux moyen mensuel connu du marché interbancaire offert en Europe (EUROPEAN Interest Bank Offered Rates = EURIBOR).

A défaut de paiement des sommes dues, le service pourra être suspendu après une mise en demeure par lettre recommandée.

ARTICLE 18. AUTRES FRAIS ET PRESTATIONS

Les travaux neufs réalisés par le **CONCESSIONNAIRE** pour le compte des ABONNES seront facturés d'après le bordereau de prix annexé au présent règlement de service.

Le **CONCESSIONNAIRE** réalise, pour le compte des ABONNES, les travaux neufs d'extensions particulières et de branchements, la fourniture et la pose du compteur et l'équipement des postes de livraison (partie déléguée) ainsi que, le cas échéant, les travaux neufs de construction des équipements de secours de l'eau chaude sanitaire.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS D'APPLICATION**ARTICLE 19. DATE D'APPLICATION**

Le présent règlement de service entre en vigueur à compter de son approbation par délibération du Conseil de GRAND POITIERS Communauté Urbaine en date du XX, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

ARTICLE 20. MODIFICATION DU REGLEMENT DU SERVICE

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par LA COLLECTIVITE et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'à condition d'avoir été portées à la connaissance des ABONNES (par exemple à l'occasion de l'expédition d'une facture).

ARTICLE 21. CLAUSES D'EXECUTION

LA COLLECTIVITE, les agents du CONCESSIONNAIRE, le receveur autant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement de service.

Sa version initiale étant annexée à la convention de Délégation de Service Public du service de production et de distribution de chaleur des Quartiers des COURONNERIES, Saint ELOI, TOUFFENET approuvé par délibération en date du 29 juin 2009.

ARTICLE 22. PENALITES POUR NON RESPECT DES CONDITIONS D'EXPLOITATION DES OUVRAGES

En cas de retard, d'interruption ou d'insuffisance de la fourniture de chaleur et / ou d'eau chaude sanitaire (lorsque cette dernière relève de la compétence du CONCESSIONNAIRE), et sans préjudice des réductions de facturation prévues ci-avant, une pénalité sera appliquée au profit de L'ABONNE.

- a) En cas de retard ou d'interruption de la fourniture de chaleur, LE CONCESSIONNAIRE verse aux ABONNES une pénalité dont le montant est égal au produit des trois facteurs suivants :
 - r1 (valeur à la date d'interruption),
 - Puissance souscrite en MW au titre du chauffage pour l'ensemble des ABONNES ayant subi le retard ou l'interruption de fourniture,
 - Durée en heures du retard ou de l'interruption
- b) En cas de d'insuffisance de la fourniture de chaleur, la pénalité est égale à la moitié de celle prévue ci-dessus pour une interruption de même durée.

- c) En cas d'interruption du réchauffage de l'eau chaude sanitaire, LE CONCESSIONNAIRE verse aux ABONNES concernés une pénalité égale au produit des trois facteurs suivants :
- r1 (valeur à la date d'interruption),
 - Puissance souscrite en MW au titre du réchauffage de l'eau chaude sanitaire pour l'ensemble des ABONNES ayant subi le retard ou l'interruption de fourniture,
 - Durée en heures du retard ou de l'interruption
- d) En cas de d'insuffisance du réchauffage de l'eau chaude sanitaire, la pénalité est égale à la moitié de celle prévue ci-dessus pour une interruption de même durée.

ANNEXE I - DEMANDE D'ABONNEMENT**en vue d'une souscription de contrat d'abonnement au service public
de production, transport et distribution d'énergie calorifique**

Je soussigné..... (noms, prénoms, raison sociale, qualités.....)

demeurant :

agissant en qualité de :

- après avoir pris connaissance du règlement du service auquel je m'engage à y adhérer en tous points,
- demande pour l'immeuble – les immeubles ⁽¹⁾ – sis à
- surface chauffée :
- nombre de logements :

La souscription d'un contrat d'abonnement pour la fourniture de chaleur nécessaire au chauffage de locaux et/ou au réchauffage de l'eau sanitaire ⁽¹⁾.

Les caractéristiques du fluide secondaire livré sont :

Température maximale de départ de l'échangeur, en poste de livraison :°C

Température maximale de retour à l'échangeur, en poste de livraison :°C

Pression maximale du réseau secondaire en poste de livraison : bars

Eventuelles conditions particulières de fourniture :

En application de l'article 10 du règlement du service, la puissance souscrite s'établit comme suit :

Pour les besoins de chauffage : kW

Pour les besoins d'eau chaude sanitaire : kW

Le contrat d'abonnement doit être signé par les deux parties, il sera réputé accepté de fait par tout utilisateur qui utilisera l'énergie délivrée par le réseau.

Fait à, le.....

L'ABONNE

LE CONCESSIONNAIRE

⁽¹⁾ Rayer les mentions inutiles

ANNEXE II – BORDEREAU DE PRIX POUR RACCORDEMENTS ET TRAVAUX SUR RESEAU PRIMAIRE

Bordereau de prix pour raccordements et travaux sur réseau primaire			
(Prix établis en date de valeur 1 ^{er} avril 2018)			
N°	DESCRIPTIF	Unité	PU €HT
1	Vidange d'un bâtiment avant travaux (moins de 100 logements)	forfait	313,18 €
2	Vidange partielle du réseau entre 2 Jeux de vannes : L'intérieur des Immeubles étant maintenu en charge	forfait	187,91 €
3	Vidange complète du réseau primaire jusqu'aux sous-station: L'intérieur des immeubles étant maintenu en charge	forfait	501,08 €
4	Bouchonnage des tuyauteries aller retour en parties communes, à l'extrémité d'une cage conservée en contact avec une cage en travaux	forfait	375,81 €
5	Déconnexion hydraulique au niveau d'une sous station pour suppression d'un circuit suite à modifications sur un bâtiment, démontage et évacuation des tuyauteries concernées en sous station	forfait	626,35 €
6	Remplacement des pompes en sous station existante par des pompes doubles adaptées, en cas de modification		
	Sans modifications hydrauliques	unité	1 593,38 €
	Sans modifications hydrauliques	unité	2 059,32 €
7	Création d'une sous-station dans un bâtiment raccordé, comprenant :		
	<u>Hydraulique:</u>		
	- fourniture et mise en place d'un échangeur chauffage à plaques et joints		
	- fourniture et mise en place d'une pompe double entre échangeur et bouteille de découplage		
	- fourniture et mise en place d'une vanne 2 voies de régulation sur circuit primaire		
	- fourniture et mise en place de la robinetterie d'isolement et de sécurité		
	- fourniture et mise en place de l'instrumentation (thermomètre, manomètre, thermostat, sondes, ...)		
	- fourniture et mise en place tuyauterie primaire et secondaire (tube, supportage, calorifuge)		
	- épreuves et mise en eau		
	<u>Electricité:</u>		
	- fourniture et mise en œuvre câblage puissance et instrumentation (cheminement, câble, raccordement)		
	- armoire électrique (protections, contacteurs, régulateur, repérage, éclairage, prise de courant)		
	- essais et mise en service		
	<u>Non compris :</u>		
	- Hydraulique: Compteur de calories		
	- Electricité: Eclairage intérieur et extérieur sous-station)		
	- Tous travaux de génie civil et terrassement		
	- Tous travaux de mise en conformité de l'existant		
	- Tous travaux de dépose		
	PUISSANCES	MONTANT (€HT au 01/08/2018)	
	(Echangeur en kW)	Hydraulique	Electricité
			TOTAL
	100 kW	10 064	7 072
			17 136
	250 kW	10 200	7 072
			17 272
	500 kW	11 628	7 344
			18 972
	750 kW	14 144	7 616
			21 760
	1 000 kW	16 048	7 616
			23 664
		unité	

Bordereau de prix pour raccordements et travaux sur réseau primaire

(Prix établis en date de valeur 1^{er} avril 2018)

8	Terrassement pour création de tranchées comprenant : - demandes d'autorisation de voirie - mise en place des protections et signalisation suivant PGC et règlement de voirie - sciage si nécessaire des revêtements de chaussée - sondages préalables nécessaires à la reconnaissance des réseaux - dépose et repose des ouvrages béton s'il y a lieu (bordures etc.) - prise en compte encombrement du à la présence des différents réseaux - pompage de l' eau s'il y a lieu - blindage des tranchées et toutes sujétions nécessaires	ml	68,75 €
	Plus value pour sciage d'enrobé (au mètre linéaire de tranchée)	ml	7,33 €
	Plus value pour surprofondeur par tranche de 0,30ml	ml	15,28 €
	Plus value pour surprofondeur par tranche de 0,60ml	ml	15,28 €
	Plus value pour terrain de catégorie B	ml	15,28 €
	Plus value pour terrain de catégorie C	ml	22,92 €
9	Fourniture et pose de tubes caloporteurs en acier préisolés assemblés sur place, garantie décennale, bénéficiant d'un avis technique CSTB, conformes aux normes en vigueur, comprenant: - les tubes acier avec l'isolant thermique par mousse rigide en polyuréthane protection extérieur par gaine plastique en PEHD, conforme à la norme EN 253 - les coudes, les tés, les manchons, les joints, les ancrages, les points fixes, les lyres, les coussins - le grillage avertisseur - les pièces thermorétractable à chaque Interruption de réseau (DHEC) et toutes sujétions nécessaires à un parfait achèvement suivant les normes du fabricant		
	diamètre 20/27/90 (DN 20)	ml	122,21 €
	diamètre 26/34/190 (DN 25)	ml	129,85 €
	diamètre 33/42/110 (DN 32)	ml	137,49 €
	diamètre 42/49/110 (DN 40)	ml	145,13 €
	diamètre 50/60/125 (DN 50)	ml	160,41 €
	diamètre 60/76/140 (DN 65)	ml	183,32 €
	diamètre 80/89/160 (DN 80)	ml	206,24 €
	diamètre 100/114/180 (DN 100)	ml	244,43 €
	diamètre 130/139/225 (DN 125)	ml	297,90 €
	diamètre 160/168/250 (DN 150)	ml	381,92 €
	diamètre 207/218/315 (DN 200)	ml	488,86 €
	diamètre 250/273/355 (DN 250)	ml	534,69 €
	P.V. pour pose en surprofondeur de 0,60 ml	ml	1,53 €
10	Pénétration dans les sous stations suivant prescription du fabricant comprenant percements, calfeutrements, saignées, reprise de dallage, tabernacle, joint de passage remontées en pré-isolé sur une hauteur de 1,00ml dans les locaux humides	unité	
11	Fourniture et pose de fourneaux PTT diam 42 aiguillé destiné au câble de télégestion comprenant: coudes ouverts, bouchons, regards de tirage tous les 80 ml (les chambres à vannes sont considérées comme tel) grillage avertisseur et toutes sujétions de pose	ml	4,58 €
12	Construction de chambres à vannes en béton ou préfabriquées de section 1000X1000 ou diamètre 1000 y compris étanchéité, ventilation et toutes sujétions suivant normes et prescription du fabricant avec tampon fonte rond série lourde pour chaussée et trottoir	unité	2 291,53 €
13	Fourniture et pose de vannes à boisseau sphérique ou papillon dans chambre à vannes, construction robuste, faible perte de charge. étanchéité totale à la fermeture		
	diamètre 20/27 (DN 20)	unité	64,62 €
	diamètre 26/34/ (DN 25)	unité	69,05 €
	diamètre 33/42 (DN 32)	unité	75,35 €
	diamètre 42/49 (DN 40)	unité	81,73 €
	diamètre 50/60 (DN 50)	unité	91,66 €
	diamètre 60/76 (DN 65)	unité	198,60 €
	diamètre 80/89 (DN 80)	unité	229,15 €
	diamètre 100/114 (DN 100)	unité	320,81 €
	diamètre 130/139 (DN 125)	unité	351,37 €
	diamètre 160/168 (DN 150)	unité	381,92 €
	diamètre 207/218 (DN 200)	unité	611,07 €
	diamètre 250/273 (DN 250)	unité	1 115,21 €

Bordereau de prix pour raccordements et travaux sur réseau primaire

(Prix établis en date de valeur 1^{er} avril 2018)

14	Fourniture et pose de vanne à boisseau sphérique preisolée avec tige longue, construction robuste. Faible perte de charge, étanchéité totale à la fermeture (montée par soudure sur le réseau et ne nécessitant pas de chambre à vannes : diamètre 20/27/90 (DN 20) diamètre 26/34/190 (DN 25) diamètre 33/42/110 (DN 32) diamètre 42/49/110 (DN 40) diamètre 50/60/125 (DN 50) diamètre 60/76/140 (DN 65) diamètre 80/89/160 (DN 80) diamètre 100/114/180 (DN 100) diamètre 130/139/225 (DN 125) diamètre 160/168/250 (DN 150) diamètre 207/218/315 (DN 200) diamètre 250/273/355 (DN 250)	unité	381,92 € 397,20 € 412,48 € 458,31 € 504,14 € 626,35 € 702,74 € 916,61 € 1 145,76 € 1 374,92 € 1 985,99 € 4 353,90 €
15	Rebouchage des tranchées suivant règlement de voirie comprenant en base sur voirie : Lit de sable pour enrobage canalisations, GRH 0/31,5 par couches compactées de 20 cm, béton bitumineux 0/10 200kgs/m ² ,	ml	106,94 €
16	Idem ligne précédente avec sur espaces verts, GRH 0/31,5 par couches compactées de 20 cms terre végétale non compactée Épaisseur 0,60 ou 0,30 suivant destination la largeur à traiter comprenant la totalité de l'emprise de l'intervention (tranchée+accès etc)	ml	97,77 €
17	Rebouchage des tranchées suivant règlement de voirie comprenant en base: GRH 0/31,5 par couches compactées de 20 cms sable dioritique pour les trottoirs sablés calcaire 0/18 pour les trottoirs calcaire calcaire 0/10 stabilisé à 4% de ciment pour les trottoirs calcaire stabilisés	ml	103,88 €
18	Rebouchage des tranchées suivant règlement de voirie comprenant en base: GRH 0/31,5 par couches compactées de 20 cms béton a 250 KgsCPA Inclut épaulement en rives pavés ou dalles béton suivant existant	ml	125,27 €
19	Rebouchage des tranchées suivant règlement de voirie comprenant en base: GRH 0/31,5 par couches compactées de 20 cms béton dose à 300 kgs de CPA Inclus épaulements finition identique à l'existant sur dallages	ml	122,21 €
20	Fourniture et pose de dalles BA de répartition des charges sur réseau soumis à de fortes descentes de charges ou peu enterré suivant prescription du fabricant Plus-Value pour rebouchage tranchées en béton de tranchées sous voies de circulation	ml ml	102,35 € 128,33 €
21	Piquage sur réseau y compris terrassement, tés etc.. (DN 20 à 40)	forfait	2 520,68 €
22	Piquage sur réseau s y compris terrassement, tés etc.. (DN 50 à 100)	forfait	3 208,14 €
23	Piquage sur réseau y compris terrassement, tés etc.. (DN 125 à 250)	forfait	4 888,59 €
24	Point fixe sur réseau existant (suivant prescription fabricant) devenus nécessaires par les modifications du réseau (à voir à l'ouverture des tranchées)	unité	2 291,53 €
25	Mise en eau, épreuves , essais sur réseau primaire	forfait	626,35 €
26	Étude, DOE, divers pour extension réseau	forfait	501,08 €
27	Fourniture et pose échangeur Inox avec Joints EPDM en sous station puissance 25 kw puissance 50 kw puissance 75 kw puissance 100 kw puissance 150 kw puissance 200 kw puissance 250 kw	unité unité unité unité unité unité unité	1 306,17 € 1 352,00 € 1 504,77 € 2 147,93 € 2 377,08 € 2 453,46 € 3 140,92 €
28	Fourniture et pose compteurs calories yc mesureur, sondes en sous station DN 25 DN 32 DN 40 DN 50 DN 65	unité unité unité unité unité	797,45 € 850,92 € 1 255,76 € 2 083,76 € 2 236,53 €

Bordereau de prix pour raccordements et travaux sur réseau primaire

(Prix établis en date de valeur 1^{er} avril 2018)

29	Fourniture et pose vanne à boisseau sphérique sur primaire en sous station		
	DN 20	unité	46,90 €
	DN 25	unité	48,12 €
	DN 32	unité	51,48 €
	DN 40	unité	54,54 €
	DN 50	unité	60,65 €
	DN 65	unité	108,47 €
30	Fourniture et pose vanne d'équilibrage avec prise de débit en sous station		
	DN 20	unité	144,37 €
	DN 25	unité	153,53 €
	DN 32	unité	212,35 €
	DN 40	unité	227,63 €
	DN 50	unité	321,58 €
	DN 65	unité	615,66 €
31	Fourniture et pose thermomètre plongeur	unité	53,47 €
32	Raccordement hydraulique en tube acier et calorifugé par laine de roche finition PVC		
	DN 20	unité	44,30 €
	DN 25	unité	47,36 €
	DN 32	unité	50,41 €
	DN 40	unité	55,00 €
	DN 50	unité	63,40 €
	DN 65	unité	67,22 €

Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	9
N° identifiant	2020-0011

Titre	Convention de coopération ' public-public ' relatif au Plan du corps de rue simplifié (PCRS) Image et à l'orthophotographie à haute résolution (ortho HR) sur le département de la Vienne
-------	---

Rapporteur(s)	M. Francis CHALARD
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	Convention Plan du corps de rue simplifié (PCRS)
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	68	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL -</p> <p>Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	15	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Jean-Michel CHOISY - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

Mandats	8	Mandants	Mandataires
		M. El Mustapha BELGSIR	Mme Éliane ROUSSEAU
		Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT	Mme Jacqueline DAIGRE
		Mme Michèle FAURY-CHARTIER	Mme Laurence VALLOIS-ROUET
		Mme Véronique LEY	Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX
		Mme Marie-Christine MARCINIAK	M. Jean-Louis CHARDONNEAU
		Mme Francette MORCEAU	M. Daniel HOFNUNG
		Mme Patricia PERSICO	M. François BLANCHARD
		M. Nicolas REVEILLAUD	Mme Ghislaine BRINGER

Observations	<p>L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26.</p> <p>Arrivée de M. Jean-Daniel BLUSSEAU. Retour de Mme Martine BATAILLE.</p>
--------------	--

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale des Services Direction Evaluation des politiques publiques
------------------	--

Cette délibération est rattachée aux défis de l'image et de la notoriété, de l'accès aux services et de l'écosystème de Grand Poitiers : la dynamique urbain-rural du Projet de territoire

Grand Poitiers échange depuis plus d'un an avec Énergies Vienne et Eaux de Vienne pour mettre en place une convention de coopération « public-public » avec l'Institut géographique national (IGN) pour la réalisation d'une orthophotographie aérienne de haute précision pour répondre aux obligations réglementaires liées à la réforme DT/DICT du 1^{er} Juillet 2012 .

L'arrêté ministériel du 26 octobre 2018 impose à tous l'utilisation d'un fond de Plan corps de rue simplifié (PCRS) au plus tard le 1^{er} janvier 2026. Celui-ci peut être vecteur ou Raster (image). Dans ce contexte, Grand Poitiers et Energies Vienne sont « autorité compétente » sur le sujet du PCRS sur chacun de son territoire.

Des expérimentations de constitution de référentiel très grande échelle ont été engagées depuis 2016 par Grand Poitiers dans le cadre de ses marchés (levé topographique traditionnel, orthophotographie aérienne de 2016 à 5 cm). Initiée autour de Grand Poitiers Communauté urbaine, cette dynamique territoriale s'est petit à petit étendue à l'échelle départementale.

Les échanges avec les partenaires ont favorisé l'émergence d'un projet collaboratif avec les acteurs du territoire en vue de permettre la constitution d'une base socle PCRS image.

En octobre 2018, l'IGN a proposé d'assister les acteurs locaux dans le déploiement du PCRS, afin de faciliter l'existence du PCRS sur l'ensemble du territoire. C'est également l'objet de la 23^{ème} recommandation du rapport de la mission parlementaire sur les données géographiques souveraines.

La constitution simultanée d'un fond de plan de cohérence géométrique en classe A, représente une nécessité autant qu'une opportunité de mutualisation pour tous ces acteurs.

Ensemble, les parties participeront ainsi à l'établissement du premier plan conforme PCRS sur le territoire de la Vienne.

Pour concevoir et mettre en œuvre ce projet, les parties ont décidé de recourir au dispositif prévu par l'article L. 2511-6 du Code de la commande publique relatif à la coopération entre pouvoirs adjudicateurs.

La présente coopération a pour but d'assurer conjointement la réalisation des missions de service public des parties en vue d'atteindre des objectifs communs. Cette coopération n'obéit qu'à des considérations d'intérêt général. Les pouvoirs adjudicateurs parties prenantes à la présente convention réalisent moins de 20 % des activités concernées par la coopération sur le marché concurrentiel.

Les produits résultants de la coproduction sont les suivants :

- une orthophotographie « PCRS image » de résolution de 5 cm +/-1 cm
- une orthophotographie « Ortho HR » de résolution 20 cm
- une orthophotographie « infrarouge couleur »(IRC) de résolution 20 cm.

Cette coopération permettra ainsi de garantir que les services publics dont les parties ont la responsabilité soient assurés en vue d'atteindre les objectifs qu'ils ont en commun, à savoir la constitution d'une base socle PCRS image et de la composante image du Reconnu garant de l'environnement (RGE) sur le territoire du département de la Vienne.

L'IGN réalise toutes les phases de production (de la prise de vues aériennes à la réalisation). Grand Poitiers, Energies Vienne et Eaux de Vienne réalisent la phase de contrôle et validation.

La prise de vues « PCRS » pourra être réalisée en 2020 voire 2021 pour pouvoir couvrir l'ensemble du département. La prise de vue « Ortho HR » sera, elle, faite sur une même année, en l'occurrence 2020. Les premières orthophotographies pourront être disponibles fin 2020 et l'ensemble des réalisations fin 2021. Les différentes phases seront réalisées par les moyens propres de chacun sans recourir à de la sous-traitance extérieure.

En matière de diffusion des données, chaque partenaire s'engage à mettre à disposition l'ortho PCRS Image, l'ortho HR et l'ortho IRC aux conditions de la licence ouverte Etalab 2.0 (en annexe de la convention).

Le coût complet de la coopération est estimé à 979 000,00 € Hors taxes (HT) (production et valorisation des contributions de chacun), les travaux concernés étant en dehors du champ de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Chaque partenaire versera une contribution financière à l'IGN sur 2020 et 2021 suivant ce décompte :

- la contribution de Grand Poitiers, versée à l'IGN au titre des frais de coproduction s'élève à 97 400,00 € HT
- la contribution du Syndicat Énergies Vienne versée à l'IGN au titre des frais de coproduction est de 335 800,00 € HT
- la contribution du Syndicat Eaux de Vienne - Siveer versée à l'IGN au titre des frais de coproduction s'élève à 189 800,00 € HT
- la part restante à la charge de L'IGN est de 206 000,00 € HT.

La TVA ne s'applique pas dans le cadre de cette convention.

Le coût global de la coopération pour Grand Poitiers est de 147 400,00 € HT, incluant, la participation IGN à la production et la valorisation de la contribution (validation du PCRS image, pilotage du projet (y compris suivi administratif et financier) et pilotage de la gouvernance locale partagé avec Energie Vienne, en tant qu'autorité compétente sur le PCRS).

L'échéancier des versements à l'IGN pour Grand Poitiers est le suivant :

- 30 % à la date de signature de la convention
- 20 % en 2020, à la date des prises de vues aériennes
- 50 % en 2021 à la livraison définitive, après validation des produits.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- **de donner votre accord sur la coopération « public-public » proposée**
- **d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir sur ce sujet**
- **d'imputer la dépense correspondante, soit 48 700,00 € HT en 2020, 48 700,00 € TTC (pas de TVA appliquée) en 2020 et 48 700 € HT en 2021, 48 700 € TTC (pas de TVA appliquée) en 2021, article 2031 du budget Principal.**

POUR	76	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopté

Affichée le

21 février 2020

Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-121501-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	1.4
Nomenclature Préfecture	Autres types de contrats



GRAND POITIERS
Communauté urbaine



Convention de coopération « public-public » relatif au PCRS Image et à l'ortho HR sur le département de la Vienne

Entre :

- 1) **Le Syndicat Energies Vienne**, établissement public de coopération intercommunale, ayant son siège 78 avenue Jacques Coeur, 86000 POITIERS, SIREN 258 600 600, code APE 8413Z, représenté par sa Présidente, **Madame Nicole MERLE**, dûment habilitée par délibération du 12/12/2019;
- 2) **Grand Poitiers Communauté urbaine**, établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre 15 Place du Maréchal Leclerc, CS10569, 86021 Poitiers Cedex, SIREN 200 069 854 00012, code APE 8411Z, représentée par son Président, **Monsieur Alain CLAEYS**, dûment habilité ;
- 3) **Eaux de Vienne-Siveer**, syndicat mixte, ayant son siège à Poitiers (Vienne), SIREN 200 049 104, code APE [3600Z Captage, traitement et distribution d'eau], représenté par son président **Monsieur Jean-Claude BOUTET**, dûment habilité par délibération du Bureau syndical en date du 12/11/2019;
- 4) **L'Institut national de l'information géographique et forestière**, établissement public de l'État à caractère administratif, ayant son siège au 73, avenue de Paris, 94160 Saint-Mandé cedex, SIREN 180 067 019, code APE 8413Z représenté par son Directeur général, **Monsieur Daniel BURSAUX**,
ci-après désigné par le sigle « IGN »,

Le Syndicat Energies Vienne, Grand Poitiers Communauté urbaine, Eaux de Vienne-Siveer et l'IGN sont également désignés ci-après, collectivement ou individuellement, les « parties » ou la « partie ».

VU la directive n°2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics, notamment son considérant 33 et son article 12-4 ;

VU l'article L2511-6 du Code de la commande publique ;

VU le décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;

VU l'arrêté ministériel du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;

VU l'arrêté du 26 octobre 2018 portant modification de plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux et approbation d'une version modifiée des prescriptions techniques prévues à l'article R. 554-29 du code de l'environnement ;

VU le contrat d'objectifs et de performance de l'IGN signé le 26 juin 2014 ;

VU le protocole national d'accord de déploiement d'un plan corps de rue simplifié (PCRS) conclu le 24 juin 2015 ;

PREAMBULE

A. Contexte réglementaire du PCRS

Pour améliorer la sécurité des travaux à proximité des réseaux, la réforme « anti-endommagement des réseaux » ou « DT-DICT » est entrée en application le 1^{er} juillet 2012.

Cette réforme introduit des changements importants en matière de règles et responsabilités de chacun des acteurs impliqués dans les travaux sur l'espace public :

- les maîtres d'ouvrage sont responsables de la sécurité de leurs chantiers ;
- les exploitants de réseaux doivent s'engager sur la position de leurs ouvrages. A ce titre, ils doivent obligatoirement enregistrer et mettre à jour les zones d'implantation de leurs réseaux et ouvrages au moyen du guichet unique ;
- les entreprises de travaux doivent attester des compétences liées à la nature des travaux qu'elles exécutent.

Face à la grande diversité des fonds de plan utilisés pour localiser les réseaux enterrés et compte tenu, parfois, du manque de qualité et de précision de l'information contenue dans ces plans, un volet cartographique a été ajouté à cette réforme « DT-DICT ». C'est l'objet du protocole d'accord national conclu le 24 juin 2015 par le CNIG, la FNCCR, l'AMF, l'ARF, l'ADCF, l'AFIGEO, la chambre syndicale nationale des géomètres topographes, l'IGN, l'OGE, GRDF et Enedis (ex-ERDF). Ce protocole prévoit la mise en place d'un fonds topographique unique, le Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS).

L'objectif de ce standard cartographique est double :

- améliorer la précision du repérage des réseaux ;
- fiabiliser l'échange d'informations entre tous les acteurs concernés : collectivités, exploitants de réseaux, maîtres d'ouvrages et entreprises de travaux.

L'arrêté ministériel du 26 octobre 2018 impose à tous l'utilisation d'un fond de plan PCRS au plus tard le 1^{er} janvier 2026.

Exploitants et collectivités doivent donc adapter leurs outils cartographiques pour être en mesure de cartographier les réseaux nouveaux en classe A et assurer l'amélioration progressive du stock de données cartographiques en géo-référençant. La constitution simultanée d'un fond de plan de cohérence géométrique en classe A représente une nécessité autant qu'une opportunité de mutualisation pour tous ces acteurs.

B. Gouvernance du PCRS sur le territoire de la Vienne

Les exigences réglementaires susvisées en matière de géo-référencement et de précision de la cartographie des réseaux incitent les collectivités, EPCI et gestionnaires de réseaux à rechercher des partenariats pour le développement et la gestion de données très grande échelle mutualisées.

Dans cet esprit de partenariat prôné par le protocole d'accord national, des premiers échanges sont intervenus dès 2016 entre Grand Poitiers Communauté urbaine, SRD-SOREGIES, Eaux de Vienne, GRDF, ENEDIS, Orange. Des expérimentations de constitution de référentiel très grande échelle ont également été engagées par Grand Poitiers dans le cadre de ses marchés (levé topographique traditionnel, orthophotographie aérienne de 2016 à 5 cm.

Initiée autour de Grand Poitiers Communauté urbaine, cette dynamique territoriale s'est petit à petit étendue à l'échelle départementale. Ces échanges ont favorisé l'émergence d'un projet collaboratif avec les acteurs du territoire en vue de permettre la constitution d'une base socle PCRS image.

En Octobre 2018, l'IGN a proposé d'assister les acteurs locaux dans le déploiement du PCRS, afin de faciliter l'existence du PCRS sur l'ensemble du territoire. C'est également l'objet de la 23^{ème} recommandation du rapport de la mission parlementaire sur les données géographiques souveraines.

L'IGN a été mandaté par la Direction générale de la prévention des risques à cet effet.

Ensemble, les parties participent ainsi à l'établissement du premier plan conforme PCRS sur le territoire de la Vienne

C. Entretien du référentiel à grande échelle

D'après l'article 2 du décret 2011-1371 du 27 octobre 2011, l'IGN a notamment pour vocation de décrire, d'un point de vue géométrique et physique, la surface du territoire national et l'occupation de son sol. L'IGN est en particulier chargé de réaliser et renouveler périodiquement la couverture en imagerie aérienne de l'ensemble du territoire national et de constituer et mettre à jour sur l'ensemble du territoire le référentiel à grande échelle (RGE).

Pour concevoir et mettre en œuvre ce projet, les parties ont décidé de recourir au dispositif prévu par l'article L2511-6 du Code de la commande publique relatif à la coopération entre pouvoirs adjudicateurs.

En effet :

1/ Tout d'abord, la présente coopération a pour but d'assurer conjointement la réalisation des missions de service public des parties en vue d'atteindre des objectifs communs. En d'autres termes, elle a pour objet la mutualisation par les parties de moyens pour atteindre des objectifs communs à leurs missions de services publics, à savoir la réalisation d'une base socle PCRS sur le territoire du département. Les parties s'engagent ainsi dans une démarche coordonnée et mutualisée de production d'un PCRS image et de la composante image du RGE dans la Vienne. Cette coopération s'inscrit effectivement dans le cadre des missions de service public respectives des parties telles que décrites ci-après :

Le Syndicat Energies Vienne, établissement public de coopération intercommunale (syndicat mixte), réunit 257 collectivités (communes et EPCI) de la Vienne. Le Syndicat Energies Vienne fédère et optimise pour le compte de ses collectivités adhérentes le service public de la distribution et de la fourniture d'électricité ainsi que les actions de maîtrise de la demande en énergie et le développement des énergies renouvelables. Le Syndicat a étendu ses compétences au gaz, à l'éclairage public et aux systèmes d'informations géographiques. Il a choisi de confier à SRD et Sorégies la gestion des activités électricité, gaz et éclairage public à partir d'une convention de concession. En tant qu'autorité concédante, il contrôle l'activité des concessionnaires SRD et Sorégies. Parmi les compétences optionnelles, le Syndicat Energies Vienne par l'intermédiaire de sa structure Sorégies met à disposition de ses communes membres et aux EPCI qui le souhaitent, la consultation des plans, des matrices cadastrales et des réseaux à partir d'un système d'information géographique. Le Syndicat Energies Vienne sera le coordonnateur du projet départemental de constitution du Plan Corps de Rue Simplifié (PCRS).

Grand Poitiers Communauté Urbaine, établissement public de coopération intercommunale, regroupe 40 communes (196 155 habitants) et s'étend sur une superficie de 1070 km². Ses missions de service public sont définies par ses statuts (dont la dernière modification a été approuvée par arrêté préfectoral du 28 décembre 2018). Au titre de ses missions de service public, elle a mis en place un Système d'Information Géographique (SIG) depuis vingt-cinq ans destiné à faciliter les opérations d'aménagement, la connaissance, l'aide à la décision et les usages du territoire. On y trouve tous les référentiels ainsi que l'ensemble des thématiques métiers propres aux compétences de Grand Poitiers Communauté urbaine. Elle conduit sur son territoire, depuis plusieurs années, une démarche intercommunale pour travailler sur les problématiques SIG (fonds de plans, levés et stocks topographiques, données métiers). Grand Poitiers Communauté urbaine est un établissement pilote et un territoire d'expérimentation sur ces thématiques de gestion des données. Elle est reconnue comme coordinateur local sur les 40 communes membres pour la constitution du Plan Corps de Rue Simplifié (PCRS).

Eaux de Vienne-Siveer, établissement public de coopération intercommunale (syndicat mixte fermé), réunit 232 collectivités (communes et EPCI) de la Vienne et des départements limitrophes, créé en 2015, prend en charge l'exercice des compétences eau potable et assainissement dans le département de la Vienne, hormis une partie du périmètre de l'agglomération de Grand Poitiers et quelques situations spécifiques. Eaux de Vienne-Siveer a développé son propre Système d'Information Géographique afin notamment d'optimiser la gestion des réseaux d'eau et d'assainissement et la précision des plans.

L'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) est un établissement public de l'État à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Il est placé sous la double tutelle des ministres chargés du développement durable et des forêts.

Ses missions de service public sont définies par le décret n°2011-1371 du 27 octobre 2011. Elles prévoient de décrire, d'un point de vue géométrique et physique, la surface du territoire national et l'occupation de son sol, d'en faire des référentiels géographiques utilisables par le plus grand nombre, et de diffuser les informations correspondantes. Elles consistent également à élaborer et mettre à jour l'inventaire permanent des ressources forestières nationales. L'IGN produit toutes les représentations appropriées des données ainsi rassemblées, les diffuse et les archive.

A ce titre, l'IGN est notamment chargé de constituer et de mettre à jour, sur l'ensemble du territoire national, un référentiel à grande échelle (RGE®). Ce référentiel, système intégré d'information géographique de précision métrique, donne une image complète, continue, actualisée et lisible du territoire national dans ses aspects physiques et fonciers. Le RGE® est constitué de quatre composantes correspondant aux éléments orthophotographiques, topographiques, parcellaires et adresses.

Le contrat d'objectifs et de performance de l'IGN prévoit par ailleurs que l'IGN élaborera une offre de constitution d'un référentiel de précision permettant, sur des zones délimitées, de recaler le tracé des réseaux dans le respect des exigences du décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011, et étudiera les synergies possibles et souhaitables avec le programme de constitution progressive de données en 3 dimensions sur les zones fortement urbanisées.

Pour mener à bien ces actions, l'IGN s'est engagé dans une politique de partenariat résolument ouverte aux niveaux européen, national et régional. Le rapport au gouvernement de Madame la Députée Valéria Faure-Muntian rendu public le 20 juillet 2018 reconnaît la place centrale de l'IGN en tant que producteur de données géographiques souveraines. Il démontre la nécessité de renforcer les collaborations entre acteurs publics autour de projets communs, afin d'assurer une meilleure coordination entre les organismes qui produisent des données géographiques. La recommandation n°23 vise à mandater l'IGN pour jouer un rôle actif dans le déploiement du PCRS en lien avec les communautés d'acteurs locaux. En outre, L'IGN a reçu mandat de la part de la DGPR en juillet 2019 pour assurer l'animation du processus d'élaboration des PCRS, favoriser activement l'existence du socle commun de base des PCRS sur l'ensemble du territoire national et diffuser l'ensemble des données PCRS à travers une plateforme nationale.

La production des orthophotographies répond ainsi aux objectifs de l'IGN s'agissant tant de la production et l'entretien du RGE que de son rôle dans le déploiement du PCRS.

2/ Ensuite, cette coopération n'obéit qu'à des considérations d'intérêt général. Elle ne répond donc pas à un intérêt commercial. Les coûts et frais de gestion dus aux pouvoirs adjudicateurs présentent un caractère raisonnable par rapport aux pratiques du marché. Les transferts entre les partenaires publics correspondent au remboursement des frais réellement encourus pour les travaux/services/fournitures nécessaires à la réalisation du projet.

Dans cette démarche partenariale, le Syndicat Energies Vienne et Eaux de Vienne sont en discussion avec d'autres acteurs de la Vienne afin de les associer à la constitution de ce PCRS image. Il en découlera des conventions bilatérales avec ces acteurs pour définir leur contribution.

3/ Enfin, les pouvoirs adjudicateurs parties prenantes à la présente convention réalisent moins de 20 % des activités concernées par la coopération sur le marché concurrentiel (ce seuil est calculé conformément aux dispositions de l'article L2511-5 du Code de la commande publique).

Cette coopération permettra ainsi de garantir que les services publics dont les parties ont la responsabilité soient assurés en vue d'atteindre les objectifs qu'ils ont en commun, à savoir la constitution d'une base socle PCRS image et de la composante image du RGE sur le territoire du département de la Vienne.

Par conséquent et ceci-exposé, les Parties sont convenues de ce qui suit :

DEFINITIONS

PCRS image : le PCRS image est défini par le standard CNIG. Il s'agit d'une orthophoto, ici issue de photographies aériennes traitées pour éliminer les déformations dues aux reliefs et à la perspective. Le produit résultant à l'issue du traitement est une image géoréférencée qui peut notamment servir de fond de plan pour la prise de mesures ou être superposée à d'autres couches d'information telles que les réseaux.

Ortho HR: Le produit ortho HR (Orthophotographie à haute résolution) est une collection de mosaïques numériques d'orthophotographies en couleurs, rectifiées dans la projection légale spécifique adaptée au territoire couvert. La radiométrie de chaque pixel est codée sur 3 octets correspondant aux 3 couleurs primaires Rouge, Vert, Bleu. L'ortho HR peut être déclinée dans une version « infrarouge fausse couleurs » (IRC) où les 3 octets correspondent alors aux 3 canaux proche infrarouge, rouge et vert.

ANNEXES

L'annexe 1 « spécifications des produits et des résultats intermédiaires » et l'annexe 2 « Définition licence ouverte » font partie intégrante de la présente convention.

Article 1.- OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les droits et obligations respectifs des parties ainsi que les modalités de leur coopération ayant pour objet la réalisation, dans le cadre de leurs missions de service public respectives et de leurs objectifs communs, d'orthophotographies permettant la production du plan de corps de rue simplifié image (PCRS image) et de l'ortho HR (RGE) sur le territoire du département de la Vienne.

Article 2.- DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à la date de sa signature par le dernier signataire. Elle prendra fin à l'issue d'une période de deux ans suivant la validation collective des produits par l'ensemble des parties et le paiement des sommes prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3.- PRODUITS DE LA CONVENTION

Les produits résultants de la coproduction sont les suivants :

- une orthophotographie « PCRS image »;
- une orthophotographie « Ortho HR » de résolution 20 cm ;
- une orthophotographie « infrarouge couleur »(IRC) de résolution 20 cm.

Des résultats intermédiaires sont également mis à disposition des parties, en particulier :

- les plans de vol théoriques ;
- les plans de vol réels;
- les rapports de vol et horodatage des clichés ;
- les clichés orientés ;
- des points de contrôle terrain ;
- les lignes de mosaïquage au format numérique ;

- le MNT ayant servi à l'orthorectification ;
- le tableau d'assemblage au format numérique.

Les produits et les résultats intermédiaires couvrent l'ensemble du territoire du département de la Vienne.

L'emprise globale et les spécifications des produits et des résultats intermédiaires sont stipulés dans l'annexe 1.

Article 4.- CALENDRIER DE PRODUCTION ET OBLIGATIONS DES PARTIES

La production peut être décomposée en actions de la façon suivante :

1. Réalisation d'une prise de vues aériennes sur l'ensemble du département de la Vienne en veillant à la meilleure homogénéité de la végétation dès l'apparition des premières feuilles, et en limitant l'incidence des ombres portées. Dans des conditions météorologiques conformes aux normales, la prise de vues doit pouvoir être réalisée entre début avril et fin septembre.
2. Stéréopréparation et orientation ; fin de production et mise à disposition des clichés orientés au plus tard trois (3) mois après la fin de la prise de vues.
3. Calcul d'une orthophotographie « PCRS image » de résolution 5 cm ; fin de production au plus tard six (6) mois après la fin de la prise de vues.
4. Calcul d'une orthophotographie « Ortho HR RVB » à 20 cm de résolution ; fin de production au plus tard sept (7) mois après la fin de la prise de vues.
5. Calcul d'une orthophotographie « Ortho HR IRC » à 20 cm de résolution ; fin de production au plus tard le sept (7) mois après la fin de la prise de vues.
6. Validation des produits ; dans un délai de 90 jours après la mise à disposition par l'IGN.

La phase de validation des produits pourra être collaborative : l'IGN proposera aux autres parties un mode opératoire et proposera le cas échéant, dans la limite de l'enveloppe financière dédiée aux traitements complémentaires, une deuxième version de l'orthophotographie « PCRS image » pour répondre aux principales anomalies signalées lors de cette phase de validation.

Pour la prise de vues « PCRS », dans l'hypothèse où celle-ci ne pourrait être assurée sur l'ensemble du département en 2020, les parties identifieront ensemble les meilleures modalités de réalisation des acquisitions aériennes, le cas échéant en 2021.

Toutes les zones acquises en 2020 feront l'objet des traitements prévus selon le même calendrier. Les zones acquises en 2021 suivront le même calendrier.

La prise de vue « Ortho HR » sera, elle, faite sur une même année, en l'occurrence 2020.

Les phases 1 à 5 seront réalisées par l'IGN. La phase 6 sera réalisée par le Syndicat Energies Vienne, Grand Poitiers Communauté Urbaine et Eaux de Vienne-Siveer. Les parties conviennent que les différentes phases seront réalisées par leurs moyens propres sans recourir à de la sous-traitance extérieure.

Article 5.- VALORISATION DE LA COOPERATION DES PARTIES

Le coût complet de la coopération est estimé à 979 000 € (neuf cent soixante dix-neuf mille euros)
Le tableau suivant détaille, pour chaque étape de la production, la valorisation des contributions réalisées en interne par chacune des parties (en milliers d'euros).

Phase du projet	IGN	Grand Poitiers CU	Syndicat Energies Vienne	Syndicat Eaux de Vienne-Siveer	Charge totale (en K€)
Acquisition et traitements images HR et IRC	94,85				94,85
Acquisition et traitements LIDAR	136,95				136,95
Acquisition et traitements PCRS	541				541
Terrain	49,2				49,2
Validation PCRS Image		20	25	25	70
Validation ortho HR et IRC			5	5	10
Pilotage du projet (y compris suivi administratif et financier)	7	10	15	5	37
Pilotage de la gouvernance locale		20	20		40
Total :	829	50	65	35	979

Le tableau suivant détaille, pour chaque étape de la production, la répartition de la prise en charge financière (selon le coût complet) en milliers d'euros:

Phase du projet	IGN	Grand Poitiers CU	Syndicat Energies Vienne	Syndicat Eaux de Vienne-Siveer (en k€)
Acquisition et traitements images HR et IRC	69,54	4	13,6	7,7
Acquisition et traitements LIDAR	73,65	9,9	34,1	19,3
Acquisition et traitements PCRS	52,87	76,3	263,2	148,7
Terrain	4,81	6,9	23,9	13,5
Validation PCRS Image		20	25	25
Validation ortho HR et IRC			5	5

Pilotage du projet (y compris suivi administratif et financier)	5,13	10,3	16	5,6
Pilotage de la gouvernance locale		20	20	
Total :	206	147,4	400,8	224,8

Les tableaux ci-dessus mettent en évidence une différence entre les charges supportées par chaque partie et la part du coût qui leur incombe. Par conséquent, les parties acceptent de verser une contribution financière à l'IGN suivant ce décompte :

- La contribution de Grand Poitiers, versée à l'IGN au titre des frais de coproduction s'élève à 97 400 € HT.
- La contribution du Syndicat Energies Vienne versée à l'IGN au titre des frais de coproduction est de 335 800 € HT.
- La contribution du Syndicat Eaux de Vienne - Siveer versée à l'IGN au titre des frais de coproduction s'élève à 189 800 € HT.
- La part restante à la charge de L'IGN est de 206 000€ HT

Ces contributions feront l'objet d'un versement de chaque partie à l'IGN, selon les modalités décrites à l'article 6, après la validation collective unanime entre les membres du comité de suivi des productions.

Article 6.- MODALITES DE VERSEMENT DE LA PRISE EN CHARGE FINANCIERE

Les montants toutes taxes comprises sont égaux aux montants hors taxes, les travaux concernés étant en dehors du champ de la TVA.

Le règlement s'effectue conformément aux dispositions légales et réglementaires relatives à la comptabilité publique. Le montant de la prise charge financière est forfaitaire, et en principe non révisé.

Les parties s'informent mutuellement de toute évolution substantielle par rapport aux prévisions des coûts. En cas d'évolution substantielle de l'exécution par rapport aux prévisions, les parties se concertent pour réviser par avenant la présente convention, y compris ses annexes.

Echéancier des versements

L'échéancier des versements est le suivant :

- 30% à la date de signature des présentes ;
- 20% à la date de prise de vues aériennes ;
- 50% en 2021 à la livraison définitive, après validation des produits.

Les sommes seront versées par virement au compte courant ouvert au nom de l'agent comptable de l'IGN à la Recette Générale de Finances, à Paris :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
10071	75000	00001005161	20

Article 7.- SUIVI DU PROJET

Un comité de suivi est mis en place. Il est composé des membres suivants :

- Pour le Syndicat Energies Vienne, le Responsable de la Division Support Données et Patrimoine de SRD
- Pour Grand Poitiers Communauté urbaine, la responsable du centre d'activités "Valorisation des données"
- Pour le Syndicat Eaux de Vienne, la responsable du système d'information géographique
- Pour l'IGN :
 - Le représentant de la direction territoriale Sud-Ouest
 - Le référent PCRS national
 - Le chef de l'équipe produit « orthoimagerie »

Le comité de suivi :

- suit l'avancement du projet,
- prend toute décision facilitant l'exécution de la convention,
- valide les grandes orientations du projet et notamment la programmation des zones à traiter,
- valide d'un commun accord les productions,
- définit et décide des actions de communication qu'il juge nécessaire.

Le comité de suivi se réunira autant que de besoins, à minima une fois par mois pendant les phases d'acquisition aérienne et de traitement, ou à la demande expresse de l'un des partenaires.

Le comité de suivi peut inviter des partenaires du projet en fonction de l'ordre du jour.

La validation finale des productions réalisées se fait par un accord unanime entre les membres du comité de suivi.

Article 8.- PROPRIETE INTELLECTUELLE ET MODALITES DE DIFFUSION

8.1.- Propriété des produits résultants de la coopération et modalités de diffusion

Les produits résultant de la coopération sont la copropriété des parties signataires ou représentées à la présente convention qui ont contribué à sa constitution. Cette copropriété s'étend à l'ensemble des fonds de plans mutualisés et créés.

En matière de diffusion des données, les parties s'engagent :

- à mettre à disposition l'ortho PCRS Image, l'ortho HR et l'ortho IRC aux conditions de la licence ouverte Etalab 2.0 (**Annexe 2**). Cette licence autorise la réutilisation gratuite des données, y compris à des fins commerciales.

Si des outils, savoir-faire, logiciels ou progiciels, propriété de l'une ou l'autre des parties, sont utilisés, même partiellement dans le cadre de la réalisation des produits, ils sont la propriété exclusive de la Partie qui en est propriétaire, les autres parties devant souscrire des licences adéquates relatives à ces outils pour en avoir l'utilisation légitime.

8.2.- Propriété des résultats intermédiaires et modalités de diffusion

Les résultats intermédiaires obtenus en cours d'exécution de la convention appartiennent à titre exclusif, sans exception ni réserve, à la partie qui les a produits.

Cependant, les clichés, les éléments de stéréopréparation et d'orientation et le MNT ayant servi à l'orthorectification seront mis à disposition des parties, qui en disposeront librement.

Article 9.- GARANTIE

Chacune des parties garantit à l'autre partie qu'elle détient l'intégralité des droits d'exploitation de ses contributions, lesquelles ne constituent ni une contrefaçon ni une concurrence déloyale ou parasitaire et ne sauraient porter atteinte aux droits des tiers. En conséquence, elles se garantissent mutuellement contre toute revendication de tiers au titre de leurs contributions. A cet effet, dans le cas où une partie ferait l'objet d'une action ou d'une réclamation au titre de l'exploitation des contributions de l'autre partie, cette dernière prendrait seule en charge les conséquences financières de cette action ou réclamation, y compris les frais de justice et honoraires d'avocats y afférant.

Article 10.- RESPONSABILITE

Chaque partie est responsable de la qualité des données qu'elle fournit et des opérations qu'elle réalise dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Les parties entendent exclure tout recours s'agissant des dommages indirects et immatériels tels que les pertes de profits, pertes de chances et pertes de contrats.

En conséquence, chaque partie garantit l'autre partie uniquement contre toute action ou réclamation émanant de tiers au titre des dommages directs qu'ils pourraient subir du fait de ses propres données ou imputables aux résultats de ses interventions. Dans un tel cas, la partie responsable assumera seule les conséquences financières de l'action ou réclamation.

Par ailleurs, n'étant responsable que des dommages matériels directs causés par son compte, chaque partie s'engage à répondre dans cette limite de l'ensemble des préjudices qu'elle pourrait causer à l'autre partie. La partie qui estime avoir subi un dommage en informe l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans un délai de 10 (dix) jours suivant l'apparition de ce dommage.

Chaque Partie s'engage à détenir une police d'assurance auprès d'une compagnie notoirement solvable couvrant de manière précise l'intégralité des activités relevant du champ de la présente Convention.

Article 11.- FORCE MAJEURE

Les parties n'encourent aucune responsabilité et ne sont tenues d'aucune obligation en réparation des dommages subis par l'une d'elles du fait de l'inexécution de tout ou partie de ses obligations contractuelles aux termes de la convention, lorsque cette inexécution a pour cause la survenance d'un événement de force majeure. Ainsi, les obligations contractuelles des parties sont réputées suspendues pendant toute la durée de l'événement de force majeure. Le terme « événement de force majeure » désigne tout événement irrésistible, extérieur et imprévisible, rendant impossible l'exécution de tout ou partie des obligations contractuelles de l'une des parties.

En cas d'événement de force majeure, la partie qui désire l'invoquer informe l'autre partie dans les meilleurs délais, compte tenu des circonstances, de la nature de l'événement de force majeure invoqué et de sa durée probable. La partie qui invoque un événement de force majeure est tenue de mettre en œuvre les moyens pour en limiter la portée et pour exécuter à nouveau ses obligations ou, à tout le moins, les exécuter en tout ou partie le plus rapidement possible, en accord avec l'ensemble des parties.

Si l'événement de force majeure a une durée supérieure à 30 (trente) jours, chacune des parties peut résilier la convention, par un envoi à l'autre partie d'une notification, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La résiliation prendra effet à la date de réception de la notification.

Article 12.- CONFIDENTIALITE

Chaque partie s'engage à tenir confidentielles toutes les informations désignées comme telles par une partie.

Chaque partie prend l'engagement, en son nom et en celui de son personnel et/ou de ses sous-traitants éventuels, de ne communiquer à quiconque directement ou indirectement toutes informations confidentielles dont elle aura pu disposer à l'occasion de l'exécution de la présente convention ou de tout autre accord qui en découlerait directement.

Les parties ne pourront s'opposer à la communication par l'une ou l'autre d'entre elles, eu égard à leur qualité, d'informations réputées confidentielles au titre de la présente convention, dès lors que les documents comportant ces informations les engagent juridiquement et/ou financièrement et que leur communication intervient à la demande des autorités publiques exerçant sur elles un pouvoir de tutelle ou de contrôle.

Article 13.- RESILIATION

En cas de modification substantielle des statuts de l'une ou l'autre des parties, celles-ci conviennent d'examiner en commun les moyens de maintenir de façon satisfaisante la poursuite de la réalisation de la convention. Cette dernière sera résiliée de plein droit s'il s'avère que la poursuite de la réalisation de son objet est incompatible avec les conséquences juridiques de la modification intervenue ou que cette modification met en cause l'équilibre économique de la convention et/ou l'intérêt commun des parties.

En cas de manquement grave ou répété de l'une des parties à ses obligations contractuelles, la Partie diligente pourra mettre la partie défaillante en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, de satisfaire à ses obligations. Si, à l'échéance prévue par la mise en demeure, la partie défaillante n'a pas remédié au manquement invoqué, la présente convention sera résiliée de plein droit sans préjudice pour les autres parties d'obtenir une légitime indemnisation.

Article 14.- DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est régie par le droit français.

En cas de contestation relative à l'interprétation ou l'exécution de la convention, les parties s'engagent à se rencontrer en vue de rechercher une solution amiable. A cet effet, la partie demanderesse adresse aux autres parties, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une notification précisant la référence de la convention, l'objet de la contestation et la proposition d'une rencontre en vue de régler le litige.

A défaut d'accord à l'issue d'un délai de 30 (trente) jours à compter de la notification susvisée, chacune des parties peut saisir la juridiction administrative compétente en vue du règlement juridictionnel.

Article 15.- DOMICILIATION - NOTIFICATIONS ET SIGNIFICATIONS

Les parties élisent domicile aux adresses figurant en tête des présentes.

Toutes les notifications, pour être valides, devront avoir été effectuées à l'adresse de domiciliation par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 16.- AVENANTS

Toute modification apportée à la présente convention fera l'objet d'un avenant écrit.

Fait à Poitiers, en 4 exemplaires comportant 22 pages chacun (y compris les annexes 1 et 2)

Pour le Syndicat Energies Vienne
Nicole MERLE, Présidente
Le :

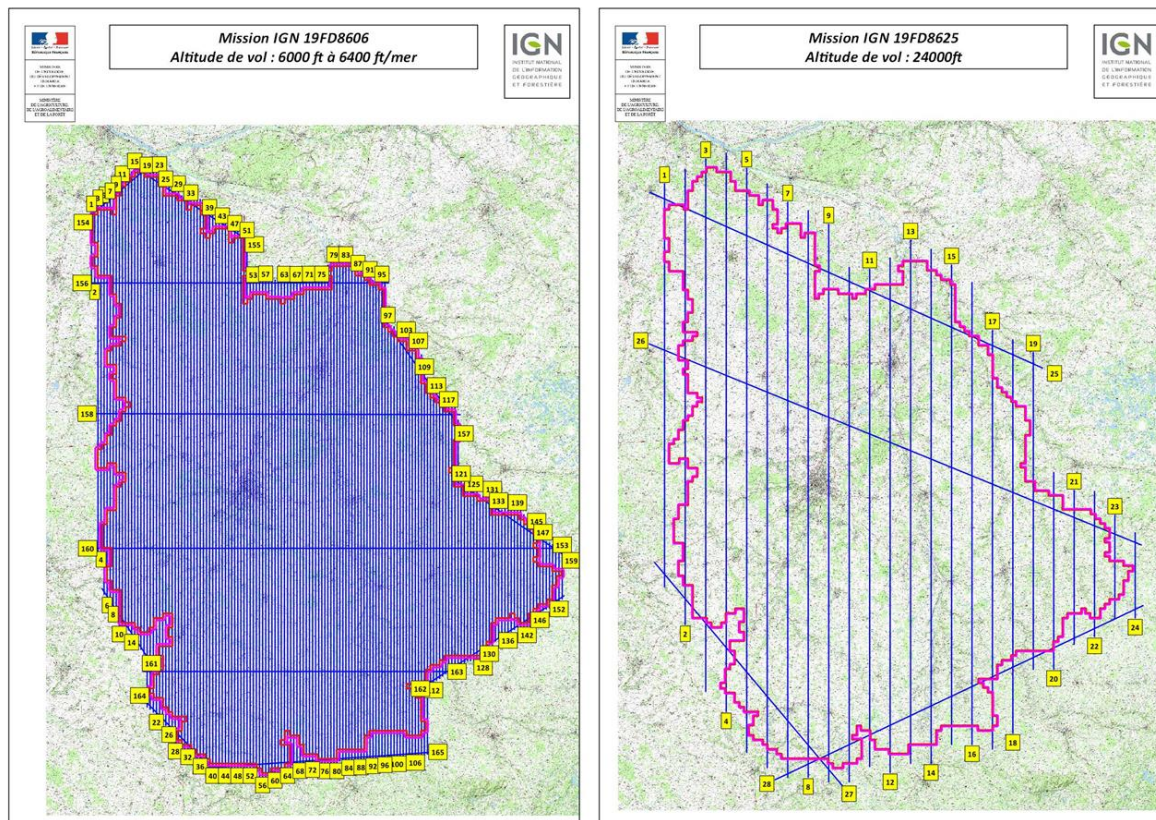
Pour Grand Poitiers Communauté urbaine
Alain CLAEYS, Président
Le :

Pour Eaux de Vienne-Siveer,
Jean-Claude BOUTET, Président
Le :

Pour l'IGN
Daniel BURSAUX, Directeur général
Le :

ANNEXE 1.- Spécification des produits et des résultats intermédiaires

Couverture



Les prises de vues couvrent l'intégralité des dalles kilométriques (en Lambert93 et en CC47) couvrant le département de la Vienne avec un buffer de 200 m.

Acquisition aérienne

- Aspect réglementaire

L'IGN devra se conformer au code de l'aviation civile et disposer des autorisations nécessaires à l'exécution de la mission, en particulier pour le survol des zones aéroportuaires et militaires

- Plan de vol

L'IGN présentera un aperçu des projets de plans de vol accompagnés des paramètres des prises de vues avant le démarrage de la mission.

- Période des acquisitions aériennes

L'IGN réalisera la prise de vues afin de limiter l'apparition des feuilles aux arbres tout en veillant à optimiser le choix des créneaux de vols pour que la hauteur solaire soit maximale, et en particulier avant le 15 avril 2020. Au-delà, la date de prise de vues devra être validée par les Parties en fonction des conditions atmosphériques et de l'apparition des feuilles sur les arbres.

- Hauteur solaire

Les clichés seront réalisés avec une hauteur solaire minimum de 30°, en zone rurale comme en zone urbaine.

- Recouvrement des prises de vue

Le recouvrement longitudinal, c'est-à-dire dans l'axe de la prise de vue, est fixé à 72% (5% de marge pour garantir 67% soit tout point au sol vu dans au moins 3 images consécutives).

Le recouvrement latéral, c'est-à-dire entre 2 axes consécutifs, est fixé à 55% (5% de marge pour garantir 50% soit tout point au sol vu dans au moins 2 bandes adjacentes).

- Résolution native des prises de vue

Les prises de vue aériennes devront respecter une résolution au sol de 5cm +/-1 cm.

- Focale de la caméra utilisée pour la prise de vue

La focale utilisée devra permettre une bonne utilisation des clichés en stéréoscopie.

- Canaux de la prise de vue

Les prises de vues seront réalisées dans les canaux panchromatiques rouge, vert et bleu ainsi que dans le proche infra-rouge.

- Acquisition LIDAR

Si le MNT du RGE Alti ne permet pas d'orthorectifier les images en garantissant une précision de 10 cm, l'IGN pourra faire un levé LiDAR et en dériver un MNT permettant le respect des spécifications de localisation des orthoimages.

- Livrables directement issus de la prise de vue

L'IGN remettra un dossier de prise de vues. Il comprendra les éléments suivants :

- Un rapport de vol, indiquant notamment les dates et heures des prises de vues, les éventuelles reprises de vol, les conditions météorologiques et les difficultés rencontrées;
- Le certificat d'étalonnage de la caméra
- La calibration de la caméra
- Les caractéristiques de la prise de vue
- Un tableau d'assemblage numérique des emprises au format SHP.
- les données de trajectographie avant calcul (brutes de la centrale inertielle)
- Les données de trajectographie après calculs et compensation
- Les photographies RVB 8 bits au format JPEG200 sans perte et format ECW L'ensemble de la PVA devra être qualifiée sous des métadonnées conformes à la norme ISO 19115.

Stéréopréparation et aérotriangulation

- Dossier

L'IGN fournira un dossier comprenant l'ensemble des fichiers nécessaires à l'exploitation du calcul d'aérotriangulation sur un restituteur photogrammétrique (caméra, trajectographie, coordonnées calculées de tous les points d'aérotriangulation, éléments d'orientation des modèles, etc.).

Ce dossier comprendra un rapport détaillé du calcul d'aérotriangulation faisant apparaître les éléments suivants :

- les données générales du bloc (ou des blocs) d'aérotriangulation (nombre de bandes, images, etc.) ;
- la liste des images retenues et non retenues dans le bloc (ou les blocs).
- Les données du calcul (EMQ théoriques a priori et a posteriori) ;
- Le/les fichier(s) complet(s) de calcul d'aérotriangulation au format OPK comprenant position et orientation de chaque cliché. Le ou les fichiers descriptifs des caméras utilisées
- Les valeurs calculées des systématismes (images, GPS) ;
- le nombre de points de liaison actifs inter/intra-bandes ;
- les résidus de compensation (au sens des moindres carrés) sur les points d'appui, les points de liaison ;
- Le nombre et la répartition des points terrain servant pour le contrôle de la compensation avec, pour chacun, les écarts entre les coordonnées issues du calcul et les coordonnées terrain.

- Précision nominale

La précision de l'aéro respectera les critères suivants, calculés à partir d'un ensemble de points de contrôle terrain répartis sur l'ensemble de l'emprise et n'ayant pas servis à la compensation :

- Erreur moyenne quadratique (EMQ) planimétrique meilleure que 7 cm
- EMQ altimétrique meilleure que 10 cm

MNT ayant servi à l'orthorectification

L'IGN fournira le MNT ayant servi à l'ortho rectification sous forme de fichiers tiff géoréférencés.

L'IGN indiquera en outre les valeurs de précision planimétrique et altimétrique du MNT obtenu.

PCRS Image

- Généralités

Il s'agit de réaliser une orthophotographie numérique couleurs 8 bits à partir des données acquises lors de la prise de vues, conforme au standard PCRS CNIG.

La réalisation de l'orthophotographie devra produire un résultat exempt de tout nuage, sans flou et préservant la continuité et l'intégrité des bâtiments et des éléments tels que bords de chaussée, voies ferrées, quais, ouvrages d'art... Le PCRS image devra présenter une couverture radiométriquement homogène sur l'ensemble de la zone obtenue, par traitement automatique.

Sa résolution sera de 5cm. Les dévers seront inférieurs à 21%.

- Précision nominale, EMQ et seuils

Le tableau ci-dessous définit les valeurs de la précision géométrique ponctuelle (classe de précision), de l'écart moyen maximum et des seuils applicables aux livrables du prestataire. Le coefficient de contrôle retenu pour la définition de ces valeurs est égal à 2.

Cette classe de précision sera appliquée à des objets réels visibles et clairement identifiables sur les livrables.

Le tableau ci-dessous définit les valeurs de la précision géométrique ponctuelle (classe de précision), de l'écart moyen maximum et des seuils applicables aux livrables. Le coefficient de contrôle retenu pour la définition de ces valeurs est égal à 2. Cette classe de précision sera appliquée à des objets réels visibles et clairement identifiables sur les livrables.

	PN (cm)	EMQ (cm)	S1 (cm)	S2 (cm)
PCRS Image (ortho)	10	11,25	27	40

Nota :

PN : Précision nominale 10cm

EMQ : Erreur moyenne quadratique. $EMQ = PN * [1 + (1/(2 * C^2))]$

S1 : Valeur du premier seuil au-delà duquel on ne tolère qu'un nombre limité de mesures selon le tableau ci-dessous.

S2 : valeur du seuil au-delà duquel on ne tolère aucune mesure.

Le nombre d'écarts admissibles sera conforme au tableau suivant :

N	De 1 à 4	De 5 à 13	De 14 à 44	De 45 à 85	De 86 à 132	De 133 à 184	De 185 à 240	De 241 à 298	De 299 à 359	De 360 à 422	De 423 à 487
N'	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

Nombre N' maximaux d'écarts dépassant le premier seuil S1 acceptés pour un échantillon de N éléments.

- Livrables

Les fichiers sont à livrer sur disque dur externe au Syndicat Energies Vienne..

Les données PCRS Image seront mises à disposition selon 2 versions (avec ou sans traitement des ombres) et 2 projections (Lambert 93 et CC47). Le volume de chaque version sera de l'ordre de 500 Go.

- Dalles

L'orthophotographie sera livrée en dalles en format JPEG 2000 sans perte et en format ECW

Les dalles auront une taille de 1000 mètres par 1000 mètres.

Les dalles doivent être nommées de la manière suivante :

DD-AAAA-XXXX-YYYY-PROJ-0MRR-TRAI-E100.jp2

Avec :

- DD : numéro du département
- AAAA : Année de la prise de vue
- XXXX et YYYY les coordonnées kilométriques entières du coin haut-gauche du pixel nord-ouest de la dalle sur 4 caractères.
- PROJ : projection, LA93 et CC47
- RR : taille terrain du pixel (résolution), exprimée en centimètres sur 2 caractères (par exemple 05 correspondra à 5 cm)
- TRAIT : RVB pour les dalles RVB standard et RVBo pour les dalles RVB avec traitement des ombres

Les éléments de géoréférencement sont intégrés au fichier image.

- Tableaux d'assemblages des dalles

Les tableaux d'assemblage seront fournis sous la forme de shapefile.

Chaque objet des couches correspondra à une dalle, et aura comme attributs le nom de la dalle limité aux coordonnées (XXXX_YYYY) stocké dans un champ DALLE de type Texte.

Ortho HR

- Généralités

L'ortho HR sera produit conformément aux spécifications de l'IGN telles que définies dans les descriptifs de contenu et de livraison disponibles sur l'espace professionnel (professionnels.ign.fr).

- Livrables

Les fichiers sont à livrer sur disque dur externe au Syndicat Energies Vienne..

Les données Ortho HR seront mises à disposition selon 2 versions (RVB et IRC) et 2 projections (Lambert 93 et CC47)

- Dalles

L'orthophotographie sera livrée en dalles en format JPEG 2000 sans perte et en format ECW.

Les dalles auront une taille de 1000 mètres par 1000 mètres.

La nomenclature respectera les mêmes règles que pour le PCRS image :

DD-AAAA-XXXX-YYYY-PROJ-0MRR-TRAI-E100.jp2

Avec :

- DD : numéro du département
- AAAA : Année de la prise de vue
- XXXX et YYYY les coordonnées kilométriques entières du coin haut-gauche du pixel nord-ouest de la dalle sur 4 caractères.
- PROJ : projection, LA93 et CC47
- RR : taille terrain du pixel (résolution), exprimée en centimètres sur 2 caractères (par exemple 20 correspondra à 20 cm)
- TRAIT : RVB pour les dalles RVB standard et IRC pour les dalles infra rouge couleur.

Les éléments de géoréférencement sont intégrés au fichier image.

- Tableaux d'assemblages des dalles

Les tableaux d'assemblage seront fournis sous la forme de shapefile.
Chaque objet des couches correspondra à une dalle, et aura comme attributs le nom de la dalle limité aux coordonnées (XXXX_YYYY) stocké dans un champ DALLE de type Texte

LICENCE OUVERTE

« RÉUTILISATION » DE L' « INFORMATION » SOUS CETTE LICENCE

Le « Concédant » concède au « Réutilisateur » un droit non exclusif et gratuit de libre « Réutilisation » de l'« Information » objet de la présente licence, à des fins commerciales ou non, dans le monde entier et pour une durée illimitée, dans les conditions exprimées ci-dessous.

Le « Réutilisateur » est libre de réutiliser l' « Information » :

- de la reproduire, la copier,
- de l'adapter, la modifier, l'extraire et la transformer, pour créer des « Informations dérivées », des produits ou des services,
- de la communiquer, la diffuser, la redistribuer, la publier et la transmettre,
- de l'exploiter à titre commercial, par exemple en la combinant avec d'autres informations, ou en l'incluant dans son propre produit ou application.

Sous réserve de :

- mentionner la paternité de l' « Information » : sa source (au moins le nom du « Concédant ») et la date de dernière mise à jour de l' « Information » réutilisée.

Le « Réutilisateur » peut notamment s'acquitter de cette condition en renvoyant, par un lien hypertexte, vers la source de « l'Information » et assurant une mention effective de sa paternité.

Par exemple : « Ministère de xxx - Données originales téléchargées sur <http://www.data.gouv.fr/fr/datasets/xxx/>, mise à jour du 14 février 2017 ».

Cette mention de paternité ne confère aucun caractère officiel à la « Réutilisation » de l' « Information », et ne doit pas suggérer une quelconque reconnaissance ou caution par le « Concédant », ou par toute autre entité publique, du « Réutilisateur » ou de sa « Réutilisation ».

« DONNEES A CARACTERE PERSONNEL »

L' « Information » mise à disposition peut contenir des « Données à caractère personnel » pouvant faire l'objet d'une « Réutilisation ». Si tel est le cas, le « Concédant » informe le « Réutilisateur » de leur présence. L' « Information » peut être librement réutilisée, dans le cadre des droits accordés par la présente licence, à

condition de respecter le cadre légal relatif à la protection des données à caractère personnel.

« DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE »

Il est garanti au « Réutilisateur » que les éventuels « Droits de propriété intellectuelle » détenus par des tiers ou par le « Concédant » sur l'« Information » ne font pas obstacle aux droits accordés par la présente licence.

Lorsque le « Concédant » détient des « Droits de propriété intellectuelle » cessibles sur l'« Information », il les cède au « Réutilisateur » de façon non exclusive, à titre gracieux, pour le monde entier, pour toute la durée des « Droits de propriété intellectuelle », et le « Réutilisateur » peut faire tout usage de l'« Information » conformément aux libertés et aux conditions définies par la présente licence.

RESPONSABILITÉ

L'« Information » est mise à disposition telle que produite ou reçue par le « Concédant », sans autre garantie expresse ou tacite que celles prévues par la présente licence. L'absence de défauts ou d'erreurs éventuellement contenues dans l'« Information », comme la fourniture continue de l'« Information » n'est pas garantie par le « Concédant ». Il ne peut être tenu pour responsable de toute perte, préjudice ou dommage de quelque sorte causé à des tiers du fait de la « Réutilisation ».

Le « Réutilisateur » est seul responsable de la « Réutilisation » de l'« Information ».

La « Réutilisation » ne doit pas induire en erreur des tiers quant au contenu de l'« Information », sa source et sa date de mise à jour.

DROIT APPLICABLE

La présente licence est régie par le droit français.

COMPATIBILITÉ DE LA PRÉSENTE LICENCE

La présente licence a été conçue pour être compatible avec toute licence libre qui exige au moins la mention de paternité et notamment avec la version antérieure de la présente licence ainsi qu'avec les licences « Open Government Licence » (OGL) du Royaume-Uni, « Creative Commons Attribution » (CC-BY) de Creative Commons et « Open Data Commons Attribution » (ODC-BY) de l'Open Knowledge Foundation.

DEFINITIONS

Sont considérés, au sens de la présente licence comme :

Le « Concédant » : toute personne concédant un droit de « Réutilisation » sur l' « Information » dans les libertés et les conditions prévues par la présente licence

L' « Information » :

- toute information publique figurant dans des documents communiqués ou publiés par une administration mentionnée au premier alinéa de l'article L.300-2 du CRPA ;
- toute information mise à disposition par toute personne selon les termes et conditions de la présente licence.

La « Réutilisation » : l'utilisation de l' « Information » à d'autres fins que celles pour lesquelles elle a été produite ou reçue.

Le « Réutilisateur » : toute personne qui réutilise les « Informations » conformément aux conditions de la présente licence.

Des « Données à caractère personnel » : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable, pouvant être identifiée directement ou indirectement. Leur « Réutilisation » est subordonnée au respect du cadre juridique en vigueur.

Une « Information dérivée » : toute nouvelle donnée ou information créée directement à partir de l' « Information » ou à partir d'une combinaison de l' « Information » et d'autres données ou informations non soumises à cette licence.

Les « Droits de propriété intellectuelle » : tous droits identifiés comme tels par le Code de la propriété intellectuelle (notamment le droit d'auteur, droits voisins au droit d'auteur, droit sui generis des producteurs de bases de données...).

Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	10
N° identifiant	2020-0027

Titre	Convention d'hébergement Baie Informatique Eaux de Vienne - Siveer
-------	--

Rapporteur(s)	M. Francis CHALARD
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	Convention d'hébergement
-----	--------------------------

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	68	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL -</p> <p>Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	15	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Jean-Michel CHOISY - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAUT - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	---

Mandats	8	Mandants	Mandataires
		M. El Mustapha BELGSIR Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT Mme Michèle FAURY-CHARTIER Mme Véronique LEY Mme Marie-Christine MARCINIAK Mme Francette MORCEAU Mme Patricia PERSICO M. Nicolas REVEILLAUT	Mme Éliane ROUSSEAU Mme Jacqueline DAIGRE Mme Laurence VALLOIS-ROUET Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX M. Jean-Louis CHARDONNEAU M. Daniel HOFNUNG M. François BLANCHARD Mme Ghislaine BRINGER
Observations	L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26.		

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale des Services Direction Systèmes d'information - Techniques numériques
------------------	---

Afin de mutualiser leurs moyens, Grand Poitiers Communauté urbaine et le syndicat Eaux de Vienne - Siveer souhaitent s'entendre sur les modalités de la mise à disposition d'un espace destiné à accueillir une baie d'hébergement d'équipement informatique, dans les locaux techniques de Grand Poitiers, afin d'y réaliser des opérations de sauvegarde de ses données.

Il est proposé de définir les termes et conditions de la mise à disposition dans une convention qui détaille les aspects techniques, financiers et obligations de chacune des parties.

L'espace mis à disposition se situe dans la salle serveur à la Direction des Systèmes d'information et techniques numériques au 84 rue des Carmélites – Bât. C – 1^{er} étage – 86000 POITIERS.

Il est proposé que le Siveer participe entièrement aux remboursements des frais liés à l'accueil d'une baie d'hébergement :

- consommation électrique
- climatisation
- groupe électrogène / onduleur
- occupation sol

Le montant annuel du remboursement s'élève à 1712,00 € HT. Les frais liés à la mise à disposition d'un espace et au maintien en conditions opérationnelles ont été calculé au prorata de l'emprise ainsi qu'à la consommation énergétique réelle de l'équipement informatique. La dépense liée est déjà imputée dans les budgets de Grand Poitiers.

Cette mise à disposition n'affectera en aucun cas le fonctionnement de la Direction des Systèmes d'information et techniques numériques (DSITN).

Après examen de ce dossier, il vous est proposé:

- **d'approuver les principes contenus dans le projet de convention**
- **d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer le projet de convention.**
- **d'imputer la recette correspondante, soit 1712,90 € à l'article 70878 du budget Principal.**

POUR	76	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE	Adopté
------------------	--------

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-121905-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	8.4
Nomenclature Préfecture	Amenagement du territoire

CONVENTION HEBERGEMENT

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Afin de mutualiser leurs moyens, Grand Poitiers Communauté Urbaine (ci-après désigné par « le Grand Poitiers » et le syndicat EAUX DE VIENNE - SIVEER (ci-après désigné par « l'Usager ») souhaitent s'entendre sur les modalités de mise à disposition d'un espace destiné à accueillir une baie d'hébergement d'équipement informatique appartenant à l'Usager, dans les locaux techniques de Grand Poitiers, afin d'y réaliser des opérations de sauvegarde de ses données. La mise à disposition comprendra également un accès à Internet dédié au transport des données générées par la présence de la baie.

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Pour l'interprétation et l'exécution de la présente convention, les termes précédés d'une lettre majuscule dont la liste suit, sont définis comme suit :

- « Baie » : désigne un ou plusieurs châssis standards d'accueil d'équipements télécoms et informatiques installés sur l'Espace Baie ;
- « Espace Baie » : désigne la partie du Local d'Hébergement Mutualisé destinée à recevoir une Baie de l'Usager ;
- « Equipements » : désigne le cas échéant les équipements propres de l'Usager ou du Grand Poitiers ;
- « Fibre Optique » : désigne la Fibre Optique du Réseau ;
- « Services » : désigne et signifie tous les Services d'Hébergement décrits ci-après et qui sont fournis par le Grand Poitiers ;
- « Spécifications Techniques » : désigne les spécifications techniques auxquelles les Services devront être conformes, telles que définies en Annexe 1 ;
- « Heures ouvrées » : du lundi au vendredi de 8h à 17h30 ;
- « date de début de service » : date de signature

ARTICLE 2 - OBJET

La présente convention a pour objet de définir les termes et conditions dans lesquels (i) l'Usager pourra acquérir des Services d'Hébergement et de raccordement à Internet et (ii) le Grand Poitiers fournira à l'Usager ces dits Services.

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DU SERVICE

Le Service d'Hébergement est limité à la mise à disposition d'un Espace Baie conformément aux Spécifications Techniques décrites en Annexe 1 de la présente convention.

Un Espace Baie est situé dans l'enceinte d'un Local d'Hébergement Mutualisé du Grand Poitiers.

L'Usager reconnaît expressément que la fourniture par le Grand Poitiers du Service d'Hébergement ne lui confère aucun autre droit qu'un droit d'usage exclusif des Espaces Baie mis à sa disposition dans le Local d'Hébergement Mutualisé concerné.

Le service de raccordement à Internet réside dans la mise à disposition de passages pour les propres fibres optiques de Eaux De Vienne – SIVEER.

Les spécifications techniques de cet accès sont indiquées en Annexe 2.

ARTICLE 4 - SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Les Spécifications Techniques des Locaux d'Hébergement Mutualisé et des Espaces Baie dans les Locaux d'Hébergement Mutualisés sont indiquées en Annexe 1.

ARTICLE 5 - ACCES AUX LOCAUX

Les conditions d'intervention de l'Usager dans les Locaux d'Hébergement Mutualisés dans lesquels un Espace Baie est mis à sa disposition, sont indiquées en Annexe 1.

ARTICLE 6 - REMBOURSEMENT

En contrepartie de la fourniture des Services d'hébergement, l'Usager devra rembourser à Grand Poitiers le coût de ces services, pour un montant annuel précisé en annexe

Chaque montant annuel sera calculé au prorata temporis de la période couverte de l'année civile.

Le montant est réputé comprendre toutes les prestations décrites dans le contrat, à l'exception du déplacement d'un technicien en astreinte en dehors des heures ouvrées, dont les tarifs sont précisés en annexe.

Le montant est révisable annuellement en fonction des charges effectivement constatées, après accord entre les parties.

Si l'augmentation dépassait les 20 % du montant initial fixé dans la présente convention, l'Usager pourra résilier la présente convention, sous réserve de prévenir Grand Poitiers, par courrier recommandé avec accusé réception, ou tout autre moyen. La convention serait alors résiliée dans un délai de 3 (trois) mois suivant la réception de l'information par Grand Poitiers.

ARTICLE 7 – ECHEANCIER DE PAIEMENT

Les remboursements annuels sont dus d'avance.

Le 1^{er} remboursement annuel est dû à compter de la Date de Début du Service. Il peut être facturé dès la Date de Début du Service.

Les remboursements annuels sont dus tous les ans pendant toute la durée de fourniture du Service et payable au démarrage de la période considérée.

Les autres prestations (intervention d'un technicien ...) feront l'objet de bons d'intervention, chiffrés par Grand Poitiers et signés par le représentant de l'usager présent lors de l'intervention. Ces prestations seront remboursées en fin de période, et pourront être réglées en même temps que le montant annuel de la nouvelle période qui débutera.

ARTICLE 8- PROCEDURE DE MISE À DISPOSITION DU SERVICE D'HEBERGEMENT ET D'ACCES A INTERNET

Un fois la convention signée, Grand Poitiers dispose d'un mois maximum afin de mettre à disposition l'espace occupé par la future baie de l'Usager, tel que défini en annexe 1, ainsi que le câble de raccordement à l'énergie et le câble RJ45 servant à la fourniture de l'accès Internet, conformément aux spécifications en annexe.

ARTICLE 9 - OBLIGATIONS DE L'USAGER

A compter de la date de signature de la convention et pour toute sa durée, les Parties conviennent expressément des obligations suivantes incombant à l'Usager :

- l'Usager ne doit en aucun cas :
 - Accéder ou intervenir sur le Réseau sous réserve des dispositions figurant en Annexe 1 ;

- Débrancher ou couper l'alimentation des Équipements du Grand Poitiers lorsqu'ils y ont accès ;
- Modifier le câblage des cartes lorsqu'ils y ont accès ;
- Modifier la configuration des Équipements du Grand Poitiers et/ ou des autres Usagers présents dans les Locaux d'Hébergement Mutualisés.
- L'Usager utilise les Services d'Hébergement fournis par le Grand Poitiers de manière conforme aux dispositions de la présente convention, dans le strict respect des règles nationales et communautaires qui lui sont applicables ;
- il ne doit pas utiliser les Services d'Hébergement fournis par le Grand Poitiers, à toute fin autre que celles prévues au présent article. L'Usager s'interdit par conséquent de revendre les Services qui lui sont fournis par le Grand Poitiers à d'autres Opérateurs de communications électroniques, sauf accord exprès préalable du Grand Poitiers ;
- Il ne doit pas se servir de l'accès Internet qui lui est fourni pour tout autre usage que l'établissement d'une liaison entre sa baie hébergée dans le Local et sa plateforme de service centralisée.

Tout manquement de l'Usager à l'une de ces obligations, entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention et ce, aux torts exclusifs de l'Usager dans les conditions définies à l'Article 13.

ARTICLE 10 - OBLIGATIONS DE GRAND POITIERS

À compter de la date de signature de la convention et pour toute sa durée, les Parties conviennent expressément des obligations suivantes incombant au Grand Poitiers :

- Le Grand Poitiers fournira et maintiendra les Services d'Hébergement dans les conditions prévues par la convention, en y apportant toute la compétence et tout le soin dans le respect des règles de l'art ;
- Il s'assurera que les Services d'Hébergement sont fournis dans le respect des règles nationales et communautaires applicables ;
- Il aura recours à des prestataires, sous-traitants et/ou employés qualifiés et assumera la responsabilité de leur(s) prestation (s) en cas de dommages causés aux Équipements de l'Usager.

Le Grand Poitiers s'engage à respecter les délais d'intervention, de remise en service et de niveaux de service stipulés en Annexe.

Tout manquement de Grand Poitiers à l'une de ces obligations, entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention et ce, aux torts exclusifs de Grand Poitiers dans les conditions définies à l'Article 13.

En cas de déménagement de sa salle d'hébergement, Grand Poitiers notifiera à l'Usager au minimum 3 mois à l'avance en précisant la destination. Une fois averti, l'Usager disposera d'un mois pour signifier à Grand Poitiers son intention de déménager ses propres équipements ou résilier la présente convention de plein droit. Les modalités techniques de déménagement feront l'objet d'une réunion technique entre les parties.

Si l'Usager souhaite déménager ses équipements dans la nouvelle salle, Grand Poitiers s'engage à lui mettre à disposition un espace dans les mêmes conditions dans sa nouvelle salle. L'Usager fait son affaire du déplacement de ses baies et équipements actifs.

ARTICLE 11 - DROIT DE PROPRIETE

La présente convention et les Bons de Commande y afférents ne confèrent à l'Usager aucun droit de propriété, d'aucune sorte, sur le Réseau ou sur les Équipements du Grand Poitiers. En revanche, l'Usager détient l'entière propriété de ses Équipements.

ARTICLE 12 - ENTREE EN VIGUEUR - DUREE

La convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature par chacune des Parties. Elle restera en vigueur jusqu'au terme.

La durée de fourniture du Service d'Hébergement est de 1 an tacitement reconductible 3 fois pour une durée identique. L'usager peut renoncer à la reconduction tacite, moyennant l'envoi d'un courrier en recommandé avec accusé de réception un (1) mois avant le terme normal de la convention. Le Grand Poitiers peut renoncer à la reconduction tacite, moyennant l'envoi d'un courrier en recommandé avec accusé de réception trois (3) mois avant le terme normal de la convention.

En outre, la convention ne peut être résiliée avant son terme, sauf cas de résiliation indiquée à l'Article 13 ci-après.

Après l'arrivée du terme de la convention, l'Usager cessera immédiatement toute utilisation des Services souscrits. L'Usager procédera, à ses propres frais, à toutes les désinstallations consécutives de ses Équipements en vue de restituer l'environnement concerné en son état initial, usure normale exclue, dans un délai d'un mois maximum à compter de l'arrivée à terme de la présente convention.

ARTICLE 13 - RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une des parties, si la partie en défaut commet un manquement à ses obligations au titre de la présente convention, après mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai de trente jours à compter de sa notification, sauf mention d'un délai inférieur indiqué dans un autre article de la convention prévoyant une procédure particulière en cas d'inexécution d'une obligation essentielle.

ARTICLE 14 - FORCE MAJEURE

Les Parties ne seront pas responsables et ne sont tenues d'aucune obligation en réparation des dommages subis par l'autre Partie à l'occasion de tout événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté des Parties, à l'exclusion des difficultés financières, pouvant être interprétées par un tribunal français comme un cas de Force majeure dont la liste fixée entre les Parties comprend à titre purement indicatif : grèves, ou autres conflits de travail ou industriels conformément à la jurisprudence en vigueur, accidents, incendies, explosions, conditions climatiques empêchant ou troublant le travail, manque de combustible, manque d'énergie électrique, de matériaux, de main d'œuvre ou d'entrepreneurs, pannes mécaniques, pannes de machines ou d'équipements, retards dans les transports des biens et des services, guerres, troubles civils, émeutes, sabotages, modifications des lois et règlements applicables à la fourniture des services, actes des autorités européennes nationales ou locales, ou décisions de tribunaux ou décisions à venir (légales ou autres) d'un corps légalement constitué.

La survenance de l'un des cas de Force majeure précédemment définis aura pour conséquence de suspendre l'exécution des obligations de la Partie affectée par le cas de Force majeure, sans qu'elle engage sa responsabilité du fait de la non-exécution de ses obligations, et ce, pour toute la durée du cas de Force majeure. Chaque Partie s'engage à notifier à l'autre Partie dans les meilleurs délais la survenance du cas de Force majeure.

ARTICLE 15 - RESPONSABILITE/ASSURANCES

Chaque Partie sera responsable des éventuels dommages qu'elle causera à un tiers. La responsabilité des Parties est limitée aux dommages matériels directs, à l'exclusion de tout dommage indirect et/ou immatériel, et de toute perte de chiffre d'affaires, de bénéfice, de profit, d'exploitation, de renommée ou de réputation, de clientèle, préjudice commercial, économique et autres pertes de revenus.

Vis-à-vis de l'Usager, le Grand Poitiers assume toutes les responsabilités pouvant découler des dommages matériels qu'il cause à tout Équipement de l'Usager, pour autant qu'il soit démontré que ces dommages lui soient imputables.

Vis-à-vis du Grand Poitiers, l'Usager assume toutes les responsabilités pouvant découler des dommages qu'il cause à tout Équipement du Grand Poitiers et/ou tout ou partie du Réseau du Grand Poitiers, pour autant qu'il soit démontré que ces dommages lui soient imputables ou le soient à l'un de ses sous-traitants.

ARTICLE 16 - INTUITU PERSONAE

La convention est conclue *intuitu personae*.

ARTICLE 17 - REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige entre les Parties, dans le cadre de la convention, notamment pour ce qui concerne son interprétation, son exécution, sa non-exécution ou sa résiliation, qui ne pourra être résolu à l'amiable ou par une médiation dans un délai de deux (2) mois à compter de sa survenance, sera soumis à la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Poitiers.

En deux (2) exemplaires originaux.

Pour le Grand Poitiers
Fait à Poitiers,
Le

Pour l'Usager, Eaux de Vienne - SIVEER
Fait à Poitiers,
Le

ANNEXES

Annexe 1 - Montants des services

Le montant du remboursement annuel forfaitaire et fixé à 1712,90 €ht à la signature de la convention.

Le déplacement d'un technicien en astreinte en dehors des heures ouvrées est facturé 100€ par plage de 2h, toute période commencée étant due.

Annexe 2 – Spécifications techniques

Spécification de l'emplacement

1- Surface des Espaces Baie

L'Espace Baie sera dimensionné de manière à pouvoir accueillir une ou des Baie(s) de dimensions : 800 x 800 mm x 1800 mm en hauteur simple accès

800 mm désigne la largeur de la Baie,

800 mm désigne la profondeur de la Baie,

1800 mm désigne la hauteur de la Baie.

3- Energie

Il sera mis à disposition de l'Usager une double alimentation en 220V courant alternatif par Baie (non ondulée / ondulée).

Le Grand Poitiers met à disposition de l'Usager un départ protégé par Baie (avec batteries et groupe électrogène)

Génie climatique

Le maintien en température du Local d'Hébergement Mutualisé est assuré par une unité de climatisation. Le Grand Poitiers assure un environnement climatique du Local d'Hébergement Mutualisé (température de 25 °C maximum avant déclenchement de l'alarme).

Incendie

Carmélites : détection incendie (Local d'Hébergement Mutualisé) type Cerberus.

Accès internet

L'utilisateur souscrit à son propre accès internet. Il en assure la mise en place, maintenance et le financement. Les différentes fibres arriveront directement dans les baies de l'utilisateur et ne seront connectées à aucun équipement de Grand Poitiers.

Grand Poitiers met à disposition les passages des différentes fibres optiques au sein de ses locaux. Grand Poitiers n'effectuera aucune supervision de ces liaisons (ex. : activité, flux, trafic).

En cas de dégradation directe ou à proximité des passages des fibres, Grand Poitiers avisera Eaux de Vienne de l'incident survenu en soulignant les risques encourus.

Conditions d'accès aux Locaux d'hébergement mutualisés

Accès au Local

Seules les personnes autorisées pourront accéder aux Locaux d'Hébergement Mutualisés, sous réserve pour ces personnes de respecter les consignes d'exploitation ci-après. Avant

toute intervention, l'Usager devra communiquer au Grand Poitiers les noms et qualités des personnes qui accéderont au Local ainsi que les dates et heures de leur intervention.

L'Usager assumera l'entière responsabilité pour les personnes qu'il fait pénétrer dans le Local, y compris pour leurs actions et les conséquences de leurs actions pendant leur présence dans le Local.

La liste des personnes autorisées pourra être modifiée occasionnellement, sous réserve d'un préavis raisonnable de l'Usager.

L'Usager aura accès aux équipements, en présence d'un agent de Grand Poitiers ou toute personne dûment missionnée par lui, pendant les heures ouvrées, sous réserve du respect d'un délai de prévenance de 2h minimum.

Il peut être autorisé, à titre exceptionnel, des accès en dehors des heures ouvrées. Celles-ci seront soumises à une demande émanant de l'Usager au minimum 1 semaine à l'avance. Les interventions de nuit (entre 23h et 6h incluses) devront nécessairement respecter un délai de prévenance de 3 semaines, en dehors des cas d'urgence. Dans tous les cas, l'Usager sera accompagné par un agent de Grand Poitiers ou toute personne dûment missionnée par lui.

Ces délais pourront être réduits en cas d'urgence dûment motivé et après notification de l'astreinte de Grand Poitiers.

Consignes d'exploitation

L'Usager devra utiliser les Espaces Baies mis à sa disposition pour l'usage auquel ils sont destinés et conformément aux procédures d'exploitation correspondantes. Il tiendra l'Espace Baie propre et dans de bonnes conditions d'exploitation et l'aménagera comme il jugera approprié pour assurer l'exécution de ses services. L'Usager s'engage à respecter toutes les règles et réglementations, notamment la réglementation du Code du travail et les réglementations nationales et européennes obligatoires en matière de sécurité, et veiller à ce que les personnes autorisées respectent ces règles et réglementations.

Il devra également suivre les éventuelles instructions complémentaires concernant le Local qui lui seront communiquées par le Grand Poitiers.

L'Usager devra prévenir le Grand Poitiers dans les vingt-quatre (24) heures suivant le moment où l'Usager en aura eu connaissance, par lettre recommandée avec accusé de réception, de tout sinistre ou dommage survenu de son fait dans l'Espace Baie ou dans le Local. L'Usager demeurera personnellement responsable des seules conséquences imputables au retard de déclaration dudit sinistre.

La température ambiante d'exploitation à l'intérieur d'une Baie installée dans l'Emplacement Baie pouvant dépasser la température ambiante de l'Emplacement Baie, l'Usager devra donc s'assurer que la conception ainsi que l'implantation de ses Équipements permettra une circulation d'air satisfaisante afin d'assurer une température à l'intérieur de la Baie, conforme aux spécifications du constructeur.

Conditions de Maintenance

Les termes utilisés dans ce chapitre auront le sens qui leur est donné ci-après :

« Incident » désigne toute déviation des installations du Grand Poitiers par rapport à leurs Spécifications Techniques visées ci-avant n'empêchant pas l'Usager d'utiliser le Service d'Hébergement.

« Incident Critique » désigne toute déviation des installations du Grand Poitiers par rapport à leurs Spécifications Techniques visées ci-avant empêchant l'Usager d'utiliser le Service d'Hébergement.

La maintenance des installations du Grand Poitiers, comprend la maintenance préventive et corrective des installations listées ci-après :

- Installations électriques du Local d'Hébergement Mutualisé,
- Installations de climatisation du Local d'Hébergement Mutualisé,
- Groupes électrogènes du Local d'Hébergement Mutualisé,
- Systèmes de détection incendie du Local d'Hébergement Mutualisé,

La maintenance des Équipements de l'Usager est à la charge de l'Usager.

La maintenance préventive comprend :

- L'inspection régulière du Local d'Hébergement Mutualisé et des Installations,
- La réalisation des contrôles de performance, conformément aux instructions d'entretien des fabricants des installations du Local d'Hébergement Mutualisé,
- La réalisation de réparations préventives - celles-ci peuvent nécessiter une interruption des Services d'Hébergement et seront planifiées 2 semaines à l'avance de façon à réduire la gêne occasionnée pour l'Usager, ce délai pourra être réduit en cas d'urgence dûment motivé

La maintenance corrective visera à corriger tout Incident :

- Détecté par le déclenchement d'une alarme,
- Détecté par l'Usager
- Détecté au cours de la maintenance préventive.

Le Grand Poitiers met à la disposition de l'Usager un service d'astreinte 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, dont les coordonnées sont mentionnées en Annexe.

Les Incidents seront notifiés à Grand Poitiers par mail ou téléphone, ledit mail contenant les informations suivantes :

- L'identification de l'Usager,
- Les noms et fonction de l'émetteur de la demande,
- Toute information nécessaire à la détermination par le Grand Poitiers du caractère critique ou non de l'Incident et à la réalisation de l'intervention par le Grand Poitiers.

Tout incident critique (absence d'électricité ou de climatisation) entraîne une intervention immédiate des services d'astreinte de Grand Poitiers. Tout autre incident, n'entraînant pas, notamment, d'impossibilité totale pour l'Usager, d'utiliser le service, entraînera une intervention en heures ouvrées dans les délais les plus courts.

Ne sont pas couverts par les services de maintenance :

- Dommages causés par l'Usager ou ses sous-traitants,
- Dommages engendrés par le non-respect par l'Usager des procédures d'exploitation fournies par le Grand Poitiers,
- En général, toute intervention non nécessaire déclenchée à l'initiative de l'Usager. Les précédents dommages et interventions seront donc facturés à l'Usager, au tarif en vigueur au sein du Grand Poitiers et après validation de l'Usager.

Annexe 3- Coordonnées

Locaux d'hébergement
84 Rue des Carmélites, 86000 Poitiers

Grand Poitiers
Mail : 123@grandpoitiers.fr
Téléphone : 05 49 30 22 99

Matrice d'escalade :

- Niveau 2 : Responsable du CA Infrastructures Numériques / téléphone : 05 49 52 38 09
- Niveau 3 : Directeur des systèmes d'information : 06 76 33 70 24

L'USAGER
Eaux de Vienne – Siveer

Mail : informatique@eauxdevienne.fr

Téléphone : 05 49 61 25 00

Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	11
N° identifiant	2019-0797

Titre	Mise en place d'une convention de mise à disposition de données trafics entre la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (Dreal) et Grand Poitiers
-------	---

Rapporteur(s)	Mme Anne GÉRARD
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	Convention de mise à disposition de données trafics entre Grand Poitiers Communauté urbaine et PCu et la la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (Dreal)
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	67	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL -</p> <p>Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	16	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Jean-Michel CHOISY - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Serge LEBOND - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

Mandats	8	Mandants	Mandataires
		M. El Mustapha BELGSIR Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT Mme Michèle FAURY-CHARTIER Mme Véronique LEY Mme Marie-Christine MARCINIAK Mme Francette MORCEAU Mme Patricia PERSICO M. Nicolas REVEILLAUD	Mme Éliane ROUSSEAU Mme Jacqueline DAIGRE Mme Laurence VALLOIS-ROUET Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX M. Jean-Louis CHARDONNEAU M. Daniel HOFNUNG M. François BLANCHARD Mme Ghislaine BRINGER
Observations	L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26. Départ de M. Serge LEBOND.		

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Transition énergétique Direction Mobilités
------------------	--

Dans le cadre du défi de la mobilité et de son Observatoire des mobilités, la Direction Mobilités réalise de manière régulière des campagnes de comptage du trafic automobiles.

Afin de permettre l'échange pérenne des données trafics entre gestionnaires de voirie, Grand Poitiers et la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) souhaite conventionner. Cette démarche partenariale formalisée va permettre à chacun des signataires d'acquérir, et d'actualiser, des données de trafic routier sur des tronçons dont ils n'ont pas la compétence en qualité de gestion de la voirie.

Ces données de comptages collectées et mutualisées vont permettre d'alimenter les réflexions en matière de voirie et de modélisations tant en termes de déplacements que de bruit ou d'émissions de polluants atmosphériques. Ces échanges sont réalisés à titre gracieux.

La présente Convention, présentée en annexe, est conclue pour une durée indéterminée.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- **de donner votre accord sur les termes de cette Convention de mise à disposition de données trafics**
- **d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir sur ce sujet.**

POUR	75	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE	Adopté
------------------	--------

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-121178-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	8.7
Nomenclature Préfecture	Transports



GRAND POITIERS
Communauté urbaine

**CONVENTION DE MISE à DISPOSITION
DE DONNÉES TRAFICS**

entre

Grand Poitiers Communauté urbaine

et

**Le ministère de la Transition écologique et solidaire
Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Grand Poitiers Communauté urbaine,

sise 15 place du Maréchal Leclerc – CS 10159 – 86021 POITIERS Cedex, représentée par le Président de la Communauté urbaine de Grand Poitiers, dûment habilité à signer en vertu de la délibération de la conseil communautaire du 14 février 2020.

CI-DESSOUS DÉNOMMÉE : « La Communauté Urbaine de Grand Poitiers »

D'UNE PART

ET :

Le ministère de la Transition écologique et solidaire – direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

sis 15 rue Arthur Ranc – BP 60539 – 86000 Poitiers, dreal-na@developpement-durable.gouv.fr
représentée par la Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

CI-DESSOUS DÉNOMMÉ : « la DREAL »

D'AUTRE PART

Ci-après dénommés individuellement « PARTIE » et ensemble les « PARTIES »

SOMMAIRE

1. Préambule	4
2. Définition	5
3. Objet	5
4. Documents contractuels	5
5. Durée	5
6. Fourniture des données - conformité	5
7. Propriété intellectuelle.....	6
8. Mises à jour	6
9. Mises en garde	6
10. Responsabilité de la Communauté urbaine de Grand Poitiers	7
11. Collaboration générale	7
12. Titres	8
13. Nullité.....	8
14. Loi	8
15. Tribunal	8
16. Annexes	8
ANNEXE 1 - METADONNEES	10
ANNEXE 2 - CONDITIONS PARTICULIÈRES	13

1. Préambule

La Directive européenne INSPIRE,

transposée en droit français, facilite et organise la mise à disposition et le partage de données géographiques détenues par une autorité publique.

Les données trafics sont identifiées dans l'annexe I de la Directive au titre du thème « 7. Réseaux de transport ». Les informations trafics sur un tronçon de route sont géoréférencées par rapport à ce tronçon. Elles sont donc représentables sur une carte, en utilisant l'objet tronçon auquel se rapporte l'information. Ainsi la mise à disposition de ces dernières est fort utile dans l'action des différents acteurs publics.

La DREAL,

met en œuvre les moyens nécessaires pour disposer d'une information sur les trafics routiers, sous forme de base de données et de cartographie statique ou dynamique. La DREAL vise à produire des données géoréférencées, facilitant la connaissance et le suivi des territoires, la décision locale d'aménagement grâce à l'utilisation d'un Système d'Information Géographique (SIG). Des collaborations ont pu être constituées avec les collectivités et avec d'autres autorités gestionnaires des infrastructures routières pour disposer d'une information homogène, la plus exhaustive sur l'ensemble du réseau routier et autoroutier aquitain. La DREAL accepte, par la présente convention, de mettre à disposition de la Communauté Urbaine de Grand Poitiers les données de trafic produites, et mises à jour sur le Département de la Vienne, par les gestionnaires de voirie nationale, Départementale et Autoroutière. Ces données sont communiquées par le biais de l'observatoire des trafics routiers Nouvelle Aquitaine sur sa plateforme Régionale SIGENA. Celles-ci sont géo-référencées et disponibles sous la forme de métadonnées et agences conformément au projet d'observatoire Régional des trafics.

La Communauté Urbaine de Grand Poitiers,

gère en qualité d'autorité organisatrice de mobilité, la compétence mobilité sur son territoire. A ce titre elle assure des missions de service public en matière d'entretien, d'exploitation et d'ingénierie routière sur le réseau routier dont elle est le gestionnaire. Par ailleurs dans une démarche d'animation de l'ensemble des mobilités, sur son territoire, la Communauté Urbaine de Grand Poitiers utilise les données de trafics routiers. Elle dispose, à ce titre, d'information de gestion du trafic sous forme de fichiers de données d'information géographique (Shape, Geodatabase) identifiés en annexe 1 « Métadonnées » de la présente convention, et ci-après désignés comme les « Données ». Les Données sont produites, et mises à jour, par la Communauté Urbaine dans le cadre de son observatoire des trafics et de l'Open Data. Elles peuvent être protégées par des droits de propriété intellectuelle et soumises à certaines restrictions d'usage mentionnées à l'article 7 de la présente convention. Parallèlement aux données ouvertes sur sa plateforme Open Data, issues de son observatoire des trafics, la Communauté Urbaine accepte de mettre, à disposition de la DREAL, les données brutes, afin que celle-ci en fasse pour son compte, sous sa responsabilité exclusive, les usages qu'elle souhaite, dans les strictes limites autorisées par la présente convention et les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les Parties ont donc convenu ce qui suit.

2. Définition

Le terme défini ci-dessous aura, entre les parties, la signification suivante :

« Données » : désigne l'ensemble des données, métadonnées, fichiers, bases de données et toutes autres informations mises, réciproquement, à disposition des deux parties (la DREAL et la Communauté Urbaine de Grand Poitiers) dans le cadre de la convention ; le contenu des Données, à la date de signature de la convention, est décrit à l'annexe 1 « Métadonnées » de la présente convention.

3. Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles les deux parties (la DREAL et la Communauté Urbaine de Grand Poitiers) mettent réciproquement à disposition, à titre non exclusif, les données trafics précisées à l'annexe 2 « Conditions Particulières ».

4. Documents contractuels

Les documents contractuels, dénommés ensemble la « Convention », sont formés par le présent document, ses annexes et leurs avenants éventuels, à l'exclusion de tout autre document.

5. Durée

La présente convention entre en vigueur le jour de sa signature par la Communauté Urbaine de Grand Poitiers et est conclue pour une durée indéterminée, chaque partie pouvant y mettre fin à tout moment sous réserve d'observer le préavis ci-après.

La convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties sous réserve du respect d'un préavis d'un mois notifié par lettre recommandée avec avis de réception.

6. Fourniture des données - conformité

La Communauté Urbaine de Grand Poitiers fournit à la DREAL les données au format convenu. Le support et les modalités de transmission et à l'adresse précisée en annexe 2 « Conditions Particulières » ou sur tout autre support souhaité par la DREAL.

La DREAL a pris connaissance de la fiche de métadonnées jointe en annexe 1, associée aux Données qui a pour objet de l'informer sur les caractéristiques des Données et les contraintes juridiques et techniques inhérentes à leur utilisation.

La DREAL met à disposition de la Communauté Urbaine de Grand Poitiers les données trafics partenaires à l'échelle départementale par le biais de sa plateforme régionale SIGENA.

7. Propriété intellectuelle

La DREAL est informée que les Données sont susceptibles d'être protégées tant par le droit d'auteur que par le droit des bases de données et soumises, de ce fait, aux modalités de réutilisation précisées en annexe 2 « Conditions particulières ».

La convention n'est aucunement une cession de droits de propriété intellectuelle de la Communauté Urbaine à la DREAL, mais une simple mise à disposition des Données, à titre non exclusif, dans les conditions définies ci-après, étant précisé que la Communauté Urbaine ne transfère à la DREAL aucun droit sur les Données autre que ceux expressément mentionnés dans la convention.

La présente convention autorise la DREAL à réutiliser les Données selon l'usage prévu dans l'annexe 2 « Conditions Particulières ».

La réutilisation des Données par la DREAL est soumise à la condition que ces dernières ne soient pas altérées et que leur sens ne soit pas dénaturé. En conséquence, la DREAL s'engage à respecter l'intégrité des Données et leurs métadonnées en s'interdisant de présenter les Données, et leurs métadonnées, de manière trompeuse.

La DREAL devra faire figurer, sur tout document et/ou produit et service ayant pour origine partielle les Données, la mention de leur source et la date de leur dernière mise à jour (Source : Grand Poitiers Communauté urbaine, données trafic 2015). Cette mention devra apparaître de manière lisible sous toute forme de support de diffusion, numérique ou non.

Pour toute autre exploitation ou réutilisation que celles expressément mentionnées à la présente convention, la DREAL devra se rapprocher de la Communauté Urbaine afin de connaître les conditions de cette exploitation ou réutilisation.

La Communauté Urbaine de Grand Poitiers s'engage à respecter les mêmes formalités dans le cadre d'une réutilisation des données partenariales.

8. Mises à jour

La Communauté Urbaine de Grand Poitiers fournira, à chaque fin d'année, des mises à jour annuelles de ses données dans le cadre de la présente convention.

9. Mises en garde

Les Données sont mises à disposition de la DREAL en l'état, sans garantie particulière.

En dépit des efforts et diligences mis en œuvre pour en vérifier la fiabilité, la Communauté Urbaine de Grand Poitiers n'est pas en mesure de garantir l'exactitude, la mise à jour, l'intégrité, l'exhaustivité des données et, en particulier, que les données sont exemptes d'imprécisions ou d'erreurs, notamment de localisation, d'identification ou d'actualisation.

Les Données sont fournies à titre informatif et n'ont aucune valeur réglementaire. Elles sont fournies en vue d'une utilisation définie à l'annexe 2 de la présente convention et aucune garantie quant à leur aptitude à un usage particulier ni aucune recommandation n'est apportée par la Communauté Urbaine de Grand Poitiers.

La Communauté Urbaine de Grand Poitiers définit la localisation de ses points de comptages et définit la linéarisation de ses résultats.

L'attention de la DREAL est attirée sur le fait que les Données ne peuvent être utilisées que dans le cadre de sa mission présentée en annexe 2 « Conditions Particulières ».

La DREAL utilise les Données sous sa responsabilité entière et exclusive, sans recours possible contre la Communauté Urbaine de Grand Poitiers, ce qu'elle accepte expressément. Il lui appartient d'apprécier, sous sa responsabilité entière et exclusive :

- l'opportunité d'utiliser les Données ;
- la compatibilité des fichiers avec ses systèmes informatiques ;
- l'adéquation des Données à ses besoins ;
- qu'il dispose de la compétence suffisante pour utiliser les Données.

La Communauté Urbaine de Grand Poitiers s'engage à prendre en considération les mêmes mises en garde dans le cadre d'une réutilisation des données partenariales communiquées par la DREAL.

10. Responsabilité de la Communauté Urbaine de Grand Poitiers

La Communauté Urbaine de Grand Poitiers engagera les moyens nécessaires à l'exécution de la présente convention. Sa responsabilité ne saurait être engagée qu'à raison d'une faute lourde prouvée par la DREAL, étant précisé que la seule obligation de la Communauté Urbaine de Grand Poitiers est la fourniture des Données en sa possession, en l'état.

La Communauté Urbaine de Grand Poitiers n'est en aucune façon responsable des éléments extérieurs aux données et, notamment, des outils d'analyse, matériels, logiciels, réseaux..., utilisés pour consulter et/ou traiter les Données.

En aucun cas, la Communauté Urbaine de Grand Poitiers n'est responsable des préjudices indirects subis par la DREAL, du fait de l'utilisation des données. Constituent des préjudices indirects, et en toute hypothèse exclus des dommages indemnifiables, les préjudices économiques ou moraux, pertes de bénéfices, atteintes à l'image de marque ou encore pertes de données que pourraient subir la DREAL et/ou des tiers à la présente convention.

Toute action dirigée contre la DREAL par un tiers constitue un préjudice indirect et, par conséquent, n'ouvre pas droit à réparation.

11. Collaboration générale

Les Parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de l'exécution de la présente convention et notamment :

- d'échanger les données trafics issues de la mise à jour de leurs plates-formes Open Data respectives ;
- de proposer des données ouvertes dont les licences sont cohérentes ; (à ce titre Grand Poitiers et en Licence ouverte)
- d'échanger des informations nécessaires et/ou utiles à la bonne exécution de la présente convention ou à la bonne gestion des données ;
- de faire le point sur l'utilisation des données et les éventuelles difficultés rencontrées lors de leur utilisation ;
- de communiquer les fichiers bruts permettant de compléter les données ouvertes.

Chacune des parties s'engage à informer l'autre partie de toutes les difficultés dont elle pourrait prendre la mesure au regard de son expérience, au cours de l'exécution de la convention, afin de permettre leur prise en compte le plus rapidement possible.

Par ailleurs les deux parties veilleront à publier des données trafics cohérentes sur leurs plates-formes Open Data respectives.

Dans ce cadre, la DREAL s'engage notamment à transmettre à la Communauté Urbaine de Grand Poitiers toutes données ou informations dont elle pourrait avoir connaissance concernant les données qui permettraient de les corriger ou améliorer.

La DREAL s'engage notamment à signaler, sans délai et par écrit, à la Communauté Urbaine de Grand Poitiers toute difficulté éventuelle qu'elle rencontrera, ainsi que toute erreur, anomalie, incomplétude, obsolescence affectant les données dont elle a connaissance, et à cesser d'exploiter les données défectueuses.

La DREAL s'engage à ce que les résultats du travail (publications, plaquette...) pour lesquels les données sont demandées soient accessibles par la Communauté Urbaine de Grand Poitiers.

12. Nullité

Si une ou plusieurs stipulations de la présente convention sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision passée en force de chose jugée d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

13. Loi

La convention est régie par la loi française.

Il en est ainsi pour les règles de fond comme pour les règles de forme.

14. Tribunal

En cas de litige, la compétence expresse est attribuée aux tribunaux administratifs compétents.

15. Annexes

La présente convention comporte les annexes suivantes :

- Annexe 1 : Métadonnées
- Annexe 2 : Conditions Particulières

Fait à Poitiers, le

En cinq exemplaires originaux.

Pour Grand Poitiers Communauté Urbaine,
Le Président

Pour la DREAL,
La Directrice

ANNEXE 1 - METADONNEES

■ Contenu des données

- Nom : Base de données géographiques descriptives du trafic du réseau routier
- Présentation générale : La base de données géographiques descriptives du réseau routier est composée de données attributaires. Ces données attributaires sont issues des données de trafics véhicules légers (VL) et poids-lourds (PL) recueillies par le Concessionnaire. Les trafics sont exprimés en Trafics Moyen Journalier Annuel (TMJA).

■ Format des données

Points de comptages

CHAMP	FORMAT	DESCRIPTION
TYPE	Texte	Qualification du sens de circulation
IDENTIFICATION_ TRONCON	Numérique	Numéros de tronçons sur lesquels la valeur est rattachée
NUM_POINT_DE_ COMPTAGE	Numérique	Numérotation du point de comptage attribuée de manière définitive
Geo_X	Numérique	Coordonnées X du point dans le système de projection France Lambert-93 CC47
Geo_Y	Numérique	Coordonnées Y du point dans le système de projection France Lambert-93 CC47

Trafics

CHAMP	FORMAT	DESCRIPTION
ANNEE_DE_ COMPTAGE	Numérique	Date de la campagne de comptage
MOIS_COMPTAGE	Numérique	Date de la campagne de comptage
TMJO	Numérique	Trafic moyen journalier en jours ouvrés en mouvements (calculé sur la période de comptages)
TMJA	Numérique	Trafic moyen journalier jour annuel en mouvements (calculé sur la période de comptages)
TRAFIC_MAX	Numérique	Trafic maxi enregistré (mouvements) sur la période d'enquête.
VITESSE_MOY	Numérique	Vitesse moyenne enregistrée dans les deux sens sur l'ensemble de la période de comptages

CHAMP	FORMAT	DESCRIPTION
PART_PL	Numérique	Pourcentage de la part des PL (dans les deux sens) enregistrée pendant la période d'enquête
GESTIONNAIRE	Texte	Organisme propriétaire de la donnée
CODE_GENERIQUE	Numérique	Nomenclature caractérisant la nature de la voie (nomenclature décrite sur l'onglet « nomenclature » du fichier Xls « base trafic vd »
POINT_DE_COMPTAGE	Numérique	Numérotation du point de comptage attribuée de manière définitive
COMPTAGE	Texte	Périodicité du comptage (temporaire – permanent)

■ Qualité des données

- Source des données :
 - Trafics en TMJA et TMJO : Données de la Communauté Urbaine du Grand Poitiers
 - Autres données :
- Exhaustivité et cohérence logique : Données de trafics exprimés en TMJA et TMJO pour l'année 2015 et les années suivantes.

■ Mises à jour des données

- Date d'actualité des données : les données de base concernent l'année 2015
- Fréquence d'actualisation : renouvellement annuel des données par 1/5

■ Statut juridique de la donnée

- Propriétaire des droits du producteur : le gestionnaire de la voirie concernée.

■ Format de transmission des données. Les données seront fournies au format SIG Shape ou Geodatabase en coordonnées Lambert 93 CC47

- Filiaire de voirie (Format Shape ou Geodatabase).
- Base de données trafic (Format Shape ou Geodatabase et excel).
- Fichier source des comptages (Format excel) cf tableau ci-dessous.
- Plan de localisation (Format Power Point).

NATURE DES DONNEES SOURCE (Format Excel)	UNITE
NOMBRE_DE_JOURS	En jours
FICHE DE SYNTHESE DEBIT	
DEBIT_TOTAL	En VJ (VL / PL)
JOUR_LE_PLUS_CHARGE	En VJ (VL / PL) Journée concernée
TMJO	En VJ (VL / PL nbre et %)
TMJA	En VJ (VL / PL nbre et %)
JO_7/10h	En VJ (VL / PL nbre et %)
JO_16/19h	En VJ (VL / PL nbre et %)
PERIODE_NUIT_22H/6H)	En VJ (VL / PL nbre et %)
FICHE DE SYNTHESE VITESSE	
VITESSE MOYENNE	En Km/h (VL / PL)
MAX_JOURNALIER	En Km/h (VL / PL) Journée concernée
MAX_HORAIRE	En Km/h (VL / PL) Tranches horaires concernées
V15/V50/V85	En Km/h (VL / PL) Par ratio de vitesse concerné
TABLEAU DETAILLE DES VALEURS DE DEBIT ET DE VITESSE	
PAR_DATE	Jour/mois/année
PAR_TRANCHE_HORAIRE	Tranche d'une heure
PAR_CATEGORIE_DE_VITESSE	12 seuils de 0 à 200 km/h
PAR_TYPE_DE_VEHICULE	PL/VL/TV
VITESSE_MOYENNE	Par : Type de véhicule Tranche horaire
DEBIT_TOTAL	Par : Type de véhicule % Moyenne horaire

ANNEXE 2 - CONDITIONS PARTICULIÈRES

1. Finalité de la mise à disposition

La DREAL a besoin, dans le cadre de ses missions, de disposer de données permettant de mieux prendre en compte l'information sur le trafic routier à l'échelle régionale. Ces informations sont produites entre les différentes autorités gestionnaires des infrastructures routières. Ainsi la DREAL s'est rapprochée de la Communauté Urbaine de Grand Poitiers pour disposer des informations sur les autres réseaux. La DREAL effectuera sur ces dernières des traitements afin de disposer, à l'échelle régionale, de données expertisées et homogènes de l'ensemble des informations issues des différents gestionnaires. En contrepartie, la Communauté Urbaine de Grand Poitiers a la possibilité de bénéficier des données mesurées et linéarisées disponibles sur la plate-forme Régionale SIGENA.

2. Modalités de réutilisation

La DREAL réutilisera ces données dans plusieurs cadres :

- utiliser les Données, directement fournies par la Communauté Urbaine de Grand Poitiers ou retraitées par la DREAL, en vue d'être intégrées dans un système d'information, de réaliser des cartographies statiques ou dynamiques accessibles par tous les citoyens ;
- diffuser des études et/ou analyses issues du traitement des Données ;
- superposer et agréger des données de gestionnaires différents sur le territoire régional ;
- permettre l'accès le plus large possible du citoyen aux Données et aux études et/ou analyses issues du traitement des données ; Les Données peuvent être utiles pour d'autres usages que celui qui a motivé leur production (trame verte et bleue...). Dans ces conditions, il est opportun d'en favoriser la diffusion de façon à éviter les doublons et d'utiliser au mieux les fonds publics consacrés à leur production.

La Communauté Urbaine de Grand Poitiers réutilisera ces données dans le cadre :

- dans son SIG pour l'observatoire des trafics et de l'Open Data ;
- d'études et de modélisation des trafics.

Les deux parties s'engagent à respecter les modalités de licence et de propriété intellectuelle.

3. Modalités de transmission

Format de fichiers : Format d'échange sous forme de tableau « EXCEL ».

Support d'échange : Messagerie électronique.

Adresse de fourniture :

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
Service Déplacements, Infrastructures, Transports
Département Mobilité et Infrastructures Ferroviaires
Site de Bordeaux
Cité administrative

Rue Jules Ferry
33090 Bordeaux Cedex

- Adresse mail : bruno.carre@developpement-durable.gouv.fr
- Adresse mail en copie : fabienne.bogiatto@developpement-durable.gouv.fr

Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	12
N° identifiant	2020-0002

Titre	Attribution de subventions au Stade Poitevin Tennis
-------	---

Rapporteur(s)	Mme Corine SAUVAGE
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	Tableau Convention financière
-----	----------------------------------

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	67	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL -</p> <p>Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérard BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	16	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Jean-Michel CHOISY - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Serge LEBOND - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

Mandats	8	Mandants	Mandataires
		M. El Mustapha BELGSIR Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT Mme Michèle FAURY-CHARTIER Mme Véronique LEY Mme Marie-Christine MARCINIAK Mme Francette MORCEAU Mme Patricia PERSICO M. Nicolas REVEILLAUD	Mme Éliane ROUSSEAU Mme Jacqueline DAIGRE Mme Laurence VALLOIS-ROUET Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX M. Jean-Louis CHARDONNEAU M. Daniel HOFNUNG M. François BLANCHARD Mme Ghislaine BRINGER
Observations	L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26.		

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Jeunesse - Vie sportive Affaires générales
------------------	--

Dans le cadre de l'exercice budgétaire 2020, le Stade Poitevin Tennis a sollicité une subvention communautaire d'investissement.

Par ailleurs, cette même association a sollicité une subvention communautaire pour l'organisation du 32^{ème} Open masculin de tennis. Cette demande s'inscrit dans le cadre de la délibération-cadre n°54 (2018-0483) du Conseil communautaire du 28 septembre 2018 sur la compétence facultative « animations sportives de Grand Poitiers Communauté urbaine » pour le volet relatif au soutien aux événements sportifs retentissants, participant au rayonnement et à la promotion de l'image de Grand Poitiers.

Les différents éléments relatifs à ces subventionnements sont détaillés dans le tableau de présentation joint.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- **de donner votre accord sur l'attribution des subventions conformément au tableau annexé**
- **d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention liée à l'Open de tennis et tout document à intervenir**
- **d'imputer les dépenses conformément aux indications mentionnées dans le tableau annexé sauf modification expresse des données personnelles de l'association au cours de l'instruction.**

POUR	75	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE	Adopté
------------------	--------

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-121377-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	7.5
Nomenclature Préfecture	Subventions

		Valorisation N-1		Montant déjà voté sur l'exercice N	Montant proposé au vote	Montant TOTAL exercice N	Direction instructrice Imputation budgétaire Période d'attribution pour la structure
		Total accordé exercice N-1	Poitiers Grand Poitiers				
STADE POITEVIN TENNIS		9 800 €			9 800 €	9 800 €	
781 564 786 00023	FR7619406000006716381721426						
DEMANDE : 4 800 € AFFECTEE DECISION UNIQUE	<p>Organisation du 32 ème Open Masculin 86 du 15 au 22 Mars 2020 à Poitiers, halle de Tennis, rue de la Devinière.</p> <p>Tournoi international de 15 000 dollars composé d'un tableau de qualification de 48 joueurs dont 7 rejoindront le tableau final de 32 joueurs. Un tableau final de 16 équipes de double complète la manifestation.</p> <p>La manifestation intègre cette année des pré-qualifications pour 32 joueurs de la région qui permettra à 2 d'entre eux d'accéder au tournoi.</p> <p>Ce sont donc plus de 100 joueurs qui participeront à ce tournoi.</p> <p>Cette manifestation attire environ 6.000 spectateurs sur toute la semaine.</p>					4 800 €	Affaires générales 0/41.0/6574/5600/2020 2020 00002176
DEMANDE : 5 000 € INVESTISSEMENT DECISION UNIQUE	<p>En 2019, le Stade Poitevin Tennis a souhaité s'engager dans une diversification de ses activités pour renforcer son attractivité avec la construction et le financement de 3 terrains de Padel sur l'emprise foncière de la halle de tennis de Rébeileau, équipement communautaire.</p> <p>L'investissement total pour cette opération est de 195 800 €, financé par le club pour 134 800 €, la Fédération pour 21 000 €, le Conseil Départemental pour 10 000 € et le conseil Régional pour 20 000€. Lors du conseil communautaire du 27 septembre 2019, il a été acté que Grand Poitiers accompagnerait ce développement par une aide globale de 10 000 € versée sur deux années, 5 000 € en 2019 et 5 000 € en 2020.</p> <p>En contrepartie le club s'est engagé à octroyer quelques heures d'accès gratuit à ses terrains à d'autres clubs du territoire et à y accueillir des actions éducatives menées par Grand Poitiers (scolaires, Pass sports).</p>					5 000 €	Affaires générales 0/41.0/20421/1798/5600/2020 01/10/2019 au 30/09/2020 00002225

CONVENTION FINANCIERE 2020
STADE POITEVIN TENNIS

2020-0002

Entre d'une part,

Grand Poitiers Communauté urbaine inscrite au SIRET sous le numéro 200 069 854 00012, représentée par son Président, Monsieur Alain CLAEYS ou son représentant, autorisé par délibération du Conseil communautaire en date du 14 février 2020,

Et d'autre part,

La structure dénommée STADE POITEVIN TENNIS inscrite au SIRET sous le numéro 781 564 786 00023, dont le siège social se situe RUE DE LA DEVINIERE 86000 POITIERS, représentée par son président Monsieur Gabriel DE SAINT MARTIN,

Conformément aux dispositions de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret 2001-495 du 6 juin 2001,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

L'association « STADE POITEVIN TENNIS » a pour objet :

- la pratique du tennis
- l'initiation à ce sport des jeunes de tout âge
- toutes formes de promotion de cette activité
- la compétition dans le cadre des épreuves organisées par la Fédération Française de Tennis, par l'association ou toute autre structure
- toutes les activités accessoires ou connexes à son objet principal.

La présente convention définit les conditions financières par lesquelles Grand Poitiers Communauté urbaine souhaite soutenir l'association, dans le cadre de sa politique sportive, pour l'organisation du 32^{ème} Open Masculin de Tennis qui se déroulera du 16 au 22 mars 2020 à Poitiers.

ARTICLE 2 - CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES D'ATTRIBUTION

Dans le cadre de l'exercice budgétaire 2020, Grand Poitiers s'engage à apporter à la structure son soutien décrit dans le tableau suivant :

Direction instructrice	Description	Montant
Affaires générales 00002176	Organisation du 32 ^{ème} Open Masculin 86 du 15 au 22 Mars 2020 à Poitiers, halle de Tennis, rue de la Devinière. Tournoi international de 15 000 dollars composé d'un tableau de qualification de 48 joueurs dont 7 rejoindront le tableau final de 32 joueurs. Un tableau final de 16 équipes de double complète la manifestation. La manifestation intègre cette année des pré-qualifications pour 32 joueurs de la région qui permettra à 2 d'entre eux d'accéder au tournoi. Ce sont donc plus de 100 joueurs qui participeront à ce tournoi. Cette manifestation attire environ 6.000 spectateurs sur toute la semaine.	4 800 €

L'aide de Grand Poitiers peut faire l'objet de plusieurs versements. Grand Poitiers se réserve le droit de diminuer le montant de la subvention en fonction de la réalisation effective des objectifs.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS À FOURNIR

La structure s'engage à transmettre le plus rapidement possible à Grand Poitiers une copie certifiée du bilan et du compte de résultat de l'exercice N-1 ainsi que le budget prévisionnel N+1, et de saisir ces éléments dans l'espace des aides. Par ailleurs, Grand Poitiers se réserve le droit d'exiger tout document jugé nécessaire par l'autorité territoriale.

En dehors des subventions de fonctionnement, la structure devra transmettre à la direction référente un compte rendu financier (*modèle Cerfa 15059*02*) et/ou les justificatifs qui attestent de la conformité des dépenses destinées à l'objet de l'aide, dans un délai maximum de 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.

Ce délai pourra être révisé unilatéralement, à la demande de la communauté urbaine ou lorsqu'un partenaire financier au titre de la mise en œuvre d'un programme de politique publique l'exige.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION SPORTIVE

L'association s'engage à gérer et animer ses activités sportives en conformité avec ses statuts et la réglementation en vigueur. Elle veille également à la sécurité des pratiquants et du public lors de la manifestation, notamment avec la mise en place d'un Dispositif Prévisionnel de Secours (DPS).

Elle convient également de la mise en œuvre de diverses actions visant à promouvoir Grand Poitiers Communauté urbaine :

- mention de sa participation sur tout support de communication et dans ses rapports avec les médias proportionnellement à la hauteur de l'aide communautaire
- mise en place pendant la manifestation sportive de supports de communication «Grand Poitiers Communauté urbaine » proportionnellement à la hauteur de l'aide communautaire
- mise à disposition de places gratuites pour les quarts de finale, demi-finales et la finale de l'Open
- mise à disposition d'une table de 8 personnes au restaurant du Stade Poitevin Tennis pour chaque jour du tournoi,
- participation des élus de Grand Poitiers aux différents temps officiels (point presse, tirage au sort du tableau final, soirées et cocktails)
- création d'un lien direct du site de Grand Poitiers sur le site internet dédié à l'évènement.

Actions en faveur des jeunes :

- mise à disposition d'invitation et organisation de l'accueil de jeunes de Grand Poitiers à partir des quarts de finale, selon les modalités définies avec Grand Poitiers Communauté urbaine.

L'association s'engage également à faire parvenir un courrier détaillé et exhaustif de l'ensemble des besoins logistiques 3 mois avant la manifestation et à participer aux réunions de coordination organisées par les services de Grand Poitiers.

ARTICLE 5 - PRESTATIONS ASSUREES PAR GRAND POITIERS

Dans le cadre de la manifestation, Grand Poitiers Communauté urbaine s'engage à apporter à l'association des prestations techniques, logistiques, de promotion et de communication à titre gratuit.

Prestations techniques et logistiques :

- mise à disposition de matériels et de transports (barrières de sécurité, tribunes, tables, chaises, tentes parapluie et matériel électrique)

- main d'œuvre de personnel technique pour le transport du matériel, le montage et le démontage des tribunes
- fourniture d'une décoration florale.

Prestations de promotion et de communication :

- mise à disposition du mobilier urbain pour une série d'affiches de type sucette
- mise à disposition de banderoles « Grand Poitiers Communauté urbaine »
- organisation du tirage au sort du tableau final, dans les Salons de l'Hôtel de Ville.

Grand Poitiers transmettra à l'association, après la manifestation, une fiche de valorisation de ces diverses prestations pour lui permettre d'intégrer dans sa comptabilité le montant de cette subvention indirecte en pied-de-page de son compte de résultat. Le montant de cette valorisation pour l'édition 2019 a été de 34 545 €.

ARTICLE 6 - VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention n'engage les parties au contrat que pour l'année 2020. Toute modification devra être consignée dans une nouvelle convention ou un avenant à la présente convention.

Les éventuelles contestations sur l'interprétation de la présente convention seront réglées à l'amiable, par les signataires. A défaut d'un tel règlement, le litige relève du Tribunal administratif de Poitiers.

ARTICLE 7 - RESILIATION

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité :

- en cas de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de la structure,
- en cas d'annulation de la manifestation,
- au cas où l'activité réelle de la structure serait significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée,
- en cas de non présentation des documents cités à l'article 3 de la présente convention.

Fait à Poitiers, le

François BLANCHARD
Pour le Président, le Vice-Président

Gabriel DE SAINT MARTIN
Le Président de la structure,

Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	13
N° identifiant	2020-0021

Titre	Attribution de subventions au titre du Plan local pour l'insertion et l'emploi (Plie)
-------	---

Rapporteur(s)	M. Michel FRANÇOIS
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	Tableau de subventions Convention financière Indigo Formation Convention financière Le Centre
-----	---

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	68	<p>M. Alain CLAEYS - Président M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL -</p> <p>Membres du bureau M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	15	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau M. Joël BIZARD - M. Jean-Michel CHOISY - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Serge LEBOND - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Véronique ROCHAS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	---

Mandats	8	Mandants	Mandataires
		M. El Mustapha BELGSIR	Mme Éliane ROUSSEAU
		Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT	Mme Jacqueline DAIGRE
		Mme Michèle FAURY-CHARTIER	Mme Laurence VALLOIS-ROUET
		Mme Véronique LEY	Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX
		Mme Marie-Christine MARCINIAK	M. Jean-Louis CHARDONNEAU
		Mme Francette MORCEAU	M. Daniel HOFNUNG
		Mme Patricia PERSICO	M. François BLANCHARD
		M. Nicolas REVEILLAUD	Mme Ghislaine BRINGER

Observations	<p>L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26.</p> <p>Arrivée de Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAUDT.</p>
--------------	--

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Attractivité - Développement économique Direction Politiques de l'emploi
------------------	--

Grand Poitiers Communauté urbaine s'est engagée avec l'État et le Département de la Vienne pour favoriser l'insertion professionnelle de personnes exclues du marché du travail.

Un Plan local pour l'insertion et l'emploi (Plie) a été défini autour de trois grandes missions :

- la mise en œuvre de parcours d'insertion professionnelle individualisés, pour des personnes, exclues du marché du travail,
- la mobilisation des partenaires institutionnels, socio-économiques et des entreprises sur le territoire,
- l'ingénierie financière et technique de projets de développement local.

Un protocole d'accord formalise les objectifs, les orientations du Plie. Le protocole est défini sur une durée triennale, correspondant sur celle de la subvention globale de Fonds social européen (FSE) 2018-2020.

Grand Poitiers Communauté urbaine assure l'animation et la coordination du Plie. À ce titre et en cohérence avec le défi des solidarités du projet de territoire, Grand Poitiers a lancé un appel à projets pour soutenir les initiatives locales pour le développement des compétences ou la levée des freins des demandeurs d'emplois, éligibles aux critères définis dans le protocole d'accord.

Plusieurs structures ont proposé des projets, seuls ceux qui concernent une reconduction d'action, vous sont proposés à savoir :

- Indigo Formation pour un parcours et des ateliers thématiques,
- Le Centre, pour un accompagnement vers les métiers des services aux personnes et du médico – social

Les actions proposées prévoient essentiellement des travaux en collectif. Grand Poitiers envisage aussi de faire appel à des prestations pour répondre à des besoins individuels. Plusieurs thématiques peuvent être soutenues :

- le développement personnel : développer l'estime et la confiance en soi, son assertivité, sa communication, valoriser ses compétences de vie, ses qualités...
- l'insertion professionnelle : démystifier la relation avec l'employeur ; développer le savoir-être en entreprise, aider à l'intégration en entreprise...
- l'employabilité : améliorer la performance technique, développer des compétences transverses, valorisation des aptitudes, transfert de compétences...
- l'évolution professionnelle : bilans de compétences, bilans professionnels, coaching...

Grand Poitiers pourrait aussi recourir à des prestations pour expérimenter des méthodes innovantes de valorisation, transfert de compétences. Pour ce faire, une demande de financement FSE doit être réalisée pour pouvoir recourir à ces prestations. La programmation de ces actions vous sera proposée lors d'un prochain conseil.

Le 20 janvier 2020, le Comité de pilotage du PLIE a examiné l'ensemble des propositions et vous propose de :

- de retenir les projets présentés par Indigo Formation et Le Centre.
- d'autoriser l'appel à des prestations pour répondre à des besoins individuels du public PLIE ou pour expérimenter une nouvelle méthode expérimentale d'identification des soft skills. Une demande de subvention FSE sera sollicitée à hauteur de 20 000 € pour financer ce projet.
- d'autoriser la sollicitation d'une subvention auprès de la Région Nouvelle-Aquitaine pour l'animation et la coordination du PLIE (demande récurrente depuis 2017) à hauteur de 21 090 €.

Par ailleurs, lors du Conseil du 6 décembre (délibération n° 2019-0707), vous avez accordé une subvention FSE de :

- 72 338 € à la ligue de l'enseignement Nouvelle Aquitaine - Institut régional de formation et de ressources en éducation permanente (IRFREP), opération FSE n° 201903428,
- 14 101 € à la Mission locale d'insertion du Poitou, opération FSE n°201902973,

Pour pallier à un problème technique dans le logiciel de gestion FSE, il vous est demandé de confirmer la

décision 2019-0707 pour les deux subventions citées ci-dessus.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- de donner votre accord sur l'attribution des subventions conformément au tableau annexé. Les subventions FSE, pour l'année 2020, se font en plusieurs versements selon les modalités suivantes : une avance de 50 % en année N à la signature de la convention et un solde après contrôle de service fait du bilan de l'action, remis 6 mois après la fin de l'action soit en N+1 ou N+2
- de mandater les structures citées pour l'exécution des missions dans le cadre du Plie
- d'autoriser Monsieur le Président ou à son représentant à signer tout document relatif à ces subventions ou à leurs projets
- de confirmer la décision prise n° 2019-0707 pour les subventions de l'IRFREP et de la Mission Locale d'Insertion pour permettre la validation dans le logiciel de gestion FSE
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à solliciter un financement FSE à hauteur de 20 000 € pour la mise en œuvre de prestations externes dans le cadre du Plie et un financement de la Région Nouvelle-Aquitaine à hauteur de 21 090 € pour l'animation et la coordination du Plie.
- d'imputer la dépense conformément aux indications mentionnées dans le tableau annexé.

POUR	76	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopté

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-121779-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	8.6
Nomenclature Préfecture	Emploi-formation professionnelle

		Valorisation N-1		Montant déjà voté sur l'exercice N	Montant proposé au vote	Montant TOTAL exercice N	Direction instructrice Imputation budgétaire Période d'attribution pour la structure
	Total accordé exercice N-1	Poitiers	Grand Poitiers				
INDIGO FORMATION	163 951 €			75 817 €	25 439 €	101 256 €	
348 250 580 00068	FR7642559100000800284010686						
Opération FSE n° 201904142 - 1er janvier - 31 décembre 2020							
L'action "étapes de parcours" s'articule autour :							
- d'un tronc commun de compétences avec 8 ateliers: repérer ses atouts et axes de développement personnel, identifier ses freins et contraintes personnelles, identifier ses compétences, repérer ses centres d'intérêt professionnels, connaître son bassin d'emploi, outiller sa recherche d'emploi, connaître les mesures d'aides à l'emploi, mettre en place un plan d'action, sauveteur secouriste du travail,							
- de 8 ateliers complémentaires : gérer ses émotions, communiquer efficacement en valorisant son image, gérer sa vie quotidienne, informatique et numérique, apprendre à apprendre, préparer son immersion en entreprise, sport. Ces ateliers sont préconisés aux participants en fonction des besoins détectés.							
DEMANDE : 36 669 € FSE-PLIE					25 439 €		Politiques de l'emploi 0/90.14/6574/2900/2020 2020 00002238
- des périodes de stages en entreprise, avec une présence obligatoire à l'atelier préparer son immersion en entreprise afin que la période en entreprise se déroule dans de bonnes conditions.							
Nombre de groupe par an : 2							
Nombre de participants par parcours : minimum 8 – maximum 14							
Le coût total du projet est de 25 439,64 € dont un financement FSE de 25 439 € soit 100%.							
La subvention FSE sera versée en deux fois:							
- une avance de 50% à la signature de la convention en année N,							
- un solde après contrôle de service fait du bilan remis par la structure, l'année suivante (N+1 ou N+2).							

		Total accordé exercice N-1	Valorisation N-1		Montant déjà voté sur l'exercice N	Montant proposé au vote	Montant TOTAL voté exercice N	Service instructeur Imputation budgétaire Type de décision Période d'attribution pour la structure
LE-CENTRE		65 244 €	Poitiers	Grand Poitiers		32 256 €	32 256 €	
512 214 701 00033	FR7610278364160001145390194							
FSE/PLIE - opération FSE n°201904203 - 1er janvier au 31 décembre 2020								
DEMANDE : 32 256 € FSE-PLIE DECISION UNIQUE		Grand Poitiers a lancé un appel à projets pour la mise en oeuvre d'étapes de parcours vers l'emploi. L'association Le-Centre propose dans ce cadre, la mise en oeuvre d'un parcours d'intégration dans les métiers des services aux personnes et médico-social. Le projet consiste en un accompagnement individualisé alternant des temps individuels, collectifs (ateliers obligatoires), mise en situation (stage, emploi) et de la formation. Ce projet vise 70 participants, en priorisant les demandeurs d'emplois du PLIE ou les habitants de quartier prioritaire accompagnés par la MLI ou Pôle emploi.					32 256 €	Politiques de l'emploi 0/90.14/6574/2900/2020 2020 00002223
Le coût du projet est de 43 760 €. Le montant FSE sollicité est de 32 256 € soit 60 % du coût total.								
La subvention FSE sera versée en deux fois:								
- une avance de 50% à la signature de la convention en année N,								
- un solde après contrôle de service fait du bilan remis par la structure, l'année suivante (N+1 ou N+2).								

CONVENTION FINANCIERE 2020
INDIGO FORMATION

2020-0021

Entre d'une part,

Grand Poitiers Communauté urbaine inscrite au SIRET sous le numéro 20006985400012, représentée par son Président, Monsieur Alain CLAEYS ou son représentant, autorisé par délibération du Conseil Communautaire en date du 14 février 2020,

Et d'autre part,

La structure dénommée INDIGO FORMATION inscrite au SIRET sous le numéro 34825058000068, dont le siège social se situe 144 RUE DE LA GIBAUDERIE, 86000 POITIERS, représentée par son président Monsieur Danick CORMIER,

Conformément aux dispositions de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret 2001-495 du 6 juin 2001,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La structure dénommée « INDIGO FORMATION » a pour objet :

- Organiser des actions de formation en direction du public demandeur d'emploi, jeunes et /ou adultes,
- Mener tout type d'action d'aide à l'insertion des publics en difficulté,
- Mener tout type d'action de formation auprès des salariés d'entreprise ou tout autre public,
- Mettre en place des actions en liaison avec d'autres organismes de formation, collectivités, administrations ou entreprises,
- Participer aux actions de développement local et à tout projet en relation avec l'objet de l'association.

La présente convention définit les conditions financières par lesquelles Grand Poitiers souhaite soutenir la structure, dans le cadre de sa politique.

ARTICLE 2 - CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES D'ATTRIBUTION

Dans le cadre de l'exercice budgétaire 2020, Grand Poitiers s'engage à apporter à la structure son soutien décrit dans le tableau suivant :

Direction instructrice	Description	Montant
Politiques de l'emploi 00002238	<p>Opération FSE n° 201904142 1er janvier - 31 décembre 2020</p> <p>L'action ETAPES DE PARCOURS » s'articule autour d'un tronc commun de compétences qui peut être renforcé par des «ateliers complémentaires" .</p> <p>Tronc commun :</p> <p>8 ateliers "Projet professionnel - TRE" : repérer ses atouts et axes de développement personnel, identifier ses freins et contraintes personnelles, identifier ses compétences, repérer ses centres d'intérêt professionnels, connaître son bassin d'emploi, outiller sa recherche d'emploi, connaître les mesures d'aides à l'emploi, mettre en place un plan d'action</p> <p>Ateliers complémentaires :</p> <p>8 ateliers : Gérer ses émotions, communiquer efficacement en valorisant son image, gérer sa vie quotidienne, informatique et numérique, apprendre à apprendre, préparer son immersion en entreprise, sport, Sauveteur secouriste du travail.</p> <p>Ces ateliers sont préconisés aux participants de l'action "ETAPES DE PARCOURS" en fonction des besoins détectés. Ils sont également accessibles aux autres personnes positionnés par les référents du PLIE</p> <p>Mais aussi : Possibilités de périodes de stages en entreprise. Pré requis : présence obligatoire à l'atelier préparer son immersion en entreprise afin que la période en entreprise se déroule dans de bonnes conditions. Des entretiens individuels tout au long du parcours afin d'accompagner chaque participant sur son projet et de l'aider à identifier et lever les freins psychologiques/émotionnels.</p> <p>Nombre de groupe par an : 2 Nombre de participants par parcours : minimum 8 – maximum 14</p> <p>Le coût total du projet est de 25 439,64 € dont un financement FSE de 25 439 € soit 100%.</p> <p>La subvention FSE sera versée en deux fois:</p> <ul style="list-style-type: none"> - une avance de 50% à la signature de la convention en année N, - un solde après contrôle de service fait du bilan remis par la structure, l'année suivante (N+1 ou N+2). 	25 439 €

Compte tenu d'une première attribution de 75 817 €, cette nouvelle attribution d'un montant de 25 439 € porterait l'aide maximale de Grand Poitiers à 101 256 € au titre de l'exercice budgétaire 2020. Cette nouvelle subvention sera versée selon les modalités indiquées dans la convention FSE / PLIE n°201904142 conformément aux obligations européennes.

L'aide de Grand Poitiers peut faire l'objet de plusieurs versements. Grand Poitiers se réserve le droit de diminuer le montant de la subvention en fonction de la réalisation effective des objectifs.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS À FOURNIR

La structure s'engage à transmettre le plus rapidement possible à Grand Poitiers une copie certifiée du bilan et du compte de résultat de l'exercice N-1 ainsi que le budget prévisionnel N+1, et de saisir ces éléments dans l'espace des aides. Par ailleurs, Grand Poitiers se réserve le droit d'exiger tout document jugé nécessaire par l'autorité territoriale.

En dehors des subventions de fonctionnement, la structure devra transmettre à la direction référente un compte rendu financier (*modèle Cerfa 15059*02*) et/ou les justificatifs qui attestent de la conformité des dépenses destinées à l'objet de l'aide, dans un délai maximum de 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.

Ce délai pourra être révisé unilatéralement, à la demande de la communauté urbaine ou lorsqu'un partenaire financier au titre de la mise en œuvre d'un programme de politique publique l'exige.

ARTICLE 4 - VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention n'engage les parties au contrat que pour l'année 2020. Toute modification devra être consignée dans une nouvelle convention ou un avenant à la présente convention.

Les éventuelles contestations sur l'interprétation de la présente convention seront réglées à l'amiable, par les signataires. A défaut d'un tel règlement, le litige relève du Tribunal administratif de Poitiers.

ARTICLE 5 - RESILIATION

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité :

- en cas de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de la structure,
- au cas où l'activité réelle de la structure serait significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée,
- en cas de non présentation des documents cités à l'article 3 de la présente convention.

Fait à Poitiers, le

Michel FRANÇOIS
Pour le Président, le Délégué du Président

Danick CORMIER
Le Président de la structure,

CONVENTION FINANCIERE 2020
LE-CENTRE

2020-0021

Entre d'une part,

Grand Poitiers Communauté urbaine inscrite au SIRET sous le numéro 20006985400012, représentée par son Président, Monsieur Alain CLAEYS ou son représentant, autorisé par délibération du Conseil Communautaire en date du 14 février 2020,

Et d'autre part,

La structure dénommée LE-CENTRE inscrite au SIRET sous le numéro 51221470100033, dont le siège social se situe 18/22 BOULEVARD JEANNE D'ARC IMMEUBLE LE CONNETABLE 86000 POITIERS, représentée par son directeur Monsieur David HAMELIN,

Conformément aux dispositions de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret 2001-495 du 6 juin 2001,

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La structure dénommée « LE-CENTRE » a pour objet de mener toute action de veille, d'observation, d'étude, de sensibilisation, de centre de ressources, d'information, d'animation notamment de Réseaux de Services aux Salariés du Particulier et Particuliers Employeurs, de production de publications dans le domaine du service à la personne. Ces actions sont menées vers les salariés au salariés potentiels du secteur du service à la personne, les employeurs quel que soit leur statut, les collectivités locales, et toute personne physique ou morale intéressée par le sujet.

La présente convention définit les conditions financières par lesquelles Grand Poitiers souhaite soutenir la structure, dans le cadre de sa politique.

ARTICLE 2 - CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES D'ATTRIBUTION

Dans le cadre de l'exercice budgétaire 2020, Grand Poitiers s'engage à apporter à la structure son soutien décrit dans le tableau suivant :

Direction instructrice	Description	Montant
Politiques de l'emploi 00002223	<p>FSE/PLIE - opération FSE n°201904203 - 1er janvier au 31 décembre 2020</p> <p>Grand Poitiers a lancé un appel à projets pour la mise en oeuvre d'étapes de parcours vers l'emploi. L'association Le-Centre propose dans ce cadre, la mise en oeuvre d'un parcours d'intégration dans les métiers des services aux personnes et médico-social. Le projet consiste en un accompagnement individualisé alternant des temps individuels, collectifs (ateliers obligatoires), mise en situation (stage, emploi) et de la formation. Ce projet vise 70 participants, en priorisant les demandeurs d'emplois du PLIE ou les habitants de quartier prioritaire accompagnés par la MLI ou Pôle emploi.</p> <p>Le coût du projet est de 43 760 €. Le montant FSE sollicité est de 32 256 € soit 60 % du coût total.</p> <p>La subvention FSE sera versée en deux fois:</p> <ul style="list-style-type: none"> - une avance de 50% à la signature de la convention en année N, - un solde après contrôle de service fait du bilan remis par la structure, l'année suivante (N+1 ou N+2). 	32 256 €

L'aide de Grand Poitiers peut faire l'objet de plusieurs versements. Cette subvention sera versée selon les modalités indiquées dans la convention FSE / PLIE n°201904203 conformément aux obligations européennes.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS À FOURNIR

La structure s'engage à transmettre le plus rapidement possible à Grand Poitiers une copie certifiée du bilan et du compte de résultat de l'exercice N-1 ainsi que le budget prévisionnel N+1, et de saisir ces éléments dans l'espace des aides. Par ailleurs, Grand Poitiers se réserve le droit d'exiger tout document jugé nécessaire par l'autorité territoriale.

En dehors des subventions de fonctionnement, la structure devra transmettre à la direction référente un compte rendu financier (*modèle Cerfa 15059*02*) et/ou les justificatifs qui attestent de la conformité des dépenses destinées à l'objet de l'aide, dans un délai maximum de 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.

Ce délai pourra être révisé unilatéralement, à la demande de la communauté urbaine ou lorsqu'un partenaire financier au titre de la mise en œuvre d'un programme de politique publique l'exige.

ARTICLE 4 - VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention n'engage les parties au contrat que pour l'année 2020. Toute modification devra être consignée dans une nouvelle convention ou un avenant à la présente convention.

Les éventuelles contestations sur l'interprétation de la présente convention seront réglées à l'amiable, par les signataires. A défaut d'un tel règlement, le litige relève du Tribunal administratif de Poitiers.

ARTICLE 5 - RESILIATION

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité :

- en cas de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de la structure,
- au cas où l'activité réelle de la structure serait significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée,

- en cas de non présentation des documents cités à l'article 3 de la présente convention.

Fait à Poitiers, le

Michel FRANCOIS
Pour le Président, le Délégué du président

David HAMELIN
Le Directeur de la structure,

Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	14
N° identifiant	2020-0020

Titre	Attribution d'avance de subvention au Comité d'activités sociales et culturelles (Casc) Grand Poitiers
-------	--

Rapporteur(s)	M. Francis CHALARD
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	Tableau de subvention Convention financière
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	68	<p>M. Alain CLAEYS - Président M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL -</p> <p>Membres du bureau M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	15	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau M. Joël BIZARD - M. Jean-Michel CHOISY - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Serge LEBOND - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

Mandats	8	Mandants M. El Mustapha BELGSIR Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT Mme Michèle FAURY-CHARTIER Mme Véronique LEY Mme Marie-Christine MARCINIAK Mme Francette MORCEAU Mme Patricia PERSICO M. Nicolas REVEILLAUT	Mandataires Mme Éliane ROUSSEAU Mme Jacqueline DAIGRE Mme Laurence VALLOIS-ROUET Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX M. Jean-Louis CHARDONNEAU M. Daniel HOFNUNG M. François BLANCHARD Mme Ghislaine BRINGER
Observations	L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26.		

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Ressources humaines Direction Relations sociales
------------------	--

Grand Poitiers Communauté urbaine reconnaît la richesse et la diversité des acteurs locaux ainsi que leur contribution au développement du bien-vivre ensemble sur le territoire notamment au travers des activités et des projets qu'ils mettent en œuvre. À ce titre, elle les soutient activement.

La collectivité confie à une association du personnel la gestion d'une partie des prestations d'action sociale proposées aux agents. Cette délibération répond aux enjeux du défi des solidarités du projet de territoire.

Cette association intervient dans le domaine des activités extra-professionnelles à la fois auprès des agents de Grand Poitiers Communauté urbaine et de la Ville de Poitiers et participe au développement d'un mode de vie équilibré entre la vie personnelle et la vie professionnelle.

Cette gestion est assurée par l'association dénommée Comité d'activités sociales et culturelles (CASC).

Dans le cadre de la gestion de ses prestations, le CASC sollicite le versement d'une partie de la subvention annuelle avant le vote du budget 2020.

Les subventions versées au CASC par Grand Poitiers Communauté urbaine font l'objet de remboursements par la Ville de Poitiers au prorata du nombre d'agents.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- **de donner votre accord sur l'attribution de cette subvention conformément au tableau annexé**
- **d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir sur ce sujet**
- **d'imputer la dépense sur le budget Principal et conformément aux indications mentionnées dans le tableau annexé sauf modification expresse des données personnelles de l'association au cours de l'instruction.**

POUR	76	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE	Adopté
------------------	--------

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-121702-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	7.5
Nomenclature Préfecture	Subventions

		Total accordé exercice N-1	Valorisation N-1		Montant déjà voté sur l'exercice N	Montant proposé au vote	Montant TOTAL exercice N	Direction instructrice Imputation budgétaire Période d'attribution pour la structure
			Poitiers	Grand Poitiers				
COMITE D'ACTIVITES SOCIALES ET CULTURELLES DE GRAND POITIERS - CASC GP		229 204 €				42 789 €	42 789 €	
448 030 148 00010	FR7618707007103142115541233							
DEMANDE : 171 193 € FONCTIONNEMENT	Avance de subvention de fonctionnement au CASC					42 789 €		Relations sociales 0/020/6574/6150/2020 2020 00002231

CONVENTION FINANCIERE 2020

COMITE D'ACTIVITES SOCIALES ET CULTURELLES DE GRAND POITIERS - CASC GP

2020-0020

Entre d'une part,

Grand Poitiers Communauté urbaine inscrite au SIRET sous le numéro 20006985400012, représentée par son Président, Monsieur Alain CLAEYS ou son représentant, autorisé par délibération du Conseil Communautaire en date du 14 février 2020,

Et d'autre part,

La structure dénommée COMITE D'ACTIVITES SOCIALES ET CULTURELLES DE GRAND POITIERS - CASC GP inscrite au SIRET sous le numéro 44803014800010, dont le siège social se situe MAIRIE DE POITIERS HOTEL DE VILLE MAIRIE DE POITIERS 86021 POITIERS, représentée par son président Monsieur Sylvain DAVID,

Conformément aux dispositions de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret 2001-495 du 6 juin 2001,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La structure dénommée « COMITE D'ACTIVITES SOCIALES ET CULTURELLES DE GRAND POITIERS - CASC GP » a pour objet : De développer la solidarité entre les agents territoriaux appartenant aux collectivités et établissement publics tels que désignées à l'article 1. Elle a pour but de développer l'action et l'activité sociale en direction des agents, conjoints et enfants à charge selon les règlements définis pour chaque prestation en portant une attention particulière aux plus défavorisés.

La présente convention définit les conditions financières par lesquelles Grand Poitiers souhaite soutenir la structure, dans le cadre de sa politique.

ARTICLE 2 - CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES D'ATTRIBUTION

Dans le cadre de l'exercice budgétaire 2020, Grand Poitiers s'engage à apporter à la structure son soutien décrit dans le tableau suivant :

Direction instructrice	Description	Montant
Relations sociales 00002231	Avance de subvention de fonctionnement au CASC	42 789 €

L'aide de Grand Poitiers peut faire l'objet de plusieurs versements. Grand Poitiers se réserve le droit de diminuer le montant de la subvention en fonction de la réalisation effective des objectifs.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS À FOURNIR

La structure s'engage à transmettre le plus rapidement possible à Grand Poitiers une copie certifiée du bilan et du compte de résultat de l'exercice N-1 ainsi que le budget prévisionnel N+1, et de saisir ces éléments dans l'espace des aides. Par ailleurs, Grand Poitiers se réserve le droit d'exiger tout document jugé nécessaire par l'autorité territoriale.

En dehors des subventions de fonctionnement, la structure devra transmettre à la direction référente un compte rendu financier (*modèle Cerfa 15059*02*) et/ou les justificatifs qui attestent de la conformité des dépenses destinées à l'objet de l'aide, dans un délai maximum de 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.

Ce délai pourra être révisé unilatéralement, à la demande de la communauté urbaine ou lorsqu'un partenaire financier au titre de la mise en œuvre d'un programme de politique publique l'exige.

ARTICLE 4 - VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention n'engage les parties au contrat que pour l'année 2020. Toute modification devra être consignée dans une nouvelle convention ou un avenant à la présente convention.

Les éventuelles contestations sur l'interprétation de la présente convention seront réglées à l'amiable, par les signataires. A défaut d'un tel règlement, le litige relève du Tribunal administratif de Poitiers.

ARTICLE 5 - RESILIATION

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité :

- en cas de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de la structure,
- au cas où l'activité réelle de la structure serait significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée,
- en cas de non présentation des documents cités à l'article 3 de la présente convention.

Fait à Poitiers, le

Francis CHALARD
Pour le Président, le Vice-Président

Sylvain DAVID
Le Président de la structure,

Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	15
N° identifiant	2020-0034

Titre	Soutien à la démarche French impact
-------	-------------------------------------

Rapporteur(s)	M. Michel FRANÇOIS
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	68	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL -</p> <p>Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAUT - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	---

Absents	15	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Jean-Michel CHOISY - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Serge LEBOND - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

Mandats	8	Mandants	Mandataires
		M. El Mustapha BELGSIR	Mme Éliane ROUSSEAU
		Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT	Mme Jacqueline DAIGRE
		Mme Michèle FAURY-CHARTIER	Mme Laurence VALLOIS-ROUET
		Mme Véronique LEY	Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX
		Mme Marie-Christine MARCINIAK	M. Jean-Louis CHARDONNEAU
		Mme Francette MORCEAU	M. Daniel HOFNUNG
		Mme Patricia PERSICO	M. François BLANCHARD
		M. Nicolas REVEILLAUD	Mme Ghislaine BRINGER

Observations	<p>L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26.</p> <p>Sortie de M. Francis CHALARD.</p>
--------------	--

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Attractivité - Développement économique Direction Politiques de l'emploi
------------------	--

LE TERRITOIRE DE GRAND POITIERS LABELLISE FRENCH IMPACT

Lancé par le ministère de la Transition écologique et solidaire, French impact a pour but de favoriser l'émergence, le développement et l'essaimage des innovations sociales sur tous les territoires, pour répondre aux grands défis de la société.

Vingt territoires ont été labélisés en février 2019 dont celui de la Région Nouvelle-Aquitaine. M. Christophe ITIER, Haut-commissaire à l'Économie sociale et solidaire et à l'innovation sociale, a annoncé le 20 décembre 2019 la labellisation de sept nouveaux territoires dont celui de Grand Poitiers. Ce label apporte une reconnaissance aux dynamiques locales en matière d'Économie sociale et solidaire (ESS) et va favoriser de nouveaux partenariats.

FRENCH IMPACT SUR GRAND POITIERS : UNE IMPLICATION DANS TROIS DÉFIS

Le projet French impact sur le territoire de Grand Poitiers est coordonné par le Comité des alternatives poitevines pour l'emploi et l'entraide (Capée) et porté par un collectif d'acteurs de l'ESS : Ellyx, Essaim, Inaé, J'adopte un projet, Aceascop, France Active et la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (Cress) Nouvelle-Aquitaine. Cette dynamique a reçu également le soutien de plusieurs partenaires et acteurs du territoire, relevant ou non de l'ESS, à savoir Grand Poitiers, la Technopole, l'Université de Poitiers, la Région Nouvelle-Aquitaine, Électricité de France (EDF) (représentation territoriale Poitou-Charentes), l'Union régionale des sociétés coopératives et participatives (Ursscop), l'association Le Centre, Re Santé-Vous, les Cigales Poitou-Charentes, la Ligue de l'Enseignement de la Vienne, la Fédération de la Vienne des Centres Sociaux, le réseau Biocoop et les Usines.

Le projet vise à concrétiser des solutions socialement et économiquement pertinentes en réponse à des besoins spécifiques du territoire, sur trois axes :

- le premier concerne l'autonomie alimentaire : et si le territoire de Grand Poitiers devenait "Territoire 100% circuits courts ?". Les travaux sur ce thème se feront de concert avec le Programme alimentaire territorial de Grand Poitiers
- le deuxième concerne l'emploi pour tous : et si le territoire de Grand Poitiers devenait un territoire d'innovation et d'expérimentation pour l'emploi ? Sur cet axe, le projet Territoires zéro chômeur de longue durée représente une initiative en émergence sur laquelle le territoire et Grand Poitiers souhaite s'investir avec de nouvelle manière d'agir
- le troisième est celui de la mobilité inclusive et solidaire : et si le territoire de Grand Poitiers devenait un terrain propice aux expérimentations pour une mobilité inclusive et solidaire ?

Cette délibération permet de contribuer aux défis des solidarités et de l'écosystème de Grand Poitiers : la dynamique rurale-urbain du Projet de territoire de Grand Poitiers.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé d'acter la contribution de Grand Poitiers à l'avancée du projet French impact en :

- collaborant avec le groupe des acteurs locaux impliqués dans la démarche notamment le Capée
- participant à l'approfondissement et au développement des axes French impact
- activant le lien avec d'autres démarches de développement territorial tel que le Projet alimentaire territorial (Pat)
- facilitant la mobilisation des partenaires sur ce projet.

POUR	75	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	1	M. Francis CHALARD

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopté

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-122037-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	8.6
Nomenclature Préfecture	Emploi-formation professionnelle

Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	16
N° identifiant	2020-0031

Titre	Appel à projet "Coup de cœur" Économie sociale et solidaire (ESS)
-------	---

Rapporteur(s)	M. Michel FRANÇOIS
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	Appel à projet Économie sociale et solidaire (ESS)
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	69	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL -</p> <p>Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Michel CHOISY - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	14	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Serge LEBOND - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

Mandats	8	Mandants M. El Mustapha BELGSIR Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT Mme Michèle FAURY-CHARTIER Mme Véronique LEY Mme Marie-Christine MARCINIAK Mme Francette MORCEAU Mme Patricia PERSICO M. Nicolas REVEILLAUD	Mandataires Mme Éliane ROUSSEAU Mme Jacqueline DAIGRE Mme Laurence VALLOIS-ROUET Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX M. Jean-Louis CHARDONNEAU M. Daniel HOFNUNG M. François BLANCHARD Mme Ghislaine BRINGER
Observations	L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26. Arrivées de M. Jean-Michel CHOISY. Est sorti M. Francis CHALARD.		

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Attractivité - Développement économique Direction Politiques de l'emploi
------------------	--

Dans sa mission de promotion et de valorisation de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), Grand Poitiers considère l'ESS comme un des facteurs d'attractivité et de développement économique et social pour le territoire.

Cette promotion de l'ESS s'articule autour de plusieurs orientations :

- valoriser l'emploi et soutenir les créations d'activités,
- promouvoir les initiatives locales engagées dans l'ESS,
- favoriser l'interconnaissance des acteurs de l'ESS,
- permettre la collaboration des acteurs de l'ESS avec les autres acteurs économiques,
- impliquer les acteurs de l'ESS dans la promotion du territoire.

En 2019, Grand Poitiers a lancé un appel à projets sur l'ESS afin de soutenir des projets portés par des acteurs impliqués dans l'ESS. 10 acteurs ont candidaté montrant la diversité des domaines d'activités dans lequel l'ESS est investie mais aussi leur capacité d'innover pour répondre à des nouveaux besoins ou de nouvelles aspirations. 2 lauréats ont reçu un prix avec le supermarché coopératif le BAUDET implanté sur Poitiers à Rivaud et le projet de conciergerie rurale porté par l'association SEI de Saint Sauvant.

Il vous est proposé de lancer cette deuxième édition de l'appel à projet ESS Grand Poitiers. Il aura pour finalité de valoriser des actions concrètes et/ou la création d'initiatives locales qui répondent notamment aux défis de la création d'activités nouvelles, génératrice d'emploi et de celui de la dynamique rural-urbain.

Cet appel à projet permettra également de :

- mettre en exergue le secteur de l'ESS, soutenir et accompagner de nouvelles initiatives territoriales,
- renforcer les spécificités territoriales en matière d'ESS,
- répondre aux enjeux de l'ESS sur Grand Poitiers en lien avec le Projet de territoire.

Les projets déposés devront répondre à *minima* à deux des critères suivants :

- créer de l'emploi ou être une structure ayant un projet de recrutement ou le maintien d'un emploi nouvellement créé (moins de deux ans) ayant un lien avec le projet,
- être implanté en milieu rural et/ou qui favorise une dynamique urbain-rural,
- projet qui mobilise un collectif d'habitants, d'acteurs économiques et/ou de partenaires,
- présenter un caractère innovant en réponse à des besoins pas ou partiellement couvert.

Pourront candidater, toutes structures de l'économie sociale et solidaire (ou en devenir), agissant sur le territoire de la Communauté urbaine de Grand Poitiers, à savoir :

- les associations,
- les structures coopératives (dont les Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif, Sociétés Coopératives et Participatives),
- les structures de l'Insertion par l'Activité Économique et les Entreprises Adaptées,
- les entreprises commerciales disposant de l'agrément «entreprise solidaire d'utilité sociale» au titre de l'article L. 3332-17-1 du Code du travail ou immatriculée entreprise solidaire.

L'enveloppe budgétaire (sous réserve du vote du budget) qui sera consacrée à cet appel à projets sera de 18 000 euros maximum. Cette enveloppe sera à répartir en fonction des projets pour un ou deux lauréats.

Les lauréats de cet appel à projets vous seront proposés par un jury et une délibération vous sera proposée lors d'un prochain Conseil pour valider le ou les lauréats.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- **de valider le lancement de l'appel à projets,**
- **de donner votre accord sur le projet de règlement ci-joint, précisant les modalités de mise en œuvre de cet appel à projets,**
- **d'autoriser le Président ou son représentant à signer tous documents sur ce sujet.**

POUR	76	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	1	M. Francis CHALARD

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopté

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-122012-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	8.6
Nomenclature Préfecture	Emploi-formation professionnelle

**Appel à projets
« Coup de Cœur ESS »**

*L'Économie sociale et solidaire, facteur d'attractivité et de
développement*

Edition 2020

Contact :
Direction Politiques de l'Emploi
Tel : 05.49.30.21.52

Grand Poitiers Communauté urbaine considère l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) comme un facteur d'attractivité et de développement pour le territoire. Elle irrigue plus d'un millier d'établissements employeurs (11 % du bassin d'emplois) œuvrant pour une autre économie au plus près des besoins des habitants favorisant le développement économique et social.

Grand Poitiers soutient depuis de nombreuses années des actions de l'ESS en lien avec les politiques de solidarités, de cohésion locale ou jeunesse : appui aux Maisons de Quartiers, aux Épiceries Sociales, aux Structures d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE), aides au Coopératives d'Activités et d'Emplois, aides aux associations sportives et culturelles....etc.

L'ESS constitue un maillon de la politique d'attractivité autour de plusieurs enjeux :

- valoriser l'emploi et soutenir les créations d'activités,
- promouvoir les initiatives locales engagées dans l'ESS,
- favoriser l'interconnaissance des acteurs de l'ESS,
- permettre la collaboration des acteurs de l'ESS avec les autres acteurs économiques,
- impliquer les acteurs de l'ESS dans la promotion du territoire.

Grand Poitiers souhaite répondre à ces enjeux en lien avec le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) : création d'écosystèmes dynamiques, innovation et compétitivité, développement solidaire des territoires et complémentarité des efforts au service du développement économique. Ce Schéma énonce dans son orientation stratégique n°6 l'intention d'ancrer durablement les différentes formes d'Économie Sociale et Solidaire sur le territoire, ce qui est ainsi mentionnée dans la convention liant Grand Poitiers et La Région.

Pour répondre à ces enjeux et dans le cadre de son *Projet de territoire*, Grand Poitiers souhaite promouvoir de nouveaux projets de l'ESS par l'intermédiaire de cet appel à projets « coup de cœur ESS ».

L'objet de l'appel à projets

L'appel à projets a comme finalité de valoriser de nouvelles actions et initiatives économiques solidaire locales et socialement responsables qui répondent aux orientations du Projet de territoire de Grand Poitiers Communauté urbaine.

Les acteurs éligibles

Toutes structures de l'économie sociale et solidaire, agissant sur le territoire de la Communauté urbaine de Grand Poitiers, à savoir :

- les associations,
- les structures coopératives (dont SCIC, SCOP ou CAE),
- les structures de l'Insertion par l'Activité Économique (IAE) et les Entreprises Adaptées,
- les entreprises commerciales disposant de l'agrément «entreprise solidaire d'utilité sociale» au titre de l'article L3332-17-1 du code du travail ou immatriculée entreprise solidaire.

Est éligible également toute structure ayant la volonté d'intégrer le champ de l'économie sociale et solidaire.

Les structures doivent avoir leur siège social et donc une adresse postale sur le territoire de Grand-Poitiers. Ne peuvent être candidats ni les organisateurs, ni les membres du jury.

Chaque candidat ne peut présenter qu'un seul projet dans le cadre de l'appel à projets.

Les structures bénéficiant d'une aide annuelle au titre de leurs actions courantes peuvent candidater uniquement dans le cadre de nouveaux projets ou initiatives nouvelles.

Les critères de l'appel à projets

Cet appel à projets doit permettre de mettre en exergue de nouvelles initiatives territoriales en matière d'ESS.

Les projets déposés devront répondre aux orientations du Projet de territoire de Grand Poitiers Communauté urbaine notamment aux défis suivants :

- # Défi 2 La création d'activités nouvelles, génératrices d'emplois.
- # Défi 9 La dynamique rural-urbain.

De plus, les projets devront remplir à *minima* deux critères suivants :

- Projet qui crée de l'emploi et/ou structure ayant un projet de recrutement ou le maintien d'un emploi nouvellement créé (moins de deux ans) en lien avec le projet.
- Projet implanté en milieu rural et/ou qui favorise une dynamique urbain-rural.
- Projet qui mobilise un collectif d'habitants, d'acteurs économiques et/ou de partenaires.
- présenté un caractère innovant en réponse à des besoins pas ou partiellement couvert.

Les modalités de financement et soutien proposé

La dotation financière, sous réserve du vote du budget 2020, s'élèvera à 18 000 €_maximum à répartir sur un ou deux lauréats :

- « Coup de cœur ESS 2020 ».
- « Prix du jury ».

Le nombre de lauréats sera soumis à l'appréciation du jury. Le montant et la répartition des aides attribuées seront fixés au cas par cas par le jury, en tenant compte de l'appréciation des besoins du projet et de la crédibilité des éléments financiers présentés par le(s) porteur(s).

Un accompagnement technique, un soutien à la recherche de locaux, un appui à la recherche de partenariat ou de développement de réseaux professionnels pourront également être examinés, en lien avec la Direction Générale Attractivité Développement Économique. Afin d'accompagner au mieux le(s) porteur(s), le jury pourra éventuellement orienter les projets vers les dispositifs les plus adaptés.

L'appel à projets n'a pas vocation à financer une structure en difficulté économique, ni à financer des actions déjà mises en place.

Contenu du dossier du candidat

Les porteurs feront leur demande avant le 08 avril 2020 pour examen au Conseil communautaire du 26 juin 2020,

Les projets seront analysés notamment au regard des points suivants :

- Descriptif de la structure porteuse (forme juridique, effectif, missions, activités majeures...).
- Descriptif du projet (but et philosophie du projet, objectifs, partenariat avec les acteurs, public cible...).
- Moyens dédiés au projet (Moyens en personnel [nombre et ETP, qualification, expérience professionnelle]).
- Budget prévisionnel du projet ou de l'action.
- Mise en exergue des valeurs de l'ESS de l'action présentée.
- Mise en avant des critères énoncés ci-dessous (défis du Projet de territoire, création d'emploi, dynamique urbain-rural, partenariat avec les acteurs locaux).

Les documents suivants devront être annexés au dossier :

- Les derniers bilans et comptes de résultat de la structure.
- Le budget prévisionnel de la structure porteuse.
- Les statuts signés de la structure.
- La liste des membres élus ou des associés
- Récépissé de déclaration en préfecture et le certificat SIRENE ou le KBIS
- Documents de la dernière assemblée générale.
- La liasse fiscale pourra être demandée
- Attestation d'assurance 2020 de responsabilité civile.
- Attestation d'assurance 2020 en dommage aux biens.
- Le RIB de la structure.

Un dossier répondant à ces items devra être remis. Par ailleurs, une synthèse (une page) du projet devra être transmise (voir document joint).

Des annexes peuvent être ajoutées pour apporter une illustration (ex : bilan d'actions, exemples de mise en œuvre...).

Une copie du dossier doit être adressée par mail à : c.artero-rousselot@grandpoitiers.fr et gabriel.auxemery@grandpoitiers.fr

La procédure de sélection des dossiers

La Direction Politiques de l'Emploi aura la charge d'instruire les dossiers et d'en vérifier l'éligibilité (adresse, statuts....etc.). Elle effectuera le travail de pré-instruction pour déterminer le(s) porteur(s) reçu(s) devant le jury. Le(s) porteur(s) pourront être contactés pour apporter d'éventuelles précisions.

En fonction du nombre de projets, le jury pourra décider d'auditionner les porteurs retenus qui seront invités à venir soutenir leur projet devant le jury pendant une durée de 20 minutes environ. Le jury sera composé :

- Des élus communautaires chargés du Développement Économique, Commerce, Emploi, Insertion de Grand Poitiers.
- De la Direction Politiques de l'emploi.
- Des personnes qualifiées sur l'ESS au niveau territorial.
- Des techniciens des autres Directions de Grand Poitiers.

Le jury se tiendra la première quinzaine de mai.

Communication

Les résultats du jury ne seront communiqués au(x) porteur(s) qu'après le vote en Conseil Communautaire du 26 juin 2019.

Les lauréats s'engagent à rendre public leur projet. Une publication sur le site Internet de Grand Poitiers et/ou sur la newsletter Grand Poitiers, la lettre de l'économie, ou tout outil de communication de Grand Poitiers pourra être réalisée.

Les lauréats devront obligatoirement faire figurer le logo de Grand Poitiers sur tous les outils de communication du projet.

Les lauréats s'engagent à transmettre et diffuser des éléments de bilan de leurs projets aux membres du jury et à participer à la présentation de leurs projets dans le cadre d'un temps d'information collectif, au terme de sa mise en œuvre.

DATE DE CLOTURE DE L'APPEL A PROJETS : 08 avril 2020

Fiche synthétique de l'action (1 page maximum)

Appel à projets 2020 « Coup de Cœur ESS »

Nom de l'action présentée :

Nom de la structure porteuse :

Statut juridique :

Nombre de salariés :

1/ Résumez en 5 lignes votre action

2/ Quelle offre votre projet apporte-t-il pour l'attractivité du territoire ?

3/ Quelles valeurs de l'ESS défendez-vous à travers ce projet ?

4/ Sur quel(s) territoire(s) allez-vous développer votre projet et en quoi celui-ci a-t-il un impact sur ce(s) territoire(s) ?

5/ Quels sont les moyens dédiés à cette action ? Allez-vous créer ou consolider des emplois ?

6/ Quels sont les partenaires de votre projet ? Quels rôles vont-ils jouer ?

☐ Acteurs économiques :

☐ Collectifs de citoyens :

☐ Acteurs institutionnels :

☐ Acteurs de l'ESS :

Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	17
N° identifiant	2020-0018

Titre	Demande de subvention Leader Pays des Six Vallées - Étude de faisabilité d'un atelier de transformation légumes/viandes en lien avec le lycée agricole de Venours
-------	---

Rapporteur(s)	Mme Florence JARDIN
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	69	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL -</p> <p>Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Michel CHOISY - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	14	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Serge LEBOND - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

Mandats	8	<u>Mandants</u> M. El Mustapha BELGSIR Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT Mme Michèle FAURY-CHARTIER Mme Véronique LEY Mme Marie-Christine MARCINIAK Mme Francette MORCEAU Mme Patricia PERSICO M. Nicolas REVEILLAUD	<u>Mandataires</u> Mme Éliane ROUSSEAU Mme Jacqueline DAIGRE Mme Laurence VALLOIS-ROUET Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX M. Jean-Louis CHARDONNEAU M. Daniel HOFNUNG M. François BLANCHARD Mme Ghislaine BRINGER
Observations	L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26. Est sorti M. Francis CHALARD. Ne prennent pas part au vote au titre de leur représentation de Grand Poitiers au Groupe d'action locale (GAL) MM. Daniel AMILIEN et Frédy POIRIER.		

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Politiques territoriales Direction Développement rural
------------------	--

Dans le cadre du partenariat mené entre le Lycée de Venours et le Pays des 6 Vallées, un projet d'étude sur la structuration des circuits courts a été co-construit entre les deux structures en 2018.

Ainsi, un état des lieux des besoins de la restauration collective publique, privée et des commerces alimentaires en matière d'approvisionnement en produits locaux ainsi qu'un diagnostic de l'offre existante en produits locaux, du potentiel de développement de la production ont été réalisés.

Dans le cadre de cette étude, un groupe de producteurs, intéressés par le projet de développement d'un atelier de transformation a été constitué afin de réaliser un cahier des charges et d'engager une étude de faisabilité.

Ce projet d'étude de faisabilité destinée à apporter une expertise et à accompagner le groupe de producteurs identifiés a été validé par l'ensemble des Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) membres du service unifié dans le cadre du programme d'action en 2019. Ce projet s'inscrit dans le budget annexe 20 – développement local.

Suite à un appel d'offre, l'Association de formation et d'information des paysans et des ruraux (Afipar) a été sélectionnée pour réaliser cette prestation d'accompagnement des agriculteurs et du lycée de Venours dans la réalisation de cet atelier de transformation (voire commercialisation et livraison) de viandes et légumes.

L'Afipar permettra également de définir les caractéristiques de l'atelier de transformation en fonction des besoins individuels des membres du groupe de producteurs.

Le plan de financement de l'action est le suivant :

DÉPENSES Hors Taxes (HT)		RECETTES	
Prestation accompagnement à la définition et à la réalisation de l'atelier de transformation	19 800,00	Leader Prox6vallées	15 840,00
		Autofinancement	3 960,00
TOTAL	19 800,00	TOTAL	19 800,00

Dans le cadre du programme Leader du Pays des Six Vallées Prox6vallées une subvention de 15 840,00 euros pourrait être sollicitée.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- **d'approuver le plan de financement du projet**
- **d'autoriser le Président de Grand Poitiers Communauté urbaine ou son représentant à solliciter un soutien financier au titre du programme européen Leader du Pays des Six Vallées – Prox6vallées (fonds Feader) ainsi qu'à signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération**
- **d'imputer la recette correspondante à l'article 7477 du budget annexe 20 – Développement local.**

POUR	74	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	3	M. Daniel AMILIEN, M. Francis CHALARD, M. Fredy POIRIER

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopté

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-121675-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	7.5
Nomenclature Préfecture	Subventions

Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	18
N° identifiant	2020-0033

Titre	Demande de subventions pour l'aménagement de l'extension de la Zone d'activités économiques (ZAE) du Planty à Chauvigny
-------	---

Rapporteur(s)	M. Michel FRANÇOIS
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	69	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL -</p> <p>Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Michel CHOISY - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	14	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Serge LEBOND - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

Mandats	8	Mandants	Mandataires
		M. El Mustapha BELGSIR	Mme Éliane ROUSSEAU
		Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT	Mme Jacqueline DAIGRE
		Mme Michèle FAURY-CHARTIER	Mme Laurence VALLOIS-ROUET
		Mme Véronique LEY	Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX
		Mme Marie-Christine MARCINIAK	M. Jean-Louis CHARDONNEAU
		Mme Francette MORCEAU	M. Daniel HOFNUNG
		Mme Patricia PERSICO	M. François BLANCHARD
		M. Nicolas REVEILLAUD	Mme Ghislaine BRINGER
Observations	L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26. Est sorti M. Francis CHALARD.		

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Attractivité - Développement économique Direction Entreprises - Tourisme - Agriculture
------------------	--

Bénéficiant de nombreux facteurs d'attractivité, comme sa localisation, son accessibilité, sa population jeune et qualifiée, un tissu économique dynamique et innovant, une université et des centres de recherche de premier rang, et sa qualité de vie, Grand Poitiers, dans le cadre de sa politique de développement économique, d'attractivité et de l'emploi sur son territoire, défi création d'activités génératrice d'emplois du Projet de territoire, s'est dotée d'outils dédiés à la prospection et à l'accompagnement des projets d'entreprises en création et en développement et d'un Schéma directeur des zones d'activités communautaires.

Grand Poitiers a inscrit le projet d'extension de la Zone d'activités économiques (ZAE) du Planty, sur la commune de Chauvigny dans ce schéma communautaire.

Cette extension est nécessaire pour répondre à une demande d'implantation d'entreprises, l'offre de terrains et la disponibilité de locaux à usage professionnel tendant à se raréfier sur le secteur.

Suite à un diagnostic archéologique, un arrêté préfectoral en date du 7 août 2017 confirme la nécessité de réaliser des fouilles archéologiques pour ce projet d'aménagement. Ces fouilles, dont le coût doit être supporté par l'aménageur (en l'occurrence Grand Poitiers), viennent surenchérir le bilan de l'opération et nécessitent, comme pour les travaux, l'obtention de subventions afin de garantir un prix de cession des terrains compatible avec le marché.

Le montant des fouilles archéologiques et des travaux d'aménagement est estimé à 1 223 800 € hors acquisitions foncières, études et honoraires de maîtrise d'œuvre.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Dépenses	en € HT	Recettes	en € HT
Foncier / esquisse B tranches 1 et 2	165 000		
Etudes préalables	75 000		
Modification du PA	10 950	Département ACTIV 2	390 000
Fouilles archéologiques	150 000	Etat DSIL Ruralité	80 000
Etude d'impacts et biodiversité	9 500	Etat DSIL grandes priorités	220 000
Travaux	1 073 800	Emprunt	794 250
Totaux	1 484 250	Totaux	1 484 250

Des subventions auprès de l'État et du Département de la Vienne sont sollicitées.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé:

- **d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à solliciter l'obtention des subventions susmentionnées**
- **d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'obtention de ces financements**
- **d'imputer les recettes de subventions à l'article 774 du budget Zones d'activité**

POUR	76	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	1	M. Francis CHALARD

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopté

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-122010-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	7.5
Nomenclature Préfecture	Subventions

Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	19
N° identifiant	2020-0028

Titre	Convention préalable pour l'incorporation dans le domaine public des terrains, voies et équipements d'un lotissement aménagé, allée des Vignes - commune de Montamisé
-------	---

Rapporteur(s)	M. Jean-Claude BOUTET
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	Convention préalable pour l'incorporation dans le domaine public des terrains, voies et équipements public - Opération lotissement "La Guimarderie", commune de Montamisé Plan de situation Plan de masse
-----	---

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	69	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL -</p> <p>Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Michel CHOISY - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	14	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Serge LEBOND - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

Mandats	8	Mandants	Mandataires
		M. El Mustapha BELGSIR	Mme Éliane ROUSSEAU
		Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT	Mme Jacqueline DAIGRE
		Mme Michèle FAURY-CHARTIER	Mme Laurence VALLOIS-ROUET
		Mme Véronique LEY	Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX
		Mme Marie-Christine MARCINIAK	M. Jean-Louis CHARDONNEAU
		Mme Francette MORCEAU	M. Daniel HOFNUNG
		Mme Patricia PERSICO	M. François BLANCHARD
		M. Nicolas REVEILLAUD	Mme Ghislaine BRINGER

Observations	<p>L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26.</p> <p>Est sorti M. Francis CHALARD.</p>
--------------	--

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Espaces publics et cadre de vie Direction Voirie
------------------	--

Certains terrains et équipements créés lors d'une opération d'aménagement peuvent, selon les dispositions de l'article R. 442-8 du Code de l'urbanisme, être intégrés au domaine public.

Les modalités d'incorporation font l'objet d'une convention préalable passée entre l'aménageur et les collectivités.

Le cabinet ABSCISSE réalise pour le compte de Monsieur et Madame Éric PORTRON un lotissement de sept lots dont un à destination de voirie allée des Vignes sur la commune de Montamisé. Cette opération fait l'objet d'une demande de permis d'aménager en cours d'instruction.

Cet aménagement entraîne la création de terrains, voies et équipements, que l'aménageur souhaite rétrocéder à Grand Poitiers Communauté urbaine avec notamment un réseau d'eau et d'assainissement, d'éclairage public et des ouvrages de voirie.

Ces terrains, voies et équipements seront réalisés suivant les prescriptions de Grand Poitiers Communauté urbaine et sous réserve de leur conformité ils seront incorporés dans son domaine public à la fin de l'opération.

À l'issue de ces travaux, le Conseil communautaire devra de nouveau se prononcer pour confirmer le transfert de propriété des terrains, voies et équipements publics du lotissement.

Cette rétrocession s'effectuera à l'euro symbolique et les frais d'actes seront à la charge de l'aménageur.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- **d'accepter la convention préalable pour l'incorporation dans le domaine public de Grand Poitiers Communauté urbaine des terrains, voies et équipements publics aux conditions sus évoquées**
- **d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention et tout document à intervenir.**

POUR	76	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	1	M. Francis CHALARD

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE	Adopté
------------------	--------

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-121917-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	3.5
Nomenclature Préfecture	Autres actes de gestion du domaine public

CONVENTION PREALABLE POUR L'INCORPORATION
DANS LE DOMAINE PUBLIC
DES TERRAINS, VOIES ET EQUIPEMENTS PUBLICS

OPERATION LOTISSEMENT « LA GUIMARDERIE »
COMMUNE DE MONTAMISE

Permis d'Aménager

Allée des Vignes - 86360 MONTAMISE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

1/ GRAND POITIERS COMMUNAUTE URBAINE, représentée par son Président, Monsieur Alain CLAEYS, dûment habilité à cet effet par le Conseil de la Communauté urbaine de Grand POITIERS en date du

Désigné ci-après par « Grand Poitiers »

D'UNE PART

ET :

2/ **Monsieur et Madame PORTRON Eric et Marie-Christine**, demeurant au n° 13 rue de la Croix 86360 MONTAMISE,

Désigné ci-après « l'aménageur »

D'AUTRE PART

Préalablement à la présente convention, il est exposé ce qui suit :

L'aménageur propose à la commune de MONTAMISE et à Grand Poitiers Communauté Urbaine la réalisation du lotissement « La Guimarderie ».

Cet aménagement entraîne la création de terrains, de voies et d'équipements que l'aménageur souhaite rétrocéder à Grand Poitiers Communauté Urbaine pour intégrer le domaine public.

Dans ce cas, les articles R442-8 du Code de l'Urbanisme prévoient la signature d'une convention pour régler les modalités de ce transfert.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : INCORPORATION DANS LE DOMAINE PUBLIC DES TERRAINS, VOIES ET EQUIPEMENTS PUBLICS

Les terrains, voies et équipements destinés à être incorporés dans le domaine public devront être réalisés conformément aux modalités définies dans l'article 2 de la présente convention.

Le plan de masse définissant les emprises destinées à être incorporer dans le domaine public devra être annexé au présent document et deviendra une pièce contractuelle.

Sous réserve des dispositions énoncées ci-dessous :

- Grand Poitiers Communauté Urbaine accepte le principe du transfert des réseaux d'adduction d'eau potable et de collecte des eaux usées et des réseaux d'eaux pluviales. Elle accepte également le principe d'incorporer dans son domaine public les voies et cheminements définis dans sa compétence ainsi que les équipements publics s'y rattachant (réseau d'éclairage public, réseaux de communications électroniques...).

Cette procédure de classement interviendra conformément aux dispositifs législatifs et réglementaires en vigueur au moment de la rétrocession.

En contrepartie de ce transfert des terrains, voies et équipements publics dans le domaine public, le propriétaire ou les copropriétaires renoncent à tous leurs droits sur ces biens transférés.

ARTICLE 2 : MODALITES DE TRANSFERT

Le transfert effectif des ouvrages s'effectuera après la délivrance du certificat de conformité des réseaux prévu au permis d'aménager et la réception définitive avec Grand Poitiers Communauté Urbaine des travaux de voirie (chaussées, trottoirs) et espaces publics constatant l'exécution complète des travaux prescrits par le permis d'aménager et la présente convention.

Le transfert ne pourra avoir effectivement lieu que si les modalités suivantes d'élaboration et de réalisation des ouvrages (terrains, voies et équipements publics) sont respectées par l'aménageur :

- L'ensemble des documents techniques décrivant les ouvrages à céder seront validés par les services de Grand Poitiers Communauté Urbaine.
- Pendant les travaux, l'aménageur s'engage à laisser libre accès au chantier à tout moment et en tout lieu aux représentants de Grand Poitiers Communauté urbaine. Il s'engage également à inviter les représentants de la collectivité à toutes les réunions de chantier.
- L'aménageur réalisera des essais destinés à vérifier la compacité des couches de chaussée et de remblayage des tranchées pendant les travaux, ainsi que des essais de mise en

pression et stérilisation du réseau d'eau potable. Les résultats de ces essais seront transmis aux représentants des collectivités.

- Juste avant le transfert des ouvrages, l'aménageur s'engage à réaliser à sa charge les essais suivants :
 - essais à la plaque en différents endroits définis avec les représentants de Grand Poitiers Communauté urbaine ;
 - curage à fond vif de canalisations d'eaux usées et d'eaux pluviales ;
 - essais d'étanchéité et passage caméra pour les réseaux d'assainissement et d'eaux pluviales ;
 - vérification du bon raccordement des branchements (séparation eaux usées et eaux pluviales) ;
 - certificat de conformité établi par un électricien agréé pour le réseau d'éclairage public ;
- En cas de malfaçon constatée, l'aménageur s'engage à effectuer les réparations nécessaires avant transfert des ouvrages à la collectivité ;
- Après réception des ouvrages et avant leur transfert à la collectivité, le constructeur s'engage à transmettre sans délai tous les plans et documents de récolement aux services de Grand Poitiers Communauté Urbaine, sous format papier et sous format informatique compatible avec le cahier des charges techniques pour la récupération de plans numériques de précision de la collectivité (joint à la présente convention).
- Concernant les ouvrages de télécommunications, l'aménageur devra fournir les plans de récolement des réseaux ainsi qu'une copie de la convention signée auprès de l'opérateur.

En tout état de cause, le transfert des terrains, voies et équipements publics ne pourra pas avoir lieu tant que persistera un différend entre l'aménageur et la collectivité.

Dès que les modalités ci-dessus énoncées ont été exécutées, le Président de Grand Poitiers Communauté Urbaine s'engage à signer tout acte nécessaire à ce transfert.

Lesdites cessions auront lieu moyennant l'euro symbolique et seront constatées par acte authentique dressé par le notaire chargé de l'opération, aux frais de l'aménageur.

De plus, l'aménageur s'engage, à mettre en œuvre une solution technique pour obtenir une bonne lecture de la limite entre le domaine privé et le domaine public. Exemples : différenciation de matériaux, pose d'un jalonnement (type bordure ou bordurette arasée, cloutage), ou tout autre élément durable et lisible.

ARTICLE 3: GARANTIE DE BONNE TENUE DES OUVRAGES

L'aménageur s'engage à prendre en charge tous les travaux de réparation des structures et ouvrages pendant une durée de un an après le transfert (signature de l'acte notarié). Seuls les travaux provoqués par un usage anormal des ouvrages resteront à la charge des collectivités pendant cette période.

ARTICLE 4: RESILIATION ET MODIFICATION DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention ne pourra être modifiée ou résiliée sans l'accord de l'ensemble des parties signataires. Toutefois, en cas de persistance de malfaçons empêchant le fonctionnement, ou l'utilisation normale des ouvrages, qui auraient été constatées avant le transfert, Grand Poitiers Communauté urbaine se réserve le droit de résilier unilatéralement la présente convention.

Dans ce cas, l'aménageur s'engage à constituer si nécessaire une association syndicale pour la gestion des voies, espaces publics et réseaux divers définis dans le dossier de permis, dès que la décision de résiliation de la présente convention lui aura été notifiée.

Fait à POITIERS

Le

Pour Grand Poitiers Communauté
Urbaine

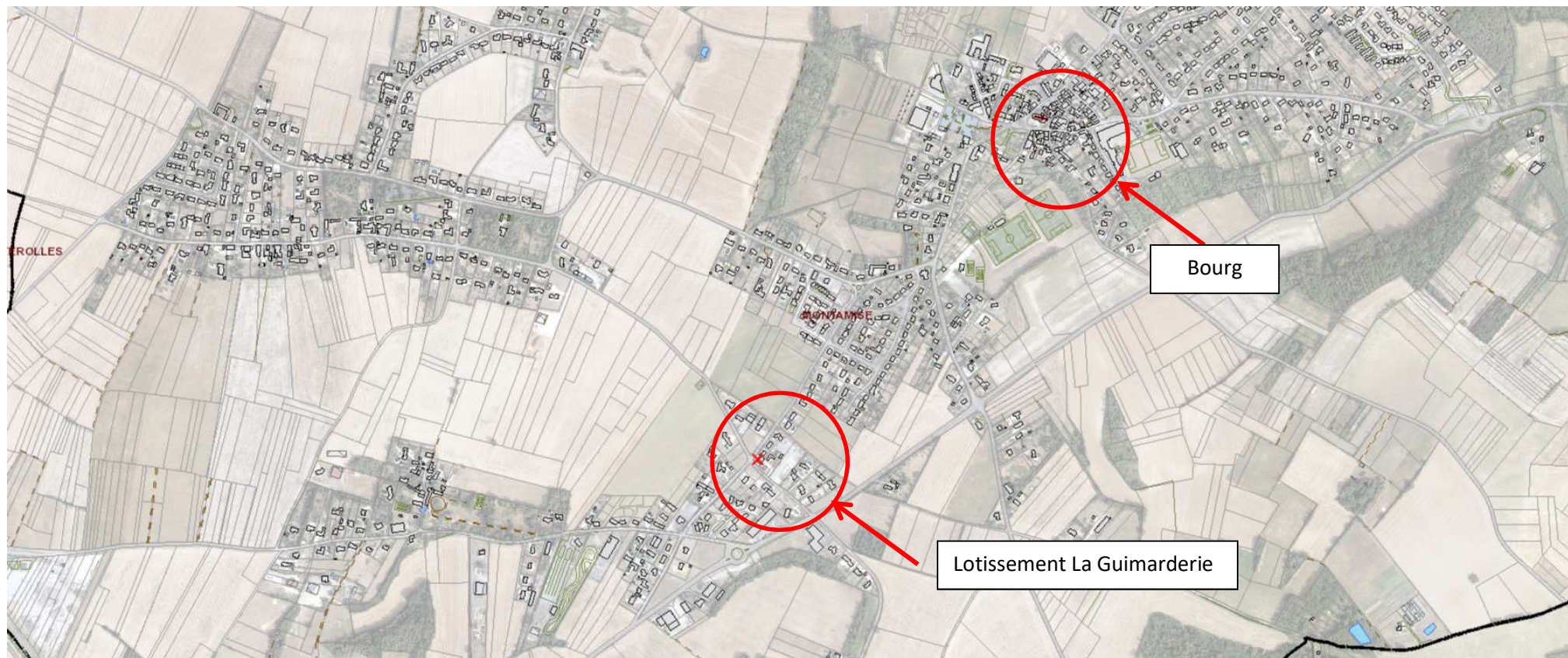
Le Président

Alain CLAEYS

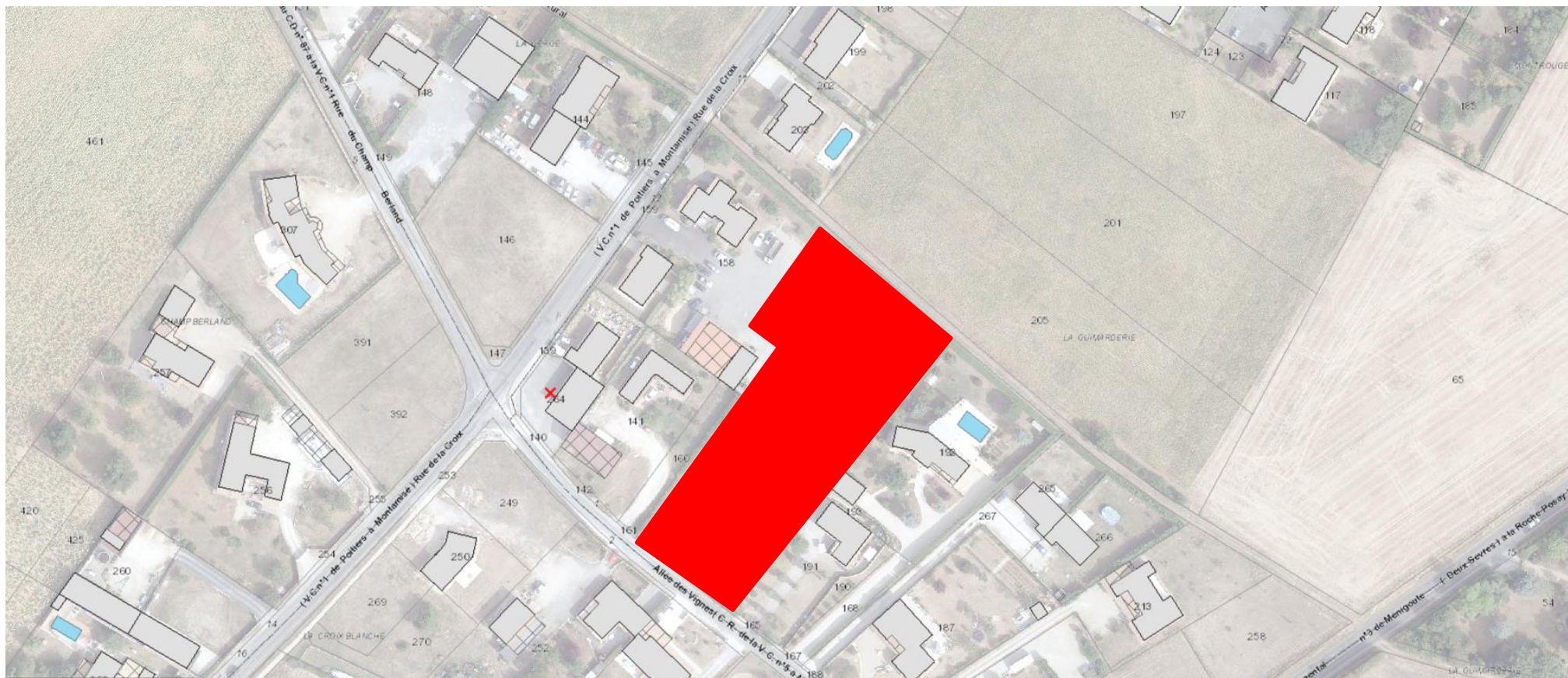
Pour l'aménageur

Monsieur et Madame PORTRON Eric
et Marie-Christine

Lotissement La Guimarderie – Commune de Montamisé– Plan de situation



Lotissement La Guimarderie – Commune de Montamisé– Plan de masse



Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

N°ordre	20
N° identifiant	2020-0022

Rapporteur(s)	Mme Éliane ROUSSEAU
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

à	16h00
---	-------

Titre	Convention Orange pour effacement de réseau de télécommunication - avenue de la Gare à Saint-Georges-lès-Baillargeaux
-------	---

PJ.	Convention départementale pour la mise en souterrain des réseaux aériens de communications électroniques de Orange établis sur supports communs avec les réseaux publics aériens de distribution d'électricité
-----	--

Présents	69	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL -</p> <p>Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Michel CHOISY - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	14	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Serge LEBOND - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

Mandats	8	Mandants	Mandataires
		M. El Mustapha BELGSIR	Mme Éliane ROUSSEAU
		Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT	Mme Jacqueline DAIGRE
		Mme Michèle FAURY-CHARTIER	Mme Laurence VALLOIS-ROUET
		Mme Véronique LEY	Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX
		Mme Marie-Christine MARCINIAK	M. Jean-Louis CHARDONNEAU
		Mme Francette MORCEAU	M. Daniel HOFNUNG
		Mme Patricia PERSICO	M. François BLANCHARD
		M. Nicolas REVEILLAUD	Mme Ghislaine BRINGER

Observations	<p>L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26.</p> <p>Est sorti M. Francis CHALARD.</p>
--------------	--

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Espaces publics et cadre de vie Direction Voirie
------------------	--

Dans le cadre de l'aménagement urbain, Grand Poitiers Communauté urbaine réalise la réfection des trottoirs et la mise en accessibilité de l'avenue de la Gare à Saint Georges les Baillargeaux.

Par conséquent, il est nécessaire de procéder à l'enfouissement du réseau de télécommunication et à la dépose des supports qui encombre les trottoirs.

La présente convention a pour objet de régler les statuts et le financement de ces travaux.

La maîtrise d'ouvrage sera assurée par Grand Poitiers Communauté urbaine pour les infrastructures de génie civil et par la société Orange pour les travaux de câblage.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- **d'accepter la réalisation des travaux d'effacement**
- **d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir sur ce sujet**
- **d'imputer la dépense à l'opération 1818 « Saint Georges les Baillargeaux », article 21751 du budget Principal.**

POUR	76	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	1	M. Francis CHALARD

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE	Adopté
------------------	--------

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-121721-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	8.3
Nomenclature Préfecture	Voirie

<p align="center">CONVENTION DEPARTEMENTALE POUR LA MISE EN SOUTERRAIN DES RÉSEAUX AÉRIENS DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES DE ORANGE ÉTABLIS SUR SUPPORTS COMMUNS AVEC LES RÉSEAUX PUBLICS AÉRIENS DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ</p>

entre :

La collectivité territoriale, **GRAND POITIERS** représentée par Monsieur Alain CLAEYS Le Président,
ci-après dénommée « **la personne publique** »

et

ORANGE- société anonyme au capital de 10 640 226 396 euros, dont le siège social est situé 78, rue Olivier de Serres, 75015 Paris, immatriculée au R.C.S de Paris sous le numéro 380 129 866, représentée par l'Unité de Pilotage Réseau Sud Ouest, elle même représentée par Monsieur Sebastien PLANTIER, Directeur ci-après dénommée « Orange »,

collectivement dénommés « les parties »

Cette Convention s'applique aux travaux situés :

«avenue de la Gare à SAINT GEORGES LES BAILLARGEAUX»

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre de la dissimulation des réseaux aériens désignés à l'article 2 et de leur enfouissement, la commune et Orange se sont accordés pour laisser à Orange la propriété des équipements de communications électroniques réalisées à ces occasions.

ARTICLE 2 - DÉSIGNATION DES TRAVAUX

Orange souhaitant disposer d'une certaine visibilité sur ses engagements futurs, la collectivité s'engage à l'informer chaque année de sa prévision budgétaire de dépenses pour l'année à venir, ainsi que de son programme prévisionnel de travaux sur douze mois. Les travaux concernés réalisés en conformité avec les normes en vigueur, porteront sur les ouvrages répondant aux conditions suivantes.

- Les travaux d'enfouissement portent simultanément :
 - pour les réseaux d'électricité : sur les lignes de réseaux, les lignes électriques de branchement.
 - pour les réseaux de communications électroniques : sur les lignes de réseaux et sur les lignes terminales de communications électroniques.
- Les longueurs de lignes aériennes électriques et de communications électroniques à enfouir ne sont pas nécessairement disposées sur des appuis communs ; au niveau de chaque chantier, il peut exister des supports spécifiques à l'une ou l'autre des parties, pour soutenir les lignes de réseau ou des lignes de branchement ou terminales.
- L'opportunité des chantiers envisagés est du seul ressort de la collectivité.

Les définitions suivantes sont retenues au sens de la présente convention :

- le terme « appui commun » désigne le support de ligne aérienne d'un réseau public de distribution d'électricité sur lequel est également établi le réseau de communications électroniques ;
- le terme « enfouissement » s'entend de la mise en souterrain des ouvrages électriques et de communications électroniques ou, si les parties en conviennent, de leur dissimulation par pose sur façades, les tracés retenus devant dans ce cas permettre la suppression de toutes les traversées de voirie en aérien ;
- en cas de mise en souterrain, les travaux d'enfouissement comportent la réalisation d'un « ouvrage souterrain commun », constitué de la tranchée commune et, éventuellement, « d'infrastructures communes de génie civil » (égouts, galeries, réservations, fonçages...) substituées par endroits à la tranchée commune ;
- la « tranchée aménagée » s'entend de la partie de la tranchée commune de l'ouvrage souterrain commun, destinée à recevoir les équipements de communications électroniques, dont l'aménagement comprend notamment le grillage avertisseur et dont le schéma figure en annexe 1 à la présente convention ;
- les « équipements de communications électroniques » comprennent les Installations de communications électroniques, le câblage et ses accessoires ;
- les « installations de communications électroniques » visées dans la présente convention désignent les fourreaux, les chambres de tirage y compris leurs cadres et trappes standards, les bornes de raccordement destinées à recevoir le câblage de communications électroniques. Elles ne comprennent ni le câblage ni ses accessoires.

ARTICLE 3 - CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La convention s'applique aux travaux nécessaires, sur le domaine public routier et non routier communal, et sur les domaines privés (à l'exception des parties privatives intérieures aux immeubles) à l'enfouissement des équipements de communications électroniques désignés à l'article 2, dans le respect des dispositions du code des postes et communications électroniques, des règles techniques en vigueur, notamment des règles d'hygiène et de sécurité, et des spécifications de matériel.

ARTICLE 4 – PRÉPARATION DU PROJET

Orange est associé, pour les ouvrages le concernant, au choix de l'itinéraire des réseaux posés en coordination, et de la capacité des ouvrages souterrains communs. Il précise à la collectivité ses besoins en équipement et notamment le nombre d'alvéoles qui lui sont nécessaires

Conformément à l'article L.115 -1 du code de la voirie routière, à l'intérieur des agglomérations le maître d'oeuvre de la collectivité concernée assure la coordination des travaux objets de la présente convention, avec la réalisation d'autres travaux intéressant le domaine public routier.

Chaque maître d'ouvrage fait son affaire de la mise en œuvre des prescriptions du code du travail, relatives à la prévention des risques et à la sécurité sur le chantier et de leur observation par les entreprises intervenantes.

ARTICLE 5 – PRESTATIONS TECHNIQUES

5.1 – Études

La commune fournit à Orange :

- la confirmation, sous une forme et un délai de préavis à convenir, des travaux d'enfouissement à exécuter,
- un plan indiquant la zone exacte des travaux,
- un avant-projet indiquant le tracé prévisionnel de la tranchée aménagée, ainsi que le tracé prévisionnel des ouvrages autres que ceux de Orange (électricité, éventuellement gaz, eau, assainissement, autres communications électroniques, ...) à établir,
- un planning prévisionnel des travaux,
- un délai pour renvoyer à la collectivité l'avant-projet complété des éléments visés ci-après.

- Orange renvoie à la collectivité, dans le délai spécifié, l'avant-projet complété par le tracé de ses propres canalisations (y compris la reprise en souterrain des lignes terminales), le nombre d'alvéoles à poser limité à ce qui est nécessaire à l'enfouissement des ouvrages existants, l'implantation des bornes de raccordement, les types de chambres à poser, leur position de principe et, pour la reprise en souterrain des lignes terminales, la position estimative de l'adduction vers les domaines privés.
- La collectivité exécute les prestations d'étude et d'ingénierie de génie civil relatives à la réalisation des infrastructures correspondant à l'enfouissement des équipements de communications électroniques. La collectivité informe les riverains des travaux éventuels

sur leur propriété et négocie les autorisations de passage. Ces études sont adressées à Orange pour remarques éventuelles et validation du projet final.

- Orange exécute les prestations d'études et d'ingénierie relatives à la réalisation du câblage et à la reprise en souterrain ou en façade des câblages des clients concernés.

5.2 – Exécution des travaux de génie civil

- La collectivité est maître d'ouvrage des travaux relatifs à la tranchée aménagée, nécessaires au transfert en souterrain des lignes de réseaux et des lignes terminales existantes. Ces travaux comprennent notamment :
 - l'ouverture de la tranchée (démolition des revêtements, terrassement, déblayage, étayage éventuel, aménagement du fond de fouille),
 - la fermeture de la tranchée (remblayage, dispositif avertisseur, compactage),
 - la réfection des revêtements (provisaires et/ou définitifs),
 - l'installation des équipements annexes (barrière, clôture, signalisation, balisage, dépôt de matériels, baraquements, ...).
- La collectivité est également maître d'ouvrage des infrastructures communes de génie civil éventuelles (galeries techniques, réservations, fonçages, ouvrages d'art) en complément de la Tranchée Commune.
- Orange crée les installations de communications électroniques propres à ses lignes de réseaux et lignes terminales en domaine public routier communal et non routier communal. A cette fin, il désigne la collectivité pour assurer en son nom les missions de maîtrise d'ouvrage afférentes à la pose de ces installations de communications électroniques dans la tranchée aménagée¹.
- La collectivité, en exécution de la mission confiée par Orange, assure la pose des installations de communications électroniques en domaine public.
- La collectivité assure en domaines privés la pose des installations de communications électroniques nécessaires à la reprise en souterrain des câbles des clients concernés.
- La collectivité fait son affaire de la dépose, de l'enlèvement et du traitement des appuis communs abandonnés.

5.3 – Exécution des travaux de câblage

- Orange exécute les travaux concernant :
 - le tirage et le raccordement de nouveaux câbles dans les installations de communications électroniques,
 - la reprise en souterrain ou en façade des câbles des clients concernés.
- Orange fait son affaire de la dépose et de l'enlèvement des anciens câbles ainsi que de la dépose et de l'enlèvement des appuis abandonnés qui lui appartiennent, éventuellement compris dans le cadre des opérations mentionnées à l'article 2.

¹ L'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004, portant modification de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, a introduit en son article 1er la possibilité d'une telle désignation lorsque la réalisation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage.

ARTICLE 6 – RÉCEPTION DES INSTALLATIONS DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

Orange (son sous-traitant ou son représentant) est invité aux réunions de chantier, et dispose d'un droit d'accès permanent sur les chantiers d'implantation des installations de communications électroniques réalisés au nom de Orange sous la maîtrise d'ouvrage de la collectivité. Leur vérification technique, qui peut être réalisée par tranche, est effectuée selon le processus suivant :

- Sur demande de l'entreprise mandatée par la collectivité pour réaliser les travaux, adressée à Orange par courrier ou courriel, celui-ci procède à la vérification des installations de communications électroniques réservées à ses propres besoins, sous réserve de la réalisation préalable par l'entreprise des essais d'alvéolage et de la remise des plans projets comportant les cotes d'implantation et les annotations de chantier (plans minutes du récolement après chantier) relatives aux dites installations de communications électroniques.
- A la suite de cette vérification, Orange remet à l'entreprise un certificat de conformité des installations de communications électroniques.
- Si toutefois l'entreprise mandatée bénéficie d'une certification ISO 9002, elle peut simplement adresser le procès-verbal de contrôle à Orange, au vu duquel celui-ci lui délivre le certificat de conformité.
- En l'absence de vérification technique dans un délai spécifié au cas par cas, mais ne pouvant excéder 25 jours calendaires après la demande formalisée par l'entreprise à Orange, la conformité technique est acquise, aux risques de Orange et sans réserve.
- Lors de la vérification, des réserves peuvent être formulées par Orange. Elles devront être levées préalablement à une seconde vérification technique organisée dans un nouveau délai spécifié, mais ne pouvant excéder les 25 jours calendaires qui suivent. A défaut, le certificat de conformité sera émis avec réserves qui seront levées à l'achèvement complet de l'effacement des réseaux, en particulier après les réfections de voirie.

ARTICLE 7 – EXÉCUTION DES TRAVAUX DE CÂBLAGE

Dès que la conformité des installations de communications électroniques qui lui appartiennent est acquise, conformément aux dispositions de l'article 6, Orange entreprend les travaux de mise en œuvre des câbles de communications électroniques et de leurs accessoires.

Un planning sera établi entre les parties, au titre duquel les délais de réalisation, y compris la dépose des anciens câbles et des poteaux abandonnés, ne pourront excéder 30 à 60 jours calendaires selon l'importance du chantier, sauf cas de force majeure dûment justifié.

En cas de non-respect de ce délai, une pénalité journalière pourra être appliquée à l'encontre de Orange correspondant à 1/3 000 du montant des travaux de câblage évalué selon un coût unitaire de référence de 8 euros HT par mètre linéaire de génie civil. L'application de cette pénalité est libératoire de tous autres dommages et intérêts au titre de ce retard. Elle n'est due que si les causes de ce retard sont exclusivement imputables à Orange.

ARTICLE 8 - UTILISATION DES OUVRAGES MIS À DISPOSITION – RÉGIME DE PROPRIÉTÉ

La tranchée aménagée et les infrastructures communes de génie civil visées à l'article 2 sont la propriété de la collectivité. Leur utilisation par Orange ne confère à celui-ci aucun droit réel, conformément à l'article L.1311-1 du code général des collectivités territoriales.

- Leur utilisation est consentie à Orange tant que le droit d'établir ou d'exploiter un réseau ouvert au public ou de fournir au public un service de communications électroniques prévu par l'article L. 33-1 du code des postes et communications électroniques n'a pas fait l'objet d'une suspension ou d'un retrait.
- Orange est propriétaire des installations de communications électroniques qu'il a créées sur le domaine public routier ou non routier communal, dans les conditions exposées à l'article 5.2 et du câblage. Il en assure à ses frais l'exploitation, la maintenance (réparations), l'entretien et le renouvellement.

ARTICLE 9 - PRINCIPES DE RÉPARTITION DES DÉPENSES

Les parties conviennent que pour simplifier et homogénéiser sur l'ensemble du territoire de la communauté de commune, les présentes dispositions s'appliquent dès lors qu'un seul appui commun est concerné et figure dans le réseau objet de l'opération d'enfouissement, les présentes dispositions relatives à la répartition des dépenses prévues aux articles 10, 11 et 12 s'appliquent.

ARTICLE 10 – TRANCHÉE AMÉNAGÉE

La collectivité prend à sa charge la totalité du coût de réalisation de la tranchée aménagée et des infrastructures communes de génie civil, les besoins de Orange étant limités aux besoins exprimés dans l'avant-projet mentionné à l'article 5.1 de la présente convention.

ARTICLE 11 – DÉPENSES DES INSTALLATIONS DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

- Orange prend à sa charge les études permettant de définir les éléments destinés à compléter l'avant-projet visé à l'article 5.1.
- La collectivité prend à sa charge la totalité des frais de fourniture et de pose des matériels des installations de communications électroniques, y compris la mise en place d'un lit de sable.

ARTICLE 12 – DÉPENSES DE CÂBLAGE

- Orange prend à sa charge la totalité des dépenses d'étude et de réalisation des travaux de câblage qu'il réalise, visées respectivement aux articles 5.1 et 5.3.

ARTICLE 13 – REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Orange, propriétaire des installations de communications électroniques en domaine public routier, est redevable envers le gestionnaire du domaine public occupé de la redevance établie par l'autorité gestionnaire de la voirie, en application de l'article L. 47 du code des postes et communications électroniques.

ARTICLE 14 - RESPONSABILITÉS

Sous réserve des dispositions de l'article L 2131-10 du code général des collectivités territoriales, chaque partie renonce à tout recours contre l'autre partie à raison des malfaçons constatées après l'achèvement complet du chantier, en particulier après les réfections de voirie.

ARTICLE 15 – RACCORDEMENT DE NOUVEAUX CLIENTS

Orange s'engage à raccorder en souterrain les futurs clients à l'intérieur du périmètre des zones où ses réseaux de communication électronique sont en souterrain.

ARTICLE 16 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention cadre reste en vigueur tant que le droit d'établir ou d'exploiter un réseau ouvert au public ou de fournir au public un service de communications électroniques prévu par l'article L. 33-1 du code des postes et communications électroniques n'a pas fait l'objet d'une suspension ou d'un retrait sauf dénonciation à une date anniversaire de l'échéance par l'un des signataires avec un préavis de trois mois, par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 17 – SUIVI DE LA CONVENTION

La présente convention, ainsi que les éventuelles difficultés nées de son application, seront portées pour information et pour solution éventuelle à la connaissance du comité de suivi mis en place en application de l'accord cadre national Orange – FNCCR - AMF.

Un bilan annuel des opérations sera réalisé pour s'assurer que l'équilibre économique de la loi est toujours respecté. En fonction de ce bilan, la convention pourra être adaptée.

ARTICLE 18 – CONFIDENTIALITE

La collectivité s'engage à ne pas communiquer et/ou à ne pas divulguer à des tiers les plans appartenant à Orange et faisant l'objet de la présente convention à l'exception des personnes, dont le nombre devra être nécessairement limité, qui auront pour mission l'exécution de la présente convention.



La collectivité s'engage d'une part, à informer lesdites personnes de la confidentialité à laquelle sont soumis les plans et d'autre part, à prendre de façon générale, toute mesure permettant de préserver la confidentialité des documents objet du présent article.

La présente clause continuera à s'appliquer pendant un délai de trois ans après la résiliation de cette convention pour quelque cause que ce soit.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à POITIERS, le 22 janvier 2020

Pour la personne publique,

Représentée par le Président

Pour l'opérateur,

Orange – UPR SO
Représenté par M. Sébastien Plantier
Par dérogation
Le Correspondant réseau Collectivités Locales

Christophe BUREAU

Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	22
N° identifiant	2020-0010

Titre	Cession des trois courts de tennis du stade des Écluzelles par Grand Poitiers au profit de la commune de Chasseneuil-du-Poitou
-------	--

Rapporteur(s)	M. Dominique CLÉMENT
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	Plan des trois courts de tennis - stade des Écluzelles
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	69	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL -</p> <p>Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Michel CHOISY - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	14	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Serge LEBOND - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

Mandats	8	Mandants	Mandataires
		M. El Mustapha BELGSIR	Mme Éliane ROUSSEAU
		Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT	Mme Jacqueline DAIGRE
		Mme Michèle FAURY-CHARTIER	Mme Laurence VALLOIS-ROUET
		Mme Véronique LEY	Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX
		Mme Marie-Christine MARCINIAK	M. Jean-Louis CHARDONNEAU
		Mme Francette MORCEAU	M. Daniel HOFNUNG
		Mme Patricia PERSICO	M. François BLANCHARD
		M. Nicolas REVEILLAUD	Mme Ghislaine BRINGER

Observations	<p>L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26.</p> <p>Est sorti M. Francis CHALARD.</p>
--------------	--

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Développement urbain - Construction Direction Immobilier
------------------	--

Par délibération du 6 décembre 2019, Grand Poitiers a approuvé la sortie de l'intérêt communautaire des trois courts de tennis du stade des Écluzelles, situés rue du stade à Chasseneuil-du-Poitou.

La commune souhaite pouvoir aménager une halle communale.

Ainsi, Grand Poitiers envisage de lui céder ces courts de tennis, correspondant à une partie de la parcelle cadastrée section AR n° 1, dont la superficie exacte sera déterminée après le bornage à venir.

La cession intervient à l'euro symbolique. Un avis France Domaine a été sollicité à cette occasion.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- **d'accepter cette cession aux conditions sus indiquées**
- **d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir sur ce sujet**
- **d'imputer la recette soit 1 €, à l'article 775 du budget Principal.**

POUR	74	
CONTRE	0	
Abstention	2	M. Jacques ARFEUILLÈRE, Mme Christiane FRAYSSE
Ne prend pas part au vote	1	M. Francis CHALARD

Pour le Président,

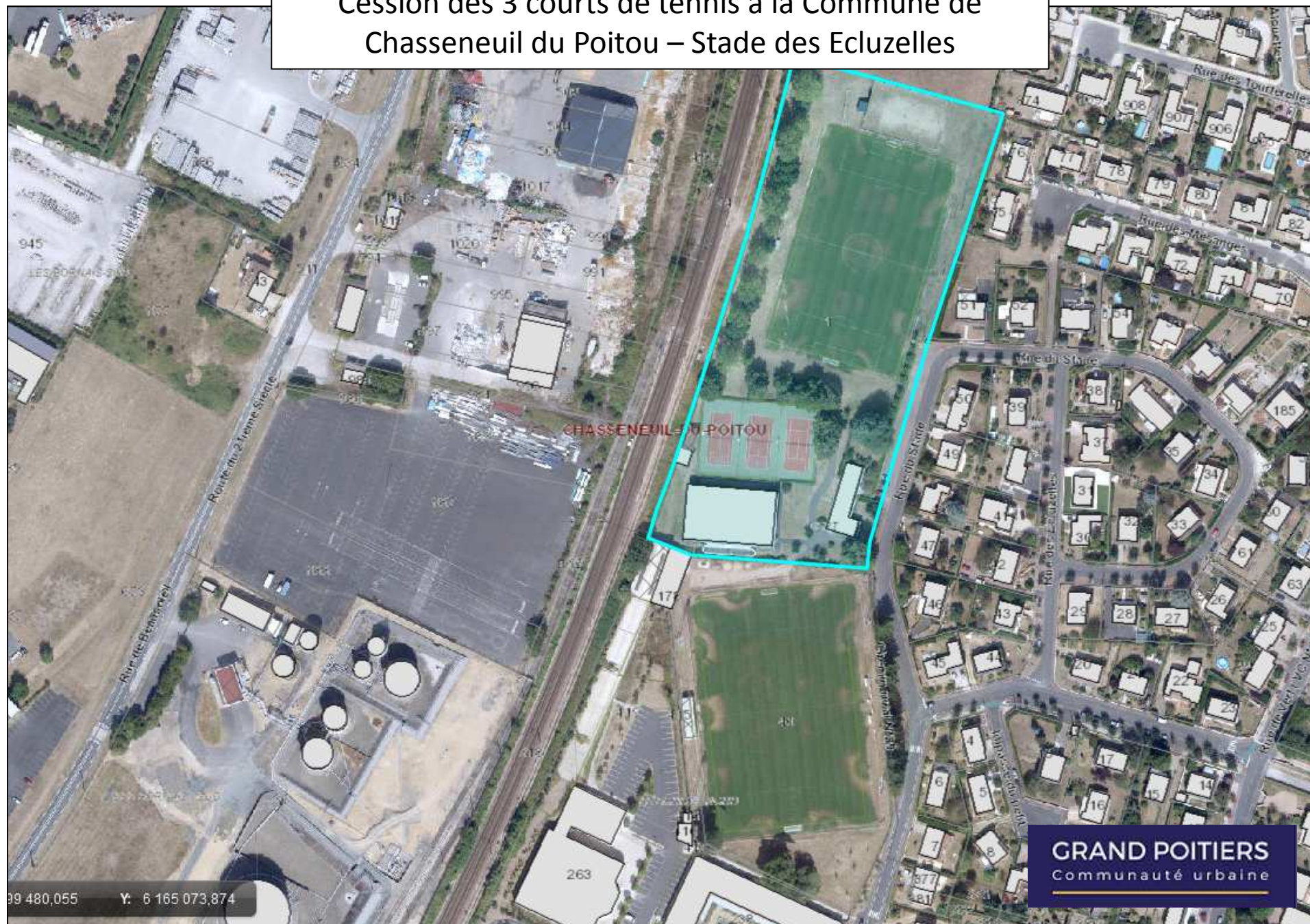


RESULTAT DU VOTE	Adopté
------------------	--------

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-121534-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	3.2
Nomenclature Préfecture	Aliénations

Cession des 3 courts de tennis à la Commune de
Chasseneuil du Poitou – Stade des Ecluzelles



Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	23
N° identifiant	2020-0008

Titre	Cession d'une partie de la parcelle AK n° 151 - avenue du Plateau des Glières à Poitiers
-------	--

Rapporteur(s)	M. Dominique CLÉMENT
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	Plan
-----	------

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	69	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL -</p> <p>Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Michel CHOISY - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	14	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Serge LEBOND - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

Mandats	8	Mandants	Mandataires
		M. El Mustapha BELGSIR	Mme Éliane ROUSSEAU
		Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT	Mme Jacqueline DAIGRE
		Mme Michèle FAURY-CHARTIER	Mme Laurence VALLOIS-ROUET
		Mme Véronique LEY	Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX
		Mme Marie-Christine MARCINIAK	M. Jean-Louis CHARDONNEAU
		Mme Francette MORCEAU	M. Daniel HOFNUNG
		Mme Patricia PERSICO	M. François BLANCHARD
		M. Nicolas REVEILLAUT	Mme Ghislaine BRINGER

Observations	<p>L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26.</p> <p>Est sorti M. Francis CHALARD.</p>
--------------	--

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Développement urbain - Construction Direction Immobilier
------------------	--

Dans le cadre du projet d'assainissement et de la gestion des eaux pluviales de la rue de la Longerolle, la commune de Migné-Auxances et Monsieur ALIX envisagent de procéder à un échange de foncier.

Afin que cet échange préserve les intérêts de chacun, Grand Poitiers a été sollicité par ladite commune afin de céder, à Monsieur ALIX, une partie de la parcelle cadastrée section AK n° 151, à l'angle de l'avenue du plateau des Glières et de la rocade.

Grand Poitiers financera la division cadastrale à exécuter par un géomètre afin de ne conserver uniquement que l'emplacement réservé relatif à l'aménagement du carrefour ainsi qu'une bande le long de la rue pour la gestion des eaux pluviales.

La cession intervient à l'euro symbolique. Un avis France Domaine a été sollicité.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- **d'accepter cette cession aux conditions sus indiquées**
- **d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir sur ce sujet**
- **d'imputer la recette, soit 1 €, à l'article 775 du budget Principal.**

POUR	76	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	1	M. Francis CHALARD

Pour le Président,

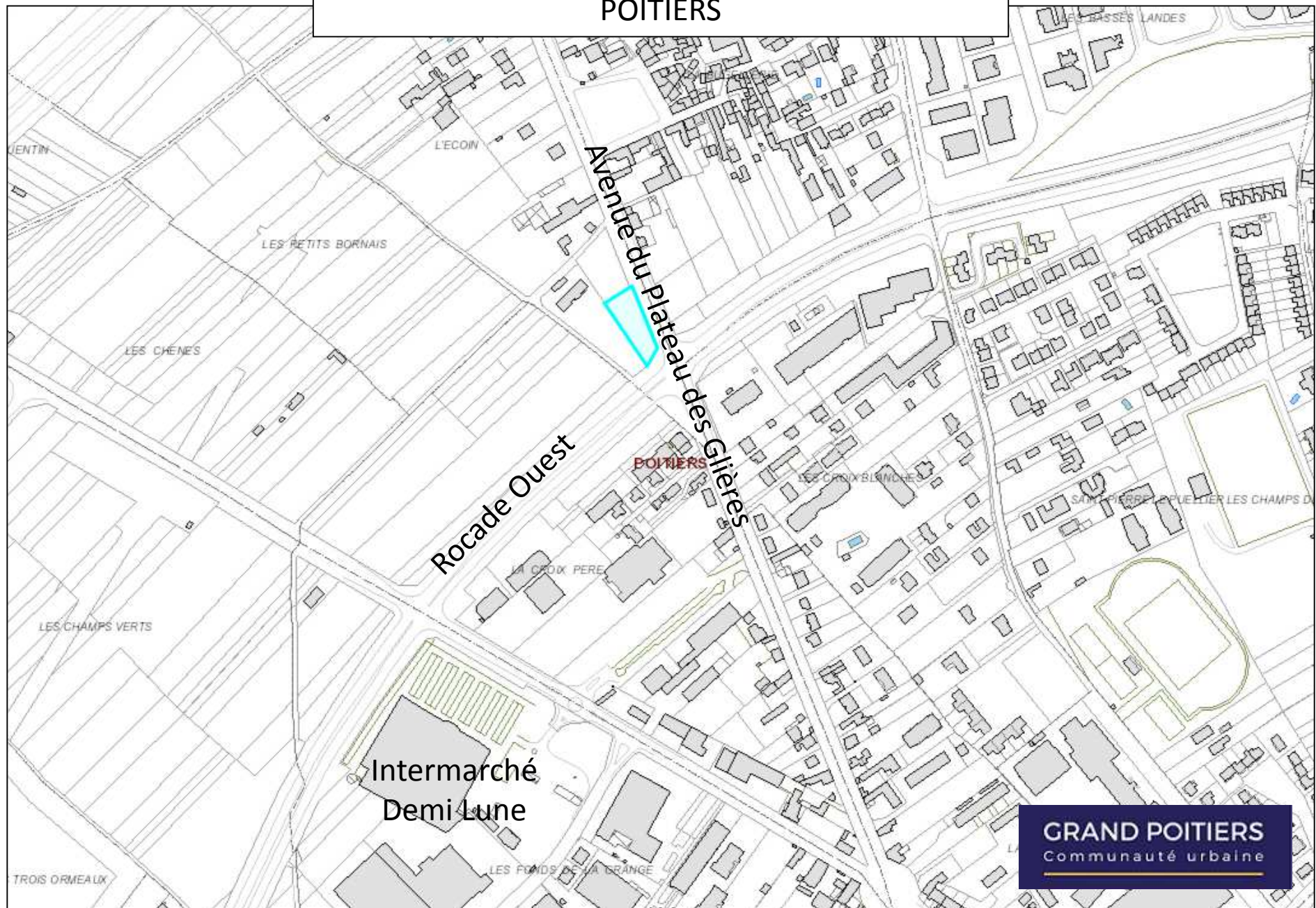


RESULTAT DU VOTE	Adopté
------------------	--------

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-121531-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	3.2
Nomenclature Préfecture	Aliénations

Cession d'une partie de la parcelle AK n°151
POITIERS



Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	24
N° identifiant	2020-0009

Titre	Cession de foncier auprès de la Société d'équipement du Poitou (Sep) - Parc Aliénor d'Aquitaine
-------	---

Rapporteur(s)	M. Daniel HOFNUNG
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	Parcelles à céder Plan
-----	---------------------------

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	69	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL -</p> <p>Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Michel CHOISY - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	14	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Serge LEBOND - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

Mandats	8	Mandants	Mandataires
		M. El Mustapha BELGSIR	Mme Éliane ROUSSEAU
		Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT	Mme Jacqueline DAIGRE
		Mme Michèle FAURY-CHARTIER	Mme Laurence VALLOIS-ROUET
		Mme Véronique LEY	Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX
		Mme Marie-Christine MARCINIAK	M. Jean-Louis CHARDONNEAU
		Mme Francette MORCEAU	M. Daniel HOFNUNG
		Mme Patricia PERSICO	M. François BLANCHARD
		M. Nicolas REVEILLAUT	Mme Ghislaine BRINGER

Observations	<p>L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26.</p> <p>Est sorti M. Francis CHALARD.</p> <p>Ne prennent pas part au vote au titre de leur représentation au Conseil d'administration de la Société d'équipement du Poitou (Sep), pour Grand Poitiers MM. El Mustapha BELGSIR et Bernard CORNU, pour la Ville de Poitiers M. Patrick CORONAS et Mme Jacqueline GAUBERT, pour le Département MM. Dominique CLÉMENT et Claude EIDELSTEIN et pour Habitat de la Vienne M. Jean-Claude BOUTET.</p>
--------------	---

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Développement urbain - Construction Direction Immobilier
------------------	--

La présente délibération annule et remplace les délibérations n°2019-0538 et n°2019-0690 pour cause d'erreur matérielle dans la numérotation de parcelles cadastrales.

Grand Poitiers a confié à la Société d'équipement du Poitou (Sep) la mission de viabiliser et commercialiser le futur parc d'activité Aliénor d'Aquitaine, par traité de concession signé en 2014.

Grand Poitiers envisage ainsi de céder à la Sep une tranche de foncier représentant environ 50,5 hectares (environ 504 789 m²).

Le prix de la cession s'élève à 3,39 € HT/m², TVA en sus. Ce prix et les modalités du paiement correspondent à ce qui est prévu dans le traité de concession. France Domaine a été sollicité à l'occasion de cette cession.

La liste des parcelles à céder, situées sur la commune de Poitiers et Migné-Auxances, figure en annexe de la présente délibération.

En conséquence, il vous est proposé :

- **d'accepter cette cession aux conditions sus indiquées,**
- **d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir sur ce sujet**
- **d'encaisser la recette, soit 3,39 € HT/m², TVA en sus, au budget de Grand Poitiers, à l'article 775.**

POUR	67	
CONTRE	2	M. Jacques ARFEUILLÈRE, Mme Christiane FRAYSSE.
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	8	M. El Mustapha BELGSIR, M. Jean-Claude BOUTET, M. Francis CHALARD, M. Dominique CLÉMENT, M. Bernard CORNU, M. Patrick CORONAS, M. Claude EIDELSTEIN, Mme Jacqueline GAUBERT

Pour le Président,



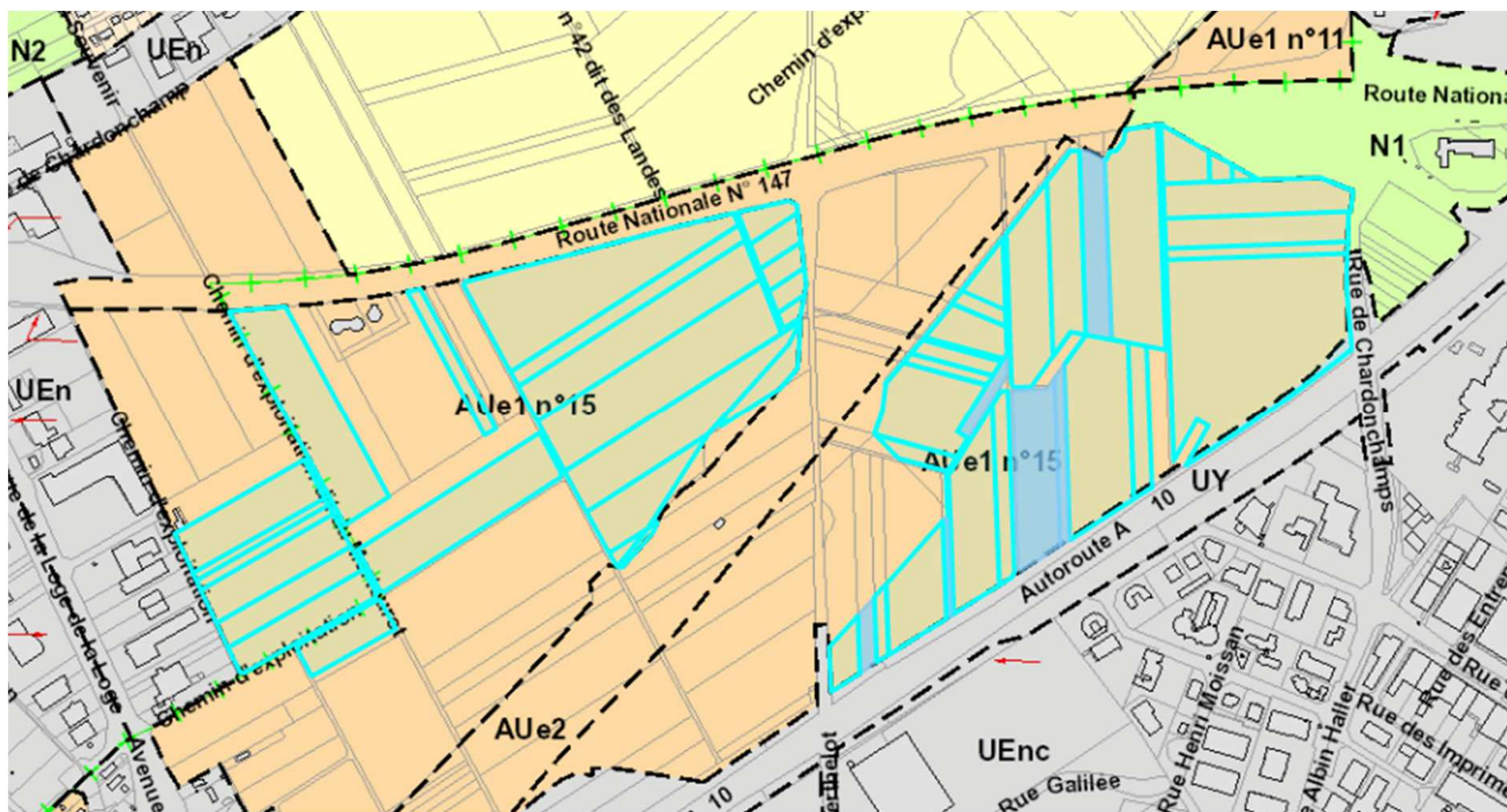
RESULTAT DU VOTE	Adopté
------------------	--------

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-121532-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	3.2
Nomenclature Préfecture	Aliénations

Parcelles à céder par Grand Poitiers à la SEP											
Commune	Parcelles		Superficie		Commune	Parcelles		Superficie			
Poitiers	ZM	429	3 992		Poitiers	ZL	4	4 110			
		427	1 014				46	11 480			
		425	429				223	24 011			
		431	12 093				11	8 740			
		111	4 086				12	20 730			
		112	53 820				13	28 560			
		13	1 300				111	2 048			
		45	4 830				113	2 689			
		41	1 730				115	2 556			
		601	451				119	29 880			
		28	1 940				123	23 094			
		38	5 710				193	836			
		37	14 170				195	1 725			
		573	152				201	721			
		572	397				209	8 613			
		562	2 072				217	19 721			
		575	2 888				48	6 250			
		110	10 793				S/Total Poitiers			459 249	
		620	21 629				Migné-Auxances	ZV	19	12 580	
		624	8 720						20	2 360	
		626	11 283			21			10 750		
		628	13824			22			7 890		
		44	5300			23			8 960		
		43	22200			S/Total Migné-Auxances		143	3 000		
		42	3260			Total			504 789		
		39	14190								
		632	2919								
		599	1546								
		634	4960								
		603	2659								
		605	1803								
		607	12927								
		558	2239								
		569	1061								
		566	9483								
		564	1604								
		571	11								

Parcelles à céder par Grand Poitiers à la SEP



Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	25
N° identifiant	2020-0012

Titre	Aliénation de matériel réformé - n° parc TRP026 Chargeuse LIEBHERR
-------	--

Rapporteur(s)	M. Claude EIDELSTEIN
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	69	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL -</p> <p>Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Michel CHOISY - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	14	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Serge LEBOND - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

Mandats	8	Mandants	Mandataires
		M. El Mustapha BELGSIR	Mme Éliane ROUSSEAU
		Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT	Mme Jacqueline DAIGRE
		Mme Michèle FAURY-CHARTIER	Mme Laurence VALLOIS-ROUET
		Mme Véronique LEY	Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX
		Mme Marie-Christine MARCINIAK	M. Jean-Louis CHARDONNEAU
		Mme Francette MORCEAU	M. Daniel HOFNUNG
		Mme Patricia PERSICO	M. François BLANCHARD
		M. Nicolas REVEILLAUD	Mme Ghislaine BRINGER

Observations	<p>L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26.</p> <p>Est sorti M. Francis CHALARD.</p>
--------------	--

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Transition énergétique Direction Parc de véhicules
------------------	--

Dans le cadre de sa politique de renouvellement des véhicules et matériels, la collectivité de Grand Poitiers Communauté urbaine a contracté un marché pour l'acquisition d'un nouveau bien intégrant la reprise de l'ancien.

Est désigné le matériel chargeuse LIEBHERR, numéro de série VATZ0443CZB013271, type L544, mis en circulation le 19 juillet 2005, numéro de parc TRP026 intégré dans le patrimoine de Grand Poitiers Communauté urbaine lors de la fusion avec l'Établissement public de coopération intercommunale Val Vert du Clain.

Le montant de la cession est de 24 000,00 € (VINGT QUATRE MILLES EUROS) Toutes taxes comprises (TTC), au profit de la Société Vienne Services Matériel, 18 rue de l'artisanat 86130 Saint-Georges-lès-Baillargeaux.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- **d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir sur ce sujet**
- **d'imputer la recette à l'article 775 du budget Collecte, traitement et valorisation des déchets (CTVD) au compte 7788 « Recettes exceptionnelles » dans le cas où le bien ne peut être retrouvé dans l'actif de la collectivité.**

POUR	76	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	1	M. Francis CHALARD

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE	Adopté
------------------	--------

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-121524-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	3.2
Nomenclature Préfecture	Aliénations

Conseil Communautaire du	14 février 2020
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	26
N° identifiant	2020-0013

Titre	Aliénation de véhicule réformé - Camion DAF de collecte des ordures ménagères n° de parc 1346
-------	---

Rapporteur(s)	M. Claude EIDELSTEIN
Date de la convocation	30/01/2020

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	69	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL -</p> <p>Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Michel CHOISY - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	14	<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Serge LEBOND - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

Mandats	8	Mandants	Mandataires
		M. El Mustapha BELGSIR	Mme Éliane ROUSSEAU
		Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT	Mme Jacqueline DAIGRE
		Mme Michèle FAURY-CHARTIER	Mme Laurence VALLOIS-ROUET
		Mme Véronique LEY	Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX
		Mme Marie-Christine MARCINIAK	M. Jean-Louis CHARDONNEAU
		Mme Francette MORCEAU	M. Daniel HOFNUNG
		Mme Patricia PERSICO	M. François BLANCHARD
		M. Nicolas REVEILLAUD	Mme Ghislaine BRINGER

Observations	<p>L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26.</p> <p>Est sorti M. Francis CHALARD.</p>
--------------	--

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Transition énergétique Direction Parc de véhicules
------------------	--

Dans le cadre de sa politique de renouvellement des véhicules et matériels, la collectivité de Grand Poitiers Communauté urbaine a contracté un marché pour l'acquisition d'un nouveau bien intégrant la reprise de l'ancien.

Est désigné le véhicule DAF, numéro de série XLRAS75PC0E858668, type FAN CF 75, immatriculé AC-379-TB, n° de parc 1346, mis en circulation le 8 juillet 2009, intégré dans le patrimoine de Grand Poitiers Communauté urbaine lors de la fusion avec l'Établissement public de coopération intercommunale Val Vert du Clain.

Le montant de la cession est de 15 000,00 € TTC (QUINZE MILLES EUROS), au profit de la SOCIÉTÉ DE DIFFUSION DE VÉHICULES INDUSTRIELS 1 rue de la Garenne 44700 Orvault.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- **d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir sur ce sujet**
- **d'imputer la recette à l'article 775 du budget Collecte, traitement et valorisation des déchets (CTVD) de Grand Poitiers Communauté urbaine ou au compte 7788 « Recettes exceptionnelles » dans le cas où le bien ne peut être retrouvé dans l'actif de la collectivité.**

POUR	76	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	1	M. Francis CHALARD

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE	Adopté
------------------	--------

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	21 février 2020
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20200214-121523-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	3.2
Nomenclature Préfecture	Aliénations